DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13614 – **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – VENDREDI 4 NOVEMBRE 1988

## *Vérité sur les prix à l'Est*

**Longtemps** *dénoncée comme le « cancer du capitalisme »*, l'inflation mine la politique de réformes économiques des pays communistes. En le reconnaissant officiellement, les Soviétiques rejoignent la liste déjà longue des dirigeants communistes, qu'ils soit hongrois, polonais, yougoslaves ou chinois, confrontés à un phénomène qui leur échappe pour une bonne part.

En injectant un peu de libéralisme dans un système rigide où les subventions préservaient artificiellement la population des hausses de prix les plus brutales, ces pays ont rompu l'équilibre d'une économie stagnante mais stable.

La lourde machine industrielle ne pouvant évoluer aussi vite que les idées neuves des gouvernements, les pénuries persistent, alimentant un marché noir où les prix s'envolent. Cette source d'inflation déguisée a toujours existé, mais elle est désormais aggravée par l'attitude des chefs d'entreprise, des agriculteurs ou des coopératives, lesquels assimilent souvent la liberté de gestion qui leur a été récemment donnée à la recherche hâtive de profits.

Il est tentant d'accumuler les bénéfices et de présenter des bilans flatteurs en retirant de la circulation les produits les meilleur marché et les moins rentables ou en justifiant un changement d'étiquette par un nouvel emballage.

**Les Chinois** admettent le problème depuis plusieurs années déjà. Officiellement, l'inflation est estimée à 20 %. Elle est évaluée à plus de 30 % par les experts occidentaux et a conduit Pékin à opter pour un plan anti-surchauffe.

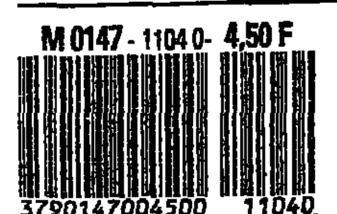
Les Polonais, qui ont vu les subventions gouvernementales se réduire comme peau de chagrin sans bénéficier d'un meilleur approvisionnement des magasins d'Etat, se débattent depuis longtemps avec des difficultés du même ordre. Les salaires ont beau avoir été revalorisés, la ponction que représente une inflation d'environ 60 % actuellement est considérable pour les revenus les plus modestes.

**Bénéficiant** d'une nouvelle liberté d'expression, les Soviétiques dénoncent à leur tour, haut et fort, la disparition soudaine des savonnettes bon marché ou la flambée des prix de vêtements de qualité médiocre... On ne gère pas par décret l'inflation. Les Occidentaux le savent trop bien. Les économistes soviétiques favorables à une refonte globale du système des prix en sont convaincus.

Encore faut-il savoir ménager une transition. A Pékin, à Varsovie, à Belgrade, à Budapest et surtout à Moscou, une véritable course contre la montre est engagée par les réformistes. Il leur faut empêcher que l'irritation croissante d'une population lasse de promesses sans effets ne se transforme en une explosion sociale.

En proposant des crédits massifs aux Soviétiques, les Européens, conscients du danger, leur permettent sans doute de gagner du temps. Mais il revient aux dirigeants de Moscou de maîtriser les conséquences d'une ouverture économique considérée par certains experts internationaux comme l'une des grandes chances des vingt ans à venir.

M 0147 - 1104 0- 4,50 F



3790147904500 11040

Le référendum en Algérie

## M. Chadli demande un mandat pour poursuivre les réformes

*Plus de douze millions d'Algériens étaient appelés aux urnes, jeudi 3 novembre, pour se prononcer sur un amendement constitutionnel instituant la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Ce référendum permettra de vérifier la confiance du pays en la personne du président Chadli, après les émeutes du mois d'octobre, et devrait donner à celui-ci l'autorité nécessaire pour poursuivre dans la voie des réformes, notamment lors du congrès du FLN, annoncé pour le 27 novembre.*




Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

## Un entretien avec le ministre de la santé

### *« Dans trois ans, le SIDA fera en France plus de morts que les accidents de la route »*

*M. Claude Evin, ministre de la santé, a rendu public, à l'issue du conseil des ministres du 3 novembre, le plan gouvernemental de lutte contre le SIDA. Il prévoit la création de trois structures – un conseil scientifique, une agence de programme et un conseil national du SIDA, – ainsi qu'une augmentation des crédits consacrés à la recherche (150 millions de francs en 1989) et à l'éducation pour la santé (100 millions). Une information sera délivrée l'an prochain aux lycéens, aux étudiants et aux appelés du contingent. 430 millions supplémentaires seront attribués aux hôpitaux. Les hémophiles, séropositifs ou malades, seront indemnisés. Dans un entretien au « Monde », M. Evin commente son plan.*

**« Où en est aujourd'hui en France l'épidémie de SIDA ?**

– Fin septembre, on comptait 4 900 malades du SIDA. Ce chiffre peut paraître peu important au regard de la population générale de notre pays. Mais il faut considérer le fait que le nombre de malades double tous les onze mois (tous les six mois dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et parmi les toxicomanes) ; et que, d'autre part, on assiste actuellement à une diffusion de plus en plus rapide de la séropositivité, et donc de la maladie, chez les hétérosexuels.

» Le SIDA ne doit plus être considéré comme une maladie qui ne concernerait que des populations dites « marginales ». Dans trois ans, le SIDA fera plus de morts en France que les accidents de la route.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

*(Lire la suite page 10.)*



Emprise policière, destructions, pénurie, corruption...

## La désastreuse dictature roumaine

*Le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a proposé, le mercredi 2 novembre, d'envoyer une mission d'experts en Roumanie pour étudier les conséquences du « plan de systématisation » du président Ceausescu sur le patrimoine culturel du pays. Les autorités roumaines ont, par ailleurs, ajourné la visite d'une délégation de parlementaires autrichiens, qui avaient demandé à visiter des régions touchées par ce plan.*

BUCAREST
correspondance

*« Voilà le fou qui passe sur sa comète ! »* La remarque glisse haut et fort, dans la pétrification soudaine d'un silence lourd : une centaine de personnes s'agglutinent au bord du trottoir, au coin de la place Amzei et de la rue de la Chute-de-la-Bastille, à côté d'un autobus forcé de s'arrêter en catastrophe à l'injonction hurlante de motards. Un convoi de voitures noires passe en trombe sur l'avenue déserte, tandis que les passants s'aplatissent contre les murs. M. Nicolae Ceausescu, *« le guide bien-aimé »*, se déplace à Bucarest sous bonne garde.

La multiplication des forces de l'ordre frappe d'emblée. En civil et en uniforme, miliciens, soldats et gardes sont plus nombreux que jamais, plus ostensiblement visibles et solidement armés. Ils jouent les cerbères devant les grands hôtels, promènent un œil soupçonneux sur les stations d'essence réservées aux étrangers, se faufilent dans les queues où les conversations s'éteignent aussitôt. Ils sont postés dans les décombres qui jonchent toujours le grand chantier du *boulevard de la Victoire du socialisme*, surnommé *« boulevard du kitsch »* par les Bucarestois.

En juin 1985, quand les premiers travaux ont débuté après de vagues rumeurs sur leur envergure, le regard des passants était encore incrédule, et les désagréments qui les faisaient maugréer étaient loin des nuisances à venir. Aujourd'hui, ils parlent à mots couverts de *« catastrophe »*.

ANDRÉ NIVERT.

*(Lire la suite page 6.)*

Les enjeux en Nouvelle-Calédonie après le scrutin du 6 novembre

## La paix aux cent visages

*En dépit des effets pervers que pourrait entraîner un taux d'abstention important, la victoire du « oui » au référendum du 6 novembre, qui paraît assurée, ouvrira en Nouvelle-Calédonie une période de trêve dont l'issue dépendra avant tout de la volonté et de la capacité des Calédoniens de relever le triple défi de la paix, du développement économique et social et du partage plus équitable des responsabilités entre les deux principales ethnies.*

NOUMÉA
de notre envoyé spécial

La paix présente parfois des visages trompeurs.

Celui qu'elle offre à Gossannah, au nord de l'île d'Ouvéa, porte encore le masque de la guerre et de la mort.

La « grotte sacrée » où ont péri dix-neuf des leurs, le 5 mai, devient un lieu de pèlerinage pour tous les indépendantistes. Dans quelques jours, les élèves de l'Ecole populaire kanake de Gossannah s'y rendront pour la première fois, en cortège, en compagnie des mères, des épouses et des sœurs des victimes, sous la conduite du vieux Joseph Tangopi, qui aura pris soin, comme l'exige la coutume, de demander auparavant l'autorisation au maître des lieux et d'emporter un plant de tabac qu'il laissera sur place.

Au bout du sentier qui serpente entre les cocotiers et les papayers, où batifolent des papillons et des perruches multicolores, ces enfants découvriront le cratère et la grotte funestes, où sont morts les *« dix-neuf héros tombés sous le drapeau »*. Ils pourront poser des questions, à voix basse, après que Joseph Tangopi se sera isolé pour un rite secret et leur aura permis de rompre le silence.

Impressionnés, peut-être apeurés, ils parcourront lentement ce mémorial lugubre où personne n'a osé toucher à rien depuis le 5 mai. Ils verront les étoffes accrochées aux rochers et aux troncs d'arbres partout où les « combattants » sont tombés.

ALAIN ROLLAT.

*(Lire la suite page 8.)*

L'avenir des télévisions

### Chaînes privées : les réseaux convoités

Le Sénat examinera la semaine prochaine le projet de loi sur la création d'un Conseil supérieur de l'audiovisuel. Les neuf « sages » qui remplaceront les membres de la CNCL trouveront sur leur bureau un dossier brûlant : la reconversion des télévisions privées. Le gouvernement estime qu'il y a *« trop de chaînes généralistes »*. Canal Plus et TF1 militent activement pour la transformation d'un réseau en télévision payante pour les jeunes. Reste à savoir qui sera la victime de ce nouveau bouleversement : la très sage M6 ou la 5, qui multiplie les provocations ?

*(Lire page 30 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)*



**Le Monde** LIVRES



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $ ; USA (West Coast), 2 $.

# Débats

## FRANCE

# Pour des états généraux

par ROGER BOURVIS (*)

JE propose la convocation d'états généraux de la nation pour 1989. Notre situation actuelle l'exige, le moment opportun est venu.

Si ce moment est venu, c'est parce que, comme il y a deux siècles, la France est en panne. Oh, bien sûr ! rien de commun entre les privilèges des féodaux d'hier et l'aisance bourgeoise des nantis d'aujourd'hui. Bien sûr la conquête de la liberté et des droits de l'homme chèrement acquise hier n'est pas remise en cause dans notre société aujourd'hui.

Il n'en demeure pas moins que la France est en panne : en panne de cœur, d'imagination, d'avenir.

### En panne de cœur...

Jamais les moyens de connaissance et de communication n'ont été aussi puissants. Paradoxalement, on découvre jour après jour que des pans entiers de notre société n'ont jamais droit à la parole, sont ligotés, étouffés, bâillonnés.

La France découvre avec stupeur que des millions de gens ont faim et froid dans ce pays ; la France découvre avec stupeur, en décembre 1986, que les lycéens ont des choses à dire et refusent en bloc un projet qu'on veut leur imposer sans concertation ; la France découvre avec stupeur qu'il existe en Nouvelle-Calédonie des Français qui sont prêts à la violence pour trouver une voie différente.

Faut-il maintenir le bâillon sur tous ces groupes sociaux, ethniques ou de génération ? Jusqu'au jour où le bâillon est arraché et où la rue devient le seul lieu où l'on ait quelque chance d'être entendu.

Hier les pauvres, les lycéens et les Canaques. Aujourd'hui les infirmières et le personnel soignant des hôpitaux. Demain, qui ?

### ...d'avenir...

Pourquoi ce sentiment d'« impasse » que tant de Français éprouvent un jour ou l'autre ? Pourquoi ce renouveau corporatiste, ce repli sur soi ?

A l'évidence, beaucoup de contestations dissimulent derrière le pur aspect revendicatif un vide plus essentiel : la France de 1989 est orpheline de projet.

Où sont les héritiers des Lumières du dix-huitième siècle ? En 1789, nos ancêtres voulaient conquérir la liberté. De quelles conquêtes rêvent les Français de 1989 ? La religion, la patrie, sont des valeurs qui s'effondrent ; la technologie a montré ses limites. L'Europe ? L'Europe se noie dans le verre d'eau administrativo-juridique de l'harmonisation des fiscalités, des diplômes, des normes, des monnaies...

Le vide terrifiant de dessein collectif explique l'explosion formidable du *« moi, je... »* dans notre société. Si Mai 68 a laissé des traces durables en matière sociale, mais surtout en matière de mœurs, l'après-Mai 68 a complètement éteint les feux d'une pensée et d'une espérance collectives. L'individualisme forcené, grand vainqueur des années 80, semble assuré d'avoir encore de belles années devant lui.

Or, comme l'écrivait Françoise Dolto, *« l'homme a besoin de projets »*. Devant la carence de projets, quelle est aujourd'hui notre capacité à réagir ?

La France jouit du plus précieux et du plus fragile des privilèges pour une nation : la démocratie. Les souffrances si nombreuses que tyrans, tsars et dictateurs sèment de par le monde sont là pour nous le rappeler jour après jour. Mais la démocratie, conquête sanglante à laquelle les Français sont charnellement attachés, doit-elle rester figée ? Force est de constater aujourd'hui les insuffisances de notre système politique.

### ...et d'imagination

Certes, ce système montre de fortes vertus : garant de nos libertés, il se révèle aussi relativement efficace dans la « gestion » du pays. Mais la gestion doit-elle être le seul horizon de la France ? Où sont nos stratégies d'avenir ? Quels hommes politiques nous incitent à réfléchir, à agir, à nous battre pour la France de nos enfants ?

Toutes les études sociopolitiques récentes démontrent que nos compatriotes ont un désintérêt croissant pour ce que la politique française leur propose aujourd'hui : un « microcosme » qui tourne sur lui-même, sourd aux préoccupations de la population, incapable de rêver le futur.

Comment s'étonner vraiment de ce que plus de 50 % de la population s'abstienne aux élections ?

Depuis 1983 on ne distingue plus guère un gestionnaire de droite d'un gestionnaire de gauche. L'alternance a joué deux fois dans ces cinq années : pour quels changements, à part les présidences de sociétés publiques et autres fromages de la République ?

Le système montre là des limites. Pour un homme politique, une chose compte au-dessus de toutes les autres : qu'il soit élu et réélu. Pour cela les hommes politiques font des promesses. Ils ne peuvent et ne veulent pas s'exposer aux risques d'un programme ambitieux où chaque audace pourrait leur faire perdre des voix.

Dès lors que le pouvoir est en panne d'imagination, il devient impératif de trouver le moyen de mettre l'imagination au pouvoir. L'année 1989 nous offre une opportunité extraordinaire : la convocation d'États généraux.

***

La commémoration du Bicentenaire de l'« année sans pareille » nous offre dans sa préparation la confirmation consternante de notre analyse. Quoi ! Nous célébrons les deux cents ans de la liberté et des droits de l'homme, et que voit-on ? Quelques expositions, quelques sons et lumières et un passionnant débat : organisera-t-on les festivités dans la capitale le 14 ou le 16 juillet ! Aux quatre coins de l'Hexagone, on voit certes des initiatives locales témoigner de la vivacité des souvenirs et des passions, mais aucun grand projet d'espoir ne concerne l'ensemble du pays. C'est pourquoi il faut convoquer des États généraux. Des états généraux qui donneront la parole au peuple, à tout le peuple, en laissant jaillir les utopies et les rêves.

Pour cela, ouvrons grands les « cahiers de doléances » de 1989, laissons les flots de paroles et d'idées s'exprimer partout : écoles, lycées, universités, entreprises, collectivités, associations, couvents, casernes, hôpitaux, villes et villages...

Que la parole soit ! Et pour la collecter, la transmettre, la mémoriser, sachons mobiliser les fantastiques outils d'informatique et de télécommunication dont nous disposons aujourd'hui.

Réunissons ensuite les délégués de toutes ces cellules, de tous ces groupes, qui sont la France d'aujourd'hui. Que les idées se choquent, que les envies et les ambitions s'affichent, que les rêves s'éveillent ! Ouvrons les États généraux du Bicentenaire le 5 mai 1989. Il ne s'agit pas, bien évidemment, de viser à la constitution de nouvelles structures politiques : elles existent. Mais il faut utiliser l'événement pour donner de l'air à notre vie sociale. La France a besoin de parler, la France a besoin de s'émouvoir, la France a besoin d'espoir. Donnons-lui la parole, laissons les émotions se libérer, favorisons l'éclosion d'ambitions et de projets.

De ce bouillonnement ne sortiront peut-être que des utopies. Mais l'utopie n'est-elle pas la réalité de demain ?

(*) PDG de Cachemire SA.

## TIERS-MONDE

# « C'est possible ! »

par JEAN LACOUTURE

LE sinistre octobre algérien fournit entre bien d'autres enseignements celui-ci : qu'une étape de l'émergence du tiers-monde est close, et que la révision des rapports de coopération Nord-Sud doit être accélérée.

Si la remise en question du « Tout Etat » prend, sous nos climats, des formes qui vont jusqu'aux dévergondages d'un « libéralisme » de grand chemin, elle s'avère urgente dans l'hémisphère sud, ne serait-ce qu'en raison des dimensions caricaturales que ce mode d'organisation y avait prises.

Au cours du tiers de siècle qui va de la conférence de Bandoung aux tueries de Bab-el-Oued, le monde afro-asiatique n'a jamais connu d'alternative au recours à l'Etat-factotum, seul agent économique national dans un vide que les nouveau-nés à l'indépendance ne pouvaient se résigner à voir combler par les sociétés multinationales et les pouvoirs étrangers.

Que le « socialisme » au nom duquel agissaient les nouveaux maîtres ait peu à voir avec la pensée de Marx ou celle de Jaurès, chacun le sait, et d'abord ceux qui en souffrent ou en meurent : mais les moyens de raisonner ou d'équilibrer ces machineries vermoulues qui émergent du grand engloutissement colonial ? Tel le fameux pont métallique Paul-Doumer de Hanoi, elles grincent encore au-dessus de l'eau, permettant à quatre-vingts nations de passer de l'inexistence politique à la pénurie économique — tragiques, déconnectées avec le réel, mais seule alternative au néant.

Il n'en apparaît pas moins que les nécessaires rapports de coopération inter-étatiques ne sauraient plus monopoliser les efforts de ceux qui, faisant du développement de l'hémisphère sud la condition primordiale de l'harmonie du monde, se vouent au combat contre le « génocide silencieux de la faim ».

### Retour à l'aide étatique

Chacun sait qu'il s'agit moins désormais de donner impulsion à une relance quantitative de l'aide étatique, qui s'oriente moins vers les « PMA » (pays les moins avancés) que vers les nations « intermédiaires », et n'atteint les populations les plus déshéritées que dans une proportion très faible, que de mettre en œuvre un développement local fondé sur le *partenariat* avec les acteurs non gouvernementaux tels que les communautés de base, coordonné et cofinancé en fonction de contrats de plan ou de « *pays* ».

Il n'est pas question de marginaliser les Etats, asphyxiés par la dette publique et angoissés par l'affaissement des ressources fournies par les exportations de matières premières, mais de susciter ou de *vivifier* des circuits et des solidarités mobilisant de nouveaux acteurs du développement, ceux qui, au sein des communautés naturelles ou traditionnelles, ont une conscience immédiate de leurs besoins (et, à portée de main, les clés du développement local).

Quarante mille enfants assassinés chaque jour dans le monde par la faim ou les maladies curables ; quarante mille hectares rendus quotidiennement à la stérilité : hurler ces chiffres est dangereux, tant ils ont l'apparence de l'inéluctable. Mais il n'y a de fatalité dans un monde innervé de tant de moyens de communication que dans l'indifférence des nantis et la résignation des affamés.

Cette résignation peut être muée en dynamisme, cette indifférence en intérêt actif sur le terrain, si la lutte contre la désertification, pour l'hydraulique et le reboisement, est relancée hors des circuits bureaucratiques, par l'alliance entre les ONG (organisations non gouvernementales) et les communautés locales, les groupements polyvalents de base, les acteurs territoriaux, associatifs — chacun prenant en charge le développement d'une zone, d'un secteur, *fût-il* étroit, l'*impulsion* fondamentale ne venant plus du plan imposé d'en haut, mais de la demande émanant du terrain. C'est là que réside la chance de transformer enfin ce que Pierre Péan, dans un livre vigoureux dénonçant la corruption de l'aide publique, appelle « l'argent noir » en « argent vert ».

### Un espoir

Ce ne sont pas là les rêves de quelques bonnes âmes. Les meilleurs spécialistes de ces problèmes, de René Lenoir à Stéphane Hessel, de Michel Griffon à Jean Carbonare, cautionnent de plus en plus activement ce type de démarches, sans jeter pour autant l'exclusive sur l'aide publique ordinaire, qui, de déboire en scandale, reste une exigence, pour peu qu'elle s'accompagne de décisions comme le moratoire des règlements de la dette des Etats au bord de la faillite.

Fruit et synthèse de ces réflexions, un espoir est né. Le projet d'une loi « pour la survie et le développement », rédigé par les fondateurs de l'association Survie 88, tendant à attribuer un millième des ressources françaises (5 milliards de francs par an) à cette bataille contre le génocide spontané des enfants du tiers-monde, a recueilli les signatures de 341 députés et 133 sénateurs appartenant à *tous les groupes* des deux Assemblées, de *toutes* les autorités religieuses et de la quasi-totalité des organisations de lutte contre la faim. Du président de l'Assemblée aux éléments les plus novateurs du RPR, de Mgr Decourtray au cheikh Abbas, des centaines de personnalités responsables se déclarent prêtes à mettre en œuvre un « contrat de génération » fondé sur le partenariat qui pourrait déboucher, dans un cadre européen, sur un véritable « Eurêka du développement de base ». Car la multiplication des démarches locales évoquées plus haut suppose une impulsion forte, exige des ressources spécifiques, requiert un soutien technique.

« *Impossible*, nous dit-on. *Vous ne pouvez que poser des rustines. La désertification des zones sahéliennes est inévitable.* » Faux. La réanimation de secteurs comme ceux de Keita, à l'ouest du Niger, montre que l'on peut inverser le mouvement dès lors que les populations sont définies comme sujets, non plus comme objets de l'entreprise. *Il s'agit donc d'offrir* un cadre et des moyens pour la généralisation de tels exemples.

### Une cause européenne

Quant aux rugissements ordinaires des tenants de la « préférence française » sous ses formes agressives ou larvées, ils ne doivent pas intimider ceux qui inclinent à faire prévaloir, sur la résignation globale, l'imagination du « oui ». Ne « donnons »-nous pas plus que les autres ? Les suggestions de Survie 88 ont suscité plus d'initiatives en Belgique et en Italie qu'en France. Ces amorces montrent qu'il s'agit désormais d'une cause européenne — si tant est que l'unification de l'Europe soit autre chose que la formation d'un club de nantis, c'est-à-dire, à court terme, d'un nœud de vipères.

Qui ne voit que l'unité du Vieux Continent ne peut s'opérer que par le mouvement, dans une tension convergeant vers une cause commune ? Une cause qui devrait être restitution aux sociétés du Sud d'une espérance de vie.

# Au courrier du Monde

## LE RETOUR DE L'ABBÉ GRÉGOIRE

### Un pur...

Il faut féliciter *le Monde* d'avoir publié dans son numéro des 16 et 17 octobre un grand article sur l'abbé Henri Grégoire, figure malheureusement aussi méconnue qu'elle est belle. On s'était félicité aussi de la volonté récemment affirmée pr M. Jeanneney de donner enfin à Grégoire et à Toussaint Louverture la place qui leur revient.

L'article de M. Birnbaum me paraît néanmoins susciter quelques réserves, suffisamment importantes pour qu'on tente de les faire connaître. Pour l'essentiel, il tend à relire l'action et les œuvres de Grégoire en fonction de certaines idées d'aujourd'hui, et, j'ose le dire, de certaines modes idéologiques. Je me borne à noter deux ou trois points.

Que certains textes de Mirabeau soient plus séduisants, au regard des modes actuelles, que ceux — si savants et si fins — de Grégoire, c'est compréhensible, mais cela ne peut se faire qu'en oubliant les batailles politiques et les engagements politiques de l'un et de l'autre ; car c'est à peu près seuls que Grégoire, Robespierre et quelques isolés ont bataillé à la Constituante simultanément pour l'émancipation des juifs, l'égalité civique des hommes libres de couleur, l'abolition de l'esclavage. Ces fameux Jacobins n'avaient pas que des défauts. Sur ces sujets, en ce même temps, que faisait Mirabeau ?

Le tort essentiel, à mes yeux, de M. Birnbaum est de ne pas voir que pour Grégoire, la « question juive » n'est pas une question *en soi*. Tout particulièrement : c'est méconnaître complètement les procédés de style de l'époque que de prendre au premier degré les critiques qu'il porte contre les superstitions juives et l'arriération des ghettos ; car ce qu'il vise, et en plus d'un passage de façon très claire, c'est la superstition et l'arriération en général. Il y aurait bien des choses à avancer sur ce procédé utilisé entre autres par Voltaire, à l'intention quasi exclusive des chrétiens.

Certes, il n'apprécie guère le Talmud, mais peut-on lui reprocher de n'avoir pas lu Lévinas ? Ce n'est déjà pas si mal de bien connaître Maïmonide et Mendelssohn.

Et qui donc, à part lui, comptait parmi ses amis personnels des juifs cultivés, qui ont traduit pour lui de très beaux textes intégralement insérés dans son *Essai* ?

En réalité Grégoire a été, dès avant, pendant, après la Révolution et jusqu'à sa mort, un défenseur intransigeant de la démocratie, et un adversaire sans compromission des discriminations et de l'esclavage. Par exemple, sa fermeté s'exprime très clairement — pour quiconque sait lire — dans sa brochure de 1808 sur les juifs d'Allemagne. Notez que ni Napoléon, ni Robespierre, ni personne n'aura réussi à l'intimider, pas plus sur le plan religieux que dans la vie publique. Un pur révolutionnaire qui était, du même mouvement, authentiquement chrétien : ça ne courait pas les rues.

Le MRAP et l'université des sciences sociales de Grenoble organiseront, début juin 1989, un colloque sur Grégoire (ainsi que sur les effets de la Révolution dans les colonies), qui contribuera à rendre à cette grande et pure figure sa place parmi les combattants de l'égalité et de la fraternité : au premier rang, aujourd'hui.

J.-J. KIRKYACHARIAN
*(Grenoble)*.

### ...et un dur

Etonnante proposition du président de la mission du Bicentenaire (*le Monde* du 7 octobre) : « *Frappé par l'émergence de quelques personnalités, j'inscrirai au premier chef l'abbé Grégoire à cause de sa lutte pour l'intégration des juifs et des protestants, puis des Noirs, dans la communauté nationale.* »

Or, à côté de cet aspect éminemment positif, qu'il partage semble-t-il avec tous les révolutionnaires, l'abbé Grégoire fut un *ennemi* féroce des langues de France.

Le 3 pluviôse de l'an II (24 janvier 1794), à propos d'un décret sur les livres d'école, il posa la doctrine : « *L'unité de la République commande l'unité d'idiome* ». Au nom du comité de l'instruction publique, il lit, le 16 prairial an II (4 juin 1794) à la Convention, ce rapport dont le titre est une indication : *Rapport sur la nécessité d'*anéantir *les patois...* (Paul Lévy, *Histoire linguistique d'Alsace-Lorraine*, tome II, Paris 1929).

Par « patois », Grégoire n'entendait pas seulement les dialectes d'oïl, mais ces langues, indigènes en France, que sont en leurs régions respectives : l'allemand, le basque, le breton, le catalan, l'italien, le néerlandais et l'occitan. Que dirait-on d'un révolutionnaire suisse qui partirait ainsi en guerre contre le français, l'italien, le romanche. Et d'un Canadien qui voudrait extirper le français ?

A côté de l'aspect « émancipation des personnes » (que l'on pouvait réaliser par d'autres voies), 1789 porte en lui le germe de la centralisation excessive, du nivellement, et même du totalitarisme. L'abbé Grégoire est un symbole de cette ambiguïté.

GUY HÉRAUD
*(Pau)*.


**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

*Gérant :*
André Fontaine, directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur général :* Bernard Wouts.
*Rédacteur en chef :* Daniel Vernet.
*Corédacteur en chef :* Claude Sales.





Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-89-61

## ALGÉRIE : l'enjeu du référendum trois semaines avant le congrès du FLN

# La consultation apparaît surtout comme une question de confiance posée par le président Chadli

*ALGER*
*de notre correspondant*

Tout va très vite. Trop vite, peut-être ! Les Algériens ont l'impression d'être entraînés dans un tourbillon. Chaque jour qui passe apporte son contingent de nouvelles. Le 31 octobre, le président Chadli annonçait la mise en liberté provisoire des personnes arrêtées au cours des émeutes du début du mois. Promesse tenue. Au moins partiellement, puisque six cent quatre-vingt-quatorze d'entre elles ont quitté les prisons, mercredi 2 novembre, au *lendemain de la fête nationale* et à la veille du référendum sur les réformes constitutionnelles. Le même jour, l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), en cinq lignes, annonce que le sixième congrès du Parti, attendu au mois de décembre, se tiendra finalement les 27 et 28 novembre prochains.

Il faut battre le fer tant qu'il est chaud ! C'est assurément la tactique choisie par le président Chadli et ses conseillers, qui n'entendent pas laisser l'exclusivité de l'initiative aux Algériens en mal de démocratie. Deux grands meetings ont cependant retenu l'attention mercredi : un rassemblement universitaire sur le campus de la fac à la Bouzaréah, où devant un auditoire enthousiaste Isabelle Adjani a fait un « tabac », soutenant les jeunes étudiants dans leur quête de *« plus de démocratie »*, et la première réunion-débat des intellectuels, au palais de la culture. Il ne s'agit pas pour autant de campagne en faveur du « oui » ou du « non » au premier des deux référendums promis par le président Chadli, le 12 octobre, quarante-huit heures après son discours-clé qui devait mettre un terme à une semaine d'émeutes sanglantes. La priorité des uns rejoint celle des autres d'occuper les espaces de liberté abandonnés à dessein par le pouvoir secoué par une crise interne comme il n'en a jamais connue.

### Chômage : 23,7 %

Avant chaque échéance importante, le sacro-saint consensus indispensable au bon fonctionnement des institutions algériennes avait jusqu'à présent été trouvé. Cette année, à l'approche du sixième congrès du FLN, seules les dissensions étaient perceptibles. De consensus, point. Et pourtant l'Algérie vit un moment décisif de son histoire. Les réformes économiques que le président Chadli veut mettre en œuvre depuis trois ans doivent impérativement être adoptées sous peine de naufrage.

L'abîme n'est pas loin. Jusqu'à présent, le pays par une gestion stricte de ses équilibres et de sa dette a su garder la confiance de ses créanciers. Mais *« la crise économique internationale et ses effets néfastes sur l'économie algérienne »* – c'est ainsi que l'on désigne ici tous les maux qui affectent l'Algérie – frappent durement. Les recettes en devises n'atteindront, cette année, que difficilement 8 milliards de dollars, alors qu'elles étaient encore de 13 milliards en 1985.

La récession est terrible. La croissance était estimée à 3,5 % en 1985, 1 % seulement en 1986 et en 1987. En 1986, année funeste, la quantité de biens et services produits localement, ou importés et mis à la disposition de la population a vraisemblablement chuté de 5 %, tandis que le taux d'expansion démographique éclatait à 3,2 %. La croissance s'établissait donc, cette année-là, négativement. De l'ordre de – 8 % ! Contraste violent avec les chiffres officiels. La rupture sociale est là. La dégradation du marché de l'emploi a été singulièrement brutale.

Entre 1980 et 1984, cent quarante cinq mille emplois étaient créés chaque année, contre seulement quatre-*vingt-quatorze mille cinq cents entre* 1985 et 1987. Le nombre des chômeurs passait donc de six cent cinquante-huit mille en 1984 à un million deux cent mille en 1987, ce qui portait le taux de chômage de 16,4 % en 1984 à 23,7 % en 1987. Six pour cent de demandeurs d'emploi en plus en trois ans, c'est beaucoup !

### Diversifier les exportations

Comment faire face, sinon en réformant rigoureusement l'économie nationale ? Car il n'est pas raisonnable d'envisager de renverser la tendance avec un baril de pétrole ne décollant pas des douze dollars, et un dollar à six francs. Il faut donc trouver un autre schéma de croissance. D'abord, ne plus dépendre à 98 % des ventes d'hydrocarbures et privilégier les autres exportations. Ensuite, harmoniser le fonctionnement de l'économie, briser les gigantesques entreprises algériennes improductives et les restructurer : c'est fait, depuis 1984. Ouvrir l'économie au secteur privé : en théorie, c'est devenu possible depuis *« l'enrichissement de la Charte nationale »* en 1986. Accroître la surface agricole utile par la mise en valeur des terres et l'accession à la propriété foncière : c'est en route depuis trois ans. Et cette année, les grands domaines agricoles socialistes autogérés – déficitaires, pour la plupart – ont été parcellisés et redistribués à des travailleurs agricoles. A relativement court terme, l'Algérie, qui ne produit que 40 % de ce qu'elle consomme, s'est déjà donné les moyens de réduire sa dépendance agro-alimentaire.

Reste à donner un coup de fouet à la production. Et c'est là que le bât blesse. Les réformes que le président Chadli veut à tout prix mettre en application passent par l'*« autonomie de l'entreprise »*, c'est-à-dire rentabilité, productivité et compétitivité. L'outil industriel existe. Il importe de le transformer en outil productif, ce qu'il n'a jamais été, en même temps qu'il faut ouvrir le pays aux investisseurs étrangers pour qu'ils y apportent leur savoir-faire, condition *sine qua non* pour que le bénéfice d'un quart de siècle d'investissements ne se volatilise pas en fumée.

### Des lois copieusement amendées

Les résistances sont toutes venues du dernier carré des tenants d'une orthodoxie socialiste vieillotte, réfugiés au sein du parti. Les lois présentées par les ministres ont été copieusement amendées par les députés de l'Assemblée populaire nationale, qui les ont minutieusement vidées de leur sens. Et le paradoxe du système algérien a éclaté au grand jour. Alors que dans tous les pays régis par un système de parti unique le Parlement – quand il existe – est une chambre d'enregistrement, l'Algérie a réussi le tour de force de se doter d'une Assemblée nationale si critique à l'égard du pouvoir qu'elle s'est mise rapidement à fonctionner comme un pôle d'opposition. Dès lors, la situation n'était plus viable. Il fallait impérativement que le sixième congrès du parti soit décisif et que l'un des camps s'impose.

D'un côté, le président de la République et les « réformistes », de l'autre les derniers « défenseurs des acquis de la révolution », les trente mille fonctionnaires de l'appareil du parti et une fraction de l'armée. Bref, ceux qui ne pouvaient laisser le président arriver en force au congrès pour y faire avaliser définitivement sa politique de réformes économiques et de libéralisation de la société, sous peine d'être irrémédiablement écartés des affaires.

Le retour dans les *kasmas* (cellules du parti) et les casernes, n'a rien de réjouissant quand, un quart de siècle durant, on s'est partagé le pouvoir et son corollaire, la manne pétrolière.

Des événements vécus tragiquement par l'Algérie ces dernières semaines, le pôle présidentiel est le seul à être sorti à peu près indemne. Le parti, rendu responsable des troubles, est laminé. L'armée, qui pourtant s'enorgueillit d'avoir chassé le colonisateur, a perdu sa légitimité pour avoir versé le sang du peuple. Les deux béquilles traditionnelles du pouvoir, sécurité militaire et police, sont discréditées pour avoir torturé et supplicié le plus atrocement, parfois jusqu'à la mort, d'autres Algériens.

Le président doit faire vite pour rentabiliser son capital-confiance. Après les promesses, toutes tenues jusqu'à présent, il a fait le premier geste concret, ô combien symbolique ! de limoger le numéro deux du parti, M. Mohamed Chérif Messaadia, et le responsable de la sécurité, le général Medjoub Lakhal-Ayat. Il fallait au moins cela pour décider les Algériens incrédules à regarder d'un peu plus près le contenu des modifications de la Constitution soumises à référendum. De quoi s'agit-il ? Les quatorze articles amendés sur les cent quatre-vingt-dix-neuf existants révolutionneront-ils la vie politique ? Certainement pas. Et pourtant, ils doivent être compris comme le point de départ d'une mutation irréversible de la société algérienne. Le président de la République, jusqu'à présent secrétaire général du FLN, n'incarnera plus demain l'unité de l'Etat et du parti. Le chef du gouvernement qu'il nommera et qui répondra de sa politique devant une Assemblée nationale « new look » ne l'incarnera pas plus. Il y aura bien – théoriquement – séparation de l'Etat et du Prti. Le président, qui s'octroie un domaine réservé d'importance avec la défense nationale et les affaires étrangères, plane d'ores et déjà au-dessus des institutions. Le Premier ministre, en permanence sur la brèche, amortira tous les soubresauts de la vie politique.

*Et en renforçant la latitude, qu*'il avait déjà, de consulter le peuple par référendum, le chef de l'Etat entre dans une ère que certains n'hésitent pas à qualifier de *« gaullienne »*.

### « Avant tout préserver »

*La question qui se pose* aujourd'hui. – et le taux de participation sera déterminant à cet égard – est de savoir si oui ou non le président et sa politique auront été plébiscités par le peuple algérien. Seuls les communistes du PAGS (Parti d'avant-garde socialiste, issu du Parti communiste algérien) et les islamistes ont clairement appelé à l'abstention. Les autres tendances politiques ou mouvances socio-professionnelles d'opposition, comme il vaut encore mieux les appeler, n'ont exprimé que leur souhait de ne pas voir, justement, la consultation populaire tourner au plébiscite pour le président Chadli, sans toutefois prôner l'abstention ni, *a fortiori*, inciter à voter non.

*« L'occasion est trop belle de voir enfin les choses bouger. Nous ne pouvons pas prendre le risque de tout remettre en cause inconsidérément. »* Ce professeur d'université impliqué dans l'effervescence des milieux intellectuels, s'il n'est pas « chadliste » comme il le dit, n'en est pas moins conscient de la *« fragilité de l'édifice en construction »*, qu'il faut *« avant tout préserver »*. Pour lui, ce sera *« oui »*, mais *« nous redoublerons de vigilance »*, prévient-il, car *« rien n'est acquis, et nous savons bien que la tentation sera forte pour le pouvoir de siffler la fin de la récréation au lendemain du deuxième référendum »* qui bouclera le cycle des réformes politiques en trois volets annoncées par le président Chadli. La prochaine étape sur la voie des réformes justement, devrait-être la nomination d'un premier ministre. Interviendra-t-elle dès samedi ou dimanche, comme on le laisse entendre dans la coulisse présidentielle ? Ou faudra-t-il attendre le congrès ? Peu importe, finalement.

Tant que l'Assemblée nationale n'aura pas été dissoute et réélue après désignation des candidats selon un *« nouveau rite à définir »*, le chef du gouvernement fraîchement nommé ne prononcera pas de discours-programme et les lois seront discutées au cas par cas, comme par le passé. La deuxième étape sera le congrès. De nombreuses inconnues demeurent. Certes, *« les lignes directrices du second volet de réformes politiques »* sont connues. Elles seront adoptées. Mais qu'adviendra-t-il de l'appareil du parti ? Et le secrétaire général du parti sera-t-il toujours le candidat unique à la présidence de la République ? Car l'échéance approche. En début d'année prochaine, sauf coup de théâtre, l'Algérie élira un président de la République. *Or, après le congrès et le* deuxième référendum, où des modifications fondamentales de la Constitution et de la Charte nationale (le texte de référence du socialisme algérien) seront soumises à l'appréciation populaire, M. Chadli Bendjedid pourrait comme le père de nouvelles institutions grosses d'espoirs démocratiques.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

### Isabelle Adjani chez les étudiants : « La naissance d'une démocratie »

Alger. – L'actrice française Isabelle Adjani, qui est d'origine algérienne, a pris la parole, mercredi 2 novembre, au cours d'un meeting d'étudiants mouvementé sur le campus de Bouzaréah, près d'Alger.

*« Nous sommes en train d'assister à la naissance d'une démocratie,* a-t-elle dit devant environ un millier d'étudiants et d'universitaires. *Je suis contente d'avoir pu m'inviter à ce rassemblement au nom des droits de l'homme et de ne pas y avoir été invitée par un gouvernement. Vous êtes les nouveaux combattants du pays. Je veux que la jeunesse française vous soutienne et qu'elle soit indifférente aux intérêts économiques de l'Etat français, dont je n'ai rien à faire. »*

*« Vous n'êtes pas un peuple qui dispose de lui-même,* a dit encore Isabelle Adjani. *C'est notre droit de nous ingérer dans vos affaires pour vous soutenir dans ce que vous êtes en train de faire. »* A ce moment-là, les propos de l'actrice ont été interrompus dans le brouhaha par un homme se trouvant dans la salle, aussitôt accusé par les étudiants d'être *« un flic »*. *« C'est bien,* a repris Isabelle Adjani, *laissez-le faire. Ça prouve que même les flics ont la parole. »*

*« C'est un mouvement magnifique*, a déclaré Isabelle Adjani avant de quitter la salle. *Il est temps que l'on sache en France qu'il ne faut pas parler seulement des Arabes à l'occasion de l'intégrisme et de la violence. »* – *(AFP.)*

## L'amendement constitutionnel

### Un premier ministre responsable devant le Parlement

Le projet de révision constitutionnelle soumis à quelque douze millions d'Algériens inscrits sur les listes électorales tient sur une demi-page du quotidien *El Moudjahid*. Ses principales dispositions ont trait aux attributions respectives du chef de l'Etat et du premier ministre.

Le président de la République est libéré de la gestion des *affaires courantes au profit d'un* premier ministre, toujours nommé par lui, mais désormais responsable devant le Parlement de la conduite de la politique gouvernementale.

Jusqu'à présent, le premier ministre avait le même statut que les autres ministres. Il était nommé et révocable à merci par le président, qui formait lui-*même le gouvernement et « pouvait »* lui déléguer une partie de ses pouvoirs.

Désormais, le premier ministre a une existence constitutionnelle propre. Il lui revient de former le gouvernement, de mettre au point et d'exécuter son programme, ainsi que de répartir les tâches entre les ministres.

Selon la Constitution ancienne, le président arrête *« la politique générale de la nation, sur les plans interne et externe, et conduit et exécute cette politique »*.

En vertu de la Constitution révisée, il n'est plus chargé que d'arrêter et conduire la *« politique extérieure de la nation »*, laissant ainsi le premier ministre assumer la responsabilité de la *conduite des affaires intérieures.*

## Le vote des immigrés en France

# « Dommage d'avoir attendu qu'il y ait des morts »

Derrière le long comptoir de bois vernis, les employés du consulat de Paris jonglent habilement avec les tampons. Un cachet pour les Algériens venus régler leurs problèmes administratifs au guichet « passeports », un autre pour tous ceux qui se pressent autour des bureaux en brandissant leur carte d'électeur. Le 22 octobre dernier, le consulat d'Algérie a installé deux urnes de bois et deux isoloirs garnis de rideaux moutarde au beau milieu de son hall d'accueil, rue d'Argentine, à Paris.

Les murs ont été couverts de grandes affiches annonçant le texte du référendum, sur fond de drapeau algérien. Autour des isoloirs, de modestes photocopies en noir et blanc détaillent, elles, « l'avant » et « l'après » constitutionnel.

*« Il faut informer*, répète-t-on au consulat. *La plupart des électeurs ignorent tout du texte qui leur est soumis. »* L'Amicale des Algériens en Europe, dont les locaux de la Goutte d'or et de Belleville servent de bureaux de vote, s'acquitte de cette tâche avec application. Cha*cun des électeurs se voit expliquer* en quelques mots les enjeux du référendum. A l'entrée de la petite salle de la rue Affre, dans le dix-huitième arrondissement, aux côtés des textes *officiels rédigés à la fois en français* et en arabe, des tracts de l'Amicale soulignent que *« la communauté algérienne a enregistré avec satisfaction les réformes économiques et politiques annoncées par le président Chadli »*. *« Le référendum propose plus de liberté et plus de démocratie »*, résume un des assesseurs, en distribuant les bulletins ; *le blanc, c'est « oui », le jaune, c'est « non »*. Un à un, les électeurs se glissent dans l'isoloir installé au fond de la salle. Les dalles grises du sol sont couvertes de papier froissé de couleur jaune. Les « non ».

Mohamed, lui aussi, a glissé dans l'urne un des bulletins blancs. Pour la première fois depuis maintenant dix ans. Il ne votait plus par lassitude, fatigué, dit-il, par ces srutins *« qui n'étaient pas normaux »*. Cette *fois, quelque chose a vraiment* bougé. Comment pourrait-il manquer ce rendez-vous avec une élection *« normale » ? « Là, il y a un texte qui en vaut la peine et on nous demande véritablement notre avis. Je crois que nous sommes à un tournant. Nous ne pouvons pas être absents. Quand mes enfants me demanderont plus tard ce que j'ai voté ce jour-là, je ne veux pas avoir à leur répondre : rien. »*

Mais malgré les couplets enthousiastes des assesseurs, les électeurs algériens de Paris restent souvent peu bavards. Le texte propose un *« changement »*, c'est vrai, mais comment l'accueillir sans amertume ? Lorsque l'on aborde ce sujet, la parole se faire rare. Les *« événements »* ne commencent que le jour du discours du président Chadli. Avant ? Un soupir. *« On ne croyait pas que cela arriverait chez nous. »*

### Un pays étranger...

Les plus hardis viennent apostropher les militants de l'Amicale des Algériens à la sortie des urnes. *« C'est quand même dommage d'avoir attendu qu'il y ait des morts pour proposer un changement*, lance l'un d'eux ; *c'est du gâchis, non ? »* La file d'attente reste silencieuse. Appuyé contre une voiture, le responsable de l'Amicale hoche la tête, visiblement gêné par la présence d'un journaliste. *« Passe un de ces jours, on en rediscutera. »*

Les jeunes ne sont pas nombreux. Une jeune fille, venue voter pour sa mère retenue à la maison, une autre inquiète à l'idée de détenir une carte d'électeur non tamponnée. *« Il paraît que ça ne facilite pas les démarches administratives. »* De toute façon, le scrutin ne les passionne guère. *« L'Algérie est loin. »* Elles y sont retournées à peine trois semaines par an depuis leur arrivée en France, il y a une quinzaine d'années. Les émeutes ? *« C'est affreux. »* Mais elles parlent de l'Algérie comme d'un pays étranger. Avec sérénité.

On a bien vu quelques jeunes « agités » manifester devant le consulat la semaine dernière. Plantés sur le trottoir de la rue d'Argentine, ils tentaient de dissuader les électeurs d'aller voter en faveur de *« Chadli, l'assassin »*. *« Nous ne sommes pas intervenus*, explique-t-on au consulat. *Ils ne sont d'ailleurs pas revenus le jour suivant. »*

Rue Affre, ils sont pourtant trois, âgés d'une vingtaine d'années, à se faufiler hors du bureau de vote avec un empressement inquiet, leur carte d'électeur à la main. Ils étaient à Alger il y a un mois. Ils « y » ont participé, lâchent-ils dans un souffle, sans plus de précision. *« D'ici, on ne peut pas vraiment comprendre la peur que nous avons eue. J'ai vu des soldats tirer dans la foule ; on l'a échappé belle. »* Ils se tiennent debout sur le trottoir, le regard inquiet, les poings fourrés au fond de leurs poches de pantalon. Ils ont voté « oui », disent-ils. Malgré la répression ? Quelques phrases hachées ; quelques mots marmonnés. Un long silence. Au bout de quelques minutes, ils finissent par extraire chacun de leur poche un bulletin blanc et un bulletin jaune. L'enveloppe qu'ils viennent de glisser dans l'urne était vide...

ANNE CHEMIN.

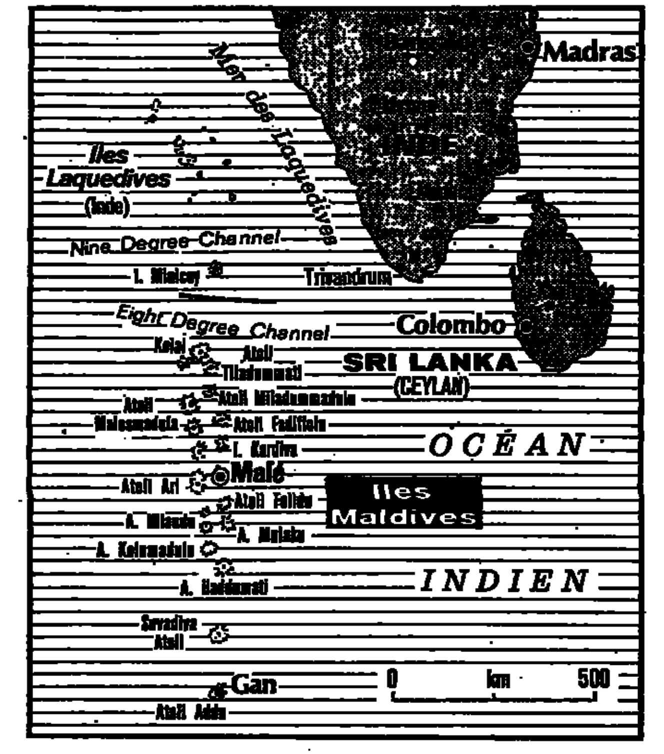
# Asie

## MALDIVES

# Un coup de force aurait échoué

**Malé, capitale de l'archipel des Maldives, a été prise d'assaut, jeudi 3 novembre dans la matinée, par un commando apparemment venu par bateau de Sri-Lanka. Ce coup de force, attribué à des gens *« parlant tamoul »*, aurait cependant échoué, si l'on en croit l'ambassadeur des Maldives à Colombo, qui a affirmé, en milieu de journée, que la situation était *« sous contrôle »*. Auparavant, des habitants, contactés par téléphone de l'étranger, avaient fait état de l'arrestation du président Abdoul Gayoom et de deux membres du gouvernement. Ces derniers auraient toutefois réussi à s'échapper et auraient demandé l'aide de l'Inde et de Sri-Lanka pour rétablir l'ordre.**

Trois cents hommes environ, selon des diplomates en poste à Colombo, auraient pris part au putsch. Selon des informations non confirmées, il s'agirait de mercenaires recrutés par un homme d'affaires hostile au président Gayoom – élu une première fois en 1978, une deuxième en 1983 et une troisième en septembre dernier, – qui a déjà survécu à deux tentatives de coup d'Etat en 1980 et en 1983. Le fait que les assaillants parlent le tamoul constitue une indication peu précise de leur origine, car cette langue est parlée dans le sud de l'Inde, à Sri-Lanka et même aux Maldives.




Les premières informations, recueillies auprès d'habitants de Malé, faisaient état de la prise du palais présidentiel par les assaillants. L'aéroport international, situé à 2 kilomètres de Malé, avait été fermé tôt dans la matinée, et la radio nationale avait interrompu ses émissions. L'agence de presse indienne UNI avait alors rapporté que le président Gayoom et deux ministres, le ministre de l'intérieur et le ministre d'Etat (beau-frère du président), avaient été faits prisonniers.

Mais l'ambassadeur des Maldives à Colombo devait affirmer, un peu plus tard, que le putsch avait avorté. Au même moment, des habitants de Malé faisaient état de cinq morts. La situation demeurait toutefois très confuse en milieu de journée, les ambassades des Maldives à Colombo et à New-Delhi demeurant seules à affirmer que le coup d'Etat avait échoué.

Sur les 185 000 habitants de cet archipel situé à près de 700 kilomètres au sud-ouest de Sri-Lanka et dont les 1 200 îles et îlots s'étendent sur plusieurs centaines de kilomètres, 46 000 vivent à Malé. Le service national, qui fait à la fois office de police et d'armée, est fort de 1 200 à 1 300 hommes bien équipés et qui passent pour être bien entraînés.

Depuis quinze ans, le tourisme s'est considérablement développé, et les plages de plusieurs îles, agrémentées de stations balnéaires, accueillent chaque année 160 000 touristes, notamment indiens, nous signale notre correspondant à New-Delhi, Laurent Zecchini. Les autres ressources de l'archipel, dont la situation économique s'est redressée ces dernières années, sont la pêche et la culture du coprah.

Agé de cinquante et un ans, ayant fait une partie de ses études à l'université Al-Azhar du Caire, le président Gayoom a encouragé le développement du tourisme, tout en limitant les contacts entre l'étranger et une population en majorité musulmane sunnite, pour prévenir la « contamination » des habitants de l'archipel par des cultures étrangères. Les deux précédentes tentatives de coup d'Etat avaient eu pour origine des luttes d'intérêts financiers.

Ancien protectorat britannique, indépendante depuis 1965, la République des Maldives est un pays relativement pauvre, le revenu annuel par habitant y demeurant inférieur à 500 dollars. L'ardoise des importations (60 millions de dollars en 1987) est effacée par les exportations de la pêche (22 millions de dollars) et les recettes du tourisme (42 millions de dollars). Candidat unique à un troisième mandat de cinq ans, le président Gayoom avait obtenu, en septembre, 96,37 % des suffrages exprimés et devait se rendre en visite officielle en Inde avant de prêter serment, le 11 novembre. Il mène une politique de strict non-alignement.

J.-C. POMONTI

# Diplomatie

## A Bonn

# Les relations Est-Ouest et la coopération culturelle au menu du 52e sommet franco-allemand

Le président de la République était attendu, le jeudi 3 novembre dans l'après-midi, à Bonn, où se tient le cinquante-deuxième sommet franco-allemand. M. Mitterrand devait, dès son arrivée, retrouver le chancelier Kohl, qu'il avait rencontré, mardi, à Aix-la-Chapelle, pour un entretien, tandis que parallèlement débuteront les consultations entre quatorze membres du gouvernement français et onze ministres ouest-allemands. M. Michel Rocard devait arriver à Bonn un peu plus tard que le président et s'entretenir également en fin d'après-midi avec le chancelier. Ces sommets semestriels font désormais partie de la routine des relations franco-allemandes ; il s'agit néanmoins de la première réunion entre les deux gouvernements depuis le changement de majorité en France. Il sera l'occasion d'un tour d'horizon des dossiers en suspens dans le domaine bilatéral et permettra de confronter l'état d'avancement dans chaque pays des préparatifs pour le grand marché de 1993.

On fera le point sur la mise en place des deux conseils de « défense et de sécurité », d'une part, « économique et financier », d'autre part, dont la création avait été décidée en janvier dernier, lors du vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée. Les deux Parlements doivent commencer, le 4 novembre, à débattre de la ratification des protocoles additionnels au traité de l'Elysée portant création de ces conseils.

Le chancelier Kohl, rentrant de Moscou, et M. Mitterrand, devant s'y rendre le 25 novembre prochain, il sera naturellement question des relations avec l'URSS, ainsi que de la perspective d'une négociation sur le désarmement conventionnel en Europe.

On s'apprêtait aussi, du côté français, à insister sur la coopération culturelle bilatérale (la liste des personnalités qui siégeront au conseil culturel franco-allemand devrait notamment être annoncée) et européenne. Le président de la République, fort du succès remporté par le programme Eurêka dans le domaine industriel, prône actuellement l'idée d'un « Eurêka de l'audiovisuel ». Français et Allemands signeront également une déclaration de principe sur la création d'une chaîne culturelle franco-allemande, qui pourrait devenir le noyau d'une chaîne européenne. Il devrait s'agir d'une prise de participation allemande au capital de la SEPT française, qui utilisera un des canaux du satellite TDF.

## Après trois jours d'entretiens

### Les Américains rejettent les propositions soviétiques sur le radar de Krasnoïarsk

Washington *(AFP)*. – Le département d'Etat a regretté mercredi 2 novembre que les experts soviétiques n'aient pas présenté à Genève de *« nouvelles propositions »* répondant aux inquiétudes des Etats-Unis sur la station radar de Krasnoïarsk. Washington considère la construction de cette station radar en Sibérie comme une *« grave violation »* du traité ABM limitant les systèmes de défense antibalistiques signé en 1972.

Les experts soviétiques, qui ont rencontré leurs homologues américains de lundi à mercredi à Genève, *« n'avaient malheureusement aucune proposition nouvelle qui apaise nos inquiétudes et ne pouvaient pas répondre à nos questions sur une modification du radar vérifiable et qui réponde à nos critères »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

M. Redman a rappelé que Washington exigeait le démantèlement du radar et la destruction des bâtiments de réception et de transmission, y compris les fondations.

L'Union soviétique avait proposé de transformer la station en « centre de coopération internationale pour l'utilisation pacifique et l'exploration de l'espace ». Le porte-parole du département d'Etat a réaffirmé que les Etats-Unis se réservaient de droit de prendre toutes les mesures appropriées pour répondre à cette violation soviétique, y compris de la considérer comme une rupture du traité.

## En visite à Paris

### Sir Geoffrey Howe approuve le projet de conférence sur les armes chimiques

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, était mercredi 2 novembre à Paris, où il a été reçu à déjeuner par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Le chef de la diplomatie britannique a salué l'idée lancée par MM. Reagan et Mitterrand d'une conférence internationale sur les armes chimiques, laquelle se tiendra en janvier à Paris.

Sir Geoffrey a rappelé les réticences de son gouvernement à propos de la tenue éventuelle d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou, dans le cadre de la CSCE.

M. Dumas a redit quant à lui qu'il ne s'agissait pas, dans l'esprit des autorités françaises, d'accorder un *« satisfecit »* à l'URSS, mais d'encourager les évolutions que l'on juge souhaitables.

Le secrétaire au Foreign Office a pris ensuite la parole devant le « groupe Kangourou », qui rassemble deux cents parlementaires européens, et qui décernait conjointement à M. Jacques Delors et à lord Cockfield, commissaire européen, un prix récompensant leurs efforts pour l'accomplissement du marché unique. Sir Geoffrey Howe s'est efforcé d'assurer l'auditoire des convictions européennes de son gouvernement. Il n'en a pas moins rappelé les réserves britanniques quant aux perspectives d'intégration monétaire et de construction de l'Europe sociale, tandis que lord Cockfield – dont le mandat à la commission de Bruxelles arrive à son terme et n'a pas été renouvelé – prenait résolument le contrepied des déclarations faites récemment par Mme Thatcher, à propos notamment de l'union monétaire.

# Proche-Orient

## ISRAËL : après les élections à la Knesset

### Les partis religieux posent leurs conditions

*JÉRUSALEM*
*de notre correspondant*

Dans les ruelles de Mea-Shearim, place forte des juifs religieux orthodoxes de Jérusalem, il y avait, mercredi 2 novembre, comme une inhabituelle atmosphère de légèreté. Un sentiment de joie et de douce revanche pour ces « marginaux » dont le poids et l'influence sont enfin reconnus au sein d'une société qui préférait jusqu'alors les cantonner dans un exotisme de dépliant touristique. Les hommes en feutre et redingote noire avaient le sourire aux lèvres, des moues rigolardes et un brin condescendantes.

Sur les façades des maisons du quartier, comme aux balcons de toute la « ceinture noire » de la capitale, pendaient encore les affiches de la propagande électorale. Par petits groupes, on commentait sans fin la « victoire » de la veille. Car s'il y a des vainqueurs à l'issue de ce très confus scrutin législatif du 1er novembre, ce sont bien les partis religieux. Ensemble, qu'ils soient sionistes ou « non sionistes », ils devraient avoir dix-huit sièges dans la douzième Knesset de l'Etat d'Israël. Plus que jamais, ils seront en position de dicter leurs conditions à celui des deux grands partis – Likoud ou travailliste – qui entend former le prochain gouvernement.

#### Plusieurs « explications »

Plus que le score du traditionnel partenaire des grandes coalitions, le Parti national religieux (PNR) – il obtient cinq sièges, – ce qui a surpris c'est la performance des formations se situant dans la mouvance non sioniste – celles qui, en principe, contestent la nécessité de l'Etat juif en terre d'Israël. Elles auront treize mandats, chiffre sans précédent depuis la création de l'Etat en 1948. Le groupe séfarade Shas obtient six sièges, la nouvelle formation Degel Hathora deux et le vieil Agoudat Israël cinq.

Les commentateurs s'interrogent sur cette percée politique du judaïsme orthodoxe dans une société qui vient d'accéder à la technologie spatiale. Plusieurs « explications » étaient avancées, sans être forcément convaincantes. La simple force de la démographie d'abord : les familles orthodoxes ont une moyenne de huit enfants et représentent une part grandissante de l'électorat. L'immigration ensuite : elle est aujourd'hui surtout le fait des juifs religieux qui viennent de l'Est, d'Europe de l'Ouest ou des Etats-Unis. Une certaine confusion idéologique enfin, née du déclin des idéaux humanistes de l'époque des pères fondateurs, un climat de doute et d'insécurité qui favoriserait un repli sur les valeurs traditionnelles. Les sympathisants de Shas ne sont pas forcément des religieux, mais souvent des juifs orientaux plus traditionalistes qu'orthodoxes.

Le résultat politique n'en est pas moins paradoxal. Voilà des formations qui se retrouvent en position de force, alors qu'aucune de leurs véritables préoccupations – essentiellement le renforcement de la législation religieuse – ne figurait au cœur d'une élection dominée par la question de la paix et de l'avenir des territoires occupés. Chacune de ces formations entend faire payer son ralliement, voire simplement sa neutralité parlementaire.

Dès mercredi, les tractations ont commencé. Devançant d'une courte tête son adversaire travailliste (trente-neuf sièges contre trente-huit sur cent vingt), le chef du Likoud, M. Itzhak Shamir a entamé les discussions pour la formation du prochain gouvernement. Pour l'instant, le premier ministre sortant n'a consulté qu'à droite. Désireux, dit-il, de former une équipe politiquement « *homogène* », il se tourne vers les petites formations de l'extrême droite laïque et vers les religieux (naturellement plus proches du Likoud que des travaillistes). Et les enchères ont commencé à monter.

Aux premières heures de la matinée, un des dirigeants du Shas, le rabbin Itzhak Peretz, soumettait à M. Shamir quelques revendications : soit l'obtention des portefeuilles de l'intérieur, de l'éducation et de la construction. Un des chefs d'Agoudat Israël, le rabbin Moshe Feldman, rappelait qu'en tout état de cause il ne saurait siéger au gouvernement à côté d'une femme – la loi juive, dit-il, interdit à celle-ci l'exercice de toute responsabilité publique. Le massif professeur Shaki, dirigeant du PNR, insistait sur un vigoureux programme de développement immédiat des implantations dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Côté laïque, Tehiya – extrême droite – exigeait pour son chef, le physicien Yuval Neeman, le poste de vice-ministre de la défense. S'il est un peu effrayé et cherche d'autres « *alliés* » moins surréalistes, M. Shamir est alors confronté aux extrémistes de droite, de Moledet et Tsomet – deux partis qui prônent ouvertement le « *transfert* » des Palestiniens des territoires et l'annexion immédiate de la Cisjordanie et de Gaza.

#### Renouveler l'union nationale ?

La presse, qui ne l'aime guère, le souligne amplement : M. Shamir se retrouve dans une très délicate configuration politique. Les résultats du Likoud sont faibles, rien à voir avec la vraie victoire de Menahem Begin en 1977. Si M. Shamir voulait incarner une droite solide, politiquement confortable, et plus à même que la gauche de prendre les risques de la paix, il est loin du compte. Il ne peut « *gouverner homogène* » qu'en s'attachant le soutien des petits partis d'extrême droite ou des religieux qui, tous, le tirent vers une dangereuse radicalisation. Politicien pragmatique, M. Shamir ne le souhaite pas et peut difficilement se permettre une telle dérive sans heurter de front les Etats-Unis.

Aussi susurre-t-on déjà que le premier ministre, lorsqu'il aura épuisé son tour de table à droite et du côté des religieux, pourrait bien se tourner vers les travaillistes. Il leur proposerait de renouveler l'union nationale (la formule du précédent gouvernement), sous la direction du Likoud. M. Itzhak Rabin resterait ministre de la défense, ce qui évite d'avoir à confier le poste à M. Ariel Sharon, et M. Shimon Pérès prendrait les finances. Le scénario indispose déjà nombre de travaillistes qui préfèrent la cure d'opposition ; ils veulent prendre au mot un Likoud qui assure pouvoir mettre fin au soulèvement des Palestiniens en quelques semaines et qui a juré à l'électorat de faire la paix sans le moindre compromis territorial. Qu'on mette donc enfin M. Shamir à l'épreuve, et tout seul, disent beaucoup de travaillistes.

Le réveil est malaisé. Si ces élections se voulaient une manière de référendum sur l'avenir des territoires, un vote sur telle ou telle approche de la paix, pour ou contre la conférence internationale, alors l'électorat n'a pas vraiment choisi. Il est resté hésitant, toujours à peu près également divisé ; M. Pérès est peut-être battu, mais M. Shamir ne reçoit pas de mandat clair. L'impression d'impasse et de situation bloquée qui prévalait avant les élections n'a pas été dissipée.

Réveil malaisé donc et réalité inchangée : un Palestinien tué mercredi et trente-cinq autres blessés par balles en Cisjordanie : des dizaines de milliers de résidents des territoires soumis au couvre-feu, de nouvelles attaques au cocktail Molotov et la presse interdite en Cisjordanie et à Gaza. Le soulèvement est là, vague de révolte profonde et durable à laquelle aucun début de réponse n'a été apporté par le scrutin.

ALAIN FRACHON.

● **EGYPTE : accord pour la fabrication du char américain Abrams.** – Le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, et son homologue américain, M. Franck Carlucci, ont signé, mardi 1er novembre, un protocole technique pour la fabrication en Egypte de cinq cent cinquante-cinq chars M 1 Abrams, dont le premier sera livré aux forces armées égyptiennes dans un an. L'usine, déjà construite en coopération avec les Etats-Unis, a coûté 250 millions de dollars. La part égyptienne dans la fabrication du blindé devrait s'élever à 75 % au bout du programme, qui devrait durer entre trois et cinq ans. Le Caire sera habilité, après l'aval américain, à exporter des M 1 « *aux pays arabes et africains amis* », a indiqué le maréchal Abou Ghazala. – *(Corresp.)*

● **MALTE : vingt-cinq ans de prison pour un pirate de l'air palestinien.** – Mohamed Ali Rezak, seul survivant des cinq Palestiniens auteurs du détournement d'un Boeing-737 d'Egyptair sur l'aéroport de La Valette, qui s'était terminé par la mort de soixante et une personnes, le 23 novembre 1985, a été condamné, mercredi 2 novembre, à vingt-cinq ans de prison, la peine maximale prévue par la loi maltaise. Ali Rezak, vingt-quatre ans, était notamment inculpé du meurtre de deux passagères, l'Israélienne Nitsan Mendelson et l'Américaine Scarlet Marie Rogenkamp, ainsi que de tentative de meurtre sur un agent de la sécurité égyptienne, deux Américains et une Israélienne. – *(AFP.)*



### Premières réactions pessimistes dans le monde arabe

Inquiétude et pessimisme quant aux chances de règlement politique dans la région prévalaient, le mercredi 2 novembre, dans le monde arabe au lendemain des élections législatives en Israël. Avec l'hypothèse d'une coalition de droite à Jérusalem, certains voient dans le probable maintien de M. Itzhak Shamir à la tête du gouvernement – sans les travaillistes de M. Shimon Pérès – un obstacle à la paix.

● L'OLP parle de « *coup fatal pour la paix* ». Dans un commentaire diffusé à Tunis, l'agence WAFA a estimé que les Palestiniens devaient s'attendre « *à davantage de dureté, de haine et de terrorisme de la part du gouvernement du Likoud* », ce dernier étant à la merci de partis extrémistes pour se maintenir au pouvoir.

● C'est dans les territoires occupés que l'appréhension était la plus vive, M. Shamir s'étant déclaré déterminé, pendant la campagne, à écraser l'insurrection palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. « *Le Likoud sera encore plus violent contre le peuple palestinien, mais la violence ne fera qu'engendrer la violence* », prédisait Cheikh Ahmed Yassine, notable musulman de la bande de Gaza.

● A Amman, le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher El Masri, a déclaré que le succès de la droite israélienne avait « *détruit les espoirs* » de paix au Proche-Orient. « *Le processus de paix dans la région est la première victime* » du résultat des élections en Israël, et « *des répercussions négatives apparaîtront inévitablement dans un proche avenir* », a estimé M. Masri.

● En Egypte, seul pays arabe à entretenir des relations officielles avec Israël, le ton était évidemment plus mesuré. Le Caire se dit prêt à « *coopérer avec tout gouvernement israélien pour la mise en œuvre d'un règlement pacifique du problème palestinien* », selon les termes de M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères.

● Pour Radio-Damas, le résultat des élections « *offre aux dirigeants israéliens une grande marge de manœuvre pour s'opposer aux efforts en faveur d'une conférence internationale* ».

● A Beyrouth, M. Selim Hoss, premier ministre musulman « par intérim », s'est montré désabusé, estimant que la stratégie d'Israël à l'égard des Arabes, et du Liban en particulier, était « *la même, quel que soit le vainqueur* » des élections. « *Seule la méthode diffère, mais le danger est entier* », a-t-il déclaré.

● Hors du monde arabe, l'agence officielle soviétique Tass a exprimé mercredi la crainte de voir M. Shamir former un gouvernement « *qui adoptera une position encore plus dure* » face aux efforts de règlement du conflit israélo-arabe et pour réprimer le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza.

● Les résultats des élections en Israël, estime à Paris le Parti socialiste, « *ne paraissent pas répondre aux espoirs des partisans de la paix au Proche-Orient* ». – *(AFP, Reuter.)*

### Washington a encaissé sans broncher...

*WASHINGTON*
*de notre correspondant*

Les Etats-Unis ont encaissé sans broncher le résultat des élections israéliennes, un résultat qui a pourtant tout pour déplaire à l'actuelle administration. Ne penchait-elle pas clairement en faveur de M. Pérès, favorable à une conférence de paix et à des concessions territoriales que Washington appelait aussi de ses voeux ?

L'heure n'est plus à réitérer ces vœux fanés, mais à réaffirmer une constante, le fondement de la politique américaine au Proche-Orient : en toutes circonstances, Washington se tiendra fidèlement aux côtés d'Israël et donc de son gouvernement. C'est ce qu'a dit, sous une forme contournée mais très claire, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman : « *Une fois que le gouvernement israélien aura été formé, nous nous attendons à entretenir avec lui le même type de relations étroites que nous avons entretenues avec les gouvernements israéliens dans le passé.* » Un peu plus tôt, un porte-parole de la Maison Blanche avait offert une autre variante du même thème : Israël et les Etats-Unis ont « *des relations solides et amicales* » qui « *se poursuivront avec le nouveau gouvernement israélien* ».

Que M. Itzhak Shamir ait obstinément fait la sourde oreille aux propositions que le secrétaire d'Etat George Shultz est allé défendre sur place par quatre fois depuis le début de l'année n'est certainement pas oublié ici. Mais le premier ministre israélien n'avait, en fait, pas eu grand-mal à résister à une pression qui ne s'était jamais faite très insistante. Au printemps dernier, recevant à Washington M. Shamir, le président Reagan avait pourtant eu des paroles qui ressemblaient presque à une mise en garde : « *Ceux qui diront non* (au plan de paix américain) *devront répondre devant eux-mêmes et devant leur peuple.* » Mais la réponse est venue, et Washington n'a plus eu qu'à s'incliner, comme il l'avait déjà fait quand Israël avait rejeté, en 1982, un autre plan américain pour le Proche-Orient.

#### Réflexes traditionnels

Après son entretien avec M. Reagan, le premier ministre israélien était allé rappeler à l'ordre les représentants de diverses organisations juives américaines, qui, pour certaines, avaient exprimé des doutes quant à l'attitude des autorités de Jérusalem à l'égard des Palestiniens. « *Une fois qu'Israël a pris une décision, les juifs américains doivent apporter leur soutien* », s'était écrié M. Shamir, et son exhortation a apparemment été largement entendue. Les voix qui, au début du soulèvement dans les territoires occupés, s'étaient élevées dans certains milieux juifs américains pour dénoncer la dureté de la répression, se sont tues. L'intérêt manifesté par la presse américaine a aussi sensiblement décru, et les mesures prises sur place pour limiter la couverture médiatique ont été efficaces. En règle générale, la « routine » quotidienne des victimes palestiniennes n'a été que brièvement mentionnée, les seules images diffusées étant celles des victimes israéliennes. La plupart des grands organes de presse ont retrouvé, à propos du Proche-Orient, leurs réflexes traditionnels, et si l'hebdomadaire *Time* vient de publier une interview de M. Yasser Arafat, c'est sous le titre : « Connaître son ennemi ».

Quant au monde politique américain, plongé dans la campagne électorale, il a semblé vouloir ignorer que quelque chose d'inhabituel se passait dans les territoires occupés. Les deux candidats à l'élection présidentielle ont rivalisé dans l'ardeur de leur soutien à Israël, et leurs deux coéquipiers, sénateurs l'un et l'autre, ont été parmi les cinquante et un élus (soit la majorité du Sénat) qui ont entrepris une démarche visant à interdire à M. Arafat l'accès au territoire américain au cas où le chef de l'OLP souhaiterait s'adresser à l'Assemblée des Nations unies.

Cela ne signifie pas que tous les responsables et les élus considèrent sans inquiétude l'actuelle politique israélienne, ni même que le soutien à Israël soit l'objet d'un consensus profond aux Etats-unis (72 % du public, si l'on en croit un sondage, considère que les Etats-Unis ne devraient pas apporter à l'Etat hébreu une aide financière plus importante qu'à tout autre pays). Mais, au sein de l'establishment politique, d'éventuelles réserves de cette sorte ne s'expriment qu'en privé, et certainement pas à la veille d'une élection. C'est particulièrement vrai pour les candidats à la Chambre ou au Sénat, échaudés par l'expérience malheureuse de ceux de leurs anciens collègues qui ont, dans le passé, subi les foudres des organisations parrainées par l'AIPAC (American Israeli Political Action Committee), et ne s'en sont pas remis.

Mais c'est presque aussi vrai pour les candidats à la Maison Blanche, que, curieusement, la presse s'abstient en général d'interroger sur leurs opinions à propos du Proche-Orient, comme si la question ne se posait même pas.

JAN KRAUZE.

# Europe

**ESPAGNE : après la libération de l'homme d'affaires Emiliano Revilla**

## Le gouvernement voit dans l'offre de trêve de l'ETA une manœuvre de propagande

**Le gouvernement espagnol a accueilli avec froideur la proposition de trêve formulée par l'ETA le mercredi 2 novembre, par le biais d'un communiqué publié dans le quotidien basque *Egin*, son organe officieux.**

*MADRID*
*de notre correspondant*

Cette nouvelle offre, qui, aux yeux du gouvernement, constitue une simple manœuvre de propagande, est très proche de celle qu'avait déjà formulée l'ETA le 28 janvier dernier. L'organisation s'affirme disposée à observer une trêve, de soixante jours maximum, à condition que sa proposition soit explicitement acceptée par le gouvernement et que celui-ci mette fin de son côté aux « *hostilités policières* » au Pays basque. L'ETA réclame l'ouverture de négociations de type politique, sur la base de l'« *alternative KAS* », son « *programme minimum* » traditionnel, qui inclut notamment la reconnaissance du droit à l'autodétermination et le départ de la police espagnole du Pays basque. Cependant, le communiqué n'exige pas cette fois l'acceptation de l'« *alternative KAS* » comme condition préalable à l'ouverture de négociations.

L'ETA souligne par ailleurs qu'il lui appartient de désigner ses propres représentants. A cet égard, l'organisation séparatiste réaffirme que toute conversation devra être menée avec Eugenio Etxeveste, dit « Antxon », et en Algérie, le seul pays, selon l'ETA, qui fasse preuve dans cette affaire d'une politique de neutralité. Le communiqué exclut la France comme lieu de rencontre et n'admet pas que les membres de l'organisation actuellement en prison puissent servir d'interlocuteurs. Il s'agit là d'une réponse aux tentatives du gouvernement espagnol d'abandonner la « filière algérienne » suivie durant les premières conversations avec l'ETA, en 1987, et qui s'était révélée peu efficace.

Ce n'est pas un hasard si ce communiqué est rendu public trois jours à peine après la libération de l'homme d'affaires Emiliano Revilla (*le Monde* du 1er novembre). Comme de coutume, l'ETA tente, en effet, de négocier en position de force : le « commando Madrid » vient de prouver qu'il était à même de maintenir une personne séquestrée durant plus de huit mois dans la capitale sans être découvert, et l'organisation, malgré les efforts de la police, vient de recevoir une substantielle rançon, qui avoisinerait le milliard de pesetas (50 millions de francs).

Le gouvernement de Madrid est d'autant plus réticent face à la proposition de l'ETA qu'il n'entend nullement, pour sa part, s'engager dans des discussions en position de faiblesse, ce qui serait aujourd'hui inévitablement le cas. Il jouit de l'appui, sur cette question, de tous les partis d'opposition, unanimes à rappeler que l'ensemble des formations représentées au Pays basque (à l'exception de la coalition radicale Herri Batasuna) avaient signé, le 12 janvier dernier, un pacte excluant toute négociation politique avec l'ETA.

En outre, le gouvernement avait posé deux conditions préalables à la réouverture de « conversations » avec les séparatistes : la libération de M. Revilla et la suspension des attentats. Si la première d'entre elles est désormais satisfaite, la seconde est loin de l'être : quelques heures après la publication du communiqué d'*Egin*, trois grenades étaient lancées, mercredi soir, sans faire de victimes toutefois, contre la caserne de la garde civile de Galdacano, en Biscaye.

THIERRY MALINIAK.



**TURQUIE**

### Mme Klarsfeld interpellée pour avoir protesté contre la visite de M. Waldheim

Mme Beate Klarsfeld, « chasseur de criminels de guerre nazis », le rabbin Weiss, de New-York, et un juif américain ont été interpellés et gardés à vue pendant quelques heures, mercredi 2 novembre, à Istanbul, après avoir protesté contre la visite du président autrichien, M. Kurt Waldheim, qui devait arriver dans la soirée.

L'interpellation a eu lieu alors que les manifestants brandissaient une pancarte portant l'inscription « *M. Evren, ne recevez pas le criminel de guerre Waldheim* », dans un quartier où le président turc devait se rendre quelques minutes plus tard.

Les autorités turques souhaitent que la visite du président autrichien – la première qu'il fait dans un pays non arabe – soit entourée de la plus grande discrétion.

Le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Inal Batu, a tenu à préciser, mercredi, qu'Ankara n'avait pas « *adressé une invitation à M. Waldheim, mais avait accédé au souhait des autorités autrichiennes qu'il puisse s'arrêter en Turquie au retour de sa tournée au Proche-Orient* ».

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, ne rencontrera pas le président autrichien, comme initialement prévu, mais M. Waldheim était, dans la soirée du 2 novembre, l'hôte d'un dîner offert par son homologue, M. Evren. – *(UPI, AFP.)*



## La désastreuse dictature roumaine

*(Suite de la première page.)*

Atterrés, ils contemplent l'ampleur des dégâts : c'est leur propre histoire qui disparaît sous leurs yeux, pour que surgisse la matérialisation d'un projet à l'aune de la prétention d'un dirigeant coupé des réalités de son propre peuple.

Par milliers, des jeunes appelés sous les drapeaux édifient, pierre par pierre, un complexe dont la démesure pharaonique jure avec le caractère aimablement suranné d'une ville qui avait su naguère préserver quelque chose des charmes troubles d'avant-guerre.

Ion et Rodica, par exemple, ont dû déménager. Pourtant ils habitaient un studio qu'ils payaient à tempérament grâce à un prix de l'entreprise où ils travaillent. Pour leur malheur, le nouvel immeuble se trouvait dans le quartier chamboulé par le plan de réaménagement du centre de la ville et il a subi le même sort que tous les bâtiments des alentours. « *Si bien que non seulement nous n'avons pas d'appartement et que nous payons un loyer où nous habitons, mais encore nous sommes endettés jusqu'à la fin de notre vie puisque nous sommes tenus de continuer à payer des traites pour un appartement qui n'existe plus.* »

Plus grandiloquent que grandiose, ce décor aux allures de carton-pâte va bien dans le sens de l'« *Age d'or de la Roumanie* », dont Nicolae Ceausescu abreuve ses compatriotes.

Les nouvelles constructions transforment Bucarest en une ville moderne, « *qui reflète brillamment les grandes réalisations du peuple roumain sur la voie de l'édification du socialisme* ».

« *Dans les campagnes, c'est pis encore* – le commentaire est chuchoté, à peine audible. *Mes parents habitent du côté d'Otopeni, au-delà de l'aéroport de la capitale, et vivent prostrés dans la terreur d'être bientôt délogés de leur petite maison. Presque tout le village est déjà rasé, en raison du fameux « plan de systématisation »* (1), *car c'est là qu'on a bâti les premiers immeubles témoins que l'on montre aux étrangers. Dans ces logements tellement vantés, il n'y a ni toilettes ni eau courante, il faut aller tirer de l'eau au puits pour se laver. Ce n'est pas chauffé non plus. Que voulez-vous qu'ils fassent ? Aller où ? Les Hongrois, eux, ont au moins la chance de pouvoir fuir la Transylvanie de l'autre côté de la frontière... Une vraie folie, c'est pour mieux surveiller tout le monde.* »

### « De la viande ? Vous voulez rire ! »

Octobre. Pas de viande, pas de pommes de terre, pas de lait, pas davantage de beurre ou de fromage, le sucre et l'huile toujours rationnés, des œufs vendus quasiment à prix d'or, la queue quotidienne pour le pain – à l'approche d'un nouvel hiver, le panier de la ménagère reste singulièrement léger en Roumanie. « *Heureusement que ma belle-mère, qui ne travaille plus, peut passer des heures à chercher quelque chose à manger sinon je ne sais pas comment les deux enfants, mon mari et moi-même arriverions à nous nourrir*, raconte Florica, une aide médicale habitant les faubourgs de Bucarest. *Quand j'ai fini ma journée, il n'y a de toute manière plus rien dans les magasins et le samedi je passe mon temps à courir d'une queue à l'autre.* »

« *De la viande ? Vous voulez rire ! et pourtant ce n'est vraiment pas drôle. Avec un gosse, un mari et une sœur cadette à la maison*, ajoute Domnitsa, une femme dans la quarantaine au regard las et aux cheveux grisonnants. *Cela fait des mois que je n'en ai plus vu. On a bien eu un poulet il y a trois semaines, mais il était si dur que c'est à peine si on a pu l'avaler. Les déchets de charcuterie qu'on nous vend à la boucherie, ni les chats ni les chiens n'en veulent.* »

Autre effet des restrictions, depuis au moins trois ans, les ustensiles domestiques électriques, y compris réchauds et radiateurs, ont été retirés des magasins. Les quotas d'énergie sont strictement limités à 27 kilowatts par mois, les coupures fréquentes rendent aléatoires aussi bien le travail dans les usines que la vie normale dans les immeubles locatifs, et tout dépassement de la consommation autorisée est sanctionné par le triplement des tarifs.

### Le « couple prodigieux »

Sous prétexte d'éviter le gaspillage de l'essence, les propriétaires de voiture privée ont droit à 30 litres par mois. Mais comme les stations sont rares, il est commun de voir des queues se former en ville sur plusieurs centaines de mètres pour pouvoir accéder au précieux liquide. Prenant leur mal en patience, les privilégiés qui ont un véhicule passent parfois la nuit à attendre pour faire le plein. Dès la première neige cependant, voitures personnelles et même taxis sont interdits de circulation, afin de diminuer le nombre d'accidents, selon l'explication officielle. En raison du verglas, les autobus eux aussi restent plus souvent qu'à leur tour au dépôt, si bien qu'il n'y a plus que le métro comme moyen de transport. A moins qu'il ne soit subitement arrêté une heure durant, sans préavis ni explication, comme ce fut récemment le cas pour permettre à une délégation de trois députés centraméricains de le visiter à loisir.

Sans l'ombre d'un sourire, d'interminables cantates glorigient le « *Danube de la pensée* » ou encore « *les Carpathes du communisme* » que sont Nicolas Ceausescu et sa femme Elena, elle aussi désormais portée au pinacle par un hymne qui lui est expressément consacré. Les programmes de télévision, limités à deux heures par jour par souci d'économie et portés à trois heures à partir du 1er novembre, passent le plus clair de leur temps à déverser, en matraquage systématique, des louanges obsessionnelles au « *couple prodigieux qui personnifie l'avenir de la Roumanie* ». Certaines images vues sur le petit écran font irrésistiblement penser aux grand-messes nazies de Nuremberg ou aux parades fascistes.

Conséquence inéluctable de la pénurie organisée, le marché noir fleurit, avec le retour en force du bakchich et la réapparition des trafics en tous genres. Naguère, quelques grands hôtels comme l'Athénée ou l'Ambassadeur faisaient encore office de refuge pour les petits débrouillards locaux et les amateurs de fréquentations mal vues par les autorités. Aujourd'hui, seul l'Intercontinental, au centre de la ville en face de l'Université, reste l'ultime bastion où l'homme de la rue peut encore apercevoir cette espèce humaine d'une autre planète que constitue à ses yeux l'étranger ou l'Occidental. Et encore, le Roumain moyen n'a accès qu'au hall d'entrée, où s'affichent tapageusement les prix en dollars de denrées introuvables ailleurs : vin, cigarettes, bière, parfums, cosmétiques et bons d'essence... La salle de jeux électroniques et le restaurant du dernier étage, où filets de bœuf et légumes à profusion sont à toutes les tables, lui sont formellement interdits. Privilège d'une nomenklatura restreinte, la table normalement garnie est devenue un rêve inaccessible pour la majorité des Roumains soumis au bon vouloir du « *doigt-qui-dit-tout* », sobriquet cérémonieusement attribué au « *guide bien-aimé du peuple* ».

Une année après les émeutes de Brasov et quelques autres plus modestes, notamment à Cluj, Sibiu et Iasi, qui avaient donné la mesure d'un ras-le-bol latent, c'est la peur qui domine. Pour éviter leur répétition, les jeunes sans emploi, après le bac ou des diplômes universitaires, sont envoyés sous les drapeaux. Ils sont commis d'office au travail sur les chantiers du « *bâtisseur de l'avenir de la Roumanie* », ou envoyés plus simplement dans les mines – les garçons sous terre, les filles sur le terril. Certes, des voix essaient de protester, mais ce ne sont que manifestations individuelles sporadiques et sans lendemain. D'ailleurs, comment organiser quelque chose de structuré dans un pays sous haute surveillance, où les rares possesseurs de machine à écrire sont contraints de remettre régulièrement le ruban de leur engin pour vérification des textes écrits et se livrer à un exercice pratique pour s'assurer que la frappe est bien la leur. Les mécontents savent ce qu'il en coûte d'élever la voix dans une dictature qui n'a rien d'ubuesque pour ceux qui la subissent.

ANDRÉ NIVERT.

(1) Le plan de systématisation du territoire mis en route par le gouvernement prévoit la destruction de quelque sept mille villages et le regroupement des populations dans des centres agro-industriels.

● **POLOGNE : un mort dans un accident d'avion.** – Un accident d'avion, qui s'est produit mercredi matin 2 novembre dans le sud-est de la Pologne, a fait un mort et cinq blessés graves, et non seize morts, comme annoncé dans un premier temps par erreur par l'agence de presse officielle polonaise PAP (nos dernières éditions datées 3 novembre). L'appareil, un Antonov-24 de la compagnie polonaise LOT, assurant la liaison intérieure Varsovie-Rzeszow, a dû faire un atterrissage d'urgence à la suite de problèmes de moteurs. – *(AFP.)*

**YOUGOSLAVIE**

### La Serbie réclame des remaniements à la tête du PC du Kosovo

La Ligue des communistes du Kosovo a été priée d'épurer ses rangs « *dans les plus brefs délais* », à l'issue d'une réunion conjointe, mercredi 2 novembre, des directions du parti de Serbie et de la province autonome du Kosovo.

L'attitude des responsables du Kosovo, réticents aux changements demandés, a été très mal accueillie par la direction du parti serbe, qui y voit une « *négation flagrante* » des conclusions du plénum de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) et des obligations qui en découlent – en clair, la démission collective, réclamée depuis des mois par la communauté serbe et monténégrine du Kosovo, soutenue par le parti de Belgrade.

La présidence du parti du Kosovo avait procédé mardi à un remaniement limité en déchargeant de leurs fonctions deux de ses membres, M. Rahman Dedai, directeur du quotidien en langue albanaise *Rilindja*, et M. Remzi Koljgeci, président de la province.

Le président de la Serbie, le général Petar Gracanin, a fait valoir que l'obstination des dirigeants du Kosovo provoquerait « *inévitablement le départ collectif des Serbes et des Monténégrins du Kosovo* [peuplée à 90 % d'Albanais] *et qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles pour la sécurité de la Yougoslavie* ». – *(AFP.)*

**HONGRIE**

### Le comité central critique l'ancienne direction

Le comité central du Parti communiste hongrois a procédé à une critique voilée de la direction du parti sous son ancien chef Janos Kadar. C'est ce qui apparaît dans les propos tenus, le mercredi 2 novembre, au terme d'une séance plénière de deux jours de cette instance dirigeante du PC, par son secrétaire chargé de l'idéologie, M. Janos Berecz.

M. Berecz a estimé, à la télévision hongroise, que « *la politique des cadres a été conduite du haut vers le bas* » et qu'il « *n'y avait pas de contrôle des masses sur cette politique des cadres* ».

« *Mais la plus grande erreur a été commise à propos des intellectuels* », car « *leurs véritables intérêts ont été ignorés* » et « *la même chose vaut pour la politique du parti à l'égard de la jeunesse* », a-t-il ajouté.

Au cours des derniers mois, de nombreux mouvements et groupes politiques d'intellectuels indépendants et de jeunes se sont formés en Hongrie. « *Nous aspirons à des relations de partenariat avec tous ceux qui y sont prêts et à ouvrir le dialogue avec d'autres, nous n'avons pas d'objection à ce qu'il y ait de l'opposition à nos points de vues* », a déclaré M. Berecz, qui a, par ailleurs, fait état d'« *interventions violentes* » et « *ouvertes* » au cours du plénum. – *(AFP.)*

## Les débats à l'Assemblée nationale et les divisions dans l'opposition

# Les députés socialistes et l'UDC adoptent le budget de la défense

**Les députés socialistes et centristes ont adopté, dans la nuit du mercredi 2 novembre au jeudi 3 novembre, le budget de la défense. Les élus de l'UDF et du RPR se sont abstenus (seuls MM. de Bénouville, RPR et Limouzy, RPR, ont voté pour), tandis *que les communistes, qui* avaient été les seuls à voter contre la loi de programmation militaire (1987-1991), se sont opposés à l'adoption des crédits du ministère de M. Jean-Pierre Chevènement.**

**Le ministre de la défense a confirmé que la loi de programme sera actualisée au printemps prochain. *Le président* de la commission de la défense nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), a précisé dans la soirée que cette actualisation devrait être l'occasion d'une réflexion de fond sur les programmes majeurs de la défense, réflexion à mener avec toutes les forces politiques qui le souhaiteront.**

**Les crédits du budget de la défense s'élèvent pour 1989 (hors pension) à 182,360 milliards de francs, (+ 4,64 %). Avec les pensions, ce budget représente plus de 17 % du budget général de la nation. La force nucléaire stratégique (notamment sa composante maritime) reste la priorité des priorités : près du tiers des dépenses d'investissement vont au nucléaire. Si l'ensemble de la *représentation nationale s'est montrée* plutôt satisfaite des dépenses d'équipement, nombreux ont été les orateurs à dénoncer la faiblesse de la progression des dépenses de fonctionnement.**

S'il est un vote dont M. Jean-Pierre Chevènement a dû se féliciter intérieurement, c'est bien celui du groupe socialiste en 1987, à l'issue de l'examen de la loi de programmation militaire. Le vote positif des élus socialistes, arraché non sans douleurs à une base rétive, lui a facilité la tâche mercredi. L'opposition de droite s'est en effet trouvée privée du classique *argument* selon lequel le ministre ne pouvait demander aujourd'hui ce que ses troupes avaient refusé hier. Le patriotisme un brin lyrique de M. Chevènement, son intérêt ancien et reconnu pour les questions de défense, le résultat d'âpres négociations l'été dernier avec le ministre des finances pour décrocher un bon budget, ont fait le reste.

L'ancien président de la commission de la défense, **M. François Fillon** (RPR, Sarthe), par ailleurs fort sévère pour le chef de l'Etat et le premier ministre, est allé jusqu'à affirmer qu'il était prêt à faire « *confiance* » au nouveau ministre de la défense. Se définissant lui-même comme un « *patriote* » mais non comme un « *nationaliste* », **M. Chevènement** a prononcé, au cours de son discours de présentation, un vibrant plaidoyer en faveur de l'esprit de défense. « *L'armée doit mieux faire corps avec la nation,* a-t-il dit. *De son côté, la nation doit apprendre à mieux reconnaître les mérites de son armée.* »

A ses yeux, les socialistes sont « *pacifiques* », ce qui ne veut pas dire qu'ils sont « *pacifistes* ». « *Ce budget est*, selon lui, *marqué par la logique d'une armée modernisée : des structures resserrées, des hommes mieux payés, mieux formés, servant des matériels modernes.* »

Répondant aux élus communistes qui ont dénoncé ce « *budget de surarmement* » et à certains orateurs de droite qui, au contraire, l'ont jugé trop timide, le ministre a répondu, d'une part, que l'on ne peut « *prétendre sauvegarder l'indépendance nationale et contester une dissuasion nucléaire qui est le cœur même de notre défense, sauf à vouloir favoriser la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN* » ; d'autre part, que la France « *n'a pas abaissé sa garde, car elle maintient son effort en accroissant de 8 milliards de francs les crédits consacrés à sa défense* ».

A propos de la déflation des effectifs (environ huit mille emplois, soit 1,15 % des effectifs), M. Chevènement a voulu relativiser les choses en les replaçant dans le cadre d'une réduction qui marque déjà depuis plusieurs années les crédits de la défense. « *Cette réduction traduit l'effort de productivité qui est légitimement demandé à la défense, comme à tous les services publics (...).* » Le ministre a également insisté sur la nécessité de poursuivre « *sans aucun retard* » le programme de modernisation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE de nouvelle génération).

Pour sa part, le rapporteur spécial de la commission des finances, **M. François Hollande** (PS, Corrèze), a jugé « *raisonnable* » l'effort de défense consenti par la France, effort qui représente 3,69 % du PIB, contre 3,73 % en 1988. Il a ainsi tracé les limites de l'épure : « *L'opinion jugerait défavorablement une progression plus forte, qui se ferait nécessairement au détriment d'objectifs prioritaires comme l'éducation et l'emploi. Inversement, un ralentissement, même modeste, provoquerait le retrait et peut-être même l'abandon de la modernisation de nos forces, ce que ne justifie pas l'état actuel des négociations internationales sur les armements.* »

Le rapporteur n'a toutefois pas caché le fait que la barque avait sans doute été un peu trop lourdement chargée en 1987, lors de l'élaboration de la loi de programmation. « *Les enveloppes craquent de partout* », a expliqué M. Hollande, en citant quatre programmes : le char Leclerc (dérive financière de l'ordre de 26 %), l'hélicoptère franco-allemand, le programme Rafale, « *sinistré* », selon la formule de M. Rocard, et enfin le surcoût des SNLE de nouvelle génération.

M. François Fillon est convenu, sans se faire violence, que les arbitrages budgétaires rendus « *auraient pu être pires* ». Il a dénoncé toutefois le retard déjà pris, selon lui, par ce budget par rapport aux objectifs de la loi de programme, retard qu'il évalue à 4,241 milliards de francs. Se tournant vers le ministre, l'ancien président de la commission de la défense a affirmé : « *Monsieur le ministre, je vous crois sincère et j'ai envie de vous faire confiance. Seulement voilà, il y a les autres, le premier ministre, le président de la République et le Parti socialiste, dont les discours sont moins rassurants. Le premier ministre d'abord, qui ne rate pas une occasion de dire en public que, « comme beaucoup d'amis socialistes, il avait milité naguère pour un choix différent de celui fondé sur l'arme nucléaire. Je sais qu'il s'agit là d'un vieux débat. Pourtant, je ne puis m'empêcher de poser la question : où en serait la défense de la France et, par voie de conséquence, celle de l'Europe, si nos prédécesseurs s'étaient prononcés, avec M. Michel Rocard, pour le neutralisme et les milices populaires ; ou avec M. François Mitterrand pour l'abstinence nucléaire et l'intégration dans l'alliance atlantique (...).* »

*Au nom du groupe centriste,* **M. Loïc Bouvard** (UDC, Morbihan) a expliqué que le vote positif de son groupe s'accompagnerait, l'année prochaine lors de la réactualisation de la loi de programme, d' « *une grande vigilance et d'une grande exigence* ». M. Bouvard a estimé que les retards pris cette année par ce budget, sans être mineurs, ne sont pas rédhibitoires.

**M. Arthur Paecht** (UDF, Var) ne l'a pas suivi sur cette voie. Au nom de l'UDF, il a jugé ce budget insuffisant. « *La défense n'est plus la priorité des priorités* », a-t-il observé.

Pour le groupe communiste, **M. Louis Pierna** (PCF, Seine-Saint-Denis) a reproché au gouvernement de rester en marge du processus de désarmement. « *L'obligation de cette loi de programmation militaire doit entraîner d'ici à l'an 2000 le couronnement de son potentiel de destruction par le feu nucléaire*, a-t-il regretté. *Et si le budget 1989 n'envisage de réaliser que 95,8 % des objectifs ultra-militaires de cette loi programme, le choix de surarmer le pays demeure entier.* »

Enfin, tard dans la nuit, les députés communistes ont déposé une dizaine d'amendements tendant à diminuer certains crédits du budget de la défense. Ils ont été repoussés.

PIERRE SERVENT.

## Rendez-vous en juin

BUDGET de transition. Budget d'attente. Budget intérimaire. Tous ces qualificatifs sont exacts : le ministre de la défense, en présentant son projet de budget de 1989, et les députés, en l'approuvant, à l'exception du RPR, qui s'est abstenu, et du PCF, qui l'a rejeté, ont semblé d'accord pour reporter le véritable débat en juin prochain, à l'occasion de la présentation par le gouvernement d'une nouvelle loi censée mettre au goût du jour la programmation.

M. Jean-Pierre Chevènement et la représentation parlementaire ont donc tacitement adopté, chacun à sa manière, un profil bas, évitant l'affrontement sur le fond et ne cherchant pas à dissiper les malentendus qui les opposent.

Le ministre de la défense a pu prétendre avoir respecté — à quelques inflexions près, sur le missile S-4 du plateau d'Albion ou sur la diminution des effectifs — les grandes orientations de la programmation militaire du gouvernement précédent : il a joué la modernisation des équipements contre le confort du personnel. L'opposition a pu se satisfaire d'un nouveau pouvoir qui a maintenu le cap : 80 à 90 % des opérations d'investissements, notamment dans le domaine des armements nucléaires majeurs, étaient si durablement engagées par l'exécutif précédent que la liberté de manœuvre tend, au fil des années, à devenir quasiment inexistante.

Rendez-vous est pris pour juin 1989. M. Chevènement a promis de traduire les options qui tiennent à cœur au chef de l'Etat et à son gouvernement dans un projet de loi actualisant, pour les années 1992 et 1993, la loi de programmation militaire 1987-1991. Simple rafraîchissement ? Rénovation plus profonde ? Réorientation complète ? Les paris sont d'ores et déjà ouverts sur ce que seront les nouveaux choix.

### L'heure des réformes

Devant les députés, le ministre de la défense ne s'est guère dévoilé. Il a parlé, en vrac, d'un cadre financier qui devra être « *acceptable* » et d'un effort qui devra rester « *raisonnable* ». Il a évoqué la perspective que « *certains éclairages nouveaux devront intervenir* », de façon à rendre « *cohérents* » les rythmes d'exécution des différents programmes, à éviter la « *sophistication* » des armements « *en regard des coûts* » et à tenir compte des progrès du désarmement.

En juin 1989, les élections municipales seront passées — et le verdict des sénatoriales attendu pour septembre. Après quoi, ce sera l'accalmie, c'est-à-dire l'heure des grandes réformes. L'ancien président de la commission de la défense, M. François Fillon (RPR, Sarthe), redoute « *une révision à la baisse* ». L'actuel président, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), préconise de « *s'attaquer résolument aux tabous* », et, d'abord, à l'armée de terre.

JACQUES ISNARD.

# M. Giscard d'Estaing presse les centristes de revenir dans le giron de l'UDF

**La partie de cache-cache continue entre les centristes et l'UDF. Après la Nouvelle-Calédonie, l'impôt de solidarité sur la fortune, le revenu minimum, le vote de la première partie du budget — celle des recettes, — c'est cette fois le vote des dépenses de ce même budget qui crée problème.**

Une nouvelle fois, selon un scénario coutumier, les centristes n'en font qu'à leur tête. Comme ne cesse de le répéter leur président, M. Pierre Méhaignerie, ils entendent exercer « *leur capacité de discussion et d'amendement pour peser sur le gouvernement dans l'intérêt général* ». En face, les autres composantes de l'UDF sont de plus en plus décontenancées par ce comportement qui leur paraît si contraire à la pratique « centriste » et qui, à leurs yeux, a surtout pour effet de rendre la vie plus facile au gouvernement de M. Michel Rocard.

La journée du mercredi 2 novembre a fourni un nouvel exemple de ce malentendu permanent. Alors qu'il était prévu que le bureau politique de l'UDF prenne position en fin d'après-midi sur ces dossiers, deux heures plus tôt, dans son bureau de président de groupe à l'Assemblée, M. Méhaignerie a fait connaître à la presse les options de ses amis, sans se soucier des réflexions de ce qu'il est de plus en plus délicat d'appeler ses partenaires. Budget de la défense : il a confirmé que l'Union du centre voterait pour le soir même, tandis que l'UDF se préparait à l'abstention. Budget de la culture : contre pour cause d'excès de centralisation. Budget de l'emploi : contre à moins que ne soit opérée une revalorisation de l'apprentissage. Budget de l'éducation : comme ils l'avaient annoncé dès le départ, les centristes veulent en faire « *un test pour le gouvernement* ». Pour l'heure, M. Méhaignerie réserve son jugement. Son groupe proposera trois séries d'amendements. L'attitude du gouvernement déterminera le vote centriste. Trois exigences : plus grande autonomie des universités, revalorisation des heures supplémentaires, dans le secondaire surtout — point auquel les centristes semblent tenir, — possibilité pour les collectivités locales de financer à concurrence de 30 % les constructions engagées par *les établissements d'enseignement* privé, confessionnels ou non. Compte tenu de toutes ces données, M. Méhaignerie a indiqué que son groupe pencherait sans doute, au moment du vote final du budget, entre l'abstention et le vote contre. Ce qui a suffi à alarmer l'UDF.

### Un travail de replâtrage

Marri sans doute de s'être une nouvelle fois fait doubler par les centristes, M. Valéry Giscard d'Estaing est revenu à la charge devant le bureau politique de l'UDF en insistant sur « *la nécessité d'avoir un vote commun de l'ensemble de l'UDF au moment de l'examen final et global du budget* », comme cela, a-t-il insisté, a toujours été le cas depuis dix ans. Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure (1), a même indiqué, au terme de ce bureau, qu'un tel vote commun, qui « *est l'occasion pour chaque groupe politique de se situer par rapport au gouvernement* », est « *un impératif* ». Les centristes ont accepté de laisser la porte ouverte à condition, a relevé M. Méhaignerie, « *que l'UDF dans son ensemble fasse un effort pour mieux se positionner au centre et avoir une attitude flexible face au gouvernement* ». Vaste programme, compte tenu des différences de plus en plus marquées qui existent en son sein sur la conception *même du rôle de l'opposition*. D'accord également pour faire du budget de l'éducation une priorité, M. Jean-Claude Gaudin, en tant que président du groupe UDF à l'Assemblée, rencontrera donc prochainement M. Méhaignerie pour tenter de dégager une attitude commune.

Mais ce travail de replâtrage risque vite de s'effriter. Pour satisfaire le Parti républicain, désireux de mettre le plus vite possible les centristes au pied du mur, le prochain bureau politique de l'UDF du 23 novembre aura pour tâche d'engager « *le débat de fond* » sur les élections municipales et européennes. Pour la première fois depuis que M. Giscard d'Estaing a pris ses fonctions de président de l'UDF, Mme Simone Veil assistait mercredi au bureau politique. Elle n'a rien dit, mais voilà un silence qui annonce pour demain quelques fracas !

DANIEL CARTON.

(1) En complément de l'organigramme de l'UDF, M. Lamassoure a aussi annoncé la nomination de M. Charles Millon comme délégué national « *à la rénovation des structures de l'UDF* » et du sénateur de la Sarthe, M. Roland Duluart, « *chargé des relations avec le monde agricole* ».

## Malgré le souhait des sénateurs de l'opposition

# Le gouvernement n'envisage pas de décentraliser l'attribution du RMI

Sous peine de flagrant délit d'indécence, un parlementaire ne peut s'opposer à ce qu'une nation dont il est le mandant, n'assure aux plus déshérités des siens un revenu minimum (1). Que serait la prise de conscience de la misère si elle n'était accompagnée de la volonté d'agir pour y porter remède ? Pour autant, la générosité a des limites que révèlent les discussions portant sur les modalités de son expression. Procurer des conditions d'existence « *plus convenables* » aux personnes qui vivent en France dans un état dit de « *grande pauvreté* » — euphémisme qui dissimule mal les réalités d'un dénuement total — nécessite aux yeux de ceux qui y sont favorables — et ils sont légions — une contrepartie : revenu minimum soit, mais à condition qu'il y ait insertion, du moins engagement, contrat, projet...

En ouvrant, mercredi après-midi 2 novembre au Sénat, la discussion du pàrojet de loi instituant le RMI, adopté par l'Assemblée nationale, **M. Claude Evin** l'a répété : « *J'insiste sur l'exigence du signe de resonosabilité et gage de l'insertion, à défaut duquel le projet serait uniquement de l'assistance.* »

Le lien entre allocation et insertion apparaît toutefois trop lâche à certains élus de l'opposition (majoritaire au Sénat) : ainsi **M. Henri Collard** (gauche dém., Eure) craint des « *effets néfastes faisant du RMI un RM tout court sans le « i » de insertion* ». Beaucoup moins sceptique, **M. André Diligent** (Un. cent., Nord) juge toutefois que le plus difficile ne sera pas de trouver les neuf ou dix milliards nécessaires au financement du revenu minimum mais de réussir les actions d'insertion qui, observe-t-il à l'instar de nombreux orateurs, ne doit pas être seulement professionnelles mais aussi sociale.

Mais le principal souci des intervenants dans la discussion générale aura été... le degré d'intervention consenti aux élus locaux eux-mêmes dans le mécanisme du RMI. Sur le mode défense et illustration de la décentralisation, les trois rapporteurs du texte, MM. Louvot (RI), pour les affaires sociales, Bernard Laurent (Un. cent.), pour les lois, et Bernard Pellarin (Un. cen.), pour les finances, ont plaidé pour que la responsabilité de la mise en œuvre revienne aux départements. Pour **M. Louvot**, « *faire de l'Etat le seul responsable de l'attribution du RMI, risque de bouleverser un équilibrer délicat au sein des départements et de leurs services* ». Aussi propose-t-il de transférer le financement de la nouvelle allocation aux départements dès le 1er janvier 1992, ce que souhaitent également les deux autres rapporteurs. Président de la commission des affaires sociales, **M. Jean-Pierre Fourcade** (RI, Hauts-de-Seine) qualifie de « *mauvaise* » *l'articulation entre l'Etat qui verse le revenu minimum et les collectivités locales qui organisent l'insertion : mais il en accepte l'expérimentation... à condition qu'elle ne dure que trois ans. Cette période, juge M. Laurent, est nécessaire pour faire apparaître le coût réel du RMI.*

**Mme Marie-Claude Beaudeau** (PC, Val d'Oise) regrette quant à elle que l'impôt de solidarité sur la fortune ne soit pas étudié en même temps que le RMI, par le Sénat. Selon elle, le texte aggrave les charges des collectivités territoriales « *au mépris des principes de la décentralisation et cela pour réaliser non pas l'insertion des bénéficiaires mais bel et bien leur marginalisation* ».

### Un point d'équilibre

Après que **M. Charles Bonifay** (PS, Bouches-du-Rhône) se soit étonné que l'on cherche à « *ligoter le législateur de demain* », celui de l'après 1992, **M. François Autain** (PS, Loire-Atlantique) s'oppose à ce que des amendements modifient le texte dans le sens d'un accroissement de la représentation des élus dans les comités d'insertion ou encore d'un transfert en 1992 au bénéfice des départements. L'ancien secrétaire d'État met en garde contre tout « *excès décentralisateur* ».

Si le gouvernement a bien l'intention de faire des trois années à venir une période d'expérimentation du système, il n'entend pas décider dès maintenant du transfert de la responsabilité du RMI aux départements. Pour **M. Evin**, « *si le département assure les solidarités de voisinage, l'Etat a gardé la gestion de ce qui relève de la solidarité nationale, en particulier le versement des allocations ayant un caractère de subsistance et la coordination de la lutte contre la pauvreté* ».

Pour le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, le texte voté à l'Assemblée nationale est « *arrivé à un bon point d'équilibre* ». Une façon comme une autre de ne pas être enclin à accepter les modifications envisagées par les sénateurs, pas même celles envisagées par certains sénateurs socialistes, qui proposent d'instaurer une péréquation nationale entre les départements.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Seuls trois députés UDF (MM. Gilbert Gantier, Alain Griotteray et Georges Mesmin) ont voté, le 12 octobre, contre le texte, à l'Assemblée nationale.

# Politique

## Les derniers jours de la campagne électorale en métropole

**M. François Mitterrand s'adressera vendredi soir 4 novembre aux Français, par le canal de la télévision et de la radio, pour expliquer une nouvelle fois l'enjeu du référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.**

**Devant l'Assemblée nationale, mercredi après-midi, le premier ministre, M. Michel Rocard, a évoqué à nouveau le point de vue soutenu par le RPR en disant notamment : *« Il est vrai qu'en droit ce qu'un référendum fait, une loi ordinaire peut théoriquement se défaire, mais nul n'ignore que même les plus inconscients des dirigeants politiques y réfléchiront à deux fois avant de remettre en cause ce que le peuple aura ratifié. En dépit de ce que dit tel ou tel dirigeant du RPR en 1988, j'espère qu'aucun d'entre eux ne sera assez irresponsable pour refaire de la Nouvelle-Calédonie, à un moment où à un autre, un enjeu de politique métropolitaine. Bon gré mal gré, ils seront liés par ces accords. »***

**Au passage, M. Rocard a rendu hommage à M. Michel Noir, député RPR du Rhône, *« qui a eu le courage,* a-t-il souligné, *de dire tout haut ce que beaucoup de gaullistes authentiques pensent tout bas ».***

**Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a qualifié de *« grandiloquentes »* et *« un peu grotesques »* les déclarations du premier ministre : *« Qui peut me dire,* a t-il demandé, *que pendant dix ans personne ne demandera la modification d'un projet de loi de quatre-vingt-dix-sept articles ? »***

**Un concert gratuit pour le « oui » organisé par le comité Calédonie fraternité était prévu, jeudi soir 3 novembre, dans la salle du Zénith, à Paris. L'on a appris, d'autre part, qu'à l'occasion du 14 juillet 1989 les chanteurs Jean-Jacques Goldman et Johnny Clegg participeraient ensemble à un « concert de la fraternité » à Nouméa.**

**Poursuivant sa campagne, M. Rocard s'est rendu mercredi soir à Montpellier, en compagnie notamment du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy. Devant la salle où il devait parler en présence de deux mille cinq cents personnes, quelques dizaines d'aides-soignantes des hôpitaux de la ville avaient déployé une banderole résumant leurs revendications.**

## M. Michel Rocard dénonce « l'aveuglement » du RPR

*MONTPELLIER*
*de notre envoyé spécial*

Moins de 40 % du corps électoral se déplacera-t-il le dimanche 6 novembre pour aller voter ? C'est pour tenter d'écarter cette hypothèse que MM. Mauroy et Rocard se sont retrouvés mercredi 2 novembre, à Montpellier. Ils semblaient s'être ainsi donné le mot pour mettre à contribution l'Histoire de France : à M. Mauroy l'exemple glorieux de 1789 – *« C'est bien d'être nombreux à célébrer les révolutionnaires de 1789 (...) mais c'est mieux encore quand on a l'occasion de s'inscrire dans leur sillage pour délivrer au monde le message de paix, de solidarité et de fraternité de la France »* – à M. Rocard l'évocation du repoussoir tragique de la guerre d'Algérie.

Jamais, depuis qu'il a en main le dossier néo-calédonien, le premier ministre n'avait dressé aussi longuement et aussi solennellement un parallèle entre le dernier conflit colonial de l'Histoire française et la situation sur le territoire. Se saisissant de la date – l'anniversaire de la Toussaint de 1954 – et du lieu – Montpellier est une terre d'accueil pour les rapatriés – M. Rocard a rappelé la genèse de la déchirure algérienne, son propre passé militant et celui d'une partie de sa génération pour souligner : *« On sait quand les guerres coloniales s'achèvent, on sait moins quand elles commencent. »*

Le premier ministre a fait de nouveau appel à la mémoire du général de Gaulle, à celle de Léon Blum et de Pierre Mendès-France pour stigmatiser, par contraste, *« la politique du dernier quart d'heure, c'est-à-dire la politique des occasions manquées ». « Toujours trop peu, toujours trop tard, l'immense gâchis »,* a ajouté M. Rocard qui juge que si *« la Nouvelle-Calédonie de 1988 n'a rien à voir avec l'Algérie de 1954 »* quelques *« points communs »* existent.

*« Le premier,* a soutenu M. Rocard, *c'est l'aveuglement d'une fraction de la droite, qui n'a rien appris ni rien oublié du passé. Toujours à courir après l'événement, choisissant toujours la répression de préférence à la négociation, toujours prête à engager l'armée, à son corps défendant* [...] *dans des actions de maintien de l'ordre qui ne sont ni de sa mission ni de son ressort, cette droite toujours à la remorque des boutefeux des guerres néo-coloniales ! »*

Cet *« aveuglement »* justifie, aux yeux de M. Rocard, sa vérité vis-à-vis du RPR. *« Ce n'est pas,* a-t-il dit, *un problème d'image, c'est un problème de conscience et de morale. Certains sauront à l'avenir que* le *« parler vrai » « n'est pas le parler mou. »*

*« Il est* [...], a résumé M. Rocard, *essentiel que le « oui » soit suffisamment massif pour éviter à qui que ce soit la tentation de parjurer à nouveau la parole de la France. »*

Cette dramatisation délibérée a pour but, dans l'immédiat, d'empêcher que le piège d'une *« indifférence »* lourde de périls se referme sur le gouvernement. Mais en réveillant le souvenir de ce cortège de sang et de larmes, il s'agit, à plus long terme, d'enfoncer le clou dans l'opinion à propos de l'*« aveuglement »* d'un RPR assimilé ni plus ni moins aux dirigeants les plus consternants de la IV^e République.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## M. Pisani : la droite n'a pas la faculté de remettre en cause le référendum

*NICE*
*de notre correspondant régional*

M. Edgard Pisani, ancien ministre de la Nouvelle-Calédonie, qui ne s'était pas encore exprimé dans la campagne pour le référendum du 6 novembre a fait une exception à la réserve qu'il lui a été demandé d'observer en animant un débat, le mercredi 2 novembre à Valbonne (Alpes-Maritimes). Cette réunion a pris un tour vif à la suite de la contradiction que lui ont apporté des membres du Comité d'action patriotique du département. M. Pisani a notamment estimé que le référendum était *« la réponse exacte à la critique que les Mélanésiens ont faite du comportement politique de la France »* et s'est déclaré convaincu que *« la droite, compte-tenu de ses contradictions, n'aurait pas la faculté de le remettre en cause ».*

L'ancien ministre de la Nouvelle-Calédonie, qui était l'invité de la section locale du PS, a longuement décrit la situation d'*« injustice »* faite aux Canaques qu'il a qualifiée de *« typiquement post-coloniale ». « Le gouvernement de Paris* a-t-il ajouté, *a cru trouver la réponse aux problèmes posés en donnant au Territoire plus d'autonomie politique et administrative (...). Mais plus on a donné d'autonomie, plus on a accablé les Canaques puisque, finalement, l'administration et l'Assemblée territoriale étaient aux mains des Européens (...) qui ont usé de leur liberté pour asseoir leur domination. »* Que se passera-t-il au bout de dix ans ? M. Pisani a dit *« sincèrement »* l'ignorer. *« Si cette procédure,* a-t-il remarqué, *avait été mise en oeuvre de telle sorte qu'inévitablement le vote soit, d'un côté ou de l'autre, acquis, alors le référendum n'aurait pas de sens. C'est dans l'incertitude de ce qui se passera que réside sa légitimité (...). Est-ce que seront les Canaques qui, finalement, auront persuadé une partie des Européens que leur destin sera mieux assuré avec l'indépendance dans des liens à déterminer avec la France ? Ou est-ce que ce seront les caldoches qui, avec leur manière de gouverner autrement (...) convaincront les Canaques de ce que leur intérêt est de rester dans la République française en leur reconnaissant la plénitude de leurs droits ? C'est le pari qui est sur la table et que nul ne peut résoudre, aujourd'hui, faute d'éléments de connaissance. »*

G. P.

# La paix aux cent

*(Suite de la première page.)*

Ils inspecteront religieusement, sur le pourtour du cratère jalonné de goupilles de grenades, les anfractuosités où les premiers défenseurs de la grotte avaient établi leurs « postes de combat » et où s'amoncèlent désormais mille reliques aussi tragiques que dérisoires : couvertures, vêtements, chaussures, pots de moutarde, pots de piment, marmites, paquets de tabac, boîtes de conserves, vides ou encore pleines comme ce « Poulet au riz ratatouille » laissé là où avait été mis en batterie le fusil-mitrailleur volé le 22 avril à la gendarmerie de Fayaoué.

Les écoliers de Gossannah pénètreront ensuite dans la grotte. Sur la plate-forme de l'entrée, ils apercevront, entre deux bouilloires contenant des restes de thé et de café, au milieu d'un jeu de tarot épars, le morceau de carton sur lequel *« René, Moi,, Samy, Jean et Jérôme »* comptaient les points au cours de leurs parties de cartes. Puis, en s'accrochant à un rideau de grosses lianes, ils descendront jusqu'aux deux niveaux inférieurs, dans ce trou noir et humide plafonné de stalagtites et partagé par plusieurs piliers de corail. Peut-être remonteront-ils à l'air libre par l'étroite cheminée qui permit aux otages de prendre la fuite à la fin de l'assaut.

Et là, à deux pas de l'embouchure de la grotte, ils s'arrêteront un instant devant le sac de couchage beige d'Alphonse Dianou, sous lequel ils verront l'agrandissement d'un timbre cubain représentant Che Guevara et une plaque de cachets d'aspirine. On leur expliquera que cette paire de chaussures de bébé, enveloppée dans cette bourse en plastique posée là, sur le sac de couchage, a été apportée, après le drame, par la femme d'Alphonse en souvenir de leur dernier-né. Comme si le fils était déjà destiné à suivre les traces du père. On leur montrera partout les impacts des balles. On leur racontera les exécutions sommaires, au nombre de onze au moins, selon les nombreux rescapés. On leur dira sans doute ce qu'on dit au journaliste de passage : *« C'était signé bleu, blanc, rouge, pays des droits de l'homme »*...

Enfin, bouclant cette visite organisée, les enfants de l'école de Gossannah se pencheront sur un autre trou, celui au fond duquel, grâce à une galerie, le plus jeune des membres du « commando », qui était âgé d'une quinzaine d'années à peine, a pu échapper aux soldats en trouvant refuge, pendant un jour et une nuit, au milieu des squelettes d'une tombe préhistorique. Pour remercier ces ancêtres de l'avoir protégé, il a laissé sur place, en guise d'offrande coutumière, deux pièces de monnaie.

Terrible leçon de choses. Culte du souvenir. Pédagogie militante. Construction d'un mythe. Ecole de martyrs. A Gossannah, la relève est déjà endoctrinée.

Dans sa démarche conciliatrice, le président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, devait déjà subir la fronde de Yann Céléné Uregeï, président du FULK, qui mène campagne pour le « non » parce qu'il reproche aux accords de Matignon de ne pas garantir l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Il devra désormais compter aussi avec le ressentiment des militants du nord d'Ouvéa, regroupés derrière Djubelly Wéa, l'ancien pasteur de Gossannah, dont le discours jusqu'auboutiste (*Le Monde* du 17 octobre) a trouvé, semble-t-il, certains encouragements au Vanuatu et aux Fidji, où celui-ci s'est rendu récemment, et dont l'ambition est de faire du nord d'Ouvéa, avec le concours des militants des villages de Takedji et de Téouta, une zone indépendantiste vivant en totale autarcie.

Les jeunes troupes de Djubelly Wéa y sont déjà maîtresses du terrain. Gossannah s'enferme peu à peu dans un militantisme intégriste. Envahies par les herbes sauvages, les ruines de l'école publique y témoignent de l'exacerbation des sentiments de la population. C'est un parent de Djubelly, le « Vieux » Gony Wéa, maçon de son état, qui avait bâti cette école de ses mains, il y a quelques années, à l'époque où la tribu faisait crédit à la France. C'est donc lui qui l'a détruite, avec l'aide de la tribu, à coups de masses et de béliers, il y a un an et demi, quand il a estimé que l'avenir des enfants de Gossannah ne passait plus par *« l'école française »* mais par l'Ecole populaire kanake du FLNKS. Ici, avant même le drame du 5 mai, au cours duquel Gony Wéa est *« mort de chagrin »*, il n'y avait pas de place pour les demi-mesures.

Aujourd'hui, la population de Gossannah sait se suffire à elle-même. Le village pratique une autogestion élémentaire sous la conduite de cinq commissions permanentes chargées des finances, de l'école, de l'alimentation, de l'entretien et de la sécurité de la tribu et des familles qui s'y sont réfugiées.

Pour recueillir les fonds nécessaires à l'achat des quelques produits de première nécessité impossibles à trouver sur place, le comité de lutte organise chaque semaine une tombola. Le billet est vendu 1,10 F et il y a chaque fois quatre lots à gagner. La dernière tombola a rapporté 1 815 F. Et chaque jour, au village, chacun prend sa part aux travaux domestiques. Gossannah ressemble à un phalanstère fouriériste.

L'isolement insulaire ne favorisera pas la réduction de la nouvelle fracture qui affecte ainsi, avec des risques de dérapage, le mouvement indépendantiste. Il s'écoulera beaucoup de temps avant qu'Ouvéa n'ôte son masque de deuil.

### Les 45 revendications de Canala

A Canala, principale place forte du FLNKS sur la Grande-Terre, la paix présente un double profil. Depuis le passage du premier ministre, fin août, les accords de Matignon sont devenus la bible du comité de lutte local, qui ne parle que de développement. 28 personnes ont participé, le 20 octobre, à la réunion convoquée à la mairie pour *« la mise en application des axes prioritaires »* définis par ces accords.

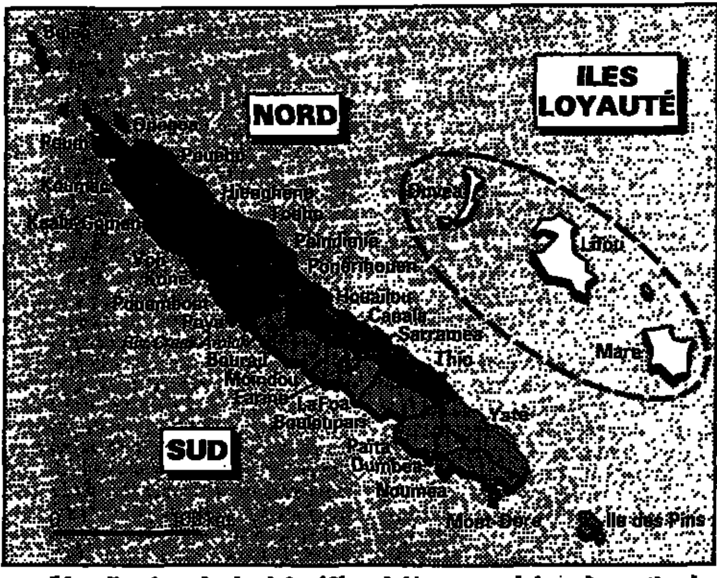
Il y avait là non seulement l'irréductible président du FLNKS local, Alexandre Badimoin, et le maître coutumier Arthur Maramin, qui avait fait à Michel Rocard un honneur rarissime en l'accueillant par le récit sacré des généalogies de Canala, mais aussi quelques métropolitains, en particulier le nouveau proviseur du collège, Michel Dubreuil, et le nouveau médecin, Patrick Curren, qui a été si bien accepté que la population a mis en circulation une motion réclamant son maintien à Canala au moment où la direction territoriale de la santé veut le déplacer, quatre mois après son installation.

La réunion a été dense. Les gens de Canala ont résumé ce qu'ils attendent des accords de Matignon sous la forme de 45 revendications précises. Ils espèrent, pêle-mêle, l'instauration du bilinguisme à l'école communale, la création d'un internat, la mise en place d'un groupe d'aide psycho-pédagogique, le goudronnage des routes, l'électrification de dix tribus, la nomination d'une sage-femme, l'achat de deux cuvettes à siphon hydraulique pour l'installation de latrines, la formation de « vigiles de santé » dans chaque tribu (dont le premier travail sera de mettre en place des « trous à ordures ménagères »), la réouverture de la station thermale de La Crouen, fermée depuis huit ans, la création d'une usine de jus de fruits, l'installation de micro-unités de production de café dans les tribus de Nakety, Mia et Méhoué, sans oublier l'indemnisation des groupements et coopératives de producteurs dont les biens ont été détruits au cours des violences du printemps.

« Kiki » Brukoa, la vaillante secrétaire de mairie, qui n'a pas pareil pour bousculer les services administratifs, a été chargée du suivi de ce catalogue.

Le conseil des Anciens, qui regroupe les chefs coutumiers de la commune, a, d'autre part, été renouvelé afin de pallier *« certains départs pour raisons politiques ».* Ceux des adversaires du FLNKS qui se sont réfugiés à Nouméa y ont perdu leur place. Le nouveau président du conseil, le mécanicien Pierre Tomedi, a déjà sa priorité : occuper les jeunes militants démobilisés afin que l'oisiveté ne les conduise pas, comme c'est souvent le cas ailleurs, vers l'abus de la boisson ou du cannabis : *« Nous allons demander aux jeunes de surveiller le bétail laissé par les colons*

### Les trois futures provinces




**L'application de la loi référendaire se traduira, à partir du 14 juillet 1989, par la réorganisation des institutions du territoire. Trois provinces se substitueront aux régions actuelles : la province Nord et la province des îles Loyauté seront assurément contrôlées par le FLNKS ; la province Sud, autour de Nouméa, sera dirigée par le RPCR. Chaque province élira son assemblée pour six ans, au scrutin de liste proportionnel, et la réunion de ces trois assemblées constituera le Congrès, organe législatif du Territoire. Le pouvoir exécutif demeurera confié au haut-commissaire représentant l'Etat, comme c'est le cas depuis l'entrée en vigueur du régime d'administration directe.**

## L'Euro-Kanak aux deux racines

*OUNDJO*
*de notre envoyé spécial*

*« Mon nom semble banalement français pour un militant kanak luttant pour l'indépendance. D'un père ethnologue métropolitain spécialiste du monde mélanésien et d'une mère mélanésienne originaire de l'île de Lifou, je plonge mes racines entre deux mondes d'essences fondamentalement différentes. Dans ma tête se disputent le cœur et la raison. La confrontation avec la réalité m'a fait basculer côté cœur. Mon cœur se place évidemment avec ceux à qui on a tout pris et je ne pense pas être en contradiction avec les valeurs véhiculées par l'idéal de la République française. »*

Le jeune homme brun et élancé qui parle ainsi d'une voix presque imperceptible a longtemps été considéré par tous les « ultras » de Nouvelle-Calédonie, au même titre que son père Jean, bien connu des familiers du Musée de l'homme, à Paris, comme l'un des principaux ennemis de la Caldochie. Il s'appelle René Guiart et vient de créer avec ses amis de la tribu d'Oundjo sur la côte ouest du territoire où il vit l'Association pour le développement et l'animation de la vie tribale (ADAVT).

Son histoire est celle d'une révolte : *« J'avoue n'être arrivé que tard en Nouvelle-Calédonie, puisque né en 1954 à Nouméa j'ai débarqué seulement en septembre 1979 à la tribu d'Oundjo. Entre ces deux dates j'ai égaré mon temps en France, écolier, employé agricole, quelque temps jardinier. Pour moi, l'université était du temps perdu sur la vie. Sans doute qu'à force de chercher cette dernière je l'avais croisée sans la rencontrer. J'avoue sans complexes une sensibilité écologique de gauche, préférant le respect du libre arbitre à toute forme d'oppression. Avec ce maigre bagage je me suis trouvé, suite à un accident qui me laissait une jambe diminuée, placé à Oundjo par mon père dans le but d'y passer ma convalescence.*

*C'est là que René Guiart a trouvé refuge : « Je me suis immergé dans cette tribu de quatre cents habitants parqués sur une réserve de 350 hectares de terres sèches dont 4 hectares cultivables. Située au bord de mer, entourée de palétuviers, elle était ravitaillée par une source, asséchée la moitié de l'année. Lorsque je suis arrivé, un colon de Koné venait justement de la saccager avec son bulldozer. On était obligé de faire bouillir l'eau deux fois avant de la boire, ce qui n'empêchait pas les enfants de tomber malade. »*

### Une « lettre de la tribu »

René Guiart, peu loquace, fait le tri parmi ses souvenirs : *« En 1986, avec ma tribu, nous avons été chassés d'une propriété de 450 hectares qui nous avait été attribuée par l'office foncier et que nous exploitions de concert avec un caldoche indépendantistes. Nous nous sommes accrochés à cette terre pendant vingt et un jours avec les Vieux, les femmes, les enfants, dormant sous les étoiles avec le ruisseau comme salle de bains. Eux, les gendarmes mobiles, ils étaient deux cents, prêts à tirer. Nous étions désarmés. Nous n'avions que notre bonne foi et les papiers de l'office foncier auquel l'ADRAF avait succédé. Le nouveau gouvernement, celui de Jacques Chirac, s'était moqué des actes de l'office. Il nous avait expulsés, rappelant le temps où les gendarmes venaient chasser les Vieux à coups de fouet. Le pire, pour M. Lafleur et ses amis, était que les colons RPCR de la commune de Pouembout s'étaient rangés de notre côté contre celui à qui la terre allait être louée et qui était connu pour sa propension à confondre son bien avec celui de son voisin. Pareils à nos Vieux, nous avons repris le chemin de l'exil dans notre parc ghetto. Comme nos Vieux nous nous sommes juré de revenir sur notre terre parce qu'elle est nôtre, tout simplement. »*

Très critique sur les orientations de Jean-Marie Tjibaou et fort sceptique sur les suites des accords de Matignon, René Guiart estime aujourd'hui que l'avenir des Canaques dépend surtout de leur formation et de leur information. Voilà pourquoi il s'est rendu récemment en métropole pour lancer un organe original : *la Lettre de la tribu*, qu'il se propose de mettre à la disposition de la communauté mélanésienne afin de créer un lien entre toutes les tribus du territoire. *« Nous proposons de dire,* explique-t-il, *ce qu'est notre vie de tous les jours, notre coutume, nos peines, nos joies, nos luttes quotidiennes contre le racisme, nos efforts pour quitter les camps d'entraînement que sont nos réserves, bref pour raconter notre vie de bantoustan et notre volonté d'en sortir. »* René Guiart messager en chef !

A. R.

● *La Lettre de la tribu*, BP 3 892 Nouméa.

# Politique

## et les perspectives de l'après-référendum en Nouvelle-Calédonie

## visages

*qui sont partis, de réparer les clôtures et d'entretenir ces propriétés que nous revendiquons.* »

Le militant le plus heureux, à Canala, s'appelle Joaquim Neimbo, l'ancien président du comité de lutte. Il vient en effet d'obtenir, après trois ans d'attente, une subvention du Fonds européen de développement pour la création d'une menuiserie moderne. L'acompte de 110 000 F qui va lui être octroyé lui permettra de remplacer le matériel détruit par les gendarmes au cours des incidents. Il rêve déjà d'une scie à ruban, d'une dégauchisseuse et d'une raboteuse. Dans le campement de tôles qui lui sert de logis ouvert aux quatre vents, à Gélima – la tribu de Léopold Jorédié, – Chantal, la femme de Joaquim, a retrouvé le sourire. Canala respire.

Mais la paix y reste armée. Les fusils ont fait leur réapparition à deux reprises, ces derniers jours. La première fois, quand une escouade de gendarmes, venue récupérer du matériel laissé par les parachutistes dans un ancien magasin qui leur servait de base, a endommagé une partie de ces locaux qui venaient d'être rachetés par un groupement de producteurs canaques. Pour éviter de nouveaux heurts entre les militants du FLNKS et les gendarmes, il a fallu que le haut-commissaire de la République intervienne en personne et inflige un blâme au chef de l'unité.

La seconde fois, quand un vieux militant indépendantiste a été interpellé, à Bouloupari, sur la route de Nouméa, par un gendarme qui n'avait pas pu l'arrêter, au printemps dernier, à Canala, Bernard Grasset a dû intervenir à nouveau pour que l'intéressé soit libéré le soir même et que les « guérilleros » d'Alexandre Badimoin remisent leurs armes dans leurs caches.

A Canala, c'est au nombre des micro-réalisations financées par le Territoire ou par l'Etat que la population jugera de l'efficacité des accords de Matignon. Un bon point, déjà, pour le gouvernement : les deux bateaux de 55 chevaux promis au groupement de pêcheurs des tribus de Nakety et Thio-Mission pour le commerce du poisson et du troca sont arrivés à Nouméa. Ceux-ci pourront en disposer dès qu'ils seront... francisés.

### Les graffitis de Nouméa

En attendant, le maître d'œuvre de cette opération d'organisation économique, Hippolyte Napitolo, a pris une autre initiative : avec treize de ses collègues chauffeurs de camion travaillant pour la société Le Nickel, il va constituer un groupement privé de transport qui s'achètera son propre véhicule. Chacun des conducteurs associés le prendra en charge à tour de rôle. Canala s'engage résolument dans la stratégie de Jean-Marie Tjibaou qui veut construire pas à pas l'autosuffisance de « Kanaky ».

En Caldochie profonde, du côté de La Foa et de Bourail, la paix conserve le visage de la guerre de tranchée qui est le sien depuis la grande révolte de 1878 conduite par le chef Ataï, dont la tête a fini dans un bocal de formol sur les étagères du Musée de l'Homme.

Tous les éleveurs européens se sentent en phase avec Jean-Charles Moglia, qui ne cache pas son penchant pour le « non » du Front national : « *En France, tout le monde croit que nous sommes riches, racistes, et que nous exploitons les Mélanésiens. C'est stupide. Nous sommes des fauchés. Nous travaillons seuls. Notre unique privilège, c'est celui de la sueur, laissée de père en fils sur cette terre qui est la nôtre et que nous ne rendrons jamais. Je ne partirai d'ici que les pieds devant. Personne ne me chassera d'une terre qui appartient à ma famille depuis quatre générations. S'ils veulent nos terres, nous reprendrons nos flingues, comme en 1984. Nous résisterons. Nous partirons les pieds devant ou on devra nous mettre de force dans un avion.* »

Dans la plupart des stations d'élevage de la côte ouest, le drapeau tricolore flotte haut au-dessus des modestes maisons des descendants des premiers colons. Mais, au-delà de Bourail, le long de la principale route transversale qui conduit vers la côte est, tous les éleveurs européens ont fui la pression du FLNKS. Les propriétés ont été abandonnées. La paix ressemble à celle des cimetières.

A Nouméa-la-Blanche, enfin, la paix a l'apparence d'une gueule de bois. Personne n'a vraiment compris que le déchaînement des bandes de jeunes qui ont dévasté le centre de la ville, le samedi 8 octobre, à l'occasion de la braderie commerciale « Bravo l'été » (93 voitures endommagées ou brûlées, 25 boutiques saccagées, le toit de l'ancienne mairie coloniale incendié, 32 arrestations) révélait un malaise plus grave, au fond, que toutes les incertitudes politiques.

Personne, surtout, n'a voulu le comprendre et naturellement les dirigeants du FLNKS, comme ceux du RPCR, ont jugé confortable d'attribuer ces actes de vandalisme à des voyous « ordinaires ».

Personne, sauf un professeur de l'Ecole normale, Patrice Dutard, qui a, le premier, découvert chez les jeunes de Nouméa un univers souterrain lourd de signification. Etonnante révélation. Nouméa est devenue le champ de manœuvres de bandes liées à la mouvance indépendantiste mais dont le mal-vivre, alimenté par le chômage, prend des formes d'expression romantique et libertaire, nouvelles sur le territoire. Leurs bases se situent à la périphérie de Nouméa : à Koutio, Montravel, Nouville, Robinson, Magenta, Vallée-du-Tir, Vallée-des-Colons, et surtout à Rivière-Salée, où demeurait Alphonse Dianou. Ces jeunes signent leurs passages de sigles incompréhensibles pour les non-initiés : « *NGK* », « *RVRTRS* », « *RVJNS* », « *MLSMNS* ». Autant de mots codés que seuls comprennent les autres bandes et qui accompagnent souvent des slogans indépendantistes. « *Tous ces jeunes vivent une situation de rupture totale avec toutes les formes sociales*, explique Patrice Dutard, qui a remonté les pistes en suivant les graffitis. *Ce sont des collégiens voués à l'échec, de jeunes chômeurs sans diplôme et sans formation dont le nombre croît de façon inquiétante, souvent aussi en conflit avec leur famille. Ils se sentent oubliés, rejetés. Les autres moyens d'expression leur étant interdits, ils communiquent leurs angoisses et leurs aspirations sur les murs, les arbres, les pylônes, les feuilles d'aloès, les troncs de cocotiers, et dans leur symbolique on retrouve ensemble la feuille de cannabis, le portrait de Bob Marley et la revendication indépendantiste. C'est une forme de culture en gestation, qui reprend certains graphismes canaques traditionnels, liée au mouvement rasta par sa musique, mais qui est capable, maintenant, d'explosion, comme ce fut le cas avec l'émeute du 8 octobre qui a, à mes yeux, valeur d'avertissement.* »

Parmi les rares messages non codés laissés par ces jeunes Calédoniens à la recherche d'une boussole, on peut lire : « *Tant que la couleur de la peau aura plus d'importance que la couleur des yeux, il y aura la guerre.* »

ALAIN ROLLAT.

## La gageure de la promotion mélanésienne

*NOUMEA*
*de notre envoyé spécial*

Le lendemain du référendum ne sera pas une partie de plaisir. Le préfet Jean-François Denis le sait mieux que quiconque. Homme-orchestre, auprès du haut-commissaire, de tous les dossiers relatifs au développement du territoire, il a déjà compris que l'application des accords de Matignon s'apparentera à une gageure. Comment effacer, en dix ans, des inégalités ancrées dans un siècle et demi d'habitudes coloniales ?

Pour avoir déjà travaillé en Nouvelle-Calédonie, il connaît par cœur les handicaps structurels d'un territoire où la prospérité de la communauté européenne cohabite avec le quart-monde mélanésien : la richesse artificielle de Nouméa, entretenue exclusivement par les transferts financiers de la métropole, à hauteur de 3 milliards de francs par an ; le poids conservateur de l'Etat RPCR sur toute la vie publique et privée ; l'indifférence de la plupart des fonctionnaires métropolitains, attachés avant tout à des traitements supérieurs de 70 % à ceux de la métropole ; l'impréparation des représentants politiques de la communauté canaque aux tâches qu'impliquent leurs propres aspirations...

Placé par ses fonctions au poste de commandement dont dépendra, pour l'essentiel, la réussite ou l'échec du projet référendaire, Jean-François Denis ne peut donc pas se payer le luxe de recourir à la langue de bois pour exprimer dès à présent certaines de ses inquiétudes : « *Les dirigeants politiques du territoire ont actuellement tendance à jouer les Ponce Pilate. Sous prétexte que, jusqu'au 14 juillet 1989, la Nouvelle-Calédonie va vivre sous le régime de l'administration directe de l'Etat, ils nous considèrent comme les seuls opérateurs. Comme si nous pouvions, tout seuls, nous dépatouiller pour faire en quelques mois ce que d'autres n'ont pas fait en tant d'années ! Alors qu'il faudrait expliquer aux gens le contenu des accords de Matignon, dire que leur application prendra du temps et demandera des efforts de tout le monde, il y a de la part des hommes politiques une absence totale d'accompagnement. C'est grave.* »

Cette mise en cause est directe. Elle vise autant l'inaptitude actuelle du FLNKS que celle du RPCR à travailler concrètement à la mise en œuvre des accords de Matignon. « *J'avais fait le tour des responsables pour leur demander de constituer un groupe informel qui traiterait des affaires foncières, en attendant les conclusions de l'enquête administrative sur les activités de l'ADRAF* [agence foncière créée sous le gouvernement de Jacques Chirac], souligne, par exemple, cet homme au franc-parler. *Et pour cela, j'avais demandé à chacun d'eux de me donner deux noms de personnes mandatées. Eh bien, à ce jour, je n'ai reçu aucune réponse !* »

Alors Jean-François Denis, comme ses collègues du haut-commissariat de la République à Nouméa, avance seul en jonglant. Il s'efforce de préparer l'entrée en vigueur du nouveau statut du territoire, prévue pour le 14 juillet 1989, tout en liquidant les anciennes « régions Pisani » et tout en gérant les « régions Pons », qui continuent d'exister en dépit de l'instauration du régime d'administration directe. Il traite aussi bien les demandes de microéquipements déposées par les tribus mélanésiennes que les grands investissements potentiels. Et, miracle, ça marche ! Peu à peu, malgré l'inertie ambiante, les choses bougent. Il est pratiquement acquis qu'une société métallurgique australienne, la Queensland Nickel Society, contrôlée par le milliardaire américain Alan Bond, va s'installer à Goro, au sud-est du territoire, pour y exploiter un gisement de latérite. Il en résultera sans doute la création de trois cents emplois directs.

De même, les sociétés japonaises se bousculent au portillon pour prendre pied dans l'hôtellerie. Leurs demandes sont accueillies avec bienveillance à condition qu'elles acceptent d'investir aussi ailleurs qu'à Nouméa, et surtout sur la côte est de la Grande Terre ou dans les îles.

Des crédits supplémentaires ont été dégagés, d'autre part, pour rattraper le retard pris, ces dernières années, dans l'amélioration du réseau routier. Dans dix ans, on pourra faire le tour de la Nouvelle-Calédonie sur une route goudronnée.

### Quotas ethniques

Mais l'obsession de Jean-François Denis, c'est la promotion mélanésienne. L'« impossible » promotion mélanésienne, est-on tenté de dire tellement il s'agit là d'un dossier « tarte à la crème ». Tous les grands discours sur ce thème, par le passé, n'ont pas été suivis d'effets. La « promotion mélanésienne » a rarement dépassé le stade des vitrines RPCR à usage politique ou clientéliste. Il n'y a pas de Canaques parmi les principaux décideurs économiques du territoire.

Comment, donc faire, en sorte, conformément aux accords de Matignon, que les Canaques trouvent désormais une part équitable dans tous les emplois disponibles ? Jean-François Denis ne se fait aucune illusion. Il sait bien que les caldoches et les métropolitains ne vont pas subitement se convertir à l'altruisme pour offrir aux Canaques les places qu'ils réservent jusqu'à présent à leurs propres enfants sur l'étroit marché du travail territorial.

L'objectif du gouvernement est donc d'imposer, en douceur, une répartition des emplois disponibles suivant des quotas ethniques favorables aux Canaques. « *Nous allons établir avant la fin de l'année un inventaire des besoins du territoire par catégories professionnelles, en fonction de nos orientations économiques, afin de déterminer le nombre de spécialistes qu'il faudra à la Nouvelle-Calédonie dans tous les secteurs* », explique Jean-François Denis.

Chacun des services de l'administration territoriale a déjà été invité à se placer dans la configuration du nouveau découpage provincial qui caractérisera le prochain statut et à définir un organigramme qui corresponde à sa réalité de demain.

Priorité est donnée à l'éducation. Dès l'an prochain, deux centres de formation d'enseignants destinés à la brousse seront installés, l'un à Poindimié, sur la côte est, l'autre sur l'île de Lifou, aux Loyauté. Chacun formera, au départ, vingt-cinq instituteurs par an. Insuffisant ! s'écrient déjà certains enseignants.

Tout cela suffira-t-il, en effet, à satisfaire les revendications nationalistes du FLNKS qui réclame, au bout du compte, un équilibre paritaire ? Jean-François Denis préfère ne pas répondre. Il se tait aussi quand on lui demande comment fera l'administration centrale pour répondre à l'attente d'un Jean-Marie Tjibaou, qui souhaite que dans dix ans la moitié des fonctionnaires calédoniens soient des Canaques. Car il connaît aussi, ce vaillant préfet à tout faire, la réponse que le président du FLNKS apporte à cette question : « *S'ils ne veulent pas partager, qu'ils s'en aillent !* »

A. R.

### Une population jeune privée d'emplois

Il y a en Nouvelle-Calédonie, selon l'Institut territorial de la statistique, 74 800 jeunes de moins de vingt ans, ce qui représente 45 % de la population totale, évaluée aujourd'hui à 166 500 habitants.

La population du territoire est donc, dans son ensemble, plus jeune que la population métropolitaine, où les jeunes de moins de vingt ans ne représentaient en 1987 que 28,50 %.

Les classes d'âge qui arrivent actuellement sur le marché du travail sont les plus nombreuses jamais enregistrées en Nouvelle-Calédonie, soit 3 700 à 3 800 individus par an contre 3 100 en moyenne il y a cinq ans et 2 500 il y a dix ans.

En mars dernier les jeunes de moins de vingt-cinq ans constituaient près de 42 % des chômeurs officiellement déclarés (2 437), la tranche d'âge vingt-vingt-quatre ans regroupant à elle seule près de 29 % des chômeurs (1 668). Mais ces chiffres ne tiennent pas compte des jeunes Canaques sans emploi et vivant en tribus. Presque tous les chômeurs déclarés sont concentrés à Nouméa et dans sa région.

57 % des demandeurs d'emploi, tous âges confondus, n'ont pas de qualification professionnelle et 80 % d'entre eux n'ont pas de diplôme, qu'il soit d'enseignement général ou d'enseignement technique.

# Société

## Un entretien avec M. Evin après la publication du plan gouvernemental contre la maladie

# « Dans trois ans le SIDA fera plus de morts en France que les accidents de la route »

### Les principales mesures

● Création d'un Conseil scientifique — européen ou national — destinée à dynamiser, coordonner et évaluer l'ensemble de la recherche.

● Création d'une agence de programme rattachée au ministère de la santé chargée de coordonner l'action des différents ministères, notamment dans le domaine de l'éducation pour la santé.

● Création d'un Conseil national du SIDA, autorité indépendante d'une quinzaine de membres, qui sera un lieu de dialogue, une force de proposition et de recommandation.

● Triplement des crédits d'incitation à la recherche, qui passent de 50 millions en 1988 à 150 millions de francs en 1989.

● Quadruplement de la somme consacrée à l'éducation pour la santé : en 1989, elle atteindra 100 millions de francs.

● Attribution, pour 1989, de 430 millions de francs supplémentaires au budget des hôpitaux. Deux cents nouveaux postes seront créés, dont trente de praticien hospitalier.

● Indemnisation des hémophiles séropositifs.

● Enquête de l'inspection générale des affaires sociales sur Le Patriarche.

*(Suite de la première page.)*

**— Au terme de l'audit que vous avez demandé au professeur Claude Got sur la manière dont les pouvoirs publics luttent contre le SIDA, quelles sont vos principales conclusions en ce qui concerne la recherche ?**

— La France a été engagée très tôt dans l'effort de recherche sur le SIDA. Ce sont deux chercheurs français qui ont, les premiers, isolé les virus responsables de la maladie. Mais il s'agit maintenant de passer à la vitesse supérieure. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de tripler les crédits d'incitation à la recherche, qui passeront de 50 millions de francs en moyenne en 1987 à 150 millions en 1989. Le gouvernement a prévu d'autre part de mettre en place un Conseil scientifique pour dynamiser, coordonner et évaluer l'ensemble de la recherche (recherche fondamentale, thérapeutique, recherche clinique, recherche épidémiologique, recherche de santé publique). La France souhaite que la coordination de la recherche s'inscrive dans une perspective européenne. Nous avons donc décidé avec le ministère de la recherche de ne pas fixer *a priori* le statut juridique de cette structure. Si une agence européenne ne voit ps le jour rapidement, un établissement public sera mis en place.

**— Plusieurs épidémiologistes demandent une modification de la loi Informatique et liberté pour pouvoir enfin réaliser un travail efficace dans ce domaine. Allez-vous répondre favorablement à leur demande ?**

— Les études épidémiologiques sur des prélèvements anonymes ne nécessitent aucun texte législatif. En liaison avec la CNIL un texte de loi sera nécessaire, mais pas spécialement sur le SIDA, pour le traitemen automatisé d'informations médicales nominatives utilisées à des fins de recherche médicale. Un tel texte pourrait être déposé à la session de printemps.

### Trois nouvelles structures

**— Comment allez-vous assurer la coordination de l'action du gouvernement en matière de lutte contre le SIDA ?**

— Elle sera assurée par une agence de programme rattachée au ministère chargé de la santé, et qui disposera de fonds propres. Elles coordonnera les actions des différents ministères, principalement dans le domaine de l'éducation pour la santé, et incitera à des actions spécifiques par l'attribution de crédits supplémentaires aux ministères concernés en fonction de leur programme. Cette agence supervisera et fera évaluer l'action de prévention contre le SIDA dont elle assure le financement. Il n'y aura donc pas de « Monsieur SIDA » mais une équipe dirigée par un administrateur de haut niveau.

**— A quel niveau doivent être réglés les différents problèmes liés au SIDA : anonymat du dépistage, attitude des assurances, dépistage des femmes enceintes, expérimentation médicamenteuse, systématisation du dépistage en milieu hospitalier, etc ? Estimez-vous que toutes ces questions pourront être traitées par le Comité national d'éthique pour les sciences de la vie ou jugez-vous nécessaire la création d'un conseil *ad hoc* ?**

— Le SIDA soulève de nombreux problèmes de société qui ne sont pas du ressort du Comité d'éthique comme le problème des assurances ou celui des exclusions. Pour répondre à ces questions le gouvernement a décidé la mise en place du Conseil national du SIDA, autorité indépendante regroupant une quinzaine de personnalités de divers horizons. Ce sera un lieu de dialogue, une force de propositions et de recommandations. Il sera obligatoirement consulté sur les campagnes de préventions. Il aura notamment pour mission de réfléchir sur les conséquences sociales et sur les moyens d'affirmer la dignité et la solidarité de notre société devant cette maladie.

**— On vous a reproché d'avoir mis un terme à la campagne d'affichage en faveur de l'utilisation des préservatifs masculins qu'avait lancée votre prédécesseur au ministère de la santé. Pourquoi avoir pris une telle décision ? Quel budget le gouvernement entend-il consacrer de manière spécifique à la prévention ? Et quelles formes prendra l'action dans ce domaine ?**

— Je n'ai pas arrêté une campagne d'affichage mise en place par mes prédécesseurs. Lorsque j'ai pris en charge ce ministère, les services m'ont fait savoir qu'une campagne avait été envisagée pour l'été. J'ai demandé qu'un appel d'offres soit lancé et des propositions faites par des publicitaires. Le résultat étant très décevant à mes yeux, j'ai considéré qu'il était préférable de mieux préparer nos objectifs de communication avant de lancer une campagne. C'est ce qui va se faire maintenant. Cette campagne sur le préservatif vous sera présentée avant la fin du mois de novembre. Pour 1989, 100 millions de francs contre 24 millions en 1988 vont être consacrés à l'ensemble des actions d'éducation pour la santé, terme qu'il faut préférer à celui de prévention. Cela représente un quadruplement de l'effort précédemment consenti. Plus précisément, et à titre d'exemple, les actions de communication disposeront de 50 millions de francs au lieu de 15 millions en 1988.

**— Estimez-vous souhaitable et possible une éducation préventive contre le SIDA en milieu scolaire ?**

— Il faut mener des actions de terrain et de proximité. Il est donc fondamental d'assurer la formation de formateurs, aussi bien pour l'éducation nationale, que pour les médecins du travail, les assistantes sociales et les éducateurs spécialisés. Quatre mille personnes seront formées dès 1989. Par ailleurs, il est prévu que les élèves de seconde à la terminale, les étudiants, les appelés du contigent recevront une information spécifique.

**— L'information préventive sur le SIDA a jusqu'à présent été dispensée par des associations émanant des groupements homosexuels. Cette situation vous semble-t-elle encore souhaitable ?**

— L'information sur le SIDA a bénéficié du dynamisme d'associations émanant de la communauté homosexuelle mais également d'autres associations moins connues et que mon ministère a aussi subventionnées. Il continuera à le faire.

**— La Sécurité sociale supportera-t-elle longtemps encore les coûts induits par le SIDA ? Le système, régulièrement critiqué, du budget global hospitalier est-il (ou sera-t-il longtemps encore) en mesure de répondre de manière efficace et sans pénaliser aucun malade à la nouvelle et inquiétante situation créée par cette épidémie ?**

— Les dépenses médicales induites par le SIDA représentent pour 1989 un surcoût global de 430 millions de francs. Cette dépense est prise en compte par l'augmentation de 0,24 % du budget des hôpitaux. Deux cents postes seront créés dont trente de praticiens hospitaliers. Un système informatisé de suivi des malades atteints de SIDA, identique pour toute la France, a été mis en place par la direction des hôpitaux. Il va permettre des comparaisons et des évaluations de la prise en charge dans les différents centres de traitement. Je vais constituer un groupe de travail pour évaluer les conséquences de la maladie sur la vie des hôpitaux. Nous nous préparons au choc que va provoquer dans les années qui viennent la progression de l'épidémie.

### L'indemnisation des hémophiles

**— Quelles décisions seront prises concernant la lutte contre le SIDA en milieu pénitentiaire ? Y aura-t-il groupement des détenus séropositifs ? Va-t-on organiser des distribution de préservatifs ?**

— Depuis le décret du 30 janvier 1984, le ministère de la santé contrôle l'organisation des soins en milieu pénitentiaire. Avec mon collègue garde des sceaux, notre première décision pour déterminer une approche commune a été de réactiver la commission justice-santé qui avait été mise en sommeil entre 1986 et 1988. Actuellement, le dépistage est proposé à tout nouveau prisonnier dans le cadre des règles qui régissent le secret médical. Il est hors de question de regrouper les détenus séropositifs, ce qui reviendrait à remettre en cause ce principe éthique fondamental du secret médical et à stigmatiser encore plus une partie de la population carcérale. Il faut améliorer la médecine pénitentiaire, mais la tâche est très difficile compte tenu de la surpopulation des maisons d'arrêt. Je fais étudier, avec le garde des sceaux, des alternatives possibles à l'emprionnement, en particulier pour les toxicomanes. Depuis mars 1988, le péservatif est remis aux détenus sur leur demande par le médecin de l'établissement. Est étudiée actuellement la possibilité d'une remise systématique aux sortants de prison.

**— Le gouvernement indemnisera-t-il les hémophiles contaminés ou leur famille ?**

— En France, contrairement à d'autres pays, l'Etat a assumé ses obligations en matière de couverture du risque puisqu'un arrêté du 27 juin 1980 oblige les centres de transfusions sanguines à souscrire des contrats d'assurances qui incluent ces cas. Je vais donc maintenant réunir les partenaires concernés (victimes, centres de transfusions sanguines, compagnies d'assurances) pour voir selon quelles modalités peut se mettre en place, une indemnisation rapide et juste pour les personnes contaminées avant le 1er août 1985, moment où le dépistage sur les dons du sang a été systématique et dont l'origine de la séropositivité par transfusion n'est pas contestée.

### Inspection chez le Patriarche

**— Des sanctions seront-elles prononcées contre des employeurs engageant des procédures de licenciement à l'encontre des personnes contaminées ?**

— Un licenciement ayant pour cause le statut sérologique du salarié ne serait pas légal. En cas de licenciement, les pouvoirs publics ne peuvent pas intervenir directement. Il appartient au conseil des prud'hommes de trancher les litiges qui en résultent. Cependant, un groupe de travail a été mis en place au sein du conseil supérieur de prévention des risques professionnels pour étudier les problèmes juridiques posés par le SIDA en milieu de travail. Ses conclusions seront déposées prochainement.

**— Comment avez-vous réagi aux attaques formulées contre vous sur ce sujet par Mme Michèle Barzach ? Pensez-vous qu'un consensus politique soit réalisable face à ce fléau ?**

— Je ne souhaite pas que le SIDA continue à être l'objet de polémiques stériles. Il est nécessaire que tous les efforts se rassemblent pour lutter contre cette terrible maladie qui menace notre société.

**— Quelle est votre position vis-à-vis de l'initiative de l'association Le Patriarche qui tend à réunir, dans la plus totale illégalité, les ex-toxicomanes atteints du SIDA dans ce que certains spécialistes qualifient de « sidatoriums » ? Ne craignez-vous pas que de fait, compte tenu de l'afflux croissant des malades dans certains services spécialisés, ne se transforment rapidement, eux aussi, en « sidatoriums » ?**

— Il ne faut pas oublier que la majorité des toxicomanes, séropositifs ou maladesaccueillis le sont dans le dispositif sanitaire spécialisé : dans ce cadre, font l'objet d'un suivi médical et sont admis en milieu hospitalier dès que cela est nécessaire. Je veux renforcer, je l'ai déjà dit, et des moyens budgétaires sont mis en place pour cela, la liaison entre les structures hospitalières, les centres d'accueil et les centres de postcure. L'exemple le plus récent concerne les deux structures expérimentales pour mères toxicomanes que j'ai décidé d'ouvrir très prochainement sur Paris. Mais je suis conscient qu'il reste encore beaucoup d'efforts à faire.

» La difficulté, que tous les praticiens connaissent, est que les toxicomanes séropositifs ne sont pas faciles à accueillir en structures hospitalières. Je veux donc développer la formation des personnels à cette catégorie difficile de patients, aider aussi les alternatives à l'hospitalisation, les hôpitaux de jour, les appartements et studios thérapeutiques, avec vu suivi médical, social et psychologiques adaptés.

» Je sais que quelques praticiens, arguant de ces difficultés particulières, ont la tentation d'envoyer certains patients dans les communautés du Patriarche où ils estiment qu'existe une prise en charge plus collective, où des séropositifs peuvent psychologiquement mieux faire face au développement de la maladie. Ils souhaitent aussi un environnement plus contraignant.

» Cela est leur choix. Comme c'est le choix des parents, confrontés parfois à l'enfer de la vie que leur fait mener leur fils drogués de payer leur prise en charge. Les communautés comportent toutefois des risques inquiétants de dérives et il convient d'être particulièrement vigilants.

» Je veux que ces jeunes gens puissent entrer librement dans ces communautés et en sortir librement. Je veux qu'un suivi médical réel et un contrôle sanitaire puissent s'exercer. Je veux que la liberté individuelle des toxicomanes et des séropositifs soit respectée.

» Je rappelle aussi que dans les communautés du Patriarche les résidents en France proviennent le plus souvent d'autres pays d'Europe, alors que les toxicomanes français se trouvent plutôt en Espagne ou au Portugal. De même, des rapports administratifs ont mis en évidence d'étonnantes opérations immobilières et financières. Il est regrettable qu'en 1986 M. Chalandon ait trop rapidement cautionné ces établissements et qu'on leur ait laissé occuper le terrain.

» La réalité, aujourd'hui, c'est que ces centres existent. Les informations sur ce qui s'y passe sont parfois contradictoires et, face aux avis différents de spécialiste, il est difficile d'évaluer l'efficacité réelle de chaque mode de prise en charge des toxicomanes et ex-toxicomanes séropositifs.

» Je veux donc mener une enquête approfondie pour déterminer si les libertés fondamentales ; les garanties éthiques et sanitaires, les législations correspondant aux différents modes de prise en charge des toxicomanes et des séropositifs sont respectées.

» Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales va être diligenté rapidement sur ces points.

» Le Conseil national du SIDA sera saisi dès sa mise en place, en janvier 1989, à partir des éléments de cette enquête, et fournira aux pouvoirs publics les éléments nécessaires pour dire dans quel cadre ces communautés pourront exercer leur activité. Il est clair en tout cas que l'argent public ne sera dispensé que dans un cadre conventionnel respecté par les deux contractants et sous réserve d'un contrôle strict de son emploi par les autorités sanitaires.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

**Nombre cumulatif de cas de SIDA notifiés à l'OMS, 1979-1988***

Source OMS.

Ce graphique ne tient compte que des cas officiellement déclarés à l'Organisation mondiale de la santé. Le nombre de cas de SIDA est en réalité beaucoup plus élevé. On prévoit qu'en 1992 365 000 personnes auront été atteintes aux Etats-Unis et 21 000 en France à la fin de 1989.

## *Un dispositif cohérent*

LES pouvoirs publics prennent,enfin, la mesure des bouleversements sociaux qu'entraînera dans les années à venir cette maladie mortelle et sexuellement transmissible. Il aura fallu près de cinq ans pour que se mette en place un dispositif gouvernemental permettant de prendre en compte les multiples aspects que doit prendre la lutte contre ce fléau (plus de 250 000 Français sont déjà contaminés).

Amplifiant l'action commencée par Mme Michèle Barzach lorsqu'elle était au ministère de la santé, le plan Evin apparaît comme un dispositif cohérent — l'action anti-SIDA devenant enfin l'affaire du gouvernement dans son ensemble et n'étant plus considéré comme une simple question de santé publique.

Le financement par les pouvoirs publics s'est longtemps limité au financement de la recherche fondamentale. On sait aujourd'hui que si elle doit continuer à être soutenue, et mieux soutenue — les spécialistes français ont souvent dit à quel point l'effort gouvernemental en la matière était insuffisant, — cette recherche ne pourra malheureusement aboutir, qu'il s'agisse de vaccins ou de médicaments permettant d'enrayer le processus pathologique chez les séropositifs, avant plusieurs années.

Si l'effort doit être augmenté, il doit donc aussi et surtout être diversifié. Il faut intensifier les actions pudiquement qualifiées d'« éducation pour la santé » pour que l'utilisation des préservatifs devienne un geste systématique — chez les jeunes notamment — dès lors que l'on sait, ou que l'on pense, être dans une situation à risque. A cet égard, on ne peut que se réjouir de voir augmenter de manière notable le budget consacré à l'information.

Il reste à savoir si l'on trouvera les moyens d'être efficace, la dernière campagne gouvernementale sur ce thème : « Le SIDA ne passera pas par moi », montrant à quel point il pouvait être difficile de parler de « prévention » dans le domaine de la sexualité. La question est d'autant plus importante que, continuant en cela d'action de Mme Barzach et en dépit des pressions exercées par quelques personnalités médicales, le gouvernement se refuse à toute action coercitive de dépistage. Fondant l'essentiel de son action sur la prise de conscience individuelle des responsabilités en matière de contamination, son plan ne réussira que s'il permet d'aboutir à une modification des comportements sexuels.

De la même manière, si la création d'un conseil national du SIDA, indépendant du ministère de la santé, apparaît éminemment souhaitable — le conseil des sages créé auprès de Mme Barzach s'était révélé inefficace — rien ne permet encore de dire s'il parviendra à répondre aux multiples et délicates « questions de société » soulevées par le SIDA. La première et la plus urgente, celle des hémophiles séropositifs, vient d'ailleurs fort heureusement de trouver une réponse, le gouvernement ayant enfin décidé d'indemniser ceux qui ont été contaminés de manière accidentelle.

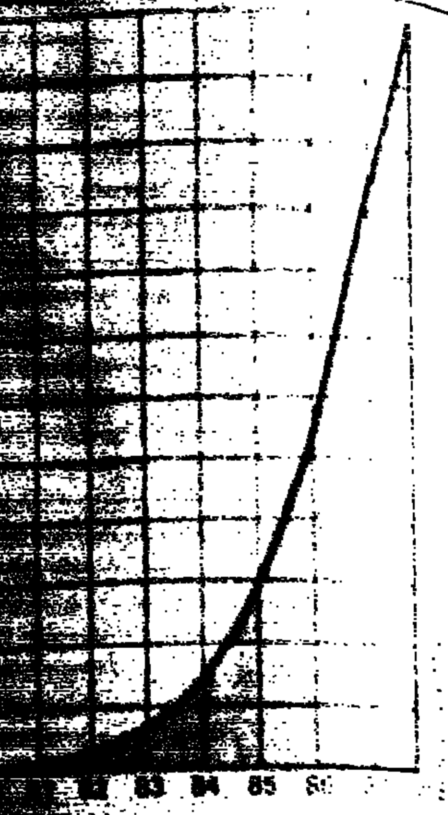
Ainsi, s'il ne comporte pas de mesures véritablement spectaculaires, le plan anti-SIDA du gouvernement marque une nouvelle et importante étape dans la prise en compte de la réalité de l'épidémie et de ses dramatiques conséquences.

J.-Y. N. et F. N.

### L'évolution des ventes de préservatifs

Les préservatifs constituent actuellement le seul moyen de prévenir la transmission sexuelle du virus du SIDA. Selon les chiffres dont dispose la direction générale de la santé, les ventes de préservatifs sont en légère évolution. De septembre 1985 à octobre 1986, 32 millions de préservatifs avaient été vendus en pharmacie. Les ventes sont passées à 44 millions pour la même période de l'année suivante. Ces chiffres ne rendent que partiellement compte de la réalité. Il n'existe pas de fabricant français de préservatifs, et l'on sait que les importations ont augmenté dans des proportions plus importantes que ne l'indiquent les seules ventes en pharmacie.

Cette différence tient au fait que l'on peut aussi se procurer des préservatifs dans d'autres lieux, en particulier dans les grandes surfaces. On note par ailleurs une augmentation des ventes pendant les campagnes de prévention. Plusieurs enquêtes sont en cours qui devraient permettre de mieux analyser l'évolution des comportements et de savoir qui sont les utilisateurs de préservatifs et dans quelle proportion ceux-ci sont utilisés par les personnes les plus exposées au virus.


83
84
85

# Société

## MÉDECINE

Grève de vingt-quatre heures et manifestation à Paris

### La coordination des infirmières réclame de nouvelles négociations

Le jeudi 3 novembre devait être une nouvelle journée-test pour les infirmières de la coordination nationale et la CGT. Les deux organisations avaient décidé une grève nationale de vingt-quatre heures et appelaient à une manifestation avec les usagers de la santé, en fin de matinée, à Paris, de la place de la République au ministère de la santé.

La coordination avait organisé une conférence de presse, mercredi 2 novembre, avec des membres du comité de soutien aux infirmières, le docteur Pierre Sabourin, psychiatre et psychanalyste, et l'acteur Lambert Wilson. Pour la coordination, l'accord signé le 24 octobre entre le ministre de la santé et les syndicats FO, CFDT, CFTC ne représente qu'un petit pas vers les revendications. La coordination réclame aujourd'hui le paiement à 100 % des jours de grève (l'accord prévoit un paiement à 50 % et jusqu'au 24 octobre) ; la validation des stages pour les élèves grévistes ; des effectifs en nombre suffisant ; des moyens pour la formation continue ; un traitement égalitaire entre les infirmières du public et du privé, entre les infirmières en soins généraux et le secteur psychiatrique ; un nouveau décret sur l'entrée dans les écoles. A plus long terme, la coordination exige l'élaboration d'un échéancier précis qui s'étalerait jusqu'à 1992 pour donner satisfaction à l'ensemble des revendications portant sur le statut (effectifs, place de l'infirmière au sein de l'hôpital, etc.) et sur les salaires.

*« Les infirmières ne retourneront jamais dans les services dans les mêmes conditions qu'avant*, expliquent les représentants de la coordination. *Quelque chose de profond s'est passé... Elles sont déterminées à obtenir les mesures indispensables qu'elles n'ont pas eues et principalement sur les effectifs. »*

Une délégation de la coordination a été reçue mercredi par les groupes parlementaires PS, PC, RPR et UDF, auxquels elle a fait part de son désir de voir voter une enveloppe budgétaire supplémentaire.

#### Vers un ultimatum ?

Les manifestants désiraient être reçus par le ministre de la santé, M. Evin, jeudi dans l'après-midi, afin de lui renouveler leur demande d'ouverture de *« négociations sérieuses »* et l'adoption d' *« un plan d'urgence sur les effectifs »* : *« Si M. Evin ne nous donne pas une réponse satisfaisante, nous sommes décidés à reprendre immédiatement la grève jusqu'à dimanche soir. »* La coordination a, de toute façon, prévu de se réunir en assemblée générale samedi 5 novembre à Paris. Au cours de cette réunion, les représentants de la région parisienne proposeront de lancer un ultimatum de soixante-douze heures au gouvernement, au terme duquel, s'il n'y a pas de réponse favorable de sa part, la grève se poursuivra et se durcira.

Actuellement, la coordination, qui tient à maintenir des liens avec la base, organise une vaste consultation sur les exigences des infirmières. Le 19 novembre est prévue une autre réunion nationale, cette fois pour élaborer un « livre blanc » de la profession.

Ch. Ch.

A l'Assemblée nationale

### Mme Christine Boutin en appelle à M. Mitterrand à propos du RU 486

Mme Christine Boutin, député non-inscrit des Yvelines, et quatre-vingts députés et sénateurs ont demandé, mercredi 2 novembre, audience à M. François Mitterrand pour lui exprimer leur opposition à la décision du gouvernement de remettre la pilule abortive RU 486 sur le marché.

Interpellant le ministre de la santé lors de la séance des questions à l'Assemblée, Mme Boutin a affirmé qu'il y avait *« incohérence »* entre la décision du gouvernement et le discours tenu par le président de la République devant l'ONU en septembre dernier. Dans ce discours qu'elle a lu aux députés, M. Mitterrand avait souligné la nécessité de *« défendre l'espèce »* humaine *« face aux possibilités vertigineuses de la science et notamment de la génétique »*.

*« La décision du ministre de la santé revient à accepter le risque de voir naître des enfants handicapés »*, a ajouté le député barriste, affirmant que tous les cas d'échec de la pilule RU 486 avaient été suivis de la naissance d'enfants handicapés. *« A-t-on le droit d'envisager ce risque ? »*, a demandé Mme Boutin.

## ÉDUCATION

Le renouvellement des cartes de séjour

### Attente et colère des étudiants étrangers

*« Nous sommes traités comme du bétail. »* Depuis des heures, cet étudiant argentin attend, dans le froid, ainsi que des centaines d'autres étudiants étrangers, la possibilité de renouveler sa carte de séjour. Il est vrai que les conditions dans lesquelles s'effectue cette opération sont particulièrement déplorables. Lundi 31 octobre, par exemple, seuls cent vingt-trois tickets d'entrée ont été distribués pour pouvoir pénétrer dans le centre de réception des étrangers, 218, rue d'Aubervilliers (19e arrondissement). Mercredi 2 novembre, trois cent quarante « tickets pour des centaines d'étudiants. *« Moi*, dit ce Gabonais, *je reste le soir, avec l'espoir de pouvoir rentrer le lendemain matin. » « Je suis ici depuis quatre heures »*, ajoute cette Japonaise.

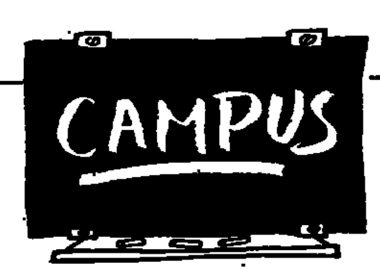
A deux pas d'un énorme tas de gravats, le 218, rue d'Aubervilliers est longé par des voies de chemin de fer d'un côté, le boulevard des Maréchaux de l'autre. En face, un énorme serpent de béton sur lequel circulent camions et automobiles. Trois cars de police stationnent le long du trottoir, et l'entrée du centre est barrée par une dizaine de gardiens de la paix. Dans cet univers célinien, la longue file des Africains, des Asiatiques, des Latino-Américains et des Orientaux s'allonge. Seule protection : une verrière ouverte aux quatre vents.

Pour la plupart de ces étudiants, le 31 octobre était une date fatidique. Celle où leur carte de séjour était périmée. Or son renouvellement n'est autorisé par la préfecture de police que dans ce seul centre de la rue d'Aubervilliers. Résultat : attente, bousculade et colère. Des militants de la Jeunesse communiste munis de haut-parleurs et distribuant des tracts réclament *« l'augmentation des capacités d'accueil »* et *« l'ouverture d'un second centre »*.

Les étudiants étrangers sont inquiets. Ils savent que, depuis le 31 octobre, sans nouvelle carte de séjour, ils sont en situation irrégulière et menacés à tout moment d'être expulsés en cas de contrôle. La constitution du dossier nécessaire à l'obtention de cette fameuse carte est complexe. *« Au guichet, ils s'en foutent. Un papier fait défaut, le dossier est refusé. Il faut recommencer la queue, l'attente interminable dès 4 heures du matin »*, commente ce Marocain.

Rien n'a changé depuis l'automne dernier où la situation était identique.

JEAN PERRIN.




### Pétition anti-audimat

Elève de khâgne, Guillaume Soulez, dix-neuf ans, a une passion pour « Océaniques », la très intellectuelle émission de FR 3. Malheureusement, vers 23 h 30, lorsque s'ouvre le générique, l'heure du couvre-feu a sonné depuis longtemps pour un étudiant aussi sérieux que Guillaume. *« L'an dernier, je n'ai pas pu en voir un seul numéro. »* Cette frustration étant partagée par ses camarades de lycée, il était temps d'agir. Une pétition est née *« contre le décalage horaire culturel »*. Rédigé collectivement, le texte trouve *« inadmissible que des émissions à caractère culturel soient reléguées aux heures tardives de la soirée, ce qui est rendre un bien mauvais service aux lycéens et étudiants en particulier »*.

Ce cri contre *« la systématisation de la course à l'audience »* a reçu un écho favorable au lycée Claude-Monet, à Paris, où Guillaume Soulez était en juin dernier, et à Fénelon, où il se trouve aujourd'hui. Les professeurs ont signé des deux mains contre la tyrannie de l'audimat qui cerne les yeux de leurs élèves. Depuis, la pétition s'est répandue dans les lycées parisiens, les universités et les établissements de province. Environ trois mille signatures ont déjà été recueillies. Quelques communiqués dans la presse et des messages sur des radios locales ont pris le relais pour multiplier le mouvement de sensibilisation.

En contact avec des associations de téléspectateurs, Guillaume Soulez souhaite faire déboucher son action sur une grève de huit heures trente minutes, un soir à 20 h 30. Ce boycottage symbolique, aussi réussi soit-il, pourra-t-il faire bouger le poids des habitudes et les lois du marché ?

J.-J. B.

★ Renseignements : Guillaume Soulez, 7, rue Charles-Fourier. 75013 Paris.

#### ● Premier roman

Alain Decaux, Yann Queffélec et Charlelie Couture participeront le 24 décembre à Tignes au Festival francophone du premier roman étudiant. Les manuscrits sont à adresser à Transfac, zone artisanale, 34630 Saint-Thibery. Tél. : 67-77-80-35.

#### ● L'Europe des diplômes

Le Comité d'expansion Aquitaine organise le 14 novembre à Bordeaux un colloque sur le thème : « L'Europe des diplômes et des universités ».

(Comité d'expansion Aquitaine, 2, place de la Bourse, 33076 Bordeaux. Tél. : 56-52-65-47.)

#### ● Gala Supélec

Le gala des élèves de l'Ecole supérieure d'électricité aura lieu le 18 novembre à Gif-sur-Yvette (Essonne) avec, notamment, un spectacle « son et laser ». Le Forum Supélec est prévu pour les 9 et 10 décembre.

(Ecole supérieure d'électricité, plateau de Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette. Tél. : 69-85-32-66.)

(Publicité)

# Société

## SCIENCES

### Les élus demandent le redémarrage rapide de Superphénix

Alors que les experts se penchent sur le dossier du surgénérateur Superphénix, arrêté depuis le 26 mai 1987 en raison d'une fuite de sodium, les élus de la région font pression sur les autorités de tutelle pour obtenir une remise en service rapide de l'installation. Il s'agit pour eux de rappeler que la centrale de Creys-Malville (Isère) représente des retombées économiques si considérables que trois élus avaient déjà mis en garde M. Alain Madelin, ministre de l'industrie de M. Chirac, contre *« le coût de la panne »* pour la région.

#### Démontage du barillet

Les experts en charge du dossier Superphénix prendront leur temps. Ce n'est en effet pas avant la mi-novembre que le Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) devrait formuler son avis sur le redémarrage éventuel du surgénérateur.

Cette remise en route sera cependant délicate dans la mesure où commenceront à la fin de l'année les premières opérations de démontage du barillet défaillant que les autorités de sûreté ont accepté, au cours de l'été, de remplacer par une enceinte sous argon (poste de transfert du combustible) dans lequel les combustibles irradiés ne feront que passer sans y être stockés comme précédemment pour y refroidir. Ces travaux, d'un coût estimé à 300 millions de francs, devraient se terminer au début de 1991.

## DÉFENSE

«Services secrets», un livre de Jean Guisnel et Bernard Violet

### La «nébuleuse» du renseignement

Encore un livre sur les services secrets, dira le lecteur blasé, tant la mode est, depuis quelques années, à cette prolifération de documents ou de révélations sur les activités clandestines des Etats, lorsqu'il s'agit, par des voies détournées, de continuer une politique que la morale réprouverait. Et pourtant, l'ouvrage *Services secrets*, de Jean Guisnel et Bernard Violet n'entre pas dans cette catégorie-là de livres-investigations dont on sait, par avance, les conclusions parce qu'on connaît leurs auteurs.

*Services secrets* surprend. Par ses informations sans tabous. Par ses analyses non conformistes et, parfois, iconoclastes. Par un refus délibéré de parti pris. Mais, surtout, par l'ambition des auteurs, deux journalistes, qui ont cherché à comprendre de l'intérieur ce qu'il est convenu d'appeler *« la communauté du renseignement »* en France, c'est-à-dire tous les services, organismes et institutions parallèles qui concourent à l'information des pouvoirs officiels et qui exécutent leurs éventuelles actions souterraines.

Tout y passe. Et pas seulement, comme c'est la tradition, les renseignements généraux (RG), la Direction de la surveillance du territoire (DST) ou la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). De ces différents services, chacun commence d'avoir sa petite idée. Mais, Jean Guisnel et Bernard Violet ont choisi d'aller plus loin et ils proposent leur interprétation du travail occulte de la gendarmerie nationale, de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD ou ex-Sécurité militaire), du secrétariat général de la défense nationale (SGDN) ou du Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM).

Autant de services plutôt mal connus du grand public, qui œuvrent dans l'ombre avec une relative efficacité et qui composent une « nébuleuse » du renseignement en France. Leur description est l'originalité de *Services secrets.*

Chacun de ces organismes a droit à son paquet. Souvent ajusté avec précision. Le lecteur non averti en gardera le sentiment — parfois injuste — d'une immense machinerie qui passe prioritairement son temps à se tendre des pièges entre professionnels ou qui déploie l'essentiel de son énergie à conserver pour soi ses secrets, au point de mentir à ceux qui la subventionnent. Certes, les agents ne sont pas de petits saints et la réalité, dans laquelle ils se meuvent, dépasse la fiction. Mais les gouvernements censés les contrôler ont tous, quels qu'ils aient été, appris à tirer les ficelles d'un jeu où les « coups fourrés », les « opérations tordues » et les rivalités fratricides servent de règles. Quitte à fabriquer un écheveau inextricable ou un cocktail explosif.

J. I.

★ *Services secrets*, de Jean Guisnel et Bernard Violet, La Découverte-Enquêtes, 370 pages, 120 F.

De préférence à un bâtiment français

### L'Arabie saoudite achète six chasseurs de mines britanniques

La société britannique Vosper Thornycroft Holdings a annoncé, mercredi 2 novembre, avoir signé un contrat avec l'Arabie saoudite portant sur la construction de six chasseurs de mines de type Sandown. Ce bâtiment de 450 tonnes est équipé de la version britannique du « poisson » autopropulsé PAP-104 français, qui est télécommandé pour détecter et détruire les mines.

Cette commande s'inscrit dans le cadre du contrat d'armement que les gouvernements saoudien et britannique avaient passé au début de juillet dernier.

Un porte-parole de Vosper Thornycroft s'est refusé à divulguer le montant de la commande saoudienne, que l'on estimait toutefois, de source industrielle, à plus de 300 millions de livres (l'équivalent de 3 milliards de francs). — *(AFP.)*

**[L'annonce de ce contrat intervient alors que le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'apprête à se rendre, les 5 et 6 novembre, en Arabie saoudite, où les chantiers navals français étaient en compétition avec les Britanniques pour la fourniture de ces chasseurs de mines.]**

● **Mort du physicien George Uhlenbeck.** — L'un des grands spécialistes de la physique théorique, George Uhlenbeck, est mort à son domicile de Boulder (Colorado), lundi 31 octobre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Né le 6 décembre 1900, à Batavia (aujourd'hui devenue Djakarta, Indonésie), il était allé travailler en 1927 aux Etats-Unis, à l'université du Michigan, où il devint professeur de physique théorique en 1939. En collaboration avec Samuel Goudsmit, autre physicien aujourd'hui disparu, on lui doit, notamment, alors qu'il travaillait aux Pays-Bas, en 1925, la découverte du spin des électrons, c'est-à-dire la propriété de l'électron à laquelle est dû son moment angulaire par rapport à l'axe qui le traverse.

● **Le prix Robert Schuman au cardinal Poupard.** — Le jury européen du prix Robert Schuman, créé par l'université de Bonn et la fondation FVS de Hambourg et qui est décerné tous les deux ans à Strasburg, a décidé de primer pour 1988 Mgr Paul Poupard, cardinal de la curie romaine. Président du secrétariat pour les non-croyants et du conseil pontifical pour la culture, le cardinal Poupard est ancien recteur de l'Université catholique de Paris.



## SPORTS

FOOTBALL : le nouvel encadrement de l'équipe de France

### Remous autour de la nomination de M. Claude Bez

S'il ne se trouve personne pour contester le choix de Michel Platini comme nouveau sélectionneur, il n'en va pas de même en ce qui concerne la nomination de M. Claude Bez au poste d'intendant général de l'équipe de France.

Beaucoup craignent une mainmise du bouillonnant président des Girondins de Bordeaux sur la sélection nationale. *« Jean Sadoul, président de la Ligue professionnelle, et moi-même sommes les deux cautions contre un tel danger »*, a assuré, lors de sa conférence de presse, mardi 1er novembre, le président de la fédération, Jean Fournet-Fayard.

Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille et rival de Claude Bez, s'est inquiété dans un communiqué de l'influence grandissante des Girondins dans la vie de l'équipe de France.

*« La désignation d'un dirigeant de club, quel qu'il soit, pour assumer des responsabilités au sein de la fédération me paraît être une mauvaise solution. Parce que aucun club, y compris Bordeaux, n'a jamais remporté un titre international à ce jour. Parce que le mélange des genres est dommageable. »*

De son côté, Jean-Louis Piette, directeur général du Matra-Racing de Paris, a jugé inacceptable le cumul de fonctions du président des Girondins de Bordeaux. Il a estimé que cette nomination, si elle était confirmée, devrait impérativement être accompagnée *« de la démission de M. Bez de la présidence des Girondins de Bordeaux »*. Dans le cas contraire, *« la collusion d'intérêts serait gravissime et inacceptable »*.

## TENNIS

### Les joueurs professionnels créent leur circuit

Ray Moore, membre de l'Association des joueurs de tennis professionnels (ATP) et président du Conseil du tennis professionnel masculin (MTC), a déclaré, mercredi 2 novembre à Londres, que la création d'un circuit par les joueurs était *« un fait accompli »*, après la première journée de la réunion du Conseil professionnel.

Le tennis professionnel est actuellement géré par le MTC, constitué de trois membres de l'ATP, dont Ray Moore, trois représentants de la Fédération internationale de tennis (FIT) et trois représentants des directeurs de tournoi. La fédération s'est opposée aux initiatives des joueurs, qui réclament plus de pouvoir au sein du conseil et l'éviction des représentants de la fédération internationale en tant que membres votants (*le Monde* du 31 août).

Le circuit prévu par les membres de l'ATP devrait débuter en janvier 1990 et compter sur la participation d'une vingtaine des meilleurs joueurs mondiaux, parmi lesquels Mats Wilander, Stefan Edberg, Boris Becker, Pat Cash, Miloslav Mecir et les Français Henri Leconte et Yannick Noah.

(Publicité)

Un par un.

UPS Coursier International
On n'est jamais si bien servi que par UPS même.




McCANN-ERICKSON

Renseignements sur simple appel : UPS/TTA Express, Zone de fret Sud, BAT 351, BP 809, 94548 Orly Cedex, France - Tél. 1/49.75.44.00

* Marque déposée et marque de service de United Parcel Service of America, Inc, (U.S.A.) ** Marque déposée et marque de service de Tous Transports Aériens (France).

# Société

## JUSTICE

### Dix kilogrammes de cocaïne en provenance de Bolivie saisis à Paris

Dix kilogrammes de cocaïne pure, d'une valeur de 10 millions de francs, ont été saisis, mardi 1er novembre, à Paris. Deux ressortissants boliviens, Jony Antolo Susuky, trente et un ans, et Nicolo Alfredo Monasterio, trente-cinq ans, ont été placés en garde à vue.

L'affaire a été rendue publique mercredi au ministère de l'intérieur par M. Ivan Barbot, directeur général de la police nationale, entouré de M. Gilbert Thil, directeur central de la police judiciaire, et de M. Bernard Gravet, directeur de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS).

L'originalité de cette « prise », ont-ils souligné, tient moins à la quantité de drogue saisie (*« Recoupée dix fois, elle représenterait une semaine de consommation pour les dix mille cocaïnomanes recensés en France »*) qu'à l'origine du trafic : c'est la première fois qu'une filière bolivienne est démantelée à Paris, ce qui semble impliquer une *« diversification géographique de l'offre »* sur un marché français habitué, jusqu'à présent, aux cartels colombiens.

La saisie et les interpellations ont été opérées sur la foi d'un renseignement fourni par l'une des agences de l'OCRTIS à l'étranger. Les enquêteurs ont pris en filature le « passeur », Jony Susuky, considéré comme un « chimiste » réputé dans les milieux de la drogue, dès son arrivée à Roissy, le 26 octobre. Une semaine après, les policiers interpellaient Susuky au moment où il livrait la cocaïne à Monasterio dans un grand restaurant des Champs-Elysées. Selon les enquêteurs, les deux hommes sont probablement liés au « clan Chavez », un des plus importants trafiquants de drogue en Bolivie.

Au cours de la conférence de presse, M. Barbot a, d'autre part, annoncé que M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, présenterait à partir du 16 novembre, à l'occasion de la discussion du budget de la police à l'Assemblée nationale, une série de mesures pour renforcer le dispositif de lutte contre les trafiquants de drogue.

D. R.

### Mme Noëlle Lenoir directrice du cabinet du garde des sceaux

Mme Noëlle Lenoir a été nommée directrice de cabinet du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, en remplacement de M. Jean Massot, conseiller d'Etat, qui avait démissionné *« pour convenances personnelles »* le 6 octobre (*le Monde* du 7 octobre).

[Née le 27 avril 1948, Mme Lenoir est diplômée d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris. Maître des requêtes au Conseil d'Etat (commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux, membre de la section sociale), Mme Lenoir est maître de conférence, de droit public à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle est l'auteur de *la Transparence administrative*. Mme Lenoir a commencé sa carrière comme administrateur au Sénat, puis a dirigé le service de la réglementation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, avant d'intégrer le Conseil d'Etat au tour extérieur en 1984. En 1985, Mme Lenoir a coordonné la rédaction du rapport du sénateur Thaïlades sur la modernisation de la justice, puis a été le rapporteur général du rapport Lévy sur le développement social des quartiers.]

Les suites de l'incident de Clermont-Ferrand

### Le premier ministre a reçu MM. Arpaillange et Charasse

**Après l'incident de Clermont-Ferrand où M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, s'en était pris — au cours du congrès du Syndicat des avocats de France — au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, déclarant notamment que ce dernier était *« perdu dans les procédures politiques de la vie parlementaire »*, le premier ministre, M. Michel Rocard, a convoqué les deux protagonistes à Matignon dans l'après-midi du 2 novembre. Renouvelant au garde des sceaux *« le témoignage de sa confiance »*, il a tenu, dans un bref communiqué, à *« rappeler les exigences de la solidarité gouvernementale »*.**

#### *Vraie fausse confiance*

Depuis le samedi 29 octobre, M. Pierre Arpaillange attendait un signe, un geste clair et net de soutien. Ce jour-là, à Clermont-Ferrand, alors qu'il allait prononcer un discours au congrès du Syndicat des avocats de France, il avait eu la surprise de voir arriver le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, venu sans prévenir — pas plus les congressistes que son collègue ministre — asséner des vérités sur la justice, la rigueur budgétaire et, dans les couloirs, quelques amabilités sur son « ami » Pierre Arpaillange. L'outrecuidance de M. Charasse, avec lequel les relations étaient déjà orageuses (il avait fallu faire « donner » M. Pierre Bérégovoy pour obtenir une rallonge budgétaire), n'avait échappé à personne. Ce n'est pas le démenti *« catégorique »* de M. Charasse aux propos rapportés par la presse qui pouvait calmer le jeu.

Déjà fragilisé, ne bénéficiant pas, c'est le moins que l'on puisse dire, d'une grande sollicitude de la part de Matignon, M. Arpaillange devait laver l'affront. Le réconfort viendrait-il de l'Elysée, comme ce fut le cas après l'affaire de l'isolement des détenus politiques ? Le ministre de la justice l'a, semble-t-il, espéré. On devait le soutenir haut et clair, sinon il en tirerait les conséquences. Une rumeur, infondée, de démission courait la ville. Vers 13 heures, lorsque Matignon a proposé à la chancellerie un rendez-vous avec M. Michel Rocard, le garde des sceaux a accepté, tout en précisant qu'il voulait être reçu par le premier ministre, et par lui seul.

A 16 h 30, mercredi 2 novembre, les deux hommes se sont donc vus cinq minutes. Bientôt rejoints par... M. Jean-Paul Huchon, le directeur du cabinet du premier ministre, et, ce qui n'était pas prévu au programme, par M. Charasse lui-même. Si l'on n'a pas abordé les propos de couloir, dont personne ne peut sérieusement croire qu'ils n'ont pas été tenus et qui ont été ressentis comme une offense inexcusable, on a un peu parlé du budget et surtout de *« solidarité gouvernementale »*. Le premier ministre allait-il taper sur les doigts du ministre du budget ? Celui de la justice était en droit de l'attendre. M. Rocard, sûrement embarrassé par ce « couac » entre deux ministres — perçus l'un et l'autre comme des hommes de l'Elysée, — agacé par les incartades du garde des sceaux et soucieux, en pleine discussion de la loi de finances, de ne pas égratigner son ministre du budget, a choisi en réalité de les renvoyer dos à dos, dans un jugement dont personne ne sort grandi. Aussitôt diffusé, le communiqué de Matignon, même s'il ne paraît désavouer que M. Charasse, ne trompe personne.

*« Le premier ministre a reçu MM. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, et Michel Charasse, ministre délégué au budget, à l'hôtel Matignon à 16 h 30. Il a renouvelé au garde des sceaux le témoignage de sa confiance. Au-delà des problèmes budgétaires, il a par ailleurs rappelé les exigences de la solidarité gouvernementale qui lie les membres du gouvernement. »*

Pierre Arpaillange aurait dû sortir rasséréné de cette crise dont il ne partage en aucune manière la responsabilité. Il n'a, en réalité, bénéficié que d'une « vraie fausse confiance », qui laisse un goût amer.

*Effet inattendu*, la brutalité de l'attaque de M. Charasse va peut-être, paradoxalement, renforcer la position de M. Arpaillange. L'incident de Clermont-Ferrand a bien entendu nourri les conversations de couloirs des députés socialistes, mercredi au Palais-Bourbon. Même ceux qui ne sont pas remplis d'admiration pour les talents politiques du garde des sceaux (les rocardiens notamment) trouvaient que, cette fois, le ministre du budget avait tapé trop fort. M. Henri Emmanuelli lui-même, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi en fin d'après-midi, a pris la défense de M. Arpaillange. Il a été suivi, notamment par M. Laurent Fabius.

Le résultat est là. En faisant de l'hôte de la place Vendôme une victime à qui ses collègues ne cessent de faire des ennuis, celui de la rue de Rivoli va obliger les socialistes à manifester leur solidarité à M. Arpaillange et à tout le moins à mettre une sourdine à leurs critiques.

Les amis fidèles du ministre de la justice, car il lui en reste, se sont, bien entendu, engouffrés dans la brèche. Ils savent celui-ci menacé, tant les rocardiens jugent qu'il n'a pas le bagout médiatique suffisant pour défendre la politique gouvernementale à un poste aussi exposé. Ils espèrent donc que la gaffe de M. Charasse fournira au garde des sceaux le répit nécessaire pour renforcer sa position.

AGATHE LOGEART et THIERRY BRÉHIER.

Pour l'amour des chats

### Le proxénétisme « troisième âge » de Madame Paule

*NICE*
*de notre envoyé spécial*

Quand Paule Laforgue, veuve Courquin, soixante et onze ans, passait devant les étroites fenêtres du commissariat central tout proche de chez elle, nul dout qu'elle redressait la tête avec la fierté des gens qui ont leur conscience pour eux. D'un pas à peine ralenti par les rhumatismes, elle traversait les rues assoupies du centre de la ville. Déjà la nuit enveloppait Nice. Chaque soir, elle gagnait ainsi le jardin de la bibliothèque, où l'attendait un rendez-vous amoureux avec le fier bataillon des chats de gouttière du quartier.

De son cabas, elle sortait alors le festin acheté le matin même dans un supermarché tout proche : du bifsteck frais du jour, car les chats niçois boudent les produits avariés. Un peu avant minuit, elle regagnait l'hôtel Arona, rue du maréchal Foch, sur lequel elle régnait depuis le commencement des temps.

Une ligne de démarcation invisible protégeait l'établissement. Toutes les chambres, sauf deux, étaient le domaine des quelque quarante chats sédentaires qu'elle avait rassemblés autour d'elle. Quoique remarquablement bien élevés, au dire des vétérinaires du quartier, ces quarante pensionnaires faisaient fuir en quelques heures les rares clients « normaux » de l'hôtel.

Dans les deux chambres concédées à l'espèce humaine, Fatma et Ljubica, cent vingt ans à elles deux, recevaient chaque week-end des clients de leur âge, Algériens ou Marocains. La passe coûtait 100 F. Mme Paule en percevait honnêtement la moitié pour subvenir aux besoins de son académie.

C'est sans doute le succès de l'hôtel qui a causé la chute de Paule Laforgue. *« Il y aura bien eu quelque racistes pour envoyer des lettres anonymes à la police et se plaindre de l'affluence des week-ends »*, subodore un voisin. Le 25 octobre, l'hôtelière était arrêtée comme une vulgaire « mère maquerelle », inculpée de proxénétisme et écrouée par le juge Martine Auriol — qui a néanmoins laissé dans l'hôtel un étage accessible pour que l'on vienne y nourrir les chats.

La rue n'a pas mis une semaine à se mobiliser. Dès le jour de la Toussaint, une manifestation rassemblait, devant la maison d'arrêt, une cinquantaine de voisins et d'amis des bêtes, dont un conseiller régional socialiste. *« Proxénète, elle ? Les filles, elle ne leur mettait pas un couteau sous la gorge ! »*, s'exclame la coiffeuse. *« Tout ça c'est la faute à Marthe Richard »*, conclut le couturier, qui a apposé le cachet de son magasin sur la pétition de soutien — cent signatures à ce jour — et a été interviewé aux informations régionales. Chacun en est d'accord ; ni la digne veuve ni ses chats n'ont mérité semblable infamie.

DANIEL SCHNEIDERMANN.



Le Monde
DES LIVRES

# Jerome Charyn ou l'ombre de l'arpenteur

***Rencontre explosive : le romancier Daniel Pennac a mené l'enquête sur son cousin d'Amérique, Jerome Charyn, qui vient de publier* Frog.**

« Pourquoi le roman noir ?

– *La vie n'est pas rose.*

– Pourquoi « Isaac », ce personnage de flic ?

– *Mon frère est flic.*

– Et le milieu juif ?

– *Je suis un juif de New-York.*

– Né dans le Bronx ?

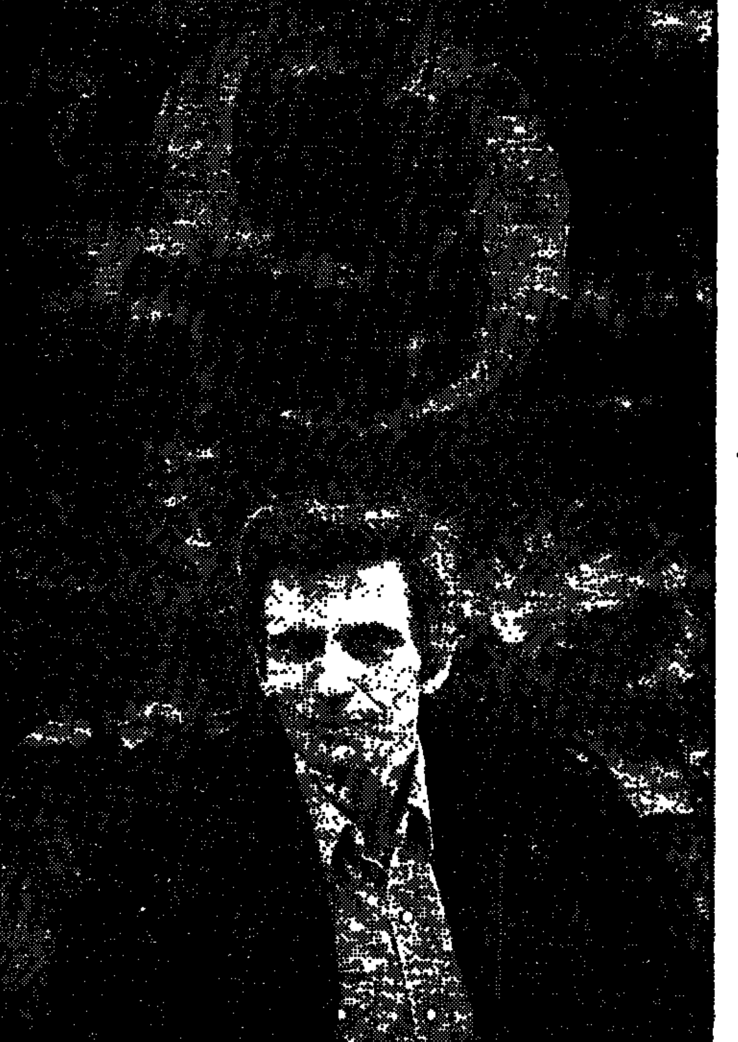
– *Né dans le Bronx.* »

L'interviouveur se battait les flancs pour retrouver la question qui allumerait la mèche, l'interviouvé faisait dans la tautologie, l'interviou tombait en panne, la caméra filmait la panne. Total, un fameux moment de télé ! La vérité vraie : deux types qui n'ont rien à se dire ; l'un qui ne sait pas s'y prendre face à l'autre qui ne sait pas broder. Celui qui ne savait pas broder, c'était Jerome Charyn. Il restait sec sous le zonzon de la caméra. Peut-être était-il, en son mutisme de ce matin-là (Grenoble, octobre 1987), plus pénétré que d'habitude par une de ses rares convictions : « *L'écriture n'est qu'une revanche sur le monde de la parole* (1). » Ou alors c'était l'ulcère. Celui que Charyn promène en permanence avec lui, tyrannique comme un chien de compagnie. Il avait une mine épouvantable, il semblait incroyablement léger, mais trop crevé pour s'envoler. A table, il contempla son œuf dur avec le découragement d'un Sisyphe condamné à bouffer son rocher. Il hocha longuement la tête, me fit un clin d'œil rigolard et attaqua l'œuf par la face nord.

Neuf mois plus tard, nous visitions Madrid ensemble. Charyn est célèbre pour ses bouquins, son ulcère et ses promenades. Je connaissais les bouquins par cœur, l'ulcère m'avait fait un clin d'œil, la promenade ne fut pas décevante. Charyn marchait dans les rues de Madrid, mais l'œil obstinément rivé sur la carte de la ville. Vus de l'extérieur, ces deux touristes devaient valoir le détour : celui qui se promenait dans sa carte, et l'autre qui surveillait les lampadaires espagnols pour qu'ils n'aillent pas lui assommer son auteur américain préféré. Qu'est-ce que Charyn a vu à Madrid ? Un roman nous le dira un jour, car il levait de temps à autre un œil d'oiseau, qui saisissait l'image, la découpait sur place, et l'envoyait nicher là-bas, dans le garde-manger d'une mémoire gourmande. Quant à moi, je me disais : « *Incroyable à quel point ce type ressemble à ce qu'il écrit !* »

## Le ping-pong de la mort

Les personnages de Charyn sont comme lui des arpenteurs poussés en avant par une ulcération de l'âme. Isaac, le roi-flic de New-York (2), ausculte sa ville par les semelles en compagnie de son ver solitaire. Marylin, sa fille,



Jerome Charyn vu par Irmeli Jung.

est un oiseau dingue qui ne sait où se poser (3). Holden, leur lointain cousin goy – le dernier-né en traduction française *(voir encadré page 24)* – tricote d'invraisemblables itinéraires, en changeant de taxi toutes les dix lignes, une petite fille léoparde accrochée à la main. Comme le Raskolnikov de Dostoïevski, aucun d'eux n'arrive jamais où il a décidé d'aller. La ville les embrouille et les phrases de Charyn sont les rues de cette ville : cadences étrangement douces ; des semelles de crêpe arpentant des trottoirs de velours...

Qu'on n'aille pas craindre, *pourtant, que cette douceur* endorme. Charyn n'a rien du marchand de sable. Son ulcère est trop lucide : il lance des éclairs de douleur qui cassent le rythme et figent le paysage aux moments les plus inattendus. Car la violence est la grande affaire de Charyn, la violence et la solidarité avec l'espèce, notre espèce si mortelle, tellement tueuse. C'est cette contradiction-là qui tient l'ulcère éveillé, qui nourrit le ver d'Isaac.

DANIEL PENNAC *.

* Auteur d'*Au bonheur des ogres* et de *la Fée Carabine*, parus à la Série Noire.

*(Lire la suite page 24.)*

(1) *Metropolis*, Presses de la Renaissance.

(2) *Isaac le Mystérieux*, « Points » Seuil.

(3) *Marylin la Dingue*, Gallimard, « Carré noir ».

# Croquis de Bowles à Tanger

***L'Américaine retirée en Suisse est allée frapper à la porte de l'Américain de Tanger. En France sort* la Jungle rouge, *l'unique roman noir de l'auteur d'*Un thé au Sahara.**

par Patricia Highsmith

C'EST en août dernier que je suis allée pour la première fois à Tanger. Un ami m'avait dit : « *J'espère que là-bas vous verrez Paul Bowles, car, sans Paul, Tanger ne serait pas Tanger.* » Alors sans doute ne l'est-il pas pour ces écrivains américains, ces jeunes écrivains venus de partout, qui ne peuvent lui être présentés et à qui manquent l'audace de demander son adresse ou, s'ils l'ont dénichée, le courage de frapper à sa porte.

Frapper à sa porte est l'unique solution, car Paul a fait couper sa ligne téléphonique : le matériel ne fonctionnait jamais et les factures, elles, devaient néanmoins être payées. « *Sinon, vous ne pouvez pas sortir du pays* », dit-il.

Quand j'arrivai, mon hôtesse était absente de cet immeuble de cinq étages où Paul habite aussi. *Je sonnai en vain.* « *C'est Paul que vous voulez voir* » me dit l'une des deux Marocaines qui, logeant là, m'avaient accompagnée jusqu'à la porte de l'appartement de mon hôtesse.

De mon accent en français, elles avaient déduit qu'à l'évidence je voulais voir Paul. Et de fait je le voulais. Je dus donc frapper à sa porte, à l'étage au-dessus. Je connaissais vaguement Paul Bowles pour l'avoir rencontré voilà des années, quand j'habitais New-York, et il connaissait mon hôtesse. Aussi fus-je introduite par un Marocain qui se trouvait à ce moment chez lui, et Paul se montra très affable, bien qu'il fût en train de dîner.

## « Parlez-nous de la vie »

C'est un fort bel homme, qui porte avec élégance ses soixante-dix-sept ans, à la chevelure maintenant toute blanche, avec, dans la voix, une pointe d'accent « yankee ». Ses manières sont tout empreintes d'une souriante courtoisie, légèrement teintée d'humour.

Pour moi, Tanger pourrait tout aussi bien être Mars, Jupiter ou la Lune. Le rythme de vie, comme j'allais le découvrir les jours suivants, le type de rapport avec autrui – tout y est différent. C'est pourquoi il y avait quelque étrangeté, ce premier soir comme plus tard, à entendre Paul parler avec quasiment le même accent que moi, et à mesurer pourtant combien son existence était profondément différente.

Il traduit beaucoup, semble-t-il, du berbère et de l'espagnol, et bien heureux est l'Arabe ou l'Espagnol qui l'a pour traducteur. Il a dans sa chambre un magnétophone très perfectionné avec lequel il enregistre des Arabes *qu'il traduit ensuite*. Je n'ai pas vu, dans la pièce adjacente qui lui tient lieu de bureau, où pouvait bien être sa machine à écrire.

Dans l'entrée, un empilement d'une dizaine de valises poussiéreuses et peut-être nostalgiques semble vaguement menacé d'écroulement. Il y a des divans bas le long de deux murs du salon et, contre un autre, une cheminée dont on voit qu'elle sert beaucoup : le chauffage central de l'immeuble est hors d'usage à cause du mauvais entretien de la chaudière et les hivers de Tanger *sont humides et froids.*

L'appartement de Paul est assez sombre, plein de rideaux, de détails personnels, d'étagères de livres, comme s'il voulait enclore la quintessence de ses pensées et de ses expériences.

Cela forme un curieux contraste avec sa disponibilité envers ceux qui viennent de l'extérieur, l'exubérance des étrangers. Il les écoute, les traduit, s'en préoccupe. Pour eux, il trouve toujours du temps. Mais peut-être est-il plus exigeant dans ses choix que je ne le sais.

Quand je le rencontrais se promenant dans le voisinage – ce qui arriva plusieurs fois pendant la semaine que je passai à Tanger – il était toujours accompagné d'un ou deux jeunes écrivains. A quatre heures, un après-midi, j'ai vu cinq personnes assises en rond dans son salon, parlant, apparemment, de choses et d'autres.

C'est comme si ces étrangers, ces écrivains, ces jeunes gens, se pressaient autour de Paul pour lui dire : « *Parlez-nous de la vie, de votre vie. Quel est le sens de la vie, de* ma *vie ?* Et, là encore, il y a un paradoxe sous-jacent : Paul ne propose pas de réponses idylliques.

*(Lire la suite et l'article de Josyane Savigneau page 24.)*

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

Maurice Sachs, *de Henri Raczymow*

# Le malheur est-il une excuse ?

SOUVENT, les biographes prennent des airs. Ils montent en épingle ce qu'ils ont déniché : ils font de l'ombre, plus que la lumière ; ils psychiatrisent, moralisent, aphorisent... Pas Raczymow sur Sachs. Voilà de l'investigation comme on l'aime, ni vétilleuse à l'anglo-saxonne, ni conférencière à la française. Dès le titre, on sait qu'on va vers du sobre, de l'ajusté. Dieu sait – le diable, en l'occurrence – s'il y avait matière, avec Sachs, à prendre la pause. *Sachs ou le mal en personne* (très biographe-qui-pense, le « *ou* », très haut-de-gamme !), *Sachs ou le juif Gestapo :* les trouvailles ronflantes n'auraient pas manqué. Le personnage se prête aux effets. On n'a rien vu de plus romanesque, *de plus pittoresque, de plus* maudit, dans la génération années folles-années noires, qui fut pourtant riche en destins fous sur fond d'histoire folle. Passer du séminaire à la Gestapo, étant juif : il fallait oser ! Et la question qui s'obstine, devant ce « salaud » capital, comme on a dit le « contemporain capital », pour Gide : la névrose est-elle une fatalité ? Le malheur, une excuse ? L'œuvre, une rédemption ?

Premier bon point pour Raczymow : il ne s'égaie pas interminablement dans les arbres généalogiques. Il lui suffit d'établir que, quand le petit Maurice se plaint d'une hérédité chargée, il a des motifs. Si la grand-mère *créole et oisive est imaginée, le* père qui le plaque à cinq ans est bien réel. Encore un écrivain trop materné ! Et par une mère, en plus, qui le voulait fille ! Etonnez-vous, ensuite, que le fils brûle de porter soutane ! Ajoutez un grand-père pas net, pour expliquer le goût des bas trafics, et votre plaidoirie en circonstances atténuantes est faite. « On ne m'aime pas comme je suis, donc moi non plus ; je prouverai que j'ai des raisons de me détester, et, à moins d'en faire un grand livre, je me roulerai dans ma délicieuse infamie » : ce raisonnement d'adolescent meurtri, l'adulte s'y enfermera jusqu'à l'infect. *C'est clair comme l'inné au milieu du* visage.

RIEN à voir avec le *mal* selon Genet. Tous deux chapardent dès avant la puberté, signe que la jouissance ne cessera de s'unir, chez eux, au calcul, et de porter à la récidive. Mais Genet s'applique à vérifier froidement ce que Sartre dira du conditionnement du délinquant par le regard de la société sur lui. Sachs, au contraire, pèche pour la joie de se repentir aux pieds de sa victime. *C'est un Genet qui chercherait* à se faire aimer. Quant à l'écriture, Genet compte sur elle pour célébrer le mal et sortir de prison, au lieu que Sachs en attend *des effets de remords et une honorabilité à la Gide. Peut-être* n'aurait-il pas fini sous les bombes de Hambourg en gestapiste donneur d'amis, s'il avait réussi à... paraître sous la couverture NRF !

Car tout est là : c'est faute de cette consécration sans cesse différée qu'il va vivre en dandy humilié, littérairement et matériellement au-dessus de ses moyens, allant de livres avortés en expédients, de fêtes en larcins, d'amours en trahisons.

Les vies gâchées attire l'incongru. Sachs collectionne les relations pas banales, et d'abord ce père de remplacement, descendant de Georges Bizet et des Straus de Proust, loueur de limousines aux grands de ce monde, drogué, suicidaire et fina*lement suicidé, qui lèguera à son fils spirituel la fascination* de l'avilissement lent.

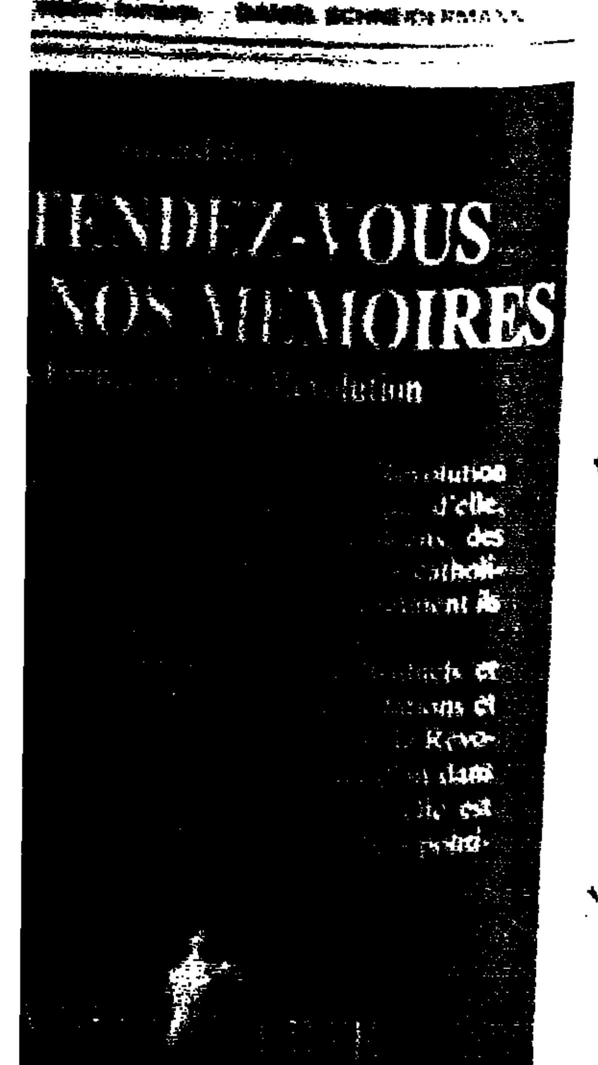
Faute d'être aimé pour lui-même et de trouver un papa à *admirer, une mère à chérir*, cet éternel fils débordant de dévotions inabouties s'ingéniera toute sa vie à raffiner dans l'« *affabilité huileuse* » (le mot, lourd de dégoût suspect, est d'Arland), et de déchéance retorse. Ce seront tour à tour une liaison vénale avec Abel Hermant, un emploi de vide-pots-de-chambre dans un hôtel en délire, et la rencontre essentielle, en 1924, avec Cocteau.

L*E Sabbat* a raconté en détail les travaux forcés de la frivolité auxquels Sachs se condamne pour tenter de rendre au poète *l'éblouissement qu'il en a reçu. C'est le temps* du Bœuf sur le toit, des bals, des nuits blanches, des soûleries, de l'épate somptuaire et des dettes allant avec.

*Les intellectuels et artistes français aiment bien se poser* entre eux la question d'une foi à embrasser, d'une Eglise à rejoindre. Dans les années 30 et 50, ce sera : être ou n'être *pas communiste.* Au cœur des années folles, c'est autour de la foi catholique qu'il est de bon ton de rôder. Les Maritain arbitrent ces élégances. Cocteau plonge. Sachs suit et, comme à l'habitude, renchérit. Puisque le poète a communié, il le rejoindra et l'étonnera en... entrant au séminaire des Carmes. Par dérogation, il réalise aussitôt son vieux rêve de porter la robe : une soutane, que la rumeur veut signée d'un grand couturier.

*(Lire la suite page 21.)*





# ● DERNIÈRES LIVRAISONS

**CIVILISATIONS**

● NESSIM HENRY HENEIN : *Mari-Girgis, village de Haute-Egypte.* — De longues recherches sur le terrain et une profonde connaissance de la communauté copte dont il est issu ont seules permis à l'auteur, chercheur à l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, la confection du premier ouvrage complet (histoire, économie, société, religion, etc.) sur la vie publique et privée d'un bourg chrétien de Haute-Egypte. De la sociologie cousue main. (IFAO, Le Caire, diff. Imprimerie nationale, Paris, 444 p., 250 F).

**CRITIQUE LITTÉRAIRE**

● Ouvrage collectif : *Le portrait littéraire.* — Sous la direction de K. Kupisz, de G.-A. Pérouse, et de J.-V. Debreuille un ouvrage qui rassemble une série de commentaires et d'analyses, sur le portrait en littérature. De Thémistocle à Fantômas, en passant par Panurge, les courants littéraires les plus variés, autant de visages cernés par la plume savante d'universitaires européens. (Presses universitaires de Lyon, 316 p., 148 F.).

**ESSAIS**

● GABRIEL MATZNEFF : *Les moins de seize ans.* La réédition d'un livre provocateur sur la sexualité adolescente. Et la confirmation d'un écrivain de la meilleure lignée. Julliard, 106 p., 49 F.

**HISTOIRE**

● Une collection du journal. La *nation* arabe. — De 1930 à 1938 le journal francophone *la Nation arabe,* publié à Genève par l'émir nationaliste libanais Chekib Arslane, interdit en Afrique du Nord française, fut la Bible du mouvement indépendantiste arabo-musulman, notamment au Proche-Orient. Ce document rarissime et d'une extrême richesse historique sera désormais de nouveau à la disposition des chercheurs grâce à une initiative anglaise (Archive Editions, The Broadway, Farnham Common, Slough, SL 2 3 TQ, Angleterre. 2 400 p., 4 tomes : prix de lancement : 3 960 F, port compris, ensuite 4 950 F).

**LETTRES ÉTRANGÈRES**

● HUGO CLAUS : *Une douce destruction.* — Ce petit roman est le reflet de l'expérience artistique du romancier néerlandais au sein du groupe « Cobra, surréaliste-révolutionnaire », pendant les années 50. Peinture sans complaisance de la lente destruction de trois destins, dans le milieu des poètes et des peintres flamands et néerlandais. Traduit du néerlandais par Marnix Vincent. (Editions de Fallois. L'Age d'homme. 180 p., 80 F.)

**NOUVELLES**

● JEAN RICARDOU : *La Cathédrale de Sens.* — Sept nouvelles de Jean Ricardou, théoricien du Nouveau Roman, qui mêlent machinations textuelles et de sens. Le même éditeur reprend un livre plus ancien de Ricardou, *Révolutions minuscules,* accompagné de *Révélations minuscules, en guise de préface, à la gloire de Jean Paulhan.* (Ed. Les Impressions nouvelles, 7, rue Taclet, 75020 Paris, respectivement 192 p., 96 F et 204 p., 98 F.)

**RELIGIONS**

● ANTOINE ABI ACAR : *Manger cette Pâque. Entretiens avec le prêtre Younane.* — Etonnants dialogues mystiques, dans la montagne libanaise, entre un jeune prêtre intellectuel et un vieil ermite à l'âme simple, mais au rayonnement exceptionnel. (Ed. Cariscript, Paris, 205 p., 89 F).

● CHARLES MOPSIK : *la Cabale.* — « Ouverture », une nouvelle collection fondée sur le principe des questions-réponses, et qui fait accéder le public à des explications claires et concises, sur les grands courants de pensée. L'ouvrage de Charles mopsik et un exposé sur la tradition ésotérique juive. (Jacques Granger, 98, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 148 p., 59 F. Dans la même collection, *la Franc-Maçonnerie,* de Daniel Beresniak, 133 p., 59 F.)

**SOCIÉTÉ**

● ANNE GALLOIS : *Mouna. Gueule ou crève.* — Comment André Dupont, Savoyard, devient le très parisien Mouna, *« une espèce de Diogène »* qui prêche sa bonne parole... Un va-et-vient entre le Mouna d'hier et celui d'aujourd'hui, ou la mise en pratique de son propre adage : *« C'est en parlant qu'on devient haut-parleur ».* Préface de Cavanna, dessins de Cabu. (Clancier-Guénaud, 196 p. 68 F.)

● SABINE PAUGAM : *Crimes passionnels.* — Quand une jeune avocate se prend de « sympathie » pour les criminels qu'elle défend, envers et contre toute désapprobation sociale. Récits des causes les plus marquantes de sa carrière, réquisitoire contre la fatalité des passions et la partialité des jugements. (Calmann-Lévy, 213 p., 89 F.)



## Belles portugaises

Une vingtaine d'écrivains portugais participeront, du 7 au 17 novembre, aux « Belles Etrangères » consacrées à la littérature de leur pays. Cette série de manifestations, en même temps qu'elle permettra de prendre la mesure de la vitalité culturelle du Portugal, donnera l'occasion de mettre visages et paroles sur les livres portugais, nombreux à avoir été traduits en France au cours de ces dernières années.

Organisées par le Centre national des lettres, avec la collaboration de l'Institut portugais du livre, ces « Belles Etrangères » comprendront rencontres, débats, lectures, expositions. Mardi 8 novembre, à 14 h 30, en présence notamment du président Mario Soares, les écrivains portugais seront accueillis officiellement dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Plusieurs rencontres sont en outre prévues avec des écrivains français à l'Hôtel d'Avejan, siège du CNL, 53, rue de Verneuil, Paris (7e).

Notons également qu'une rencontre est prévue le 12 novembre avec les communautés portugaises d'Ile-de-France. Enfin, la semaine parisienne se prolongera en province. Ainsi, la fondation Royaumont accueillera quatre poètes portugais, du 9 au 13 novembre, pour un atelier de traduction ; dans le même domaine, les assises de la traduction d'Arles consacreront, le 13 novembre, une journée au roman portugais contemporain. Ces « Belles Etrangères » portugaises devraient avoir, l'an prochain, un prolongement au Portugal, qui accueillera des écrivains français.

P. Ko



## La dernière sélection du Médicis...

*Le jury du prix Médicis a établi sa troisième et dernière sélection, en vue du prix qui sera décerné le 21 novembre.*

**Prix Médicis** : Patrick Deville, *Longue vue* (Editions de Minuit) ; Erik Orsenna, *l'Exposition coloniale* (Seuil) ; Christiane Rochefort, *la Porte du fond* (Grasset) ; Jacques Henric, *Walkman* (Grasset) ; Luc Lang, *Voyage sur la ligne d'horizon* (Gallimard) ; Eugène Nicole, *l'Œuvre des mers* (Françoise Bourin) ; Antoine Spire, *le Silence en héritage* (Robert Laffont).

**Prix Médicis étranger** : Eduardo Mendoza, *la Ville des prodiges* (Seuil) ; Nina Berberova, *Astachev à Paris et le Roseau révolté* (Actes Sud) ; Andrzej Szczypiorski, *la Jolie Madame Seidenman* (De Fallois) ; Orhan Pamuk, *la Maison du silence* (Gallimard) ; Thomas Bernhard, *Maîtres anciens* (Gallimard) ; T.-C. Boyle, *Water Music* (Phébus) ; Cees Nooteboom, *Sur les montagnes des Pays-Bas* (Calmann-Lévy).

**Prix Médicis essais** : Alain Corbin, *le Territoire du vide* (Aubier) ; Claude Olivenstein, *le Non-Dit des émotions* (Odile Jacob) ; Serge Bramly, *Léonard de Vinci* (Lattès) ; Giovanni Macchia, *Paris en ruines* (Flammarion).

## ... la première du Femina...

Le prix Femina sera décerné le 21 novembre.

Une deuxième sélection n'est pas prévue par le jury.

— **Femina** : Erik Orsenna, *l'Exposition coloniale* (Le Seuil), Alexandre Jardin, *le Zèbre* (Gallimard) ; Christiane Rochefort, *la Porte du fond,* (Grasset) ; Pascal Bruckner, *Qui de nous deux inventa l'autre ?* (Gallimard) ; Catherine Rihoit, *Retour à Cythère* (Gallimard) ; Denis Belloc, *Suzanne* (Lieu commun) ; Dominique Schneidre, *Un chagrin d'éternité* (Laffont) ; Jean-Noël Pancrazi, *Passage des princes* (Ramsay) ; Mustapha Tlili, *la Montagne du Lion* (Gallimard) ; Didier van Cauwelaert, *l'Orange amère* (Le Seuil) ; Christine Singer, *Histoire d'âme* (Albin Michel) ;

— **Femina étranger** : Julia Paradise, *Row Jones* (François Bourin) ; Allison Lurie, *la Ville de nulle part* (Rivages) ; Fritz Raddatz, *le Buveur de nuages* (Flammarion) ; Amos Oz, *la Boîte noire* (Calmann-Lévy) ; Eduardo Mendoza, *la Ville des prodiges* (Le Seuil).

## ...et celle du prix Interallié

Le jury du prix Interallié a également publié sa première sélection du prix qui sera décerné le 29 novembre. Sept romans figurent sur cette liste et le jury se réunira à nouveau le 15 novembre pour procéder à une deuxième sélection.

Voici la première sélection : Patrick Besson, *la Statue du commandeur* (Albin Michel) ; Raphaël Confiant, *le Nègre et l'Amiral* (Grasset) ; Eric Deschodt, *le Royaume d'Arles* (Lattès) ; Bernard-Henri Lévy, *les Derniers Jours de Charles Baudelaire* (Grasset) ; François-Olivier Rousseau, *la Gare de Wansee* (Grasset) ; Catherine Rihoit, *Retour à Cythère* (Gallimard) ; Yves Gibeau, *Mourir idiot* (Calmann-Lévy).

## Poitiers entre mythe et histoire

Pour leur deuxième édition, les Journées nationales de la communication historique, organisées à Poitiers du 28 au 30 octobre à l'initiative de la jeune Chambre économique, avaient choisi pour thème « Connaissance et imaginaire ». L'imaginaire appartient en effet à la connaissance historique, de deux manières au moins : comme objet, puisque l'événement, passé ou présent, est toujours un mélange de réalité et de mythe ; comme démarche, puisque la « science » ne saurait se passer de représentation. Poitiers, ville célèbre pour une bataille légendaire qui se passa autrement que le croit la mémoire collective, était le cadre requis pour une telle confrontation !

On s'est donc pressé pendant trois jours, sous la « bulle » de la place du Maréchal-Leclerc, où les libraires exposaient quelque cinq mille titres on s'est entassé dans la grande salle du théâtre ou la petite salle de l'hôtel de ville pour entendre de doctes conférenciers s'affronter autour de quelques-unes des grandes pages, embellies par le souvenir ou assombries par l'horreur, de notre histoire nationale ; on s'est précipité aux séances du cinéma ABC qui programmait pour la circonstance des monuments tels que *Alexandre Nevski, 2001 l'Odyssée de l'espace* ou *Napoléon,* où la fable vient relayer puissamment l'histoire.

De cette rencontre entre le réel et l'imaginaire, on retiendra comme exemplaire le débat sur le SIDA où des spécialistes — médecins ou responsables d'associations — ont tenté de trouver un terrain commun avec les historiens des grandes épidémies pour mieux prendre la mesure de la nouvelle maladie.

La manifestation devrait porter en 1989 sur le thème de l'enfance et se tenir à d'autres dates que celles des vacances de la Toussaint, qui n'ont pas permis d'atteindre cette année l'affluence de l'an dernier.

T. F.

## Le livre à Brive et à Marseille

La foire du livre de Brive qui accueille chaque année plus de 80 000 visiteurs aura lieu les 4, 5 et 6 novembre. Plusieurs manifestations se dérouleront dans cet espace de 2 500 mètres carrés, véritable rendez-vous de tous les passionnés de littérature. En effet, durant ces trois journées interviendront éditeurs, écrivains et lecteurs. Un prix de la Langue de France récompensera la personnalité qui aura *« le mieux illustré dans ses ouvrages la beauté de la langue française ».* Le jury du prix de la Langue de France est composé de diverses personnalités dont Jean d'Ormesson, Hervé Bazin, François Nourissier, Jean Bernard... Un deuxième prix a été créé pour récompenser tous les lauréats qui auront su rendre le tourisme plus attrayant par le style et la nouveauté des propos. Un colloque se tiendra le 5 novembre à 15 h 30 avec, notamment, Robert Laffont, Erik Orsenna, Henri Mitterrand, Christian Bourgois... (pour toute réservation, appeler le 55-74-90-15). D'autre part, un débat, également sur le thème de la littérature, se déroulera le 9 novembre à 14 h 30, 34, quai de la Rive-Neuve à Marseille.

# LA VIE

## La disparition d'Autrement dit

La librairie Autrement dit fermera ses portes à la fin de cette année. C'était, c'est encore, l'une des meilleures librairies de littérature générale de la capitale. C'était aussi, commercialement, une affaire parfaitement saine. Mais le bail de location-gérance que possédait Jérôme Lindon, le PDG des éditions de Minuit, vient à expiration le 31 décembre 1988 et le propriétaire des locaux a décidé de ne pas le renouveler. Sans explication, sans négociation.

Ce qui pourrait n'être qu'une illustration malheureuse des mésaventures d'un commerçant qui n'est pas le propriétaire de ses murs prend ici un tour plus alarmant. Autrement dit pourrait n'être contraint qu'à trouver, au Quartier latin, un autre lieu où exercer ses activités. En fait, la flambée des prix et la spéculation immobilière dans le centre de Paris — et dans celui de toutes les grandes villes en général — rend cette solution impossible.

Dans la capitale, une bonne librairie de littérature ne peut vivre que si elle est située dans une artère commerçante importante. Or les pas-de-porte dans de tels endroits atteignent désormais des sommes — entre 8 et 10 millions de francs — qui interdisent toute possibilité de rentabilité pour un commerce qui dégage des marges faibles. La disparition d'Autrement dit pourrait être suivie de celles d'autres librairies ; Tschann, boulevard du Montparnasse, autre haut lieu de la culture littéraire, est déjà menacée.

Les librairies seront-elles chassées des villes par l'inflation de l'immobilier et remplacées par des marchands de fringues, des fast-foods et des comptoirs bancaires ? Ou bien seront-elles rachetées une à une par des grands groupes d'édition — comme on commence à le voir en province, — tentés de mettre en valeur leur propre production au détriment de celle de leurs concurrents ? On comprend bien que ces deux scénarios conduisent l'un et l'autre à une catastrophe culturelle. Il paraît urgent d'en imaginer d'autres.

P. L.

## La « New York Review of Books » a vingt-cinq ans

*Créée par Robert Silvers et Barbara Epstein au temps des guerres de décolonisation, la New York Review of Books est restée le bimensuel de la gauche américaine, des libéraux et des intellectuels en général. La revue, qui fête son vingt-cinquième anniversaire, présente à cette occasion, dans un numéro de plus de cent pages, un sommaire particulièrement riche et alléchant.*

Fort opportunément, elle s'ouvre sur un démolissage en règle des *Mémoires d'Andreï Gromyko* (deux gros volumes de près de 900 pages qui viennent de paraître à Moscou) par George Kennan, qui fut ambassadeur en URSS en 1952 ; l'article a été écrit avant le limogeage de l'ancien chef de l'Etat soviétique, ce qui ne change rien aux fort justes et savoureuses appréciations portées sur le livre et son auteur.

Notons également : un bel article de John Osborne à propos de la remarquable autobiographie d'Ingmar Bergman, *la Lanterne magique* (Gallimard), qui, hélas, n'a pas eu en France le public de non-cinéphiles que le livre mérite ; les élections Bush-Dukakis vues par Joan Didion ; une étude sur l'exil de Salinger à propos de la très discutable biographie de Ian Hamilton ; un article sur la classe des riches Américains et son incidence sur la campagne électorale ; la première partie d'un important reportage de Timothy Garton Ash sur la Pologne, intitulé « Réforme ou révolution ? » ; un ensemble sur la « renaissance américaine » ; une étude sur « le SIDA et ses métaphores » par Susan Sontag, etc. Sans oublier une analyse consacrée à Beaumarchais, « inventeur de l'opéra moderne », par le pianiste Charles Rosen, et une autre au « Jean-Jacques Rousseau » de Jean Starobinski (traduit aux Presses de l'université de Chicago) par Robert Darnton, ainsi qu'un dialogue plutôt désopilant, imaginé par Gore Vidal, entre l'Eckermann de Goethe et un visiteur à propos de la *New York Review of Books.*

Un numéro à ne pas manquer pour les « fans » de la revue et de la vie intellectuelle américaine.

NICOLE ZAND.

★ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Volume XXXV, n° 16, du 27 octobre 1988. En vente dans les drugstores et les librairies anglo-américaines (en anglais).**

LA VIE LITTÉRAIRE

La polémique autour de « Belle du seigneur »

# La multiplication de soi

**L'article que Bella Cohen, veuve d'Albert Cohen, a publié dans « le Monde des livres » du 23 septembre, sous le titre « Les prédateurs », a suscité cette réponse de Marie-Joseph Guers, directrice de la collection « Elle était une fois », où paraît le livre de Nathalie de Saint-Phalle *Jane Fillion ou la belle d'un seigneur*. La polémique a été portée par Bella Cohen et sa fille devant le tribunal de grande instance de Paris, qui a rejeté, vendredi 28 octobre, la demande de saisie du livre (*le Monde* daté 30-31 octobre).**

JANE FILLION fut le grand amour d'Albert Cohen à la fin des années 20. A la rupture, en 1929, succède une longue correspondance amoureuse. En 1979, ils se revoient, ce jusqu'à la mort d'Albert Cohen, en 1981. Pourtant le silence de Jane Fillion a été et reste – malgré le livre écrit par Nathalie de Saint Phalle à partir de son témoignage – un choix. Si elle le rompt, c'est qu'il y a une et même plusieurs raisons.

Avant de les évoquer, qu'il nous soit permis, à nous aussi, de manifester *notre reconnaissance à tous* les critiques littéraires, journalistes – soucieux de l'honneur de *leur profession*, – *qui ont toujours* eu pour ambition la vérité. Un créateur, surtout célèbre, est une matière première que ses familiers exploitent volontiers. Ils savent à merveille, la main sur le cœur, modifier, métamorphoser, voire statufier le grand homme. Heureusement, moins sujets à caution que ses proches, existent des chercheurs, d'une lucidité plus aiguë parce que intéressés uniquement par l'œuvre, qui savent rétablir la vérité littéraire. C'est grâce à eux, pour prendre un exemple récent et d'actualité, qu'on a enfin reconnu que le modèle des personnages d'Ysé et de Prouhèse a bel et bien existé. Jusqu'alors, en dépit d'allusions et de confidences dans le journal et les œuvres exégétiques de Claudel, en dépit d'une correspondance entre le poète et Rose Vetch, en dépit même de l'existence d'une fille, fruit de leur union, on osait à peine, à cause de la famille « légitime », hasarder le nom du grand amour de Paul Claudel.

En littérature, combien de cas semblables, combien de destins impunément tronqués, combien de biographies falsifiées, combien de correspondances détruites. Et cela au nom de quoi ?

D'abord, au nom du silence et de la paix auxquels ont droit les proches et familiers du créateur ? Mais, en ce qui concerne Jane Fillion, l'aventure amoureuse eut lieu alors que Cohen était encore veuf et libre, et vingt ans au moins avant que Bella Cohen ne devienne sa troisième épouse.

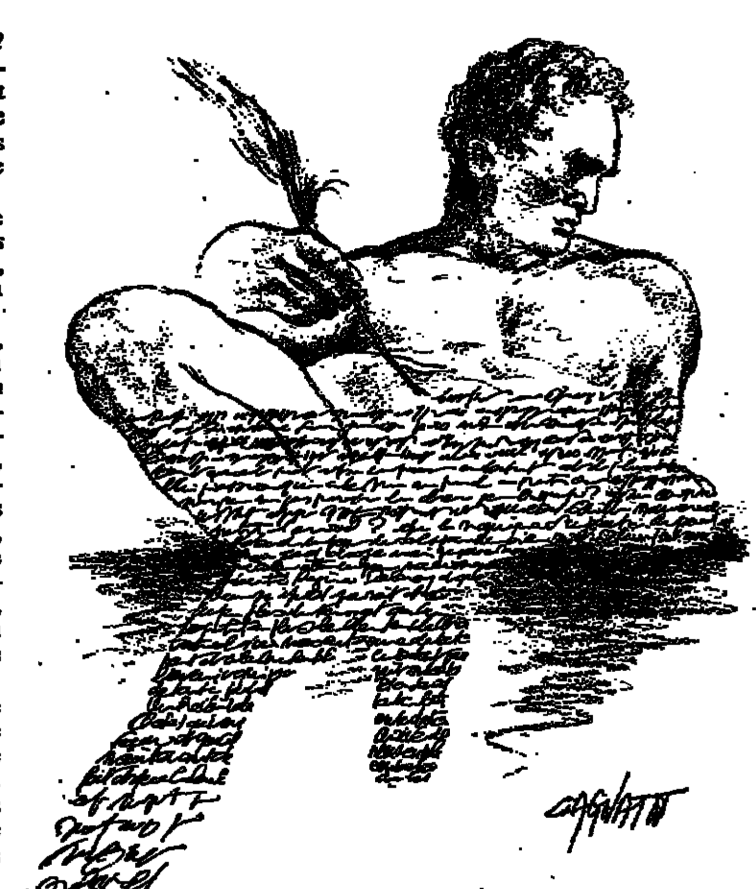
Ensuite, au nom d'une *méfiance à l'égard de prédateurs* éventuels ? Car les prédateurs, nous en convenons nous aussi, ça existe.

Peu crédible tout de même, dites-vous, la découverte d'un modèle vingt ans après la parution de *Belle du seigneur*. Peu crédible ? Vous voulez dire : Incroyable ! Admirable ! Jane Fillion, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans, a vécu soixante ans dans le silence et le secret, alors que, traductrice jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatre ans pour Gallimard, l'éditeur d'Albert Cohen, elle aurait eu cent fois l'occasion de parler, s'il s'était agi pour elle de se mettre en vedette.

Jane Fillion s'est tue, même après 1968, date de la parution de *Belle du seigneur*, chef-d'œuvre dans lequel elle se reconnaît, dans lequel elle retrouve les moindres *épisodes de sa vie amoureuse* avec Cohen. Jusqu'à ses manies, ces interminables monologues d'Ariane à sa *toilette* ! Jusqu'aux infimes détails de sa propre vie de famille. Jusqu'à des passages de *ses lettres, de ses télégrammes et*, de son journal, recopiés mot à mot. Elle s'est tue, en dépit de la détresse de se voir, dans ce *livre*, peinte et trahie dans le même temps. En dépit de la souffrance *intolérable* de n'exister qu'à travers celui qui l'a fait le plus souffrir.

Qu'est-ce qui a poussé Jane Fillion à sortir du silence, puisque cette souffrance même n'a pas suffi ? C'est de voir déformée la vérité, à travers cette chronologie de la vie de Cohen, publiée récemment, et établie sous l'autorité de Mme Bella Cohen (1). Chronologie qui gomme purement et simplement l'aventure amoureuse de l'inspiratrice de *Belle du seigneur*, dont Albert Cohen lui-même, qui la surnommait « Diane », a tant parlé, dans ses livres, interviews et confidences.

C'est trop facile de faire parler les morts. C'est aussi infiniment *facile de les faire taire*. C'est par respect de la page écrite, de la vérité littéraire, que Jane Fillion a *souhaité* réagir, et *malgré tout*, c'est vrai, c'était si peu dans sa nature qu'elle a attendu, qu'elle a dû se faire violence. Loin d'être dérisoire, voilà qui est estimable, selon nous.



L'incapacité pour certains de comprendre qu'il y a une grande part de réalité dans une œuvre romanesque les incite à se fermer à *toutes les sources*. Mme Bella Cohen s'appuie sur les critiques littéraires qui « *ont pourtant dit et répété qu'Albert Cohen a réhabilité l'imagination* ». Mais qui cherche à le contester ? Seulement, qu'est-ce que l'imagination d'un créateur, qu'est-ce que le processus de création ?

La création, l'imagination à l'état pur, cela n'existe pas. On n'invente, on ne crée jamais rien à partir de rien. Il faut être bien peu créateur soi-même pour ne pas concevoir qu'un personnage d'œuvre littéraire est un monstre au sens étymologique du terme. C'est-à-dire quelqu'un de fondamentalement composite : à la fois calqué sur le modèle – le modèle d'un peintre, par exemple, ne se confond pas avec son œuvre mais en est incontestablement l'inspirateur – et à la fois sous-tendu par l'imagination, qui est méditation, interprétation, transposition de cette réalité.

Pour traduire les diverses tendances de lui-même, un créateur a besoin d'épuiser toutes les possibilités de multiplication de soi. Dans ce jeu de miroirs que permet la création littéraire, il décuple ses potentialités d'être. Pas un auteur qui n'ait déclaré qu'il était en quelque sorte lui-même et tous ses personnages. Mme *Bovary*, c'est Flaubert, mais ce n'est pas lui seulement. Ysé, Prouhèze, c'est *Claudel, mais* c'est *aussi* Rose Vetch. Ariane dans son bain, c'est Cohen certes. Mais Solal, c'est aussi Cohen, et ce n'est pas lui. Solal, c'est un Cohen déformé, sublimé, « autre ». De même, Ariane, c'est Jane Fillion, et c'est une Jane Fillion « autre ».

Proposer, « à côté » de l'œuvre, des sources qui en furent les germes et la genèse tend facilement à la magnifier en incitant le lecteur à la relire autrement, et sous un nouvel angle.

Nul modèle, nulle réalité, ne suffisent à expliquer la création, mais ils dessinent les orientations de cartes futures, ils tracent des chemins. Parce qu'ils viennent se combiner avec l'imagination et la nourrir, ils ont pour but et intérêt essentiels, j'allais dire exclusifs, d'éclairer ce phénomène fascinant et mystérieux qu'est l'acte de création.

MARIE-JOSÈPHE GUERS.

(1) *Belle du seigneur*, Bibliothèque de la Pléiade, 1986.

## Un amour d'Albert Cohen

SI le livre de Nathalie de Saint-Phalle est bien le récit d'un amour, c'est d'abord celui de l'auteur pour une très vieille dame de plus de quatre-vingt-dix ans : Jane Fillion. Il est vrai que la longue vie de Jane, dont la photographie *récente montre le lumineux* visage, est assez pleine de passion et surtout de liberté, d'intelligence et de non-conformisme, pour séduire une jeune femme de trente ans et exalter son imagination.

Figure idéale d'une vision féministe de la société, Jane Fillion a su, grâce à sa force de caractère, grâce aussi à sa beauté, retourner à son avantage les inégalités et les injustices *dont les femmes continuaient* à souffrir. Elle ne l'a pas fait animée par quelque volonté militante, mais éprise et jalouse de sa propre liberté.

Jane Fillion est née peu *avant le début* du siècle dans la bonne bourgeoisie protestante de Genève. Comme sa mère, *« ravissante et pas du tout sérieuse »*, elle gagne son indépendance et se fraye un chemin parmi les rigidités calvinistes de son milieu. En ces années 20, Genève accueille de nombreux émigrés fuyant les tempêtes révolutionnaires. Les grandes institutions internationales s'installent, elles aussi, sur les *bords du Léman. La société est* cosmopolite et cultivée.

C'est là, au printemps 1927, que la jeune femme rencontre Albert Cohen. Avocat âgé de trente et un ans, veuf, il vient d'entrer *à la division juridique* du Bureau international du travail (BIT). Militant sioniste, *créateur de la Revue juive, il n'a* encore publié qu'un recueil de poèmes et quelques textes dans la NRF. Bien que ses choix amoureux l'orientent très nettement vers les femmes, Jane succombe assez vite au charme du jeune homme. Leur liaison durera deux ans. C'est Eros, plus que les dieux domestiques, qui la dominera. La rupture sera brutale, décrétée par Jane et, par elle, farouchement respectée. *Ils ne se verront que quelque* cinquante années plus tard, peu de temps avant la mort de l'écrivain, en octobre 1981.

*« J'ai été si heureuse un temps, que même la fin brutale de cet amour, puis les années, n'ont pu en effacer l'empreinte. »* A près de soixante années de distance, Jane Fillion *se souvient* et raconte. De cette belle, mais somme toute banale, histoire d'amour, il n'y aurait pas eu lieu de faire un livre si, précisément, un autre livre, *Belle du seigneur*, livre monument, roman fétiche de millions de lecteurs, n'avait, entre-temps, vu le jour.

Pour Nathalie de Saint-Phalle, le livre qu'elle consacre aujourd'hui à Jane Fillion est la *« réparation d'un péché par omission » ; « péché »* dont cette dernière, absente de la biographie « officielle », fut et reste la victime. Inspiratrice de l'œuvre d'Albert Cohen, modèle de l'Ariane de *Belle du Seigneur*, Jane Fillion le fut-elle vraiment, exclusivement ? Raconter sa vie, mettre en parallèle les épisodes réels et ceux du roman constitue-t-il une atteinte à la vie privée, à la mémoire de l'écrivain ? Il ne *nous appartient pas, ici*, d'entrer dans une polémique dont la justice, saisie par la veuve et la fille d'Albert Cohen, a eu à débattre (*le Monde* des 29 et 30-31 octobre).

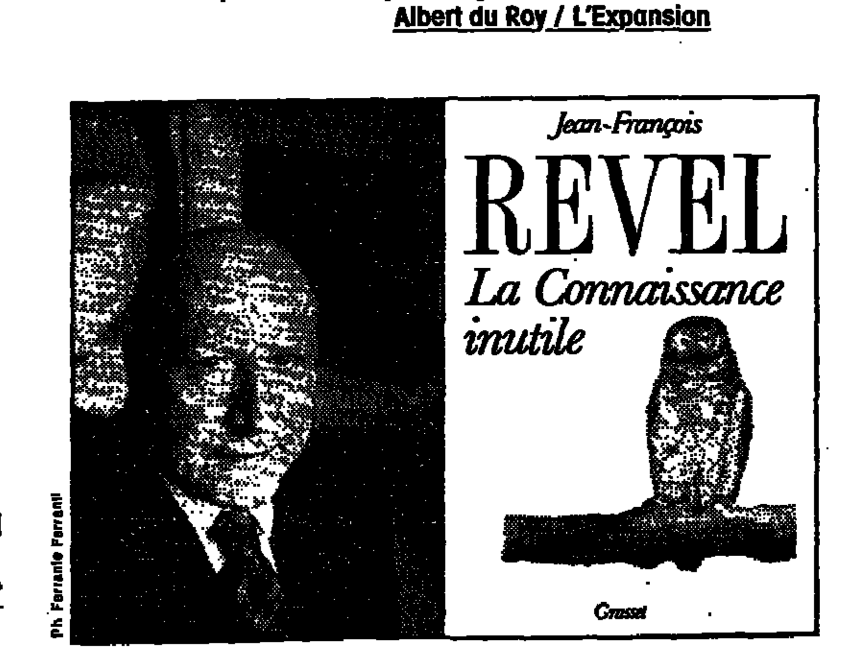
Nathalie de Saint-Phalle a voulu rendre hommage et justice à son héroïne. Elle l'a fait avec ferveur, et non sans quelque naïveté. Jane Fillion en sort grandie, restaurée sans doute. En revanche, en focalisant l'attention sur cette seule circonstance de la vie d'Albert Cohen, en envisageant son œuvre de ce *seul point de vue*, Nathalie de Saint-Phalle se condamne à trop simplifier le *figure de l'écrivain, à n'en faire* saillir que certains traits – assez peu glorieux... Finalement à ne rendre justice ni à l'ambivalence d'une personnalité ni à la richesse d'une œuvre.

*P. Ke.*

**★ JANE FILLION OU LA BELLE D'UN SEIGNEUR, de Nathalie de Saint-Phalle, Robert Laffont, 384 p., 95 F.**







● RÉCITS

# Le détective amoureux des orchidées

*André Bay cultive son jardin.*

Par Hector Bianciotti

PARFOIS, mais c'est rare, il arrive qu'un écrivain déchire le voile tissé de mots qui a fini par lui dissimuler la réalité, et qu'une partie de celle-ci aimante son regard comme si, pareille à ces mandalas du bouddhisme propices à la méditation, elle contenait une reproduction de l'univers et la promesse d'une révélation suffisante.

Romancier, et pendant plus de quarante ans éditeur, André Bay avait déjà fait de « libres incursions » dans l'histoire naturelle et, à la manière d'un Jean-Henri Fabre, l'insurpassable entomologiste, il s'était penché sur les escargots, les mouches, les araignées. Jusqu'au jour où, sans délaisser pour autant les roses et les lys de son jardin, il se mit à cultiver des orchidées, car il lui arriva de sentir, avoue-t-il, que c'était l'orchidée qui, entre toutes les fleurs, l'avait vraiment choisi. Cette passion partagée allait aboutir au livre qu'il publie aujourd'hui et qui est à la fois une rigoureuse description de botaniste et le récit d'une sorte d'aventure spirituelle, voire d'une épreuve initiatique.

Née au cœur de la forêt amazonienne, dans cet enfer végétal où un latex indéfiniment extensible semble relier les arbres en une terrifiante conspiration, l'orchidée surgit, et du coup – comme avec certains oiseaux, certains papillons ou la géométrie des quartz, – la nature tout entière donne l'impression d'échapper à ses propres normes : d'un équilibre formel indéniable, mais équivoque, d'une délicatesse à la limite de l'immatériel, l'orchidée apporte cette perturbation majeure qu'est l'impression du miracle.

On a beau savoir que tout est dans la nature, on y trouve des choses qui ne paraissent pas pouvoir être ce qu'elles sont. Et pourtant, s'étonne-t-on de ce fruit extrême du langage, le poème ?



André Bay à la recherche de l'Eve-orchidée, l'orchidée des origines.

Pas vraiment, parce que, comme disait Roger Caillois, l'imagination se flatte de broder à sa guise. Et il ajoutait, à l'inverse de cette conviction si communément répandue, qu'elle n'est qu'un prolongement de la matière et que la poésie n'est pas un phénomène purement humain, Mais une cristallisation qui se produit à tous les carrefours de tous les royaumes de ce monde.

## Cette science mélancolique

D'abord, pour parler de sa fleur préférée – laquelle n'est pas sans éveiller en lui une forme d'érotisme, – André Bay fait un détour par l'étymologie – cette science dont le destin mélancolique est de nous apprendre ce que les mots ne veulent plus dire, – remontant ainsi à « orkhidion », c'est-à-dire testicule, qui a donné « orchis », lequel désigne une plante à deux tubercules.

Ensuite, la loupe du bijoutier ajustée à l'œil, l'auteur se consacre à observer la fleur pour en tirer un calque verbal, aussi fasciné par la lingerie vaporeuse qu'elle déploie, que par son anatomie : par ses organes sexuels, les uns remplissant les mêmes fonctions que chez la femme ; les autres, qui sont mâles, destinés à répandre des spermatozoïdes, le féminin l'emportant néanmoins sur le masculin.

Or, au fil des errances et des enquêtes menées avec le bonheur négligent de celui qui s'en délecte, le détective amoureux ne tardera pas à éprouver une insatisfaction de plus en plus intense, en constatant que la variété des orchidées ne cesse de s'accroître, les horticulteurs les soumettant dans leurs laboratoires – ou « nurseries », comme disent plus gentiment les Anglais – à toutes sortes de métamorphoses savamment calculées.

S'était-il naguère demandé si *« l'impulsion qui pousse les orchidées à faire de l'esthétique avec de l'organique ne les entraîne pas, elles aussi, au-delà du nécessaire » ?* Bientôt, devant la prolifération de formes et de nuances élaborées qui ne trouvent plus de garantie dans la nature, André Bay avouera sa déception, *« comme si on (lui) présentait des demi-mondaines dans une boîte de nuit, alors qu'(il) cherche une fille du pays dans son jardin ».*

Et c'est ainsi qu'un jour, André Bay est parti vers l'obscure forêt amazonienne, comme vers le ciel platonicien des archétypes. Et qu'il a suivi des routes incertaines, remonté des fleuves, traversé en pirogue des lacs immenses s'ouvrant sur d'autres lacs, dans l'espoir de contempler l'orchidée des origines, l'Eve-orchidée, avant la pomme et le serpent. Alors que son aventure lui semblait dérisoire, les dieux récompensèrent le pèlerin : au sommet d'un arbre, un pied de *cattleya voilacea* offrait la splendeur de sa floraison à la lumière – pour quel regard ?

Ce livre d'un homme qui cultive son jardin, comme le voulait Voltaire, nous fait partager le moment ineffable de cette vision, et nous rappelle que les seules quêtes raisonnables sont les quêtes qui défient la raison.

**★ L'ÉNIGME ORCHIDÉE, d'André Bay. Régine Deforges, 192 p., 90 F.**

# L'ère du désenchantement

*LA Corruption du siècle* : il y a deux manières d'entendre le titre du premier roman de François Sureau. La corruption peut être celle qui se développe dans le siècle, dont le siècle est le cadre et l'occasion ; l'air est alors connu, l'imagination industrieuse et avide des hommes l'ayant chanté, le chantant, de toutes les façons. Non contradictoirement, mais plus subtilement, cette corruption peut aussi être un poison inhérent au siècle, qui s'insinue à sa surface pour le dénaturer, le corrompre et corrompre avec lui l'esprit des hommes, dès lors victimes plus qu'agents...

Au-delà de la première acception, qui forme la trame de *la Corruption du siècle*, c'est bien la seconde que François Sureau a voulu illustrer. Au-delà des circonstances historiques, de l'agitation et du mouvement désordonné des hommes, c'est la part plus intime, les prémices psychologiques et morales du siècle commençant, qui constitue le sujet véritable de ce roman.

1888-1918 : deux dates, deux pôles entre lesquels *« l'histoire semble se dérégler alors qu'elle s'accomplit » ;* trente années d'une République qui assiste au spectacle de l'histoire, actrice d'une gesticulation dont elle ne maîtrise pas l'ordonnance... La scène n'est plus étroitement nationale. Le capitalisme inaugure une ère nouvelle de grandes découvertes, celles du profit. Les banquiers se découvrent missionnaires et partent à la conquête du monde.

1888 : le grand rêve américain de Panama se fissure. *« La figure légendaire de M. de Lesseps »*, le « grand Français », s'estompe pour faire place à l'énorme scandale, financier d'abord, puis, à partir de 1892, politique. Mais l'affaire du canal de Panama est avant tout un révélateur, le symptôme d'une société malade, d'une classe dirigeante impuissante à penser le monde au-delà d'elle-même et de ses intérêts immédiats. *« S'il ne restaure pas la morale »*, le scandale *« efface pour un temps, un temps très court, les valeurs qui l'occultaient entièrement. Alors les petits hommes qui y sacrifiaient s'éparpillent comme des rats aveuglés par la lumière. Ils ne savent plus rien et agissent par hasard. Puis le mensonge reprend ses droits, et l'ordre avec lui, cet ordre qui n'est que d'apparence, puisqu'aussi bien les politiques ne gouvernent jamais qu'eux-mêmes ».*

1918 : la Grande Guerre, cette fanfare de sang, de boue et de mort, s'achève. Vraiment commencé cette fois, le siècle s'installe dans ses nouveaux meubles et les politiques sous les mêmes lambris...

François Sureau a placé son narrateur dans ce paysage historique spécifique, habité par les acteurs réels – une belle et très peu complaisante galerie de quelques « têtes » de la Troisième République. Dans les coulisses de cette histoire, le narrateur traverse sa vie d'homme et fait l'expérience amère de *« cette incapacité de connaître et de jouer qui lui est devenue, peu avant le début du siècle, une seconde nature ».*

Il est souvent vulgaire et pas nécessairement pertinent de mettre en relation la substance d'un roman et la carrière ou l'identité professionnelle de son auteur. Dans le cas de François Sureau, dont la notice biographique indique qu'il est ancien élève de l'ENA et maître des requêtes au Conseil d'Etat, ce rapprochement ne semble pas dénué de sens. Haut fonctionnaire, familier sans doute des antichambres feutrées du pouvoir, François Sureau livre dans son roman une vision singulière de ce monde un peu fermé, un peu séparé...

Vision morale et désenchantée dans laquelle la révolte n'a pas plus de place, n'apparaît pas moins dérisoire, que la cynique acceptation de ce qui est, que le désir fébrile d'*arriver*... Avec une certaine froideur, un souci discret de l'élégance et de la distance intérieures, François Sureau observe lucidement un monde qu'il connaît bien, pour lui appartenir.

PATRICK KÉCHICHIAN.

**★ LA CORRUPTION DU SIÈCLE, de François Sureau, Gallimard, 154 p., 76 F.**

# Un triste zèbre

DEUX ans après *Bille en tête* (1), Alexandre Jardin ne s'est pas départi d'un humour souvent pesant pour sonder cet inépuisable sujet que constituent les choses de l'amour dans un couple. *Le Zèbre* adopte, en effet, un genre « farce ». *« Quinze ans après le carillon nuptial »*, un homme récalcitrant au poids de la banalité quotidienne ne supporte pas – *« à quarante ans tous les couples sont ratatinés »* – que l'habitude et la promiscuité routinière étouffent les élans et la fraîcheur des premières heures de sa passion. Notaire à Laval, Gaspard Sauvage, dit le Zèbre à cause de *« son naturel extravagant »*, entreprend donc la reconquête de sa femme, dont la quarantaine *« alliait toujours la beauté du diable à une sensualité frémissante ».*

Hélas ! Ses mises en scène pitoyables et ses ruses mortifiantes exaspèrent davantage la patience de Camille qu'elles ne raniment son cœur. Et ce n'est pas lorsque le Zèbre aura cessé de *« jouer »* – ce qui le rendra littéralement malade à en mourir – que Gaspard et son épouse retrouveront l'émotion véritable de leur présence l'un à l'autre. Le notaire veut jouer Shakespeare, mais s'égare dans la bande dessinée ; le peu d'existence de Camille se révèle dans des fantasmes de midinette.

Quant aux « rôles secondaires », ils n'ont aucune épaisseur, si ce n'est celle du trait grossier qui les caractérise. On s'ennuie ferme à la lecture de cette fable grotesque qui se voudrait drôle et subtile. Les jeunes hommes prometteurs, et de lignée talentueuse, devraient savoir que l'écriture de qualité exige du travail et du temps.

VALERIE CADET.

**★ LE ZEBRE, d'Alexandre Jardin, Gallimard, 205 p., 80 F.**

(1) Gallimard. Prix du Premier roman, 1986.



# La sage « clownerie » de Richard Jorif

*Au second tome de ses « œuvres complètes », on ne reconnaît plus l'auteur du* Navire Argo.

RICHARD JORIF, à cinquante-sept ans, a inauguré l'an dernier la publication de ses « œuvres complètes » par un exploit : *le Navire Argo*. On découvrait à la fois un très bon texte et un homme d'un pittoresque singulier. D'origine modeste, né à Paris en 1930, mais venu des Antilles par parents interposés – une mère martiniquaise qui l'avait élevé seule, en travaillant en « maison bourgeoise », – il avait passé sa jeunesse dans les livres et les dictionnaires. Un amour des mots et de la littérature comme on n'en voit guère s'était développé en lui.

Richard Jorif savait Valéry par cœur et avait assimilé le *Littré* d'un bout à l'autre, exemples compris. Cet exercice rarissime l'avait initié à toutes les tonalités de langue française qu'en se jouant il parodiait. Une telle passion, un tel bagage... Très tôt, bien sûr, il s'était mis à écrire, mais sans se juger digne de publier. Il avait ainsi entassé dans ses tiroirs des pages et des pages. Puis, l'âge venant... il s'était décidé à les livrer.

La première fleur issue de ce terreau, a été éclatante. Ceux qui ont lu *le Navire Argo* n'ont sûrement pas oublié ce Frédéric Mops qui, d'abord enfermé par sa mère folle dans une cave, employait sa longue claustration à lire Rabelais. Une fois rendu à la liberté, il se lançait à la poursuite de Littré, dont il composait un portrait hilarant. Le livre s'achevait sur un récit goguenard des journées de Mai 68. C'était la moins bonne part de l'ouvrage. Du moins, ne détonnait-elle pas avec l'invention délirante qui présidait aux débuts et que rehaussait une langue faisant feu, comiquement, de toutes ses richesses. On avait été lancé dans le funambulesque. On y restait après avoir rejoint la réalité.

On n'y est plus du tout dans *Clownerie*, malgré le titre que Richard Jorif donne à ce qu'il présente comme le second tome de ses « œuvres complètes ». Cette fois le réel et l'Histoire envahissent tout. Plus de bouffonnerie verbale, un ton feutré, presque neutre. Plus de héros extravagant, une grande famille bourgeoise du seizième arrondissement à la fin des années 30 : un père et ses trois fils, orphelins de mère, une domestique martiniquaise, un appartement de quelque dix pièces, une villa sur la plage à Villers...

Philippe et Pierre ont dépassé vingt ans. Le premier, fonctionnaire dans un ministère, suit de près la situation internationale et voit venir l'orage. Le second, passionné d'idées et de littérature, nous entraîne dans le Paris intellectuel. Nicolas est encore un enfant perdu dans ses frayeurs et ses rêves. Le père, M. Lambert Chausseuil, est un homme de droite qu'inquiète la montée de l'antisémitisme. Les parents de sa défunte femme, convertis au catholicisme, ne sont-ils pas nés juifs ?

## Un écrivain de morceaux choisis

Ces personnages aussi peu clownesques que possible, vont vivre sans éclat, sans conflit, sans drames personnels les quatre années, 1935-1939, qui les séparent de la guerre. Le pitre est ailleurs, s'égosillant dans ses fallacieuses promesses de paix à Nuremberg...

Qu'a voulu faire Richard Jorif en composant cette chronique si peu romanesque où les durs événements de l'Histoire en train de s'accomplir se mêlent aux faits – petits ou grands – de la vie des individus : voyages, mariages, naissances, carrières, projets littéraires, réflexions critiques, ablation des amygdales... ? Le dessein du livre n'est pas évident et rien ne s'y impose.

*Clownerie* ne relève pas de la satire sociale. Ses bourgeois ne sont ni dénoncés, ni ridiculisés. Ils ont des manies, des travers, des attitudes stéréotypées que l'auteur souligne avec une malice légère, mais ils manifestent une lucidité qu'on prête rarement à leur classe.

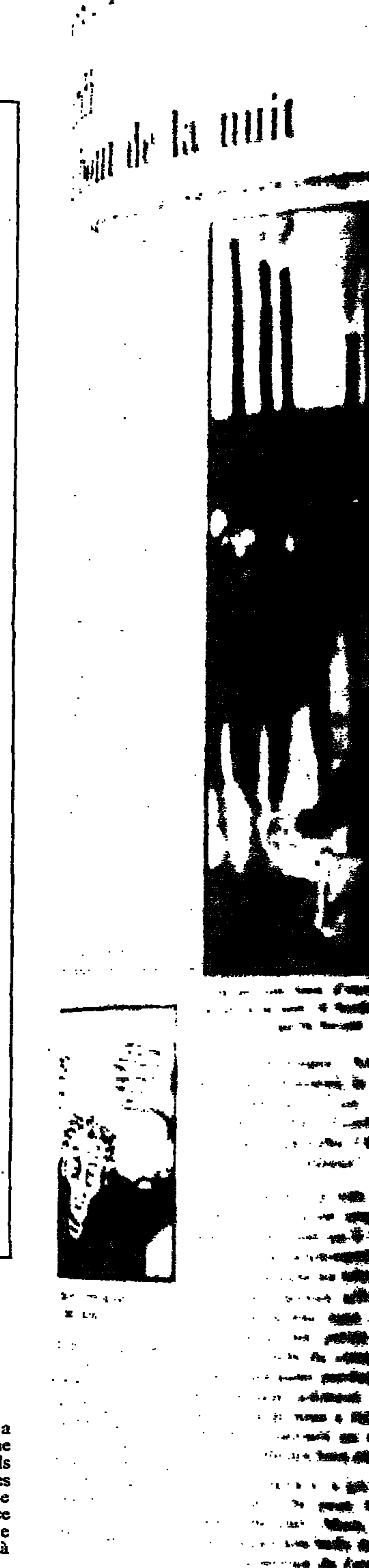
*Clownerie* n'est pas non plus un roman historique, bien qu'il vise à remettre les événements qui ont marqué ces années-là dans une juste perspective par rapport à la seule vraie tragédie qui se joue : *« l'infernale ascension du chancelier Hitler rendue irrésistible par l'aveuglement de l'Europe. »* Ainsi, en 1936, l'occupation de la Rhénanie compte plus, nous dit Jorif, que l'avénement du Front populaire.

Mais celle-là et son cortège d'erreurs et de lâchetés ne seront évoqués que dans les commentaires des adultes, tandis que la nouvelle et fragile douceur qui s'instaure dans les relations humaines se reflète largement dans les amours enfantines vécues, cet été-là, par Nicolas sur la plage de Villers. Ces pages, par leur délicatesse, sont peut-être les meilleures de l'ouvrage. Le reste, dans son mélange de banalités quotidiennes et de faits historiques connus, nous laisse sur notre faim.

Richard Jorif est un écrivain de morceaux choisis qu'il sculpte avec soin, ici, à la pointe sèche. La difficulté tient au montage d'éléments aussi disparates. Un livre burlesque était sorti du premier assemblage. Dans la chronique volontairement sage et plate d'un monde qui court à l'abîme, yeux ouverts, yeux fermés, on ne retrouve pas la joyeuse invention qui emportait *le Navire Argo*. Et c'est dommage...

JACQUELINE PIATIER.

**★ CLOWNERIE, de Richard Jorif, Ed. François Bourin, 263 pages, 93 F.**



● HISTOIRE LITTÉRAIRE

# Tardi au bout de la nuit

## *Le « Voyage » de Céline mis en images*

LES éditions Futuropolis remettent le *Voyage* en route. Ça m'a fait un bon effet.

Un gros livre d'un beau format, 22 sur 30. Ça se voit, sur une table. Et à l'intérieur, avec le texte évidemment intégral du roman, une masse d'illustrations de Tardi qui suivent l'aventure à la trace. Avec une fidélité impeccable...

Vous savez, Tardi, le bande-dessineur (ou le dessino-bandeur), l'auteur d'*Adieu Brindavoine*, de *Tueur de cafards* et de *Chiures de gomme*. Une sorte d'écrivain du pinceau avec une personnalité évidente et un grand talent mélancolique. Exactement en somme ce qu'il fallait pour accompagner la rêverie de Louis-Ferdinand Céline dans son fameux voyage de l'autre côté de la vie, au bout de la nuit.

Regardez la sortie d'usine que nous montre Tardi *(page ci-contre)*, plus vraie qu'au ciné avec ces gros yeux blancs qui fouillent dans le cambouis de l'atmosphère, ces sourires gentils, arrangeants au premier plan, et ces vapeurs de morgue au fond de la cour...

Superbe !

Et l'on retrouve cela tout au long avec des dessins à chaque page, et des planches doubles tout


DESSINS TARDI/GALLIMARD-FUTUROPOLIS

**« On ne voit bien d'eux que leurs figures pâles et simples ; le reste est encore à la nuit. Il faudra bien qu'ils crèvent tous un jour aussi. Comment qu'ils feront ? » (Céline : *Voyage au bout de la nuit*.)**



**La mère Henrouille par Tardi.**

à fait évocatrices : le tir aux pipes, les autos-tampons de la fête foraine, la mère Henrouille, les pavillons de banlieue genre Père-Lachaise anticipé, et puis bien sûr la guerre, les dingues, les putes, les amours plutôt plus que moins sordides... « *Arthur, l'amour c'est l'infini mis à la portée des caniches...* » Tout, quoi, et l'Amérique, et le travail à la chaîne, et la colonie, et la traversée sur *l'Amiral-Bragueton*... Tout, enfin, vous dis-je.

Il faut dire que ce n'est pas tout à fait évident d'illustrer comme ça *Voyage au bout de la nuit*. Le texte de Céline est, par lui-même, porteur d'images. Alors il faut éviter le contresens, la dissonance, le pléonasme... C'est le parcours du combattant, l'embuscade au coin du paragraphe, l'éclat de rire posthume de l'auteur.

Tardi s'en tire très bien. Sans bavures. Et s'il est toujours juste, d'évidence, c'est qu'il y a mis du cœur et pas seulement des tripes. On voit ça dans les bêtes qu'il dessine, les chevaux affolés par le bruit ou perdus dans la nuit des patrouilles, les petits clebs qui s'enfilent près du cimetière... Les bêtes bien aussi perdues que nous et pourtant joliment plus malignes ! Tardi nous a fait une belle imagerie toujours en mouvement dans des décors bien exacts...

On pouvait s'en passer ? D'accord ! On peut toujours se passer de tout. Mais, pour moi, Tardi a fait une belle œuvre, originale, au service de l'autre. Et qui nous apporte un réel plaisir.

Et c'est important, ça, le plaisir !

Des images pour le *Voyage*, y en a pas eu tellement. Y a eu Moretti, du beau travail, Bogratchew chez Balland, et puis aussi le premier, Clément Serveau en 1935, dans cette petite collection « populaire » à trois francs cinquante, le Livre moderne, chez Ferenczi. Des chefs-d'œuvre en un sens... Revoyez ce *Voyage* si vous le trouvez chez un bouquiniste pour deux cents balles (je me rappelle aussi *les Vrilles de la vigne*, de Colette... une merveille).

Avec Tardi, c'est autre chose. Prenez l'objet en main. Feuilletez. Rêvassez. Vous partirez avec. Joli cadeau en plus pour « *la fâame aimée* », comme il disait, Céline, l'anniversaire de l'oncle, la première communion du gamin. Il aura un joli coup d'œil sur la vie... de l'autre côté, comme il est dit plus haut.

Et puis, ce livre, c'est une bonne occasion pour relire *Voyage au bout de la nuit*.

ALPHONSE BOUDARD

**★ VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT, de Céline, illustré par Tardi, Futuropolis, Gallimard, 382 p., 179 F.**

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# Le malheur est-il une excuse ?

*(Suite de la page 17.)*

La délectable rechute dans le péché et la honte ne se fait pas attendre (six mois tout ronds). Dès l'été suivant, sur la plage de Juan-les-Pins, le novice tombe en arrêt devant un petit biquet américain. Défroquage orageux changé en événement mondain, puis nouvelles tentatives de séduction sur trois pères possibles : Max Jacob, qui entre dans le jeu ; Jouhandeau, qui se rebiffe, et qui datera même de cette rencontre son antisémitisme affiché ; Gide enfin, aperçu au retour du service militaire, image enviée de la réussite dans l'ordre, mais qui, par trop inimitable, renvoie le cadet à ses malédictions familières, ses trafics, ses coups de cœur, ses brouilles, ses empêtrements.

Le docteur Allendy, qui psychanalysera Anaïs Nin, désigne à Sachs la névrose qu'il ressent comme une fatalité intérieure. Hélas, il ne suffit pas de voir clair en soi pour échapper à l'engrenage inconscient. Espérant reproduire le bonheur d'un couple ami, Sachs épouse une fille de pasteur, aux Etats-Unis, où il joue les conférenciers en géopolitique ; mais les réussites conjugales relèvent de la même fatalité que l'inaptitude à y accéder. Sachs ne tarde pas à retrouver Paris, l'homophilie, les escroqueries et les repentirs.

IL retrouve aussi sa vieille ambition littéraire. Etre Gide, Cocteau, ou rien ! C'est au dépit de ne pas bâtir une œuvre de cette taille, et de ne pas régner du haut d'elle, que s'alimente son goût de l'abaissement. Il devient patent qu'il culminera dans la chronique scandaleuse et l'aveu contrit. Jean Paulhan le lui fait sentir en lui refusant la couverture NRF tant convoitée, ainsi que l'acteur Pierre Fresnay — encore un père ! — avec qui échouent plusieurs projets d'écriture théâtrale. Ne voient le jour que des plaquettes sur Soutine ou Maurice Thorez ! Sachs se venge de cette impuissance créatrice en éblouissant et en grugeant les gogos fortunés qui l'entourent.

Après un bout de « drôle de guerre » comme interprète, il est réformé. Il se mêle, un temps, aux khâgneux parisiens réfugiés en Normandie avec leur professeur, Alquié; il « fait » l'exode jusqu'à Bordeaux, et c'est la plongée *« joyeuse »* dans Paris occupé. *« Joyeuse »*, car l'époque lui va comme un gant, avec ses délabrements généraux et ses occasions de roublardise. Les rêves d'ordre n'ont plus de raison d'être, puisque l'absurde, à l'évidence, mène le monde.

Des envies de normalité lui reviendront encore par bouffées, tant il est vrai que la sentimentalité est le faible des cyniques et que *« les gens vils aiment les gens honnêtes »* (Dostoïevski). Il amorce une vie de ménage avec une certaine Prune, songe à adopter un petit réfugié d'Allemagne, orphelin juif comme lui, il se retire en Normandie avec Violette Leduc... Mais sa voie n'est décidément pas là ; ou du moins n'en a-t-il pas les moyens. Les fils possibles le déçoivent de ne pas lui ressembler, et l'auteur de *la Bâtarde* restera bientôt seule avec sa passion masochistement mal placée. Recommence la valse des mignons, des marchands d'art, des indélicatesses, des plans de livres vite abandonnés.

SACHS ne choisit pas la collaboration ; il y est conduit par ses combines d'escroc charmeur à la Modiano. Indicateur sur les bords, ça oui, il faut vivre, et s'écœurer soi-même ; mais pas pro-nazi comme le beau monde où il choisit ses pigeons.

S'il part pour l'Allemagne à titre de travailleur volontaire en novembre 1942, lui le jouisseur ne parlant pas l'allemand et juif affirmé, conscient des persécutions, s'il se jette ainsi dans la gueule du loup, alors qu'il ne sera recherché à Paris que deux mois plus tard, et que la zone « libre » lui permettait de poursuivre ses négoces, ce n'est pas qu'il émarge déjà à la Gestapo — son biographe est formel, — c'est probablement avec l'idée candide de *« changer d'air »*, d'échapper à l'amour étouffant de Violette Leduc et, surtout, de gagner son *« Orient »* mythique, comme Flaubert ou Lawrence.

A Hambourg, il conduit une grue, le jour ; et le soir, il cherche le salut spirituel dans l'écriture. On trouve bien dans ses pensées d'alors des traces de nietzschéisme mal assimilé — pour une morale par delà le Bien et le Mal : l'individu n'est rien, seule compte l'espèce... — mais c'est par manie de l'intrigue, non par idéologie, qu'il se laisse recruter par des homosexuels nazis, et par goût de se rendre méprisable qu'il espionne les travailleurs français, dont son dandysme, par ailleurs, souffre mal la « grossièreté ».

C'est bien l'agent G 117 qui infiltrera un réseau d'opposants et dénoncera un père jésuite — lui, l'ancien carme !, — mais le marché noir, les amours clandestines et les ressources littéraires de l'apocalypse environnante l'occupent davantage. Seule une grande œuvre excuserait ses errements. Plus il accumule les infamies, plus le rachat par la création s'impose et plus ce rachat tarde, plus il rechute. Suspect de double jeu et emprisonné, de novembre 1943 à avril 1945, il noircit des centaines de feuillets. Il prévoit déjà le « prière d'insérer » de ce qui devrait être — pour Gallimard, espère-t-il toujours — son *Ulysse*... Mais y croit-il encore, quand sa trace se perd dans les décombres de Hambourg en flammes ?

UN compagnon d'infortune a trouvé bon d'inventer, vers 1950, que Sachs fut lynché par ses codétenus et dévoré par des chiens. Un farceur a même imaginé qu'il avait pu, rusé comme il était, gagner pour de bon son cher « Orient » et y reprendre son existence de raté somptueux. Il n'avait jamais que trente-neuf ans, et on pouvait attendre les survies les plus étranges de ce personnage de roman.

Henri Raczymow est net : Sachs a été abattu le 14 avril 1945 par un SS, au bord de la route, lors de l'évacuation des prisonniers vers le nord. Fatigué de marcher ; fatigué de vivre. On veut bien le croire. On est prêt à tout admettre, tant le biographe étaie posément les faits et refuse les complaisances. Il sait faire la part des bonnes et des moins bonnes publications qui suivront la mort et prolongeront le scandale. Il n'idolâtre pas ni ne s'indigne ; il ne s'estime pas là pour ça.

Soit, le sujet était en or, avec ses records de pieds-de-nez au destin et d'abjections. Encore fallait-il éviter les pièges du halètement épique, du freudisme tellement tentant, de l'amoralisme facile comme du prêche drapé. Le livre clos, on reste soi-même enfermé dans le pétrin où s'était mis Sachs : cultiver l'ignoble parce qu'on a été mal aimé ou qu'on s'est rêvé plus génial qu'on ne l'était, est-ce bien raisonnable, admissible ?

Le travail de Raczymow est un modèle du genre : plus il élucide les énigmes d'une vie, plus il en laisse subsister le mystère.

**★ MAURICE SACHS, de Henri Raczymow, Gallimard, 504 p., 150 F.**

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

# Le vagabondage des connotations

LORSQU'ON apprend *la Logique sans peine* avec Lewis Carroll, on peut admettre que *« quelques poulets comprennent le français »*. Mais il n'est pas certain, à entendre les questions, que tous les Français comprennent ce que *connotation* veut dire ; même quand leur président s'essaie à employer le terme, sans doute influencé par quelques clercs de haut parage.

Il faut dire que la plupart des dictionnaires courants ne facilitent pas la tâche, sans compter qu'il est plutôt rare de trouver un exemple. Littré, que d'ordinaire on copie, donnait au moins la série *connotatif, connotation, connoter*. Avec deux *n*, issus de l'étymologie latine *cum notare* : *noter avec*.

De plus, dès 1970, *connotation* quittait les champs arides de la logique et de la grammaire pour s'épanouir dans le répertoire des *mots dans le vent* (1). Après des fortunes diverses, *connotation* tient maintenant une bonne place dans le vocabulaire « branché », sous section « intellectuel », de préférence de gauche.

Ainsi, tout comme *clerc*, il y a un instant, pourrait bien *connoter* « archaïsme » (ou mieux « ringardise »), utiliser *connotation* connote « intello ». En un mot, *connoter* est devenu un synonyme pompeux et valorisant de *suggérer* ou d'*évoquer*.

Une *hutte* pouvait « évoquer » la pauvreté pour les écoliers de naguère ; pour les héros d'aujourd'hui, elle « connote » la pauvreté. Un synonyme chasse l'autre, pour faire oublier que *hutte* et *pauvreté* peuvent être liées par une relation de *métonymie*.

ET grenouilles de gémir. On raconte qu'un inspecteur général avait interdit l'apparition, même furtive, de *connoter* et de *connotation* dans les discours d'agrégation ; sous le prétexte qu'il s'agirait de néologismes malvenus. Comme d'habitude, c'est *gémir* et *interdire* qui constituent des solutions imaginaires.

D'abord le « néologisme » ne date pas d'hier, puisque Guillaume d'Occam, au quatorzième siècle, opposait les noms *absolus* et les noms *connotatifs*, qui, eux, signifient *« une chose principalement, et une autre chose secondairement »*.

Comme on verra, l'opposition *principal* et *secondaire* était promise à un bel avenir. De ce simple point de vue, connotation est tout de même meilleur qu'*évocation*, un peu magique : à condition de préciser que *hutte* note ou désigne d'abord *« un abri rudimentaire »* (Petit Robert) ou *« une cabane faite de branchages »* (Petit Larousse) ; et peut noter aussi *(cum notare)*, secondairement, la *pauvreté*.

Reste que cet aspect secondaire n'apparaît pas dans les dictionnaires de langue. Et pour cause, dira-t-on : la « connotation » *pauvreté* n'est pas nécessairement associée à *hutte* par tous les sujets parlants. Je connais au moins un enfant qui associait *hutte* à *vie libre*, *via* la lecture hebdomadaire de *Tarzan*.

On le voit, ces « associations », ces « évocations », ne sont pas réglées directement par la langue ; elles sont plutôt d'ordre culturel ou historique. Les « connotations » vont et viennent, et peuvent même s'inverser. Deux exemples récents en administrent la preuve, douloureuse.

IL y a un mois encore, Stakhanov pouvait, pour de bons esprits, connoter : *émulation, construction du socialisme, héroïsme du travail*, etc. Il va falloir s'y résigner : *« C'était tout de la triche »*, dit Claude Sarraute (*le Monde* du 18 octobre). Et voilà comment stakhanovisme va désormais connoter *supercherie* ou *cynisme politique*.

Autres pays, autres mœurs ; et autres déconvenues. L'horrible carbone contraint à des révélations : le suaire de Turin, qui connotait *miracle* et *mystère*, n'était qu'un *faux fabriqué au treizième siècle*. Les temps sont durs pour les statues et la lingerie.

Si maintenant on s'intéresse à l'histoire du mot *connotation*, un coup d'œil sur les *domaines* où il a germé peut procurer des surprises. Les bons dictionnaires, comme *le Trésor de la langue française*, en mentionnent deux : *logique* et *linguistique*. Commençons par la logique, sans trop de peine si possible.

*C'est* John Stuart Mill (2) *qui*, en 1843, a repris le terme à la tradition scolastique, pour l'opposer à *dénotation*. Et pour avancer quelques idées provocantes. Tout pourrait se dire comme une devinette enfantine : quelle est la différence entre un nom commun, *chien*, par exemple, et un nom propre, *César* ? En disant d'un animal errant : *« C'est un chien »*, nous accomplissons une double performance : nous *dénotons* (ou désignons) un animal particulier, et nous affirmons que l'animal possède les propriétés qui sont impliquées ou *connotées* par le nom commun *chien*. Un nom commun *dénote* donc des individus, et *« implique, comprend, indique ou (...) connote les attributs »* (Mill).

Les conséquences sont dramatiques pour tous ceux qui chérissent leur nom, parce qu'ils s'imaginent lui être redevable de quelques qualités. En effet, pour Mill, le nom propre ne fait que désigner ou dénoter un individu, *sans impliquer aucune propriété*. *Jules* dénote un individu, sans rien connoter.

Quelles seraient donc les propriétés communes à tous les *Jules* ? Seuls quelques charlatans entreprennent de répondre, à la suite d'un horoscope par exemple. Bref, les noms propres *« n'ont, à strictement parler, aucune signification »*.

AVANT de protester, il conviendrait de méditer la suite, qu'on oublie toujours : *« lorsque nous appelons un enfant Paul, ou un chien César, ces noms servent à indiquer ces individus* comme *sujets possibles de discours »* ou de romans : *Madame Bovary*, *Salammbô* ou *Lucien Leuwen*.

Songez à la multitude de romans qui portent pour titre un nom propre, et songez aussi que nous sommes tous des personnages de « roman » pour nos amis, nos ennemis et notre psychanalyste.

Et puis le scénario suivant, adapté d'un sémanticien américain, pourra peut-être consoler. Imaginez deux animaux identiques tenus en laisse par une charmante grosse dame. Si l'un est *chien*, l'autre l'est aussi ; nécessairement puisque le nom commun *chien* appliqué aux deux animaux chéris implique ou connote des propriétés communes (animal, mammifère, à quatre pattes, *« ne lui manque que la parole »*, etc.). Mais si l'un des chiens s'appelle *César*, il ne suit pas à coup sûr que l'autre sera *César aussi*.

DE grands linguistes, comme Otto Jespersen (3), ont protesté contre une distinction qu'ils estiment trop absolue. Les arguments sont assez curieux. Ainsi, pour Jespersen, la connotation ou signification n'est pas aussi simple qu'on le dit, et ne mériterait guère l'attention qu'on lui porte.

En effet, *« nous voyons que nous avons affaire à un chien tantôt grâce à telle caractéristique, tantôt grâce à telle autre »*, mais nous ne doutons pas que l'animal que nous nommons *chien* possède tous les autres attributs qui définissent le chien. Même si nous éprouvons quelques difficultés à les énumérer.

Une note suit alors, étrange et inquiétante : *« La meilleure définition de ce qu'est un chien est certainement celle qui veut qu'un chien soit cet animal qu'un autre chien reconnaît instinctivement comme tel. »* Soyons donc modestes, nous autres hommes ; nous ne sommes même pas des chiens.

Les linguistes n'ont-ils rien d'autre à nous apprendre ? A suivre, donc.

(1) Jean Giraud, Pierre Pamart, Jean Riverain. *Les Mots dans le vent*. Larousse, 1971, Paris.

(2) John Stuart Mill. *Système de logique déductive et inductive*. Republié en 1987, chez Pierre Mardaga, Bruxelles.

(3) Otto Jespersen. *La Philosophie de la grammaire* (1924). Trad. Anne-Marie Léonard. Éditions de Minuit, 1971, Paris.

● PHILOSOPHIE

# Les droits sacrés de l'individu

***Le combat de Robert Nozick contre le « monstre » étatique.***

QUATORZE ans déjà... Dans la mouvance du lointain Hayek, Robert Nozick posait aux Etats-Unis son pavé de quelque quatre cents pages pour rehausser la barricade que les *libertarians* entendaient dresser contre les avancées du « monstre » étatique. *Anarchie, Etat et utopie* vient d'être traduit, et les lecteurs français, pourtant blasés par certaine littérature néo-libérale, trouveront là une œuvre qui dépasse, et de loin, la plupart des plaidoyers connus.

C'est que le philosophe de Harvard n'a pas beaucoup d'émules dans l'art de la dialectique, qu'il conduit avec une sorte d'ivresse joyeuse. Rien ne semble le détourner de sa mission sacrée : redonner aux individus l'intégralité de leurs droits et prouver qu'il n'agit pas ainsi contre la justice.

Si l'Etat n'existait pas, faudrait-il l'inventer ? Notre auteur consacre la première partie de son ouvrage à « la théorie de l'état de nature », en partant des idées de John Locke.

Qui protégera les individus contre la violence et toutes les formes d'exactions inventées par autrui ? Des associations privées ? Une agence dominante qui les fédérera ? On ne voit pas ce qui lui donnera le monopole requis pour l'utilisation de la force.

## Un Etat « ultraminimal »

Il faut donc un Etat. Mais il peut être *« ultraminimal »*, fournissant les services de protection seulement à ceux qui les achèteraient. La justice ne serait évidemment pas sauvegardée, et Nozick admet d'aller un peu plus loin, jusqu'à l'« Etat minimal », l'Etat-*« veilleur de nuit »*, qui comporte un élément redistributif (ce que n'aiment pas du tout les radicaux du libéralisme) puisqu'il oblige certains à payer pour la protection des autres, mais qui est moralement légitime. Au-delà, on viole le droit des gens. Ce que Nozick va essayer de prouver en une centaine de pages.

Elles sont le noyau dur de son livre, parce qu'il s'en prend à la fameuse *Théorie de la justice* de John Rawls... après l'avoir couverte de fleurs (*« source d'idées éblouissantes qui s'intègrent dans un ensemble extrêmement élégant »*). Selon notre auteur, une distribution est juste si tout le monde est habilité à la possession des objets qu'il détient. Rawls va beaucoup plus loin.

Il défend deux principes fondamentaux : celui de la liberté individuelle, compatible avec une liberté semblable pour tous ; celui de la différence, selon lequel les inégalités sociales et économiques *« sont justes... seulement si elles produisent en compensation des avantages pour chacun et en particulier les plus défavorisés de la société »*.

Le premier principe l'emportant sur le second, on ne doit pas, sous le prétexte de combattre les inégalités, attaquer les libertés fondamentales.

Ces précautions ne suffisent pas à Robert Nozick, qui soupçonne qu'au nom de l'équité on impose des contraintes excessives. Supposons, dit-il à la suite de Rawls, que les *« avantages »* de l'inégalité aillent uniquement au groupe le plus mal loti. Comment allons-nous mesurer leur coût ?

## « L'étrangeté de cette émotion »

Ce qui énerve surtout Nozick, c'est l'idée de Rawls selon laquelle la distribution des dons naturels est une sorte d'actif collectif sur lequel tout le monde a quelque droit ou créance. Ne pousse-t-il pas là trop loin la pensée de Rawls pour les besoins de sa démonstration ?

Comme l'écrit Philippe Van Parijs (1) : *« A le lire attentivement, Rawls n'affirme nulle part que les talents constituent une dotation commune, mais bien que la répartition des talents peut être considérée comme une dotation commune. »*

Peu importe. Robert Nozick, au bout de ce chapitre polémique, résume sèchement sa pensée : *« Si l'ensemble des avoirs est correctement engendré, il n'est pas d'argument pour un Etat plus étendu fondé sur la justice distributive. »*

Ayant sorti cet argument facile que l'envie pourrait inspirer cette conception de la justice, notre auteur analyse *« l'étrangeté de cette émotion »*, sans qu'on puisse dire qu'il renouvelle les idées sur le sujet.

Plus originale est la conclusion où il essaie de prouver que l'Etat minimal, le seul moralement légitime et tolérable, est aussi *« le seul qui mette en œuvre au mieux les aspirations utopistes des innombrables rêveurs ou visionnaires »*, parce qu'il nous permet *« de choisir notre vie et de réaliser nos desseins et notre conception de nous-mêmes »*.

Nous parlions d'une *« ivresse »* de Nozick. Elle ne va pas jusqu'à lui faire dire comment passer des Etats d'aujourd'hui à l'Etat minimal.

L'auteur, dans son avant-propos, affirme qu'il se veut modeste. Il lui échappe tout de même cette phrase : *« Qui ne veut se laisser enjôler par la* vérité (c'est nous qui soulignons) *n'a d'autre garantie que de se refuser à l'entendre. »*

PIERRE DROUIN.

**★ ANARCHIE, ÉTAT ET UTOPIE, de Robert Nozick, traduction par Evelyne d'Auzac de Lamartine, révisée par Pierre-Emmanuel Dauzat. PUF, coll. « Libre échange », 444 p., 220 F.**

(1) Dans un ouvrage collectif intitulé *Individu et Justice sociale, autour de John Rawls*, Seuil, 1988.

**● Un colloque entièrement consacré à *la Chute* de Camus se tiendra vendredi 25 novembre à partir de 10 heures à la Fondation universitaire de Bruxelles (30, rue du Champ-de-Mars). Pour tout renseignement s'adresser au Théâtre Camus, 49, square Marie-Louise, 1040 Bruxelles.**



— LA VIE DU LIVRE —

# Le désir du sublime

***Jean-François Lyotard explore de nouveaux horizons de la pensée.***

PARTICULIÈREMENT actif ces derniers temps – il en est à son quatrième livre depuis douze mois !, – Jean-François Lyotard vient de réunir, sous le titre *l'Inhumain*, une série de conférences et d'interventions prononcées lors de récents colloques. On pourrait craindre l'ouvrage de circonstance. Il n'en est rien, pourtant, car cet ensemble de textes tourne autour d'une seule et même problématique, dont l'intérêt autant que la nouveauté méritent d'être signalés.

L'« inhumain » désigne, pour l'auteur de *la Condition postmoderne*, à la fois l'ensemble des forces de destruction qui menacent l'humanité – et la puissance qui, en nous, nous aide à résister à cette menace. La contradiction n'est qu'apparente.

## Les forces enfantines et ludiques

Ce qui, profondément, nous menace, c'est qu'un jour *plus rien n'arrive*. Que tout soit écrit, programmé, déterminé. Que l'événement – *autrement dit l'imprévisible* – soit devenu à jamais impossible.

Comment l'homme peut-il relever un tel défi ? En s'appuyant sur ce qu'il y a de moins programmable, de plus en plus rebelle en lui. En se réconciliant avec sa part d'enfance. Car les forces de résistance sont des forces obscures, enfantines et ludiques. Elles ont nom la pensée, l'écriture, la peinture, la musique... Bref, tout ce qui en nous est jeu, liberté, indétermination.

Rien de plus difficile à déterminer en effet que la pensée. « *Penser*, écrit Lyotard, *c'est accueillir ce qui advient selon sa singularité. C'est s'ouvrir à l'ad-venir. L'œuvre d'art ne fait rien d'autre. En venant au monde, elle rend présent un jeu de couleurs – ou de sons ou de mots – qui jusqu'à elle était inimaginable. Cela est particulièrement vrai de l'art contemporain depuis l'invention de l'abstraction – période vers laquelle, on s'en doute, se tournent les préférences du philosophe.* »



L'un des points forts de ce livre réside donc dans l'analyse qui y est proposée des « percées » théoriques accomplies par les avant-gardes picturales et musicales du vingtième siècle. Sans entrer dans le détail, disons que Lyotard montre bien comment ces percées expriment, chacune à sa façon, le désir de ce que Burke et Kant appelaient le « sublime ». Le sublime, en effet, est un plaisir mêlé d'angoisse : angoisse devant ce qui menace absolument la vie, mais aussi plaisir de voir la menace simulée et conjurée par l'œuvre. Plaisir éminemment intellectuel, qui force la pensée à s'ouvrir à ce qu'elle n'avait jamais osé penser jusque-là.

De Malevitch à Barnett Newman, de Schönberg à John Cage, les artistes modernes ont œuvré dans ce sens, sacrifiant par là même le souci de plaire à celui d'expérimenter. Le philosophe, à sa manière, ne fait rien d'autre. J'entends, du moins, le philosophe qui, comme Lyotard, arrache la pensée au ressassement de ses figures révolues, l'emmène vers de nouveaux horizons, lui fait prendre l'air. Il est vrai qu'ils ne sont pas encore très nombreux les penseurs qui préfèrent le nomadisme à *la sécurité*, *l'aventure au ronron*, la recherche de la différence à celle du consensus. Raison de plus pour se réjouir de la fécondité de Lyotard. Des livres comme celui-ci, on en lirait volontiers plusieurs par mois.

**Ch. DELACAMPAGNE.**

**★ L'INHUMAIN, CAUSERIES SUR LE TEMPS, de Jean-François Lyotard. Galilée, 224 p., 130 F.**

# Plaidoyer pour le pluralisme

***Le philosophe britannique Isaiah Berlin « à contre-courant » de l'universalisme des Lumières***

DANS le débat entre universalisme et relativisme soulevé l'an dernier par Alain Finkielkraut (1), le philosophe britannique Isaiah Berlin est assurément de ceux qui penchent vers le second terme de l'alternative. Mais il le fait avec une érudition et une subtilité qui éclairent avec bonheur la question. A la différence des trois précédents (2), *A contre-courant*, son dernier livre traduit en français, près de dix ans après sa publication à Londres, n'est pas consacré à un thème unique ni à une période particulière de l'histoire.

Il rassemble des essais parus entre 1955 et 1978 sous la forme d'articles de revues, de contributions à des ouvrages collectifs ou de préfaces à d'autres textes, et son champ d'investigation s'étend du seizième au vingtième siècle. Quant aux auteurs dont il traite, ils vont de Machiavel à Georges Sorel en passant par Montesquieu, Vico et Herzen, qui ont entre eux, apparemment, peu de *traits communs*.

Pourtant, s'il faut chercher une ligne directrice à travers la diversité de ces analyses, on la trouvera sans doute dans une remise en cause du rationalisme traditionnel, qui est, dit-il, « *si caractéristique de la civilisation occidentale* ». Isaiah Berlin s'intéresse en effet aux penseurs des « contre-Lumières », Vico, Hamann, Herder ou Joseph de Maistre, qui ont rejeté, chacun à sa façon, les lois de la raison énoncées par les philosophes du dix-huitième siècle ; il étudie avec beaucoup de brio « *l'originalité de Machiavel* », résultat, selon lui, de sa résistance au « *modèle unificateur* » défendu par ceux qui croient pouvoir concilier morale chrétienne et morale publique ; il retrace la genèse du « *divorce entre les sciences et les lettres* », qui réduit à néant l'idée d'une « *science naturelle de l'homme* » ; il revient à plusieurs reprises sur les théories de Vico, qui refuse le concept de « *société parfaite* » ; il relit avec soin l'œuvre de Montesquieu, dont l'empirisme lui paraît contredire souvent les principes ; il recherche jusque chez Hume « *les sources de l'antirationalisme allemand* » ; il met en évidence la naissance du nationalisme, qui relève en partie d'une réaction contre l'universalisme des Lumières.

Bref, face aux visions globales et unitaires de l'homme ou de la société, Isaiah Berlin explore et défend avec obstination toutes les formes de pluralisme. Ce pluralisme ne débouche pas nécessairement sur un relativisme, comme l'explique Roger Hausheer dans sa longue et remarquable introduction. Mais il maintient une exigence de lucidité, une opposition résolue à tout esprit de système, qui donnent à la pensée de l'auteur une étonnante vigueur.

C'est que ses analyses, loin de réduire les œuvres étudiées à une idée simple, en font ressortir la richesse ou en soulignent les contradictions. Il est clair que Vico au dix-huitième siècle, Herzen au dix-neuvième, le premier pour son historicisme méthodique, le second pour son scepticisme désespéré, sont parmi ceux qu'il admire le plus, mais il s'attache plus à leur démarche qu'à leurs théories et trouve aussi chez d'autres dont il est à l'évidence plus éloigné, comme Sorel, des intuitions fortes, sans se dissimuler leurs erreurs ou leurs insuffisances. Par définition, le refus de tout « monisme », de toute croyance à une nature humaine immuable, ouvre aux philosophes des horizons variés : Isaiah Berlin les examine avec un souci extrême de compréhension, montrant à la fois par son propre travail et par l'étude de celui des autres la pensée vivante, dans son cheminement, ses avancées et ses retours en arrière, ses découvertes.

**THOMAS FERENCZI.**

**★ A CONTRE-COURANT, de Isaiah Berlin, traduit de l'anglais par André Berelowitch. Albin Michel, 404 p., 180 F.**

(1) *La Défaite de la pensée*, Gallimard, 1987. Signalons aussi sur le thème rationalisme et relativisme, l'intéressant dossier présenté par la *Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), sous la direction d'Alain Caillé (livraison du troisième trimestre 1988, nº 1, nouvelle série, La Découverte, 59 F).

(2) *Trois essais sur la condition juive*, Calmann-Lévy, 1973, *Les Penseurs russes*, Albin Michel, 1984, *Eloge de la liberté*, Calmann-Lévy, 1988.

## • PSYCHOLOGIE EN MIETTES

# Gérard Mendel au chevet de la psychanalyse

VINGT ans après *la Révolte contre le père*, son livre phare, Gérard Mendel nous invite à ausculter un malade au bord de l'agonie : la théorie psychanalytique. Elle s'est métamorphosée en une « *alchimie baroque* », une « *astrologie absurde* » : à l'orée du vingt et unième siècle, diagnostique Mendel, le cadre mental dans lequel pensent les psychanalystes est celui de la théologie médiévale. Faute d'avoir suivi l'évolution des neurosciences, les « *ouvriers du divan* » se sont réfugiés dans un babélisme ahurissant et ont adopté une « *mentalité fakiriste* ».

Etrange métier d'ailleurs que celui de psychanalyste, répète volontiers Gérard Mendel (il le pratique depuis trente ans) : « *L'image qui me paraît le mieux en rendre compte est celle des « mères porteuses » : le psychanalyste qui prêterait, louerait son inconscient...* »

Reste enfin à savoir ce qui peut être sauvé dans la théorie freudienne. Avec un sens didactique remarquable et dans un style toujours limpide, Gérard Mendel reprend point par point les axes centraux de la pensée de Freud et tente, quand c'est possible, *d'établir des ponts entre son apport et les connaissances scientifiques d'aujourd'hui*. Cela l'amène notamment à intervertir les rôles respectifs du plaisir et de la sexualité et à souligner les variations sociologiques du complexe d'Œdipe. Inutile de préciser que passent à la trappe la pulsion de mort, l'hérédité des caractères psychiques acquis, le chimisme sexuel, etc. Il faut en prendre son parti : la rigueur n'est point joyeuse, mais elle est salubre. C'est elle, et elle *seule, qui permettra à la psychanalyse de survivre. S'il est encore* temps.

# Maud Mannoni, de l'Inde à Bonneuil

C'EST une légère déception qu'on éprouve en refermant le dernier livre de Maud Mannoni : *Ce qui manque à la vérité pour être dite*. Cette autobiographie trop intellectuelle inspire la sympathie, certes, mais aussi une certaine lassitude. Le trajet qui a conduit Maud Mannoni à devenir analyste, la « *cheftaine de la psychanalyse* », *comme on l'appelle dans certains groupes lacaniens*, et à créer une « *institution éclatée* », Bonneuil, on a l'impression de l'avoir déjà parcouru cent fois. Outre cela, les chapitres sur l'Argentine et l'Uruguay, ainsi que ceux sur les écrivains anglais Dickens et Trollope, gonflent artificiellement le volume.

Certes, Maud Mannoni confie qu'elle ne se juge ni « *assez vieille* » ni assez talentueuse pour livrer des « mémoires », mais alors pourquoi, *dans les premières pages, incontestablement les meilleures*, nous appâter avec l'émouvant récit d'une enfance indienne, si c'est pour ensuite revenir à des lieux communs sur l'écoute de l'autre, sur « *la déraison qui a quelque chose à dire* » ou sur la création indispensable à la vie ?

On le déplore d'autant plus qu'on tombe parfois sur d'excellents passages, notamment celui où Maud est apostrophée par de vrais fous à Kingsley *Hall. Pour qui ne connaît pas encore le travail* entrepris à Bonneuil, ce livre mérite le détour. On en retiendra aussi, pour la petite histoire, que c'est à Françoise Dolto que Maud doit *d'avoir rencontré* son futur époux, Octave, non sans qu'elle l'ait auparavant rassurée sur son intention de faire des enfants. On ne savait pas les psychanalystes aussi natalistes !

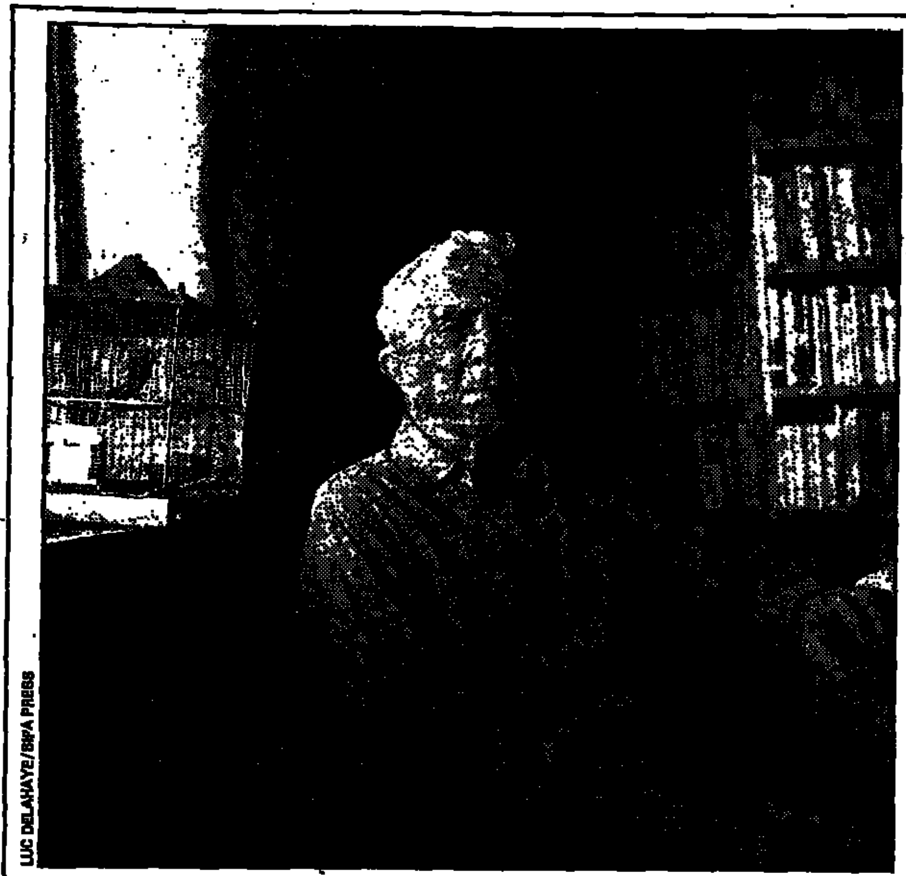
**ROLAND JACCARD.**

**★ LA PSYCHANALYSE REVISITÉE, de Gérard Mendel. Ed. La Découverte, 206 p., 89 F.**

**★ *CE QUI MANQUE A LA VÉRITÉ POUR ÊTRE DITE*, de Maud Mannoni, Denoël, 196 p., 125 F.**

– Signalons également que J.-B. Pontalis publie sous le titre *Perdre de vue* (éd. Gallimard, 307 p., 115 F) un recueil de ses articles récemment parus en revue.

## ● LETTRES AMÉRICAINES



LUC DELAHAYE/SIPA PRESS

L'appartement de Paul Bowles est plein de détails personnels, d'étagères de livres comme s'il voulait enclore la quintessence de ses pensées.

# L'impitoyable mécanique de Paul Bowles

ILS partaient pour une banale — et assez ridicule — lune de miel, Taylor et Day, ou, si l'on veut faire moins familier, Mr et Mrs Slade. De lui, on sait qu'il est sexagénaire et médecin, et de son épouse qu'elle est *« très jeune »* ; *« Elle pourrait être ma fille, ou même ma petite-fille, si l'on y pense »*, se dit-il. On fait connaissance avec eux sur un embarcadère anonyme, où ils prennent un bateau qui va les débarquer dans un port plutôt sordide d'Amérique centrale, Puerto-Farol. Ce n'est certainement pas là que l'élégante et juvénile Mrs Slade va pouvoir porter le tailleur en lin rose qu'elle affectionne.

Visiblement, Paul Bowles ne les aime guère, ces deux touristes américains en mal d'exotisme dont il a fait les « héros », de *la Jungle rouge,* que l'on vient enfin de traduire en français, vingt-deux ans après sa parution en anglais. Alors, avec la précision dont il est coutumier, avec l'absence de commentaires, de digressions psychologiques, d'explications pesantes qui le caractérise, il leur a concocté un roman noir.

Le suspense, qui pas un instant ne fait défaut, ne vient pas d'une mort suspecte ni de meurtres en série, mais de l'ambiguïté qui s'installe dès que les Slade recontrent, en prenant le bateau, une grosse dame canadienne, suante, soufflante et forçant sur l'alcool, Mrs Rainmantle. Mr Slade n'a qu'une envie, la fuir, mais Day est attendrie et apitoyée ; elle la trouve *« touchante »*, ce qui laisse son mari rêveur. Elle ira même jusqu'à partager sa chambre avec elle à Puerto-Farol, reléguant Taylor dans l'ignoble chambre prévue pour Mrs Rainmantle. Pourtant, quand elle part, tôt le matin, pour la capitale, Day ne veut pas réveiller Mrs Rainmantle. Elle l'aperçoit dans la pénombre en refermant la porte et il lui semble bien que la grosse dame « dort » les yeux grands ouverts... Mais Day décide de ne pas s'attarder à ce « détail » et de n'en rien dire à Mr Slade.

### L'ambiguïté s'épaissit

Arrivés dans la grande ville installés dans un hôtel correct, les Slade devraient reprendre leur voyage tranquille de touristes ordinaires. C'est là cependant que l'ambiguïté s'épaissit. Day, qu'on aurait volontiers imaginée « oie blanche », pas aventureuse pour un sou, lie connaissance avec un jeune homme qui lui adresse la parole dans le hall de l'hôtel. Elle accepte de faire une promenade avec lui, dans son auto, et même de le suivre dans son appartement très chic.

Taylor n'a aucune envie de rencontrer ce jeune homme appelé Vero, pas plus que sa compagne, Luchita, à peine sortie de l'adolescence et fumant sans cesse de la marijuana. Mais comment résister au désir de Day ? Taylor se retrouve même en train d'accompagner Vero chez l'un de ses amis, malade. En fait de malade, c'est le docteur Slade qui, soudain, se sent mal et doit s'aliter. Presque au même moment, Day, restée dans l'appartement avec Luchita, ne se sent pas non plus très bien. Forte fièvre, nausées, hallucinations...

Il serait cruel de dévoiler ce qui se passe alors. Paul Bowles a mis en route une impitoyable mécanique, et il égare le lecteur à plaisir avant de le mettre sur la piste. Quand on voit se dessiner le projet de Vero qui éclaire soudain tous les détails qu'on avait crus insignifiants, ou presque, on demeure comme incrédule. Et pourtant... Tout ce qu'on devine va arriver. La cruauté ne saurait souffrir la tiédeur, et Bowles n'est pas homme de demi-mesure.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ **LA JUNGLE ROUGE, de Paul Bowles, traduit de l'anglais par Claude-Nathalie Thomas. Quai Voltaire, 256 p., 120 F.**

— Signalons également la réédition, dans la collection « L'imaginaire Gallimard », du livre de Paul Bowles, *Après toi le déluge,* paru en 1955, dans une traduction de Marie Viton (320 P., 45 F).

# Croquis de Tanger

*(Suite de la page 17.)*

Il voit la vie avec un total réalisme, une totale lucidité. Comme l'a écrit Tobias Wolfe dans le magazine *Esquire*, *« Il est à la fois austère et spirituel, violent et sensuel. »* Il garde les yeux grands ouverts sur le sadisme de l'humanité, sur l'impitoyable massacre de l'homme et de l'animal par l'animal et l'homme, et l'esprit grand ouvert au probable non-sens de tout cela.

Peut-être est-ce pourquoi jeunes et moins jeunes se rassemblent autour de lui, frappent à sa porte, y glissent des messages. *« Peut-on parler avec vous, Paul ? Dites-nous le vrai. »*

De retour maintenant aux antipodes, en Suisse, où je vis, je pense, l'une après l'autre, à toutes ces questions que j'aurais voulu lui poser, et je le ferai par lettre. Il aura la patience de me répondre.

Il donne beaucoup aux autres.

PATRICIA HIGHSMITH.

*(Traduit de l'américain par Monique Nemer.)*



# Les émerveillements de la « dame aux abeilles »

***Sue Hubbell raconte le bonheur que lui inspirent les mystères de la nature***

SUE HUBBELL a suivi un itinéraire qu'ont emprunté bien des intellectuels et des membres de la classe moyenne — en Amérique et ailleurs — à la fin des années 60. Biologiste et bibliothécaire à Rhode Island, elle a décidé un jour avec son mari, professeur d'Université, de fuir la vie fantôme connue sous le nom de « société de consommation ». Après avoir vagabondé pendant un an, ils arrivèrent dans les Ozarks, une région montagneuse au sud-est du Missouri. Un coin perdu de forêts et de hautes vallées sableuses presque abandonné à lui-même depuis le dix-neuvième siècle et le départ des Indiens. Des terres incultivables à perte de vue sur lesquelles marnent quelques centaines de fermiers sortis d'un film de John Ford.

Comme Sue et Paul son mari ne connaissaient ni l'agriculture ni l'élevage, ils s'essayèrent à la seule activité qui paraissait convenir à leur formation et à leurs connaissances scientifiques : l'élevage des abeilles. Installé à la lisière des bois, leur rucher comportait vingt ruches contenant chacune 60 000 abeilles.

Et puis il leur est arrivé ce qui est arrivé à tant d'autres. Ils ont découvert que la vie à la campagne offrait une réalité assez éloignée des poèmes de Whitman ou de la philosophie de Thoreau. Paul s'est éloigné. Il est revenu, il est reparti. Puis, un jour, il a quitté la ferme, sans espoir de retour. A cinquante ans, Sue Hübbell s'est retrouvée seule dans son bled perdu, seule avec ses millions d'abeilles pour le second versant de sa vie. Pendant quelques mois, elle s'est laissé consumer par son chagrin et par sa douleur, puis ses abeilles lui ont fait comprendre qu'elle faisait partie d'un ordre susceptible de dissoudre le désordre présent de son existence et de lui procurer la paix et la sérénité. Son récit, *Une année à la campagne*, est un chant de remerciement dédié à cet ordre.

Sue Hubbell n'est en rien une doctrinaire, moins encore une mystique de la religion verte. Son discours tranche vivement avec toutes les niaiseries réactionnaires du retour à la terre, des vertus rurales et de la saine et bonne nature qu'on publie à l'intention des cadres stressés et des agents immobiliers vendeurs de chaumières à poutres apparentes.

### Une alchimie des passions

Elle se moque, gentiment mais fermement, des paysans d'opérette qui croient changer de peau en abandonnant le costume-cravate pour la salopette : *« Ce qu'ils n'ont pas encore découvert, c'est que la simplicité ou la complexité de l'existence tient à celui qui la mène et que ceux qui trouvaient la vie harassante à la ville la trouveront pire ici, où il est beaucoup plus difficile de subvenir à ses besoins. Ici où l'argent est rare, chaque décision compte et il n'y a pas de place pour l'erreur. »*

Ce qu'il y a — au contraire de ces illusions simplificatrices — de merveilleux et d'excitant dans le livre de Sue Hubbell, ce ne sont pas les réponses qu'elle donne, les solutions que lui confierait la nature, mais bien la foule de questions, la multitude et la profondeur des mystères que soulève la richesse de son dialogue avec les abeilles et avec les grenouilles, les roses multiflora et les fougères, les papillons de nuit et leurs parasites. Par quel *« miracle de l'adaptation »*, par exemple, ces parasites ne logent-ils que dans une seule oreille du papillon, évitant à celui-ci de devenir sourd et de ne plus entendre les ultra-sons des chauve-souris qui le chassent ? Quelle structure, encore cachée, fait processionner les chenilles processionnaires ? Obéissent-elles, comme le suggère malicieusement l'auteur, *« au même mobile que ceux qui affrontent les embouteillages du dimanche, regardent la télé, ou votent républicain »* ?

Sue Hubbell peuple sa vie et fait ses délices de ces interrogations dont l'objet est infime mais la portée immense. Il s'agit tout bonnement de comprendre, presque de l'intérieur, ce tout infiniment complexe dont nous avons oublié que nous faisions partie. Sue Hubbell se garde de toute extrapolation philosophique ou religieuse. Son lyrisme est discret, ses émerveillements colorés par l'humour, sa sagesse elle-même paraît davantage le résultat d'une juste alchimie des passions et des nécessités que celui d'une immersion abandonnée dans les eaux tièdes de la nature.

La « dame aux abeilles », comme on l'appelle dans les Ozarks, a aussi appris de ses pensionnaires l'art de butiner, qui est bien la manière la plus élégante, la plus séduisante et la plus heureuse de faire son miel. Mais à la différence des locataires de son rucher, elle est totalement dépourvue de grégarité : elle a une voix qui n'appartient qu'à elle, un style discernable entre tous, et son livre de gratitude est aussi la plus intime et la plus émouvante des confidences.

PIERRE LEPAPE.

★ **UNE ANNÉE A LA CAMPAGNE, de Sue Hubbell. Traduit de l'anglais par Janine Hérisson. Gallimard. « Du monde entier ». 250 p., 98 F.**

# Jerome Charyn ou l'ombre de l'arpenteur

*(Suite de la page 17.)*

La violence couve sous les phrases de Charyn. Elle n'épargne personne. En pleine partie de ping-pong, la mort troue accidentellement la gorge de Zyeux Bleus (4), à qui deux romans nous avaient attachés. On a beau relire, rien à faire : Zyeux Bleus meurt bel et bien à la page 204 du roman qui porte son nom.

Nous reprenons pourtant la route, et je pense à Biely ou à Joyce, l'autre obsession d'Isaac. Le New-York de Charyn, c'est le Pétersbourg de Biely, le Dublin de Joyce. Ville mentale, itinéraires intimes, promenades en spirale, Charyn est partout : *« Je trichais aux échecs dans les rues et sur les toits. » (Metropolis.)* Le lecteur-suiveur est aspiré par ce siphon.

Dostoïevski, Biely, Joyce, la lecture de Charyn réveille toutes nos lectures. On songe aussi à Marquez, pour la poésie folle des images, à Singer pour son côté rabbin de Chagall planant sur le shtetl de New-York, à Salinger, pour l'enfance omniprésente, etc.

Venu tard aux livres, Charyn ne conçoit pas qu'on puisse écrire sans avoir lu. Et ce n'est pas le moindre mérite, chez un arpenteur de sa pointure, que de nous faire partager ses propres enthousiasmes de lecteur, tout en emportant le nôtre.

Charyn est à Paris. Au cours d'un bref cessez-le-feu, l'ulcère consent à s'envoyer une sole, sans un atome de beurre, arrosée d'une verveine. (Parfaitement, une sole à la verveine.) L'œil joyeux et la semelle souple, Charyn se lève de table : *« Alors, on va marcher dans Belleville ? »*

D'accord. Mais il faudra marcher vite. Plus vite que les démolisseurs.

DANIEL PENNAC.

(4) *Zyeux Bleus*, Gallimard, « Carré noir ».

# Tueur nostalgique

ARCHANGE mélancolique sapé comme un prince du bitume, Holden fait le ménage à coups de pétard pour le compte d'un styliste en fourrure. Holden est un tueur de tueurs, mais ce pléonasme le gêne aux entournures. Le surnom enfantin de « Frog » est collé à son âme, et Holden aimerait en savoir plus sur Frog lui-même : de quel genre d'amour il est le produit, pourquoi la petite léoparde trouvée sous la table de ses victimes le traite de « papa », et ce qui pouvait bien pousser son propre papa à creuser des trous en Avignon, sous la Cité des papes, à la fin de la seconde guerre mondiale. Holden se cherche dans les rues et sous les villes, par des chemins qui, tortueusement, mènent tous à son enfance. Tous les hommes veulent flinguer ce flingueur que toutes les femmes veulent sauver, car si Frog est le rêve d'amour de celles-ci, Holden est le cauchemar éveillé de ceux-là.

D. P.

★ **FROG, de Jerome Charyn, « Nouveau cabinet cosmopolite », Stock. Traduit de l'anglais par Marc Chénetier. 310 p., 98 F.**

# Autres parutions

● Ian Hamilton, *l'Ecriture et le Reste. A la recherche de J. D. Salinger.* — Une enquête biographique sur l'improbable Jerome David Salinger, auteur de *l'Attrape-cœur.* Trad. de l'anglais par Sophie Foltz. (Payot, 282 p., 130 F.)

● Marilyn French : *Telle mère telle fille.* — Le nouveau roman d'une championne du féminisme. Trad. de l'anglais par Hervé Proulx. (Acropole, 648 p., 148 F.)

● Paul Theroux : *Patagonie Express.* — Un voyage en train qui nous entraîne de Boston jusqu'en Patagonie. Traduit de l'anglais par Alexandra Kalda. (Grasset, 404 p., 120 F.)

● Alex Haley : *le Cavalier blanc.* — L'auteur de *Racines* a choisi pour héros le fils d'un planteur sudiste qui, en 1855, se laisse gagner par les idées abolitionnistes. Traduit de l'anglais par Benjamin Legrand. (Sylvie Messinger, 206 p., 75 F.)

● Jay McInerney : *Ransom.* — Les mésaventures d'un jeune Américain à Kyoto. Traduit de l'anglais par Jacqueline Huet. (Payot, 286 p., 150 F.)

● John Fante : *les Compagnons de la grappe.* — Les Français continuent de découvrir ce romancier mort en 1983 et qui, selon Brice Matthieussent dans la postface du présent récit, a réussi à devenir *« le porte-parole de toutes les voix secrètes qui le hantaient ».* Traduit par Brice Matthieussent (Bourgeois, 248 p., 90 F). Signalons également que *Demande à la poussière* est réédité en « 10/18 ».

● Richard Stern : *les Filles des autres.* — La première traduction française d'un auteur né en 1928, mais déjà considéré comme un classique aux Etats-Unis. Ce roman relate la métamorphose d'un professeur épris de son étudiante. Traduit par Georges-Michel Sarotte (Presses de la Renaissance, 248 p., 120 F).

## • D'AUTRES MONDES - *La chronique de Nicole Zand*

# Le tour du monde russo-américain en 24 heures

**★ UNE JOURNÉE DANS LA VIE DE L'AMÉRIQUE. Album par 200 photographes de 30 pays. Format 35,5 cm × 25 cm. Rélié toile. Editions Hologramme/Robert Laffont, 272 p., 340 F.**

**★ UNE JOURNÉE DANS LA VIE DE L'UNION SOVIÉTIQUE. Album par 100 photographes internationaux. Format 35,5 cm × 25 cm. Relié toile. Editions Hologramme/Robert Laffont, 240 p., 340 F.**

ET si on « lisait » des images ?... Il est bien connu que, parfois, elles valent autant (ou mieux) qu'un long discours. Ou qu'un roman... Voilà qui est frappant lorsqu'on se plonge dans certains livres de photos à sujet contemporain qui, dans le meilleur des cas, visent moins à faire de l'art qu'à informer par le document brut. L'album consacré la revue *Life*, l'an dernier, constituait, de ce point de vue, un extraordinaire *témoignage sur* notre Histoire — grande et petite — où les grands photographes de l'époque s'étaient révélés comme des auxiliaires précieux et uniques des historiens Tout comme l'extraordinaire collection Albert *Kahn*.

Et on ne répétera jamais assez le pouvoir d'évocation et de revue des collections fameuses de la revue *l'Illustration*, que des multiples générations ont feuilletées sans se rendre compte que, comme un personnage de Molière, ils faisaient de l'Histoire sans le savoir et que ces images — la dégradation de Dreyfus ou bien la mort de la reine Astrid, par exemple — devenaient en même temps une *trame romanesque*.

Les deux volumes qui viennent de paraître en français : *Une journée dans la vie de l'Amérique* et *Une journée dans la vie de l'Union soviétique*, ont une tout *autre ambition et ont été de très grands* succès d'édition aux Etat-Unis (plus d'un million d'exemplaires pour l'album américain, 400 000 pour l'URSS publié un an plus tard).

L'originalité de ces deux gros albums, qui réunissent chacun quelque deux cents photos, réside dans le fait qu'aucune des photos publiées n'est distante des autres de plus de vingt-quatre heures. L'exploit. Elles ont été prises *le même jour* sur *l'ensemble du territoire de chacun de ces* deux immenses pays par quelque trois cents photographes qui ont essayé de restituer les facettes multiples, parfois concomitantes, de la vie quotidienne des gens ordinaires.

Le premier de ces deux livres-reportages, *Une journée dans la vie de l'Amérique*, c'est-à-dire des Etats-Unis, a été réalisé par quelque deux cents des plus grands photographes internationaux vendredi 2 mai 1986. De l'Alaska, Dutch Harbour, à quelques portées de baleines des Tchouktches, de l'autre côté du détroit de Behring, soviétiques, jusqu'à la frontière mexicaine, Key West en Floride ou Mount Desert Island dans le Maine, dans deux cents points des divers Etats de l'Union.

Pour l'Union soviétique, la même opération a été montée le 15 mai 1987 avec cinquante photographes occidentaux qui ont rejoint l'équipe des cinquante photographes soviétiques afin de sillonner pendant vingt-quatre heures l'Union soviétique de Kaliningrad (ex-Königsberg) à *Vorkouta, au Birobidjan, au Kamtchatka*, etc. En tout, une vingtaine de fuseaux horaires... Le tour du monde (ou presque) en vingt-quatre heures.

LE résultat de cette énorme opération logistique, montée grâce au mécénat de grandes fondations et de firmes privées (250 000 clichés pour les Etats-Unis, 127 000 pour l'URSS) — est-ce dû à la multiplicité des origines des reporters ? — reste un peu hybride et forcément incomplet. Un peu décevant. Mais passionnant, tout de même. La commande des deux coauteurs du projet Rick Smolan et David Cohen consistait à réunir *des photographes pour leur demander de* faire des photos extraordinaires sur des événements ordinaires, et surtout d'éviter les clichés... ou plutôt les poncifs. De là, sans doute, l'impression de ne pas saisir vraiment la quotidienneté de la vie des gens chez les deux supergrands. Impression augmentée par la volonté de chacun d'exhiber des prouesses techniques, des cadres insolites, des lumières chiadées, de l'exotisme parfois théâtral, des person*nages qui ressemblent à des primates ou à* des monstres. Une recherche de l'insolite pour l'insolite. Or l'« exotisme » est dû le plus souvent à notre ignorance des régions et des cultures qui nous sont montrées et au « regard neuf », non averti de certains des reporters. On peut, si l'on veut, montrer en photos les mêmes têtes d'arriérés et de grotesques, aux quatre coins de la planète ; et même à Paris comme dans nos provinces.

C'est peut-être une vision, un vrai « regard » qui manque à ces livres patchworks dont le postulat exigeait, évidemment, la multiplicité d'artistes-voyeurs-reporters puisque l'on ne peut exiger de personne le don d'ubiquité. Nécessité d'un regard honnête, quoique complice, qui a produit des vraies réussites à la découverte des peuples de la terre : August Sander sur *les Allemands* (éd. du Chêne), Cartier-Bresson sur l'Inde et la mort de Gandhi, *les Bazars de Kaboul* de Marie-José Lamothe (Ed. Hier et demain 1979), ou même *les Russes* vus par Vladimir *Sichov (Paris Match*-Olivier *Orban, 1980)*.



MARY ELLEN MARK/HOLOGRAMME-LAFONT

**Banlieue de Kiev, le 15 mai 1987, 9 heures : Un vétéran de la Seconde Guerre mondiale (73 ans) dans la piscine d'un hôpital pour anciens combattants.**

Si le livre consacré aux Etats-Unis semble plus banal, c'est peut-être parce que, abreuvés comme nous le sommes d'images américaines, nous croyons connaître les Américains. Illusion que les photos ne démentent pas vraiment : curiosités de type *Mondo Cane* (défilé de mode pour le troisième âge, bal des débutantes, baptêmes d'adultes en piscine, etc.) et d'autres qui font choc : l'agression *d'un ivrogne dans une ruelle* de Los Angeles jonchée de détritus, les Mexicains qui passent la frontière en fraude, le maire esquimau d'un des sept plus petits villages des Etats-Unis, en Alaska, qui produit 20 % de la production de pétrole du pays, les repas de familles italo-américaines, les superbes paysages, la plus grande usine d'emballage de viande du pays, où chaque jour quelque 2 800 bovins passent à l'abattoir...

LE volume consacré à l'Union soviétique, et réalisé grâce à la « glasnost », nous semble beaucoup plus passionnant, à cause d'un certain « mystère » qu'entretient l'impossibilité de voyager librement sur ce territoire cinq fois plus vaste que les Etats-Unis, dont les « terres vierges » constituent la plus grande partie et dont les peuples hétérogènes forment une mosaïque de vieilles cultures qui n'ont rien à voir avec celle du Nouveau Monde. Une Russie d'Europe où deux cent cinquante ans de domination *tatare ont laissé des traces profondes*, tout en exaltant l'unité nationale et en facilitant la renaissance d'une Russie rassemblée dans un Etat unique. Jusqu'à ce que surviennent les partis révolutionnaires du dix-neuvième siècle. les slavophiles et les occidentalistes, comme ailleurs, les Sudistes contre les Nordistes. traces de luttes qui n'ont pas vraiment disparu.

CET album-là révèle, à ceux qui savent le « lire », beaucoup de la vie des Soviétiques : l'habillement et le comportement traditionnel des écoliers, les gabarits des corps qui ne connaissent pas la diététique, le sport à l'honneur, mais aussi le bain turc qui nous fait pénétrer dans les grandioses bains Sandounov de Moscou, les magasins où l'on compte toujours au boulier, les officiers dont on juge l'importance au nombre de téléphones sur leur bureau ou dans leur voiture, les bébés emmaillotés dont seule la tête dépasse, les différentes religions, les nomades qui gardent leurs moutons, le premier reportage dans la tragiquement célèbre prison de Vladimir — qui ressemble au centre d'entraînement des « marines » US. Et cette photo surprenante de deux chasseurs esquimaux couverts de fourrure qui discutent en suçotant *du poisson gelé. Tant de diversité dans un* seul pays étonne, fascine. A chaque page, une surprise.

En feuilletant les deux livres, on ne peut s'empêcher parfois de comparer, d'être saisi par des ressemblances diffuses : les robes de mariées, l'éducation des militaires, les deux vieillards qui veillent leur femme malade (le doyen de Krasnoïarsk, vieux bolchevik de quatre-vingt-dix-neuf ans et le paysan du Missouri âgé de quatre-vingt-cinq ans qui cultive toujours ses légumes et bat son beurre, dans la ferme construite par son père il y a cent ans) ; et des choses étranges : la manifestation des femmes pour le paix à Khabarovsk ou celle des Moscovites réclamant *« l'arrêt de la fabrication de l'alcool »* (!) ; et aussi cette photo prise par Vladimir Sichov, qui a quitté l'URSS en 1979, et qui à Manhattan, près de Rockefeller Center, nous montre un mendiant tenant un panneau en anglais (*« J'ai faim, aidez-moi »*), semblable à ceux qu'il photographiait jadis dans les gares russes.

EST, Ouest. On ne confond pas vraiment. Ce serait mensonge. Mais il y a entre ces deux pays immenses, conscients d'être deux grandes puissances, d'étranges similitudes et une fascination mutuelle.

Et c'est, finalement, au génial Tocque*ville qu'il* faut revenir *puisque*, il y a cent cinquante ans, il avait, le premier, deviné l'avenir lorsqu'il écrivait en 1832 : *« Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains. (...) Tous les autres peuples paraissent avoir atteint à peu près les limites qu'a tracées la nature, et n'avoir plus qu'à conserver : mais eux sont en croissance. (...) L'Américain lutte contre les obstacles que lui oppose la nature : le Russe est aux prises avec les hommes. L'un combat le désert et la barbarie, l'autre la civilisation revêtue de toutes ses armes : aussi les conquêtes de l'Américain se font-elles avec le soc du laboureur, celles du Russe avec l'épée du soldat. (...) L'un a pour principal moyen d'action la liberté ; l'autre la servitude. Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses ; néanmoins, chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde. »*

Deux livres qui, bizarrement, semblent illustrer les prémonitions étonnantes de l'auteur de *De la démocratie en Amérique*...

# Les crépuscules de Keyserling

***Le peintre de l'aristocratie balte : un monde qui étouffait tout désir de vivre.***

EDUARD VON KEYSERLING, que Thomas Mann voyait comme un individu « *désespérément noble, étranger au bonheur, voué à la mort* », se classe au premier rang des impressionnistes de la littérature allemande. La parcimonie des éléments relatifs à sa vie n'autorise de lui qu'un vague portrait : c'était un être plutôt laid — la cécité viendra plus tard aggraver sa disgrâce, — un exilé qui jamais ne se maria et vécut avec ses sœurs, elles-mêmes célibataires, auxquelles il dictait ses textes quand il eut perdu la vue.

Ces données biographiques ne le prédisposaient certes pas au bonheur, et l'œuvre qu'il a laissée, tout empreinte de mélancolie, témoigne assez de son tempérament pessimiste.

Né en Lettonie en 1855, il appartient à cette aristocratie balte farouchement attachée aux valeurs ancestrales et qui s'acharne à perpétuer la tradition en dépit des signes manifestes d'un déclin qu'elle sait proche et inéluctable. C'est donc cette société délicate, repliée sur elle-même et quelque peu décadente que Keyserling va peindre dans ses nombreux récits ou romans, lesquels se situent au sein d'une nature somptueuse et à l'intérieur de ces manoirs de hobereaux où chacun est enfermé dans le « cercle des devoirs » et où les jeunes générations étouffent mais doivent se conformer sous peine d'être rejetées.

« *Après tout, personne n'est obligé d'être noble*, explique le baron Réprimande à son vieil ami le baron Port. *Pour nous, cependant, certaines idées et certains principes sont vrais et justes, non parce que quelqu'un nous a prouvé qu'ils le sont, mais parce que nous voulons qu'ils le soient.* » On peut imaginer que, dans un milieu capable de produire un tel discours, l'épanouissement individuel n'était pas perçu comme une nécessité et n'entrait guère en ligne de compte.

Amours contrariées ou impossibles, jeunes existences qui s'étiolent, bridées qu'elles sont par la stricte observance des règles et des rites, jeunesses frustrées et solitaires, tels sont donc les thèmes de prédilection de Keyserling.

## « Une plainte muette »

*Maisons du soir*, qui exploite cette veine crépusculaire et désenchantée, est peut-être le plus accompli de ses romans. Dans ces maisons, « *bastions de la vie aristocratique* » où évoluent des créatures condamnées au silence et à l'immobilité, malheur à celui qui prétend enfreindre les lois de sa caste et donner libre cours à ses désirs ou à ses aspirations naturelles.

Le jeune baron Dietz von Egloff est pourtant de ces insoumis : il ne se résigne pas à subir cette atmosphère grise et mélancolique « *qui imprègne toutes les pièces et éteint toute vie* ». Pour fuir ce climat ou pour l'endurer, le baron mène une vie dissolue, fait scandale et s'attire l'opprobre général en dilapidant sa fortune au jeu, parce que, au moins, « *dans le jeu, quelque chose se décide sans arrêt, quelque chose comme un destin toujours imminent* ».

Fastrade, qu'il souhaite épouser, brave l'autorité paternelle pour l'aimer et s'employer à le sauver. Mais elle conserve toujours vivace la conscience de son appartenance à « *cette étrange vieille maison dont chaque recoin endormi paraît abriter une plainte muette* ». Malgré sa passion pour Egloff, elle restera prisonnière du « *cercle des devoirs* » et ne réussira pas à sauvegarder cet amour, « *l'unique chose qui aurait compté sur cette fichue terre* ».

Dans *le Murmure des vagues*, Keyserling transporte ses créatures sur une plage où elles prennent leurs quartiers d'été. Mais si la mer s'est substituée à la forêt, les archétypes de la société qu'il présente dans ce nouveau décor y retrouvent les mêmes raisons de désespérer, entravés qu'ils sont par les mêmes préjugés.

La baronne von Buttlär, qui vient de s'installer avec sa famille dans la petite station balnéaire, s'émeut du voisinage de la belle et scandaleuse Doralice, *dont chacun* sait qu'elle a quitté son vieux comte de mari pour s'enfuir avec un peintre.

Mais, du fait de la proximité, il faudra frayer bon gré mal gré avec la jeune femme à la réputation entachée. Celle-ci, du reste, n'est pas aussi heureuse qu'on pouvait le croire : jour après jour, son amour s'effrite, miné par les silences ou les paroles malheureuses, de la même façon qu'à certain endroit de la dune les vagues entament un ancien cimetière marin et emportent cercueils et trépassés vers « *un voyage en haute mer* ».

Est-ce un amour déjà mort que la mer lui ravira par une nuit de tempête ? Doralice attendra vainement que les vagues répondent à cette terrible question, elle attendra longtemps que « *la mer la libère* ».

Chez Keyserling, qu'elle soit terrestre ou marine, la nature ne sauve personne. Mais, amicale ou hostile, elle occupe une place prépondérante, apaise les âmes tourmentées et leur apporte un oubli momentané. Ici on galope, là on nage ou on fait des ricochets sur l'eau. « *Quand je lui aurai lancé une douzaine de galets à la figure, j'arriverai à établir un contact* », dit un invité des Buttlär.

Cette recherche d'un « contact » ou d'une connivence avec les éléments naturels est une constante remarquable dans l'œuvre de Keyserling. Et si l'on se souvient qu'à l'époque où il dicta ces textes il était aveugle, on ne peut que s'émerveiller de sa délicatesse de touche, de son extrême souci du détail visuel, de l'attention qu'il porte sans cesse aux images et aux couleurs.

**ANNE BRAGANCE.**

**★ MAISONS DU SOIR, d'Eduard von Keyserling, traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon, Ed. Jacqueline Chambon, 158 pages, 78 F.**

**★ LE MURMURE DES VAGUES, d'Eduard von Keyserling, traduit de l'allemand par Peter Krauss, Actes Sud, 240 pages, 95 F.**

# Culture

## MUSIQUES

*Ouverture sur les Champs-Elysées du « Mégastore » Virgin*

# Le midi-minuit du disque toutes catégories

*Révolution sur le marché du disque parisien, le « Mégastore » Virgin est né. 3 000 mètres carrés d'espaces ouverts depuis le 1er novembre, le magasin se présente comme le plus grand espace de vente de disques, cassettes et produits vidéo existant sur le territoire français.*

En découvrant les lieux au 52, Champs-Elysées, les cadres de la City Bank, anciens propiétaires de l'immeuble, risqueront peut-être l'apoplexie... Loin d'avoir tout démoli, les « rockers » de Virgin ont pourtant su tirer parti du décor étonnant dans lequel mélomanes et branchés de tous âges devraient succéder aux financiers d'outre-Atlantique. L'escalier majestueux est toujours là, au-dessus duquel on a hissé des torches, et les colonnes et balustrades de marbre du début des années 30 s'accommodent fort bien des écrans et haut-parleurs qui martèlent déjà les rythmes des années 90.

Surmonté d'une coupole, le grand patio central dessert les principales ères d'activités du Mégastore : au premier étage, en mezzanine et en galeries, les disques – modernes, classiques – classés selon les genres et susceptibles d'être écoutés avant achat. Au sous-sol, la librairie située dans l'ancienne salle des coffres qu'il a fallu dynamiter, mais dont on a conservé la monumentale porte ronde (véritable pièce de musée), la cafétéria et la salle d'animation.

Un espace-communication servira à l'organisation d'événements divers comme des conférences de presse, la diffusion de clips en avant-première, le tournage d'émissions télévisées, des spectacles ou dédicaces d'artistes.

Bref, la musique a trouvé son temple. Et *« les artistes leur maison »*. C'est en tout cas ce que déclare en essuyant ses lunettes et en risquant un sourire timide, le PDG de Virgin France, Patrick Zelnik, manager modeste et iconoclaste aussi différent du patron-type d'entreprise que Woody Allen... d'Alain Delon. Mais Virgin tout entière n'est-elle pas une société différente des autres ?

### Un groupe multimédias

Créée en 1973 par un jeune homme imaginatif – Richard Branson – à la sensibilité hippy et au sourire constant, qui a commencé à vendre des disques pour financer une revue d'étudiants, Virgin est devenue un groupe multimédias présent dans vingt-trois pays et constitué de trois divisions. Une division musique, avec Virgin Records, sixième producteur et distributeur de disques dans le monde avec un catalogue comprenant notamment Genesis, Phil Collins ou Boy George et récemment ouvert à la musique classique. Une division communication, dans laquelle se côtoient des activités de production de programmes audiovisuels, d'édition et de distribution de livres, films et vidéos et de participation dans la télévision européenne (Super Channel et BSB, le futur satellite anglais de télédiffusion directe). Enfin, une division magasins (huit mégastores en Angleterre, un en Irlande, en Australie et en France) et immobilier.

Le tableau serait cependant incomplet sans les entreprises personnelles de Richard Branson, regroupées au sein du holding Voyager : une compagnie aérienne (Virgin Atlantic) qui, après avoir triomphé dans les charters, casse le marché des classes affaires transatlantiques ; des agences de voyage, une chaîne d'hôtels et une île aux Antilles (bien sûr dans les Virgin Islands !). Bref, un petit empire dirigé au *« feeling »* par un PDG inclassable et génial, peu aimé de la Bourse britannique, désorientée par ses facéties et ses fredaines en bateau, à parachute ou en montgolfière, mais couronné en 1985 comme « le manager de l'année » et devenu en quinze ans l'un des vingt hommes d'affaires les plus fortunés du Royaume-Uni (le chiffre d'affaires de Virgin est passé de 37 millions de livres en 1982 à 279 millions en 1987). Le patron dirige ses affaires depuis une péniche amarrée au nord de Londres et transformée en bureau. Son talent ? Le flair, l'imagination, la séduction, un don de l'anticipation et un sens aigu de la négociation.

### « Sous-développement inouï »

Un exemple avec lequel Patrick Zelnik à Paris se sent en harmonie. Et, sous son impulsion, Virgin France n'a guère perdu de temps. La société d'édition discographique représente actuellement entre 6 et 7 % du marché (soit un chiffre d'affaires de plus de 200 millions de francs en 1987), affiche un catalogue français de qualité (Renaud, Daho, Souchon, Julien Clerc, Rita Mitsouko) qui représente 50 % du chiffre d'affaires, et a entrepris une diversification sur le modèle britannique. Une division communication avec une société de distribution de longs métrages (Forum Distribution), des filiales spécialisées dans la vente de vidéocassettes, la production de programmes télévisés et la distribution de consoles et jeux vidéo. Et une division magasins avec l'ouverture du Mégastore parisien suivie sans doute par d'autres créations dans les grandes villes de France.

*« Le Mégastore correspond en France à une réelle opportunité »*, explique M. Zelnik, qui cite pêle-mêle la baisse de la TVA appliquée aux phonogrammes depuis le 1er décembre 1987 avec la perspective d'une nouvelle baisse pour l'harmonisation prochaine des taux européens ; la baisse de la TVA appliquée à la vidéo dans le budget de 1989 ; la libération récente de la publicité à la télévision pour les produits nouveaux ; le développement rapide des nouveaux supports d'enregistrement ; le vidéodisque, dont la naissance officielle intervient ce mois-ci. Et puis surtout, le formidable retard du système de distribution des produits musicaux en France par rapport aux autres produits européens.

*« La France*, affirme-t-il, *est sur ce point, dans un état de sous-développpement inouï. »* Les chiffres sont éloquents. En 1981, le marché français était à peu près équivalent au marché anglais. En 1986, le marché britannique avait creusé l'écart et était supérieur de 60,5 % au marché français ! Pendant la même période, ces deux pays à population et à niveau de vie équivalent ont pourtant connu le même pourcentage de copie privée, principal élément d'explication fourni par les professionnels à la crise du disque. Alors ? *« Entre-temps*, explique M. Zelnik, *l'Angleterre s'était tout simplement dotée d'un système moderne et spécialisé dans la distribution de la musique. »* Et d'opposer les 12 000 mètres carrés de surface commerciale consacrée à Londres à la musique aux 3 000 mètres carrés réservés à Paris au même usage ; les 2 000 disquaires indépendants recensés en France en 1973 aux 300 survivants comptabilisés en 1987, et parmi lesquels une soixantaine de Parisiens...

Un retard que le Mégastore se promet de remplir. Et, quoi qu'en dise M. Patrick Zelnick, qui se promet d'élargir la demande, le match avec la FNAC (qui occupe 46,5 % du marché) ne fait que commencer...

**ANNICK COJEAN.**

★ Mégastore, 52-60, Champs-Elysées. Tél. : 40-74-06-48. Ouvert tous les jours sauf le dimanche de 10 heures à 24 heures.

## Un nouveau label classique

Pourquoi, lorsqu'on aligne à son catalogue Genesis, Peter Gabriel, Mike Oldfield, Julien Clerc, Renaud (premier vendeur de disques sur le territoire, toutes catégories), décide-t-on de se lancer dans la production classique – à perte, forcément à perte ?

C'est que cette danseuse-là, onéreuse, prestigieuse, une « vraie » maison de disque se doit de se la payer. Richard Branson, qui n'en est pas à une petite ardoise près, n'a donc pu y résister.

Virgin-Classics, un « logo » délicatement coloré de vert pomme et de bleu ciel, orne ainsi désormais un peu plus d'une vingtaine de galettes brillantes, produites de l'autre côté du Channel. Leur lieu d'origine ne saurait être ignoré : le fleuron de cette amorce de collection est un opéra inédit *(Paul Bunyan)* du très british Britten. Tippett, Walton sont aussi à l'honneur ainsi que, dans un répertoire plus classiquement déployé de Beethoven à Mahler, des interprètes ou formations britanniques (Colin Davis, John Mackerras, les quatuors Domus et Endellion, Yehudi Menuhin bientôt).

Pour diriger Virgin-Classics à Londres, Simon Foster a été débauché de son poste de manager chez EMI. Avec la mission – quelques titres le signalent déjà – de ne pas s'en tenir à une production aux couleurs nationales : Mikhail Pletnev, le pianiste soviétique qui monte, a signé pour un *Premier Concerto*, de Rachmaninov, et Dimitry Sitkovetsky (on l'entendra ce mois-ci avec l'Ensemble orchestral de Paris) pour les deux concertos pour violon de Prokofiev. Autre quasi-inconnu déjà engagé : le chef finlandais Jukka-Pekka Saraste.

Avec comme objectif environ soixante-dix nouveautés par an (une marque comme Harmonia Mundi n'en édite qu'une quarantaine, mais autant de rééditions), Virgin-Classics n'aurait donc plus qu'à se racheter un fonds de catalogue pour devenir une « vraie » maison de disques classiques (dans ce secteur, depuis l'avénement du CD, les mélomanes achètent maintenant à 80 % des rééditions !). Elle a d'ailleurs implanté des succursales en Allemagne, à New-York, à Paris.

La production proprement française (comme le stock expédié d'Angleterre) passera par les messageries de Pathé-Marconi mais sera défendue chez les disquaires par quinze représentants particuliers. Le premier bébé Virgin français sera en janvier les *Leçons de ténèbres*, de Michel Lambert. Suivront en décembre un disque de mélodies par Rachel Yakar. On applaudira au contrat signé avec le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France et son chef en titre Marek Janowski. On s'étonnera peut-être de les voir enregistrer en priorité, comme s'il en manquait au catalogue, plusieurs symphonies de Bruckner (peut-être une intégrale) et la *Troisième* de Mahler. La politique discographique des orchestres français est décidément impénétrable.

**ANNE REY.**

*Armin Jordan et l'Ensemble orchestral de Paris*

## Maturation parfaite

*La main pacifiante et implacable d'Armin Jordan pour un Haydn et un Mozart rayonnants comme au premier jour.*

L'Ensemble orchestral de Paris, qui fête ses dix ans, a le vent en poupe, sous la direction de son « chef invité privilégié », Armin Jordan. Sonorités pimpantes, phrasés lumineux, vigueur, plénitude absolue, dans la *Symphonie le soir*, de Haydn. Un mariage idéal.

Et le prince Esterhazy devait être ravi, en 1761, de présenter à ses invités un nouveau maître de musique aussi brillant, subtil et futé, qui leur offrait cette belle sérénade italienne de l'andante (où Christian Crenne et Paul Boufil rivalisaient de tendresse), ce menuet très digne, qui plaisante en riant sous cape dans le grave, et l'éblouissante *Tempesta*, où la flûte de Clara Novakova (une nouvelle venue) et le violon de Crenne voletaient comme des papillons affolés au milieu des nuages noirs de l'ouragan.

Et puis ce fut la *Messe en ut mineur* de Mozart, inachevée (celle du vœu pour la guérison de Constance). Jordan mène chaque solo, chaque phrase instrumentale ou vocale, jusqu'à sa maturation parfaite ou son explosion comme bourgeons au printemps.

Les voix des femmes semblaient jaillir de sa main, le rossignol rayonnant, sans ombre, d'Audrey Michael, le mezzo voilé, mystérieux, suppliant, de Bernarda Fink ; deux chanteurs d'une vitalité heureuse complétaient le quatuor (Christophe Homberger et Jean-Philippe Courtis), tandis que le Chœur Vittoria d'Ile-de-France, moins homogène sans doute que l'Ensemble orchestral de Paris et à la diction parfois assez floue, manifestait le même enthousiasme.

**JACQUES LONCHAMPT.**

★ Prochain concert de l'EOP avec Armin Jordan, le 8 novembre : *Symphonie n° 40*, de Mozart, et *Sérénade du « Banquet » de Platon*, de L. Bernstein (soliste : le violoniste Dimitry Sitkovetzky), salle Pleyel.

*Gilbert Bécaud à l'Olympia*

## L'énergie du bateleur

*A soixante ans passés, et en pleine forme, Bécaud revisite trente-quatre années de chansons.*

Première idole des jeunes et premier chanteur français pour qui des spectateurs ont cassé des fauteuils au milieu des années 50, premier auteur de chansons à briser la structure traditionnelle couplet-refrain-couplet, Gilbert Bécaud recherche constamment le rapport avec le public, la conversation qu'il tient sur scène jour après jour, entre 20 h 30 et 22 h 30, lui si possessif, angoissé, rassurant et heureux. A chaque fois, on est étonné par l'état de grâce d'un interprète qui, au contact d'une salle, change de peau et retrouve sa jeunesse.

Sans doute y a-t-il eu des heurts, des brisures dans l'aventure Bécaud : le rendez-vous manqué avec le public de l'Olympia il y a trois ans ; l'échec à Broadway, en 1986, de l'adaptation musicale de *la Vie devant soi* – il a, à présent, un autre projet de comédie musicale avec le même producteur Harold Prince : *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Le chanteur a vite rechargé ses batteries, repris son rôle de bateleur : pendant trente-quatre ans de concerts non stop, il s'est arrêté juste ce qu'il faut pour éviter que sa voix « saigne ». Il se produit aujourd'hui encore, en France et dans le monde, 249 jours sur 365, et il a toujours le trac.

Cette fidélité à une dynamique en recouvre d'autres : fidélité à la même équipe de paroliers composée de Louis Amade, de Maurice Vidalin (disparu il y a deux ans) et de Pierre Delanoë – ce dernier, par exemple, a écrit pour Bécaud sept cent vingt textes ; fidélité aux musiciens qui l'accompagnent depuis des décennies, fidélité à la maison de disques de ses débuts (Pathé-Marconi), fidélité enfin à l'Olympia, le music-hall qui l'a révélé et dans lequel il revient pour la vingt et unième fois.

Pour célébrer l'événement, Gilbert Bécaud a choisi de jouer deux spectacles en alternance, avec, à chaque fois, plus de trente chansons différentes qui ont jalonné son parcours : de *Quand tu danses* et *Mes mains* à *la Vente aux enchères*, *Désirée*, écrite d'abord en langue allemande, et *C'est en septembre*, imaginée en anglais. Chacune de ces chansons, Bécaud la redécouvre comme une pochette surprise et l'exploite avec une précision d'orfèvre. Il est en pleine forme : c'est un régal.

**CLAUDE FLÉOUTER.**

★ Olympia, 20 h 30.

● **Zubin Mehta va quitter le Philharmonique de New-York.** – Le chef Zubin Mehta, patron de l'Orchestre philharmonique de New-York depuis 1978, quittera ses fonctions dans trois ans, à expiration de son contrat. Directeur à vie du Philharmonique d'Israël, le chef d'origine indienne a souhaité *« poursuivre des entreprises artistiques »* libérées des *« tâches administratives »* que lui impose la direction de l'orchestre new-yorkais.

● **Mort de Pietro Annigoni.** – Le peintre italien Pietro Annigoni est décédé le 28 octobre 1988 à Florence. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Il devint célèbre en 1955 en brossant le portrait officiel de la reine d'Angleterre. A l'époque, trois cent mille personnes défilèrent à la Royal Academy où il était exposé.

● **Mort du producteur et acteur John Houseman.** – Celui qui fut l'associé d'Orson Welles à ses débuts est mort, lundi 31 octobre, à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

[Né en Roumanie de père français et de mère britannique, il se lança dans la production théâtrale après avoir perdu sa fortune dans le commerce des céréales. C'est là qu'il rencontra l'auteur de *Citizen Kane*, avec qui il fonda en 1937 le Mercury Theatre. C'est avec lui encore qu'il produisit la célèbre émission radiophonique sur l'arrivées des Martiens, qui devait semer la panique dans une partie des Etats-unis. Par la suite, producteur à la Paramount, il produira des films de qualité comme la *Lettre d'une inconnue*, de Max Ophuls, *les Amants de la nuit*, de Nicholas Ray, *Jules Cesar*, de Mankiewicz, et plusieurs œuvres de Minelli, dont *la Toile d'araignée*. Acteur à ses moments perdu, on vit sa silouhette dans les *Trois jours du Condor* de Sidney Pollack. Il reçu même en 1973 un oscar du meilleur second rôle pour sa composition d'un professeur de Harvard dans *The Paper Chase*, de James Bridges.]

● **Mort d'Alfred Pellan.** – Le peintre Alfred Pellan est mort, lundi 31 octobre, à son domicile de Laval (Québec). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Premier boursier de la province du Québec, il séjourna à Paris dans les années 30. Il y découvrit l'art moderne à travers ses rencontres avec des artistes, comme Picasso ou Miro.

## ARCHITECTURE

*Deux expositions sur Alvar Aalto à Paris*

# Le silencieux bavard

*Deux expositions, au Centre Pompidou et à l'Ecole des beaux-arts, présentent simultanément l'œuvre du Finlandais Alvar Aalto, l'un des plus grands architectes de ce siècle, et l'un des moins connus du public. Ce sera sans doute l'occasion d'une réflexion sur la culture architecturale en France.*

*« Ce que dit un architecte est sans aucune importance. Ce qui compte, c'est ce qu'il fait. »* Ou encore : *« Les architectes (...) s'adonnent, de manière inadmissible, à des extravagances verbales. En réalité, il n'existe qu'une seule véritable possibilité pour nous de théoriser, c'est de fournir des exemples concrets. »*

Le responsable de ces déclarations, Alvar Aalto, aura si bien respecté sa propre consigne de discrétion qu'il n'a pas fait école auprès de ses collègues, bavards impénitents pour la plupart d'entre eux. Mais en outre, le silence d'Aalto aura sans doute empêché que son œuvre soit connue dans le monde comme elle aurait dû l'être, c'est-à-dire comme l'œuvre d'un des quatre plus grands architectes de ce siècle, les autres étant, comme chacun sait, Le Corbusier, Mies Van der Rohe et Wright.

En France, cette méconnaissance d'Aalto s'est établie sur le sol le plus fertile qui soit, c'est-à-dire une prodigieuse inculture. Sans faire intervenir les sondages, on prendra la mesure de cette inculture grâce au jeu de société le plus simple qui soit demandez à vos amis, à vos proches, vos voisins de comptoir ou encore à vous-même, de citer quelques noms d'architectes, même s'ils n'en connaissent pas le travail. Le Corbusier est normalement le seul nom retenu.

En grattant un peu, vous ferez peut-être surgir Bofill et Nouvel et, attendez... oui, là le nom de ce Japonais (sic) qui a construit la pyramide du Louvre. On gagne presque à tous les coups avec les élus municipaux qui ajoutent tout de même la mention d'un architecte local avec lequel ils ont les meilleures raisons du monde de rester en affaire. Ces mêmes Français seraient très courroucés si leurs enfants ne connaissaient comme écrivains que Camus, Duras, ou Sienkiewicz : Corbu, Nouvel et Bofill...

Dans un tel contexte, quelle trace laisseront les deux expositions qui, au Centre Pompidou et à l'Ecole des beaux-arts, s'efforcent, chacune à sa manière, de nous restituer la carrière et l'œuvre d'Aalto ? Ou de manière plus élémentaire, comment rendre ici compte de ces expositions – dont l'équivalent littéraire serait un hommage à Proust, à Joyce ou à Borges – sans feindre de supposer acquis un minimum de connaissances, un plus petit dénominateur culturel commun sans lequel il n'y a pas d'échange possible.

### Une œuvre posthume

Nous savons donc tous qu'Alvar Aalto était finlandais. Nous savons en gros qu'il est mort il y a quelques années, qu'il a donc été le contemporain, le témoin et l'acteur du mouvement moderne. Nous nous doutons bien qu'il n'a pas trop construit en France, sans quoi ça se saurait, pensons-nous. Peut-être même savons-nous, si nous y sommes passés, que le nouvel Opéra d'Essen vient d'ouvrir en Allemagne, et nous sommes heureux d'apprendre aujourd'hui qu'il est l'œuvre posthume (et controversée) d'Aalto.

Entre les deux expositions, nous aurons l'occasion d'approfondir ces connaissances : Alvar Aalto (1898-1976) connaît une première période « nationale romantique » ou, pour faire plus simple néoclassique, avant de passer avec armes et bagages dans le camp des modernes à la fin des années 20.

C'est là que les choses se compliquent. Tout en intégrant en effet l'ensemble des objectifs fonctionnalistes, il préserve toute la complexité, c'est-à-dire toute la dimension humaine de l'architecture : *« Dans presque toutes les tâches formelles*, disait-il (car il lui arrivait tout de même de parler), *il y a des dizaines, souvent des centaines, parfois des milliers d'éléments contradictoires qui ne peuvent être harmonisés que par la volonté humaine. Cette harmonie ne peut être réalisée par d'autres moyens que ceux de l'art. Les éléments techniques et mécaniques ne prennent leur valeur définitive que de cette manière. » « Notre objectif*, allait-il préciser ailleurs, *devrait être de réaliser des choses simples, bonnes, naturelles, des choses qui soient en harmonie avec l'être humain et organiquement à la mesure du petit homme de la rue. »*

Voilà pour la théorie, qu'en est-il de l'œuvre ? Comme toutes les grandes œuvres d'architecture, celle d'Aalto échappe à la représentation : la photographie, la maquette, le dessin sont des pis-aller qui éludent l'espace, l'usage, le climat, même s'ils livrent un fort lot de secrets sur les détails, les matières, la lumière. De la même manière, le commentaire ne peut être que réducteur, à mois d'être lyrique. Il faut donc aller au Centre Pompidou et aux Beaux-Arts pour préparer une indispensable visite en Finlande (Aalto « vaut le voyage » comme dirait Michelin) visite qui prévoira un nécessaire crochet par l'église de Riola-di-Vergato, en Italie.

Les deux expositions n'ont manifestement pas été coordonnées. Celle du Centre de création industrielle, accompagnée d'une remarquable monographie, a l'avantage de présenter des dessins originaux, mais surtout, elle restitue le travail, la pensée, l'humanité de l'architecte. Celle des Beaux-Arts, fatiguée d'avoir été déjà montrée dans une trentaine d'autres villes est plus platement encyclopédique, mais assez exhaustive.

L'une et l'autre présentent des meubles d'Aalto – car l'homme a été également un maître du design – mais il n'est pas sûr que ces objets « en chair et en os » facilitent la compréhension d'une architecture qu'ils étaient censés accompagner et dont ils brouillent l'échelle.

**FRÉDÉRIC EDELMANN.**

★ *Alvar Aalto. Du romantisme national à l'architecte moderne*, salle d'exposition du CCI, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 23 janvier. L'exposition est accompagnée d'un volume de la collection « Monographies », *Alvar Aalto, de l'œuvre aux écrits*, 190 p. 270 F. *Alvar Aalto 1898-1976, architecture et design*, Ecole nationale des Beaux-Arts, jusqu'au 18 décembre. L'exposition a été réalisée par le Musée d'architecture de Finlande. Catalogue, 170 p., 100 F.

# Culture

## THÉÂTRE

*Marivaux au Campagnol et à Sceaux*

### Chaud et froid

*Le Théâtre du Campagnol a fêté le tricentenaire de la naissance de Marivaux en proposant l'intégrale de ses pièces en un acte. A Sceaux, Laurence Février met en scène* la Dispute.

Il n'y a pas vraiment de troupe permanente au Théâtre du Campagnol, le centre dramatique national de la banlieue sud de Paris, mais une famille de comédiens fidèles, spectacle après spectacle – du *Bal* au *Chat botté*, réunis par le plaisir du jeu collectif. Par le plaisir encore de la rencontre avec ce public que le Campagnol a su attirer dans sa « piscine » rénovée.

Jean-Claude Penchenat, le directeur du Campagnol, est un ancien du Théâtre du Soleil. Ça laisse des traces, forcément. Il ne craint pas les paris. Ainsi sur quinze soirs, le Campagnol a proposé l'*intégrale* des pièces en un acte de Marivaux, à l'occasion du tricentenaire de sa naissance. Un hommage tonique et sans afféterie.

*Jean-Claude Penchenat a mis en* scène cinq pièces, a dirigé quelques lectures et a confié les autres à des comédiens de la troupe ou à des invités extérieurs. « *Si je n'avais pas déjà une vieille fréquentation de Marivaux et une expérience de la mise en scène lyrique, jamais je ne me serais lancé dans cette aventure*, dit-il. *Mais Marivaux était monté ainsi, rapidement, par les comédiens italiens. Cela m'a permis de découvrir un des mécanismes de son écriture : pour faciliter la mémorisation, chaque réplique contient un mot qui appelle le réplique suivante. Ce travail m'a également convaincu que* la Provinciale – *dont la paternité passait pour douteuse – était bien de Marivaux.* »

Ils sont trente, comédiens familiers du Campagnol ou hôtes de passage (Francesca Solleville, Marie Déa, Vera Feyder), à avoir endossé chacun une dizaine de rôles, renouant ainsi avec l'alternance et ce qu'on nomme le principe de l'emploi. Il y eut les Lisette, les Arlequin, les Sylvia. Le théâtre de Marivaux est une véritable comédie humaine, comédie des cœurs et du pouvoir – que les lycéens ont écouté avec attention.

Les lycéens, en revanche, étaient plus chahuteurs, aux Gémeaux, le centre d'action culturelle de Sceaux où Laurence Février a créé *la Dispute*. Sa mise en scène est sombre, il est vrai, plus solennelle et froide. Le décor, la musique, le jeu même des acteurs, tout concourt à entretenir un malaise. D'énormes caisses de bois – comme on en voit dans les entrepôts – s'ouvrent pour dévoiler les quatre enfants que le roi, avide de sonder les cœurs des hommes et des femmes à l'état de nature, a fait élever à l'écart. Ces caisses, encore, recèlent des pans de nature : forêt, gazon où gazouille une source.

Deux serviteurs, noirs comme chez Patrice Chéreau, ambigus, un peu sadiques, veillent sur ces enfants, tandis que le prince et Hermiane, *impassibles, glaciaux mêmes observent* les premiers jeux de l'amour, de la jalousie et de l'orgueil auxquels se livrent les jeunes gens. Chez eux, tout à *la fois, l'enfance et une sensualité sauvage*. Mais d'innocence, point. Ils sont *désir* à l'état brut et, en écho, leur répondent le désir, la sensualité plus perverse des domestiques et de leurs maîtres (Laurence Février joue elle-même Hermiane aux côtés de Jérôme Chappatte, le prince). Pour finir, alors qu'enfin apparaît le couple de jeunes et purs amants au cœur fidèle, un bruit d'hélicoptère déchire l'espace. L'état de nature serait-il aussi de guerre ?

On ne voit pas très bien où veut en venir Laurence Février. Il est vrai que, si l'on excepte la charmante Eglé de Corinne Darmon, enfantine, délicieusement gorgée d'amour-propre, le jeu des autres comédiens a quelque chose de forcé et de convenu.

**ODILE QUIROT.**

★ Après Sceaux, *la Dispute* part en tournée jusqu'au 17 décembre. Prochaines représentations : le 10 novembre à Mulhouse, le 12 à Belfort, le 15 à Sochaux, les *17, 18* et *19* à Meylan, etc.

*« Chronique des jours souverains » de Gilles Manceron, à la Comédie de Caen*

### La vie et le rite

*Gilles Manceron a adapté* le Fils du ciel, *de Victor Segalen. Le poète y raconte la vie de l'avant-dernier empereur de Chine, poète lui aussi. Jeux de doubles, de miroirs, de rituels et d'histoire que René Loyon met en scène à Caen.*

En 1909, Victor Segalen entreprend la rédaction du *Fils du ciel*. Il y travaillera jusqu'à sa mort en 1919, laissant le roman inachevé. *Le Fils du ciel* ne paraîtra chez Flammarion qu'en 1975. Un « *sujet ridicule d'audace* », écrivait-il à Debussy, depuis Pékin, où il séjourna de longues années, étudiant la statuaire, les monuments funéraires. Dans une note encore, il spécifie : « *Tout cela sera plus vrai que le réel. Prendre la Chine et la tordre à mon gré.* »

Gilles Manceron, grand voyageur lui aussi, petit-fils d'Henry Manceron, qui entretint avec Segalen une correspondance (publiée en 1985 aux éditions du Seuil), a pris, avec l'œuvre de Segalen, la même liberté. Il l'a adaptée sous le titre *Chronique des jours souverains*, l'a envoyée au comité de lecture de Chaillot. René Loyon l'a aimée.

L'adaptation a le mérite de la clarté. Elle ne comporte qu'une dizaine de personnages : l'empereur-poète Kouang-Siu, sa mère, la princesse dont il est amoureux, et, outre quelques eunuques, trois personnages masculins, *des hommes d'âge mûr*, rompus aux intrigues et aux jeux du pouvoir. Il y a aussi ce très beau personnage inventé par Segalen, le sosie de l'empereur, double muet, homme objet.

En juin dernier, René Loyon a voyagé en Chine. Il a mis en scène, avec la troupe du Syndicat des ouvriers de Pékin, *Tous contre tous*, d'Adamov. Mais tout comme Segalen racontant la vie et la mort de Kouang-Siu avait évité l'exotisme, sa mise en scène de *Chronique des jours souverains* évite la fascination bon marché de l'Orient. C'est le destin d'un homme, empereur poète, partagé entre la vie et le rite, la volonté de réforme et le terrible poids d'un éternel recommencement, qu'il veut nous raconter.

Le décor (Isabelle Rousseau) est unique, sobre : un plateau de bois sombre incliné et quelques accessoires, arbres aux rares feuilles vertes, traînées de tissu orange. A l'écart, un pianiste chinois (Daniel Tjong), vêtu d'un frac noir, joue des mélodies de Debussy : notes fluides et douces, teintées de nostalgie, de temps enfui, tout en contraste avec le hiératisme de la mise en scène.

René Loyon a su faire palpiter, sous le poids du rituel, la beauté d'un poème trempé dans le sang de l'histoire et la *fragilité, la révolte, d'une sensibilité*. Mais la force poétique du texte, l'épure de la mise en scène ne parviennent pas à donner vie à des personnages de théâtre. *Ils restent juxtaposés*, figés, comme des silhouettes sur une toile peinte. La découpe est nette, honorable : *Chronique des jours souverains*, livre d'images intérieures, nous met simplement en appétit du livre, le vrai.

**ODILE QUIROT.**

★ Comédie de Caen (tél. : 31-93-43-96), *du 2 au 10 novembre*. Puis en tournée (Rouen, Sartrouville, Vire, Saint-Lô, Alençon, Evreux (jusqu'au 10 décembre).

## CINÉMA

*« A bout de course », de Sidney Lumet*

### Courage, fuyons

*Un film tendre sur les anciens combattants de la contestation américaine des années 70. Ça ne rajeunit personne...*

*C'est une famille américaine* extrêmement sympathique. D'une très haute moralité. Pleine de chaleur humaine, d'humour, de gentillesse. *Ils vivent pourtant* comme des gangsters en cavale, dès qu'une limousine sombre chargée des Dupond et Dupont du FBI avec leurs talkies-walkies se pointe dans le quartier, ils lèvent le camp, changent de couleur de cheveux, de nom, de ville, de métier.

Les Pope, dans les années 70, étaient des « radicaux », des gauchos écolos. Faisant sauter un labo où mijotait le napalm destiné à arroser le Vietnam, ils avaient grièvement blessé un gardien de nuit. Depuis, les Pope fuient, avec leurs deux gamins. Le cadet, ce gigantesque jeu de piste qu'est sa vie, ça le ferait plutôt marrer. Pas l'aîné.

L'aîné, dix-sept ans, lui, il veut s'arrêter, prendre racines, entrer à la Juilliard School, tomber amoureux en paix de la fille de son professeur de musique. Il y parviendra en « abandonnant » ses adorables parents fugueurs, en les laissant une fois de plus reprendre la route...

Cette histoire désenchantée où survivent d'anciens combattants paumés d'une cause qui fut bonne, *Sidney Lumet la raconte* avec la tendresse d'un vieux militant désormais sans illusions. Son histoire, d'ailleurs, il n'y croit pas *tellement, elle* est peu crédible. Mais il croit en ses personnages, il les aime, il nous les fait aimer avec sa merveilleuse habileté de vétéran.

Evitant de trop théâtraliser, ce qui est souvent son petit travers, évitant de trop plaider, ce qui est son moindre défaut, l'e réalisateur de *Douze hommes en colère*, dit seulement que l'Amérique est vieille, et que lui-même ne se sent pas très bien. *Il le dit* avec beaucoup de douceur, e sensibilité. Bien sûr on le préfère plus rageur, lancé dans la jungle des mégapoles, surtout la sienne, New-York. Mais enfin, Sidney Lumet a bien le droit d'avoir des attendrissements, des nostalgies. Il a bien le droit d'essayer de nous les faire partager.

Il y parvient presque dans ce film modeste produit par Griffin Dunne (la vedette de *After Hours* de Martin Scorcese) et photographié par Gerry Fisher, qui fut le chef opérateur favori de *Joseph* Losey et qui nimbe les routes, les bois, les maisons de briques des villes *étapes de la famille Pope* d'une lumière idyllique.

Les interprètes y sont aussi pour beaucoup. On les sent fervents, motivés. Judd Hirsh (le père), Christie Lahti (la mère), *et surtout River Phoenix, qui joue* l'adolescent. Remarqué dans *Explorers* et *Mosquito Coast*, il nous avait déjà tiré des larmes dans *Stand by me*, de Bob Reiner. Il récidive ici. Avec un charme fou.

**D. H.**


River Phoenix dans « A bout de course »

*« La Maison de jade », de Nadine Trintignant*

### Des ans, l'irréparable...

1° Madeleine Chapsal a été quittée par son jeune amant. Ce n'est pas un scoop, de ce chagrin intime elle a tiré un best-seller.

2° Nadine Trintignant, pour faire du cinéma, a besoin de s'atteler à des histoires vraies. A des drames « qui n'arrivent pas qu'aux *autres* »...

Jusque-là, il n'y a pas de mal. Hélas, les deux passionaria de la réalité se sont trouvées et cela a donné un film.

Donc Jeanne (Jacqueline Bisset), qui nous fait savoir très vite qu'elle ne peut être mère, rencontre Bernard (Vincent Perez), qui a quinze ans de moins qu'elle et un petit air exalté délicieusement dostoïevskien.

Ils font l'amour en plein jour dans un train (mais que fait donc le *contrôleur ?*), *il lui demande sa* main tandis qu'ils mangent des spaghettis (bon, ça, c'est la vie comme elle est). Jeanne est folle d'amour et de bonheur, *malgré les regards* lourds des proches qui devraient l'alerter. Et malgré les effluves musicaux qui la préviennent comme à Guignol de ce qui va arriver : avec Sarde, ça barde ; avec Schubert, on désespère...

Tout ce petit monde vit place des Vosges ou dans l'île Saint-Louis, si ça ne console pas, ça aide... Enfin, non, ce qui aide, lorque le jeune homme très mufle aura largué la malheureuse (« *Désolé ma vieille, je veux des enfants* »), c'est l'écriture ! Bien sûr.

Nadine Trintignant, méconnaissable dans ce film aussi stérile que son héroïne, met en images une passion d'une normalité affligeante avec l'application d'une élève peu douée de Claude Sautet (pluie sur pavés, maisons d'enfance, gros plan de fox-terrier compatissant). Le jeune Vincent Perez est très content de lui, on se demande pourquoi. Quant à Jacqueline Bisset, elle pleure beaucoup. C'est *mauvais* pour ses très beaux yeux bleus.

Aux dernières nouvelles, Madeleine Chapsal a publié un nouveau roman. Où elle raconte l'histoire de *la Maison de jade*, le film adapté de sa propre histoire. Histoire, faut-il le *rappeler*, qu'elle a *racontée dans la Maison de jade*, le livre. Pourvu qu'aucun metteur en scène ne s'avise de penser : « *C'est peut-être un bon sujet, ça...* »

**DANIÈLE HEYMANN.**

### Une rétrospective Fassbinder

En collaboration avec la Cinémathèque française, *les Cahiers du cinéma* et MK2, le Goethe Institut organise, du 7 au 21 novembre, un cycle Fassbinder presque intégral, puisque manqueront seulement *Femmes à New-York*, *Huit heures ne font pas un jour*, et le monument : *Berlin Alexander Platz*.

Les œuvres pour la télévision sont projetées à 18 h 30 au Goethe Institut, qui organise le 18 novembre, de 10 heures à 18 heures, une table ronde qui réunira notamment le critique Jacques Grant, le comédien Harry Baeer et Juliane Lorenz, monteuse du cinéaste allemand.

Les longs métrages, dont la majeure partie reste à découvrir, sont au programme de la Cinémathèque française du 16 novembre au 18 décembre à 21 heures (le dimanche à 15 heures) et au 14 Juillet-Parnasse.

Rainer Fassbinder a donné son élan au cinéma allemand des années 70. Il a dit le désarroi, la colère, la lucidité suicidaire de sa génération. Il est mort en 1982 à trente-six ans.

★ Renseignements : 47-23-61-21.

# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

MÉFIE-TOI, MA FILLE. Au Bec Fin (42-96-29-35), 22 h.

TITANIC CABARET. Cave du Cloître (43-25-19-92), 18 h 30.

BENZO BLUES. Point Virgule (42-78-67-03), 18 h 30.

LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT, L'ÉPREUVE. Les Déchargeurs (42-36-00-02), 21 h.

LA TÉNÈBRE. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80), 20 h 30.

LES ESTIVANTS. Théâtre de l'Ombre qui roule (43-26-29-61), 20 h 30.

ARMISTICE AU PONT DE GRENELLE. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48), 19 h.

GEORGE DANDIN. Champigny-sur-Marne. Centre Gérard-Philipe (48-80-90-90), 21 h.

HERODIAS. Gennevilliers. Salle Youri-Gagarine (47-90-35-07), 20 h 45.

LE BOUC. La Courneuve. Centre Jean-Houdremont (48-36-54-10), 20 h 45.

TONTON ARTHUR. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80).

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Butoir : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◊ Martyr : 20 h 45.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ◊ Le Timide au palais : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◊ Ariane ou l'Age d'or : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. ◊ Souvenirs assassins : 20 h 30. Salle Louis Jouvet. ◊ Simplement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 20 h 30.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ◊ Notes en duo : 20 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). ◊ Zone : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Augmentation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Trakinia! : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle II. Le Bal de N'Dinga : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). ◊ La Poix : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Passion Marionnettes géantes : 15 h et 20 h 30. La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30. La Resserre. Henry Brûlard : ma vie : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ◊ Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Le Legs suivi par le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). ◊ Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA-GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross : 21 h.

ELDORADO (42-49-60-27). ◊ Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Anciennes Odeurs : 19 h. Voyance : 21 h. Salle II. Paroles d'or : 18 h 30. L'Annonce de Matthiah : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). ◊ Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Aiguilleurs) : 21 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). ◊ Le Merle blanc : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 18 h 45. Le Festival de Cuculson : 20 h 30. Le Complexe de Job : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Tokyo : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Paris-Nord, attractions pour noces et banquets : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). ◊ Les Armoires : 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Métamorphoses d'une mélodie : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). ◊ Et si on faisait le noir juste une minute ? : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Aérolites : 18 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◊ Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Foire d'empoigne : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◊ Le Paris d'Aragon : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Monte-Plats : 18 h 30. ◊ Monologues de Jean Cocteau : 20 h 30.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). ◊ Paris accordéon, Fêtes d'automne du Ve arrondissement : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). ◊ Le Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Retours : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). ◊ Toile de fond : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. Les Vamps : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). L'éléphant est tombé : 21 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). ◊ Premières Fiançailles de Franz K. : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. "Le plus heureux des trois : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Dorothée : 20 h 45.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). ◊ Le Lavoir : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30.

SQUARE RÉJANE (SOUS DEUX CHAPITEAUX) (43-79-90-90). Baroque II : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Arturo Ui : 19 h.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). ◊ Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◊ Marius : 20 h 30. ◊ La Pièce montée : 22 h. Salle II. ◊ L'Ecume des jours : 20 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Cage, d'après Communication à une académie : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu m'aimes combien ? : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. Sophonisbe : 20 h 30.

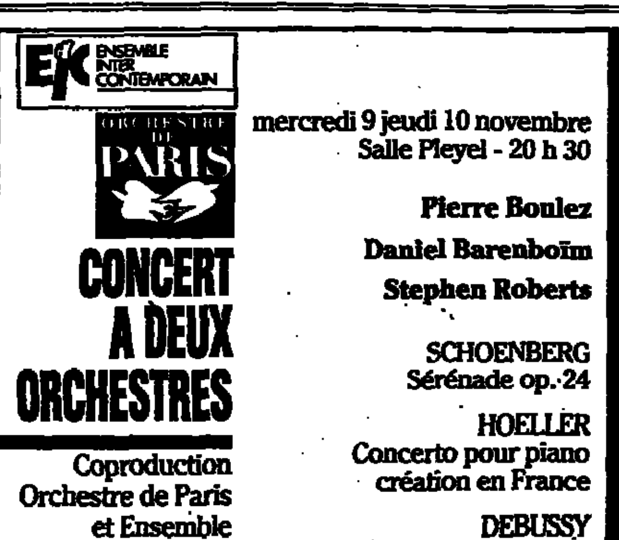
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Réveille-toi, Philadelphie : 20 h 30. Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30. M.I.T. Femme à la porte cochère : 18 h 30. Petite salle. Lettres d'une religieuse portugaise : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélémy : 19 h. Hélas, tant mieux ! : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). ◊ Identités : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.




## Jeudi 3 novembre

### Les concerts

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE. Le Debuché de Paris, 20 h 30, Pierre Pincemaille (orgue). Trompes de chasse. Téléphone location : 42-62-40-65.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Chine, 20 h 30. Huit musiciens issus des minorités musulmanes du nord de la Chine.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). 20 000 lieues sous les mers, 21 h. Adaptation du roman de Jules Verne par la Péniche Opéra et Un drame musical instantané. Mise en scène Mireille Laroche. Avec B. Vitet, F. Gorge, J.-J. Birgé. Chor. Laïla Card.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets français. 21 h. Dir. Jean-François Gonzales. Avec Mari Yasuda, Anne Chaumeborg. Œuvres de Vivaldi, Haendel, Schubert.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre de Paris, ensemble Inter Contemporain, 20 h 30. Dir. Pierre Boulez. Daniel Barenboïm (dir., piano). Œuvres de Schönberg, Berio, Debussy. Le concert du ven. est dédié à la mémoire de Charles Munch. Téléphone location : 45-63-07-93.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Quatuor Alban Berg. 20 h 30. Œuvres de Beethoven.

### Opéras

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne, 14 h 30. Opérette viennoise, en deux actes, de Francis Lopez. Avec Mathé Altery, Tony Gama (ténor). F. Linel, J. Andrieu, A. Boulme, M. Mayon. Chor. Martine Bozzoni avec les ballets tzigane et classique et le grand orchestre de l'Eldorado, dir. Guy Motta.

## cinéma

### La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Carambolages (1963), de Marcel Bluwal, 16 h ; le Procès d'Oscar Wilde (1960, v.o.), de Ken Hughes, 19 h ; la Cinémathèque de la danse présente : Hommage à Tatsumi Hijikata, Paysages du vent (1976-1986, v.o.s.t.f.), de Keiya Ouchida, 21 h 15.

CENTRE POMPIDOU
GRAND FOYER

Vidéodanse : 200 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Le Cinéma français des années cinquante : la Grande Vie (1950), de Henri Schneider, 14 h 30 ; Lucrèce Borgia (1953), de Christian-Jaque, 17 h 30 ; Porte des Lilas (1957), de René Clair, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Paris-Jazz à la vidéothèque de Paris : Journée internationale de vidéo-jazz : Meredith d'Ambrosio (1988), d'Olivier Léguillon, Wynton Marsalis et Dizzie Gillespie (1984) ; A Colourful Companionship (1988), de J. Horne, M. Thomte, T. Veghiem, 14 h 30 ; le Deuxième Jour (1988) de Robert Cahen ; Gil Evans et l'orchestre Lumière (1987), de Frank Cassenti ; 16 h 30 ; Randy à Tanger (1988) de Luc-Michel Hannaux, 17 h 30 ; The Legacy of Lester Young (1987), de Johnny Griffin, Joe Henderson, 19 h 30 ; Daniel Humair All Stars (1987), de Frank Cassenti, Sept Solos (1984), de Guy Girard, Helen Merrill, Gil Evans (1987) ; Kirk Lightsey and Friends (1986), de György Karparti, 20 h 30.

### Exclusivités

A BOUT DE COURSE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

ALTAZOR OU LE VOYAGE EN PARACHUTE (Fr., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'AMATEUR (Pol., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BIG (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE COMPLOT (Fr., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CROCODILE DUNDEE II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DEMAIN C'ÉTAIT LA GUERRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ETUDIANTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

FRANTIC (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA GUERRE DES TUQUES (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE HASARD (Pol., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MALAVENTURA (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LES MODERNES (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MON AMI LE TRAITRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ONIMARU (Jap., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

L'OURS (Fr.-All.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PETITE REVANCHE (vénézuelien, v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

PRISONNIÈRES (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RAMBO III (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RAMI ET JULIET (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE REPAS DU DRAGON (All., v.o.) Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES RUES DE MON ENFANCE (Dan. v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) Studio 43, 9e (47-70-63-40).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SANS FIN (Pol., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

STORMY MONDAY (Brit.-A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

TERRE SACRÉE (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

### LES FILMS NOUVEAUX

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL. Film américain de Taylor Hackford, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

CLASSIFIED PEOPLE. Film français de Yolande Zauberman, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA COULEUR DU VENT. Film français de Pierre Granier-Deferre : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA MAISON DE JADE. Film français de Nadine Trintignant : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PELLE LE CONQUÉRANT. Film danois de Bille August, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).



## PARIS EN VISITES

VENDREDI 4 NOVEMBRE

« Les années de jeunesse de Cézanne », 12 h 50, parvis du Musée d'Orsay, à l'éléphant (Mme Cazes).

« Hôtels et cours de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« La rue Saint-Denis, de Saint-Leu à la tour Saint-Jacques », 14 h 30, métro Etienne Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« L'église Saint-Sulpice et ses sous-sols », 14 h 30, entrée (Ars conférences).

« Le symbolisme », 15 heures, hall du Petit Palais (Approche de l'art).

« Autour du nom de Dürer », 15 heures, 14, rue Bonaparte (I. Hauller).

« Hôtel Lauzun et île Saint-Louis », 15 heures, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« L'Arsenal », 15 heures, entrée de la bibliothèque, sur la place (Paris et son histoire).

« La pyramide illuminée dans l'aménagement du Grand Louvre », 17 heures, métro Tuileries (C.-A. Messer).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Orsay et ses collections », 13 h 30, hall d'accueil.

« Souvenirs du Carmel et de l'Hôtel-Dieu au Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis », 14 h 45, 22 *bis*, rue Gabriel-Péri.

« La porcelaine en Europe », 15 heures, hall d'entrée du Musée de Sèvres.

## CONFÉRENCES

22, rue de Naples, 14 h 30 : « Vie quotidienne en Egypte d'après la peinture des tombeaux » (Approche de l'art).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Nous appartenons à la terre, la terre ne nous appartient pas. Vision écologique de notre place sur la terre », par Yves Machelard (L'homme et la connaissance).

91, rue de Seine, 20 h 30 : « La France et l'avenir de l'Europe. Lecture des évènements politiques à partir des nœuds héliocentriques », par G. de Rivas (L'Espace bleu).

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 3 novembre

### TF 1

**20.40 Série noire : Le funiculaire des anges.** De Roger Gillioz, d'après le roman de Verne Chute, avec Bernard Rosselli, *Gabrielle Lazure.* **22.15 Cinéma : Archimède le clochard** □ Film français de Gilles Grangier (1958). Avec Jean Gabin, Darry Cowl, Bernard Blier, Julien Carette (N.). **23.35 Journal et Météo. 23.55 Téléfilm : L'oreille. 1.40 Feuilleton : Symphorien. 2.05 Documentaire : La pirogue. 3.00 Documentaire : Histoires naturelles. 3.50 Musique. 4.15 Documentaire : Histoires naturelles.**

### A 2

**20.35 Cinéma : Bons baisers de Hongkong** ■ Film français d'Yvan Chiffre (1975). Avec les Charlots. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Magazine : Edition spéciale.** Présenté par Claude Sérillon. Thème : « Le marché de la mort ». **23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

### FR 3

▶ **20.30 Téléfilm : Un coupable.** De Roger Hanin, avec Michel Piccoli, Hammou Graia, Nadia Samir, Claude Piéplu. **22.00 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 22.15 Journal et Météo. 22.40 Magazine : Océaniques.** Cannibal tours. De Dennis O'Rourke. **23.45 Magazine : Golfimage. 0.10 Musiques, musique.** Spécial Quatuor Enesco : Quatuor opus 74 (adagio), de Beethoven. **0.25 Cinq minutes pour convaincre** (rediff.). **0.30 Magazine médical : STV** (rediff.). Émission cryptée.



### CANAL PLUS

**20.30 Cinéma : Down by law** ■ Film américain de Jim Jarmusch (1985). Avec Tom Waits, John Lurie, Roberto Benigni. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : les Chiens de paille** ■ Film américain de Sam Peckinpah (1971). Avec Dustin Hoffman, Susan George, Peter Vaughan (v.o.). **0.10 Cinéma : les Derniers Jours de Pompéi** □ Film italo-germano-espagnol de Mario Bonnard (1959). Avec Steve Reeves, Cristina Kauffman, Barbara Carroll. **1.40 Série : Palace.**

### LA 5

**20.30 Cinéma : la Fièvre au corps.** Film américain de Lawrence Kasdan (1981). Avec William Hurt, Kathleen Turner. **22.35 Cinéma : Tendres cousines** □ Film français de David Hamilton (1980). Avec Catherine Rouvel. **0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.10 La fortune des Rougon** (rediff.). **2.10 Le temps des as** (rediff.). **3.10 Journal de la nuit. 3.15 Série : Michel Vaillant. 3.40 Seule à Paris** (rediff.). **3.53 Voisin, voisine** (rediff.). **4.50 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.45 Musique : Aria de rêve.**

### M 6

**20.35 Cinéma : Comment draguer toutes les filles** □ Film français de Michel Vocoret (1981). Avec Charlotte Walior. *22.10 Série : Le Saint.* **23.00 Journal. 23.15 Magazine : Le glaive et la balance.** De Charles Villeneuve. L'affaire du massacre d'Auriol. **23.45 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.30 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Les Mohicans de Paris.** (4e épisode). **2.45 Le dessous du ciel** (4e épisode). **3.00 Le glaive et la balance** (rediff.). **3.25 Destination santé** (rediff.). **4.15 Le glaive et la balance** (rediff.). **4.40 Documentaire : Le monde sauvage. 5.05 Les Mohicans de Paris** (rediff.). **5.20 Le dessous du ciel** (rediff.). **5.35 Musique : Boulevard des clips.**

### FRANCE-CULTURE

**20.00 Musique : Le rythme et la raison.** Brian Ferneyough. **20.30 Dramatique.** La dernière innocence, de Jean-René Huguenin. **21.30 Profils perdus.** Lucien Herr. **22.40 Nuits magnétiques.** Personnages des années 50. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Nina Simone, soul diva.

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (donné le 26 mai au Grand Auditorium) : Musique classique de l'Inde du Nord, par Ustad Zia Mohiuddin Dagar et Schrikant Mishra. **22.30 Musique légère.** Nocturne en la majeur pour deux guitares, de Carulli ; Concertino pour cor et orchestre de Walberg ; Deux caprices en forme de valses, de Bonneau. **23.07 Club de la musique contemporaine.** Extrait de La Passion de Gilles, de Boesmans. **0.30 Haydn et ses opéras.**

## Vendredi 4 novembre

### TF 1

**13.40 Feuilleton : Côte ouest. 14.30 Série : Commissaire Moulin. 16.05 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Jeu : Ordinacœur. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série : Chips. 18.40 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bébête show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Avis de recherche.** Émission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Michel Sardou. Variétés : Niagara, Sylvie Maréchal, Elsa, Charlélie Couture, Shona. ▶ **22.35 Magazine : 52' sur la Une.** De Jean Bertolino. Thème : « L'argent du beur », de Thierry Nolin et Sylvie Steinbach. **23.35 Journal et Météo. 23.50 Série : Les envahisseurs. De 0.40 à 6.45 Rediffusions. 0.40 Feuilleton : L'homme à poigne. 1.35 Feuilleton : Symphorien. 2.00 Magazine : 52' sur la Une. 2.50 Documentaire : Histoires naturelles. 4.40 Musique. 5.05 Documentaire : Histoires naturelles.**

### A 2

**13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Magazine : Bonjour la télé. 16.05 Flash d'informations. 16.10 Magazine :** *Du côté de chez* **Fred.** De Frédéric Mitterrand. Thème : « Spécial bals ». **17.10 Flash d'informations. 17.15 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. **18.00 Série : Mac Gyver. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Feuilleton : La belle Anglaise.** De Jacques Besnard, avec Daniel Ceccaldi, Catherine Rich, Pierre Tornade. 5. Le vrai et le faux. **21.35 Apostrophes.** Magazine littéraire de Bernard Pivot. Autour de Gérard Depardieu *(Lettres volées)*, sont invités : Léo Mallet *(la Vache enragée)*, Bernard Lortholary (pour l'édition des œuvres complètes de Georg Buchner), Nathalie Zemon Davis *(Pour sauver sa vie)*, Monique Laurent *(Rodin)*. **22.55 Journal. 23.10 Cinéma : la Beauté du diable** ■ Film franco-italien de René Clair (1949). Avec Michel Simon, Gérard Philipe, Nicole Besnard, Simone Valère (N.). **0.45 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

### FR 3

**13.30 Feuilleton : Allô ! Tu m'aimes ? 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Regards de femme.** Présenté par Aline Pailler, en direct de Toulouse. **14.30 Feuilleton : L'île aux trente cercueils. 15.27 Flash d'informations. 15.30 Magazine : Télé-Caroline.** Présenté par Caroline Tresca. Sommaire : Télécœur ; Attractions ; Top sixties ; Télé chic, télé choc ; Papy, Mamy, Viens faire un tour... billon ; Le jeu de la séduction ; Variétés. **17.00 Flash d'informations. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Dessins animés.** Petit ours brun ; Edouard et ses amis ; Diplodo (Le rayon zombie). **17.15 Série : Tom Sawyer. 17.40 The Muppets show. 18.05 Magazine : Drevet vend la mèche. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, *le journal de la région.* **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.05 Jeu : La classe. 20.20 Dessine-moi l'Europe. 20.25 INC. 20.30 Feuilleton : Tourbillons.** Proposé par Pierre Grimblat et réalisé par Josée Dayan. Avec Fabienne Babe, Johan Leysen. (5e épisode). **21.30 Magazine : Thalassa.** De Georges Pernoud. Une noire vaut deux blanches ; La pêche au caillou à Taha'a. **22.20 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 22.40 Journal et Météo. 23.05 Documentaire : L'épopée de la Croix-Rouge.** De Daniel Costelle. 3. Le retour de la guerre. **0.00 Musiques, musique.** Semaine Quatuor Enesco : Quatuor n° 1 opus 59 (adagio) de Beethoven. **0.15 Espace 3 : Cinq minutes pour convaincre** (rediff.).

### CANAL PLUS

**13.30 Cinéma : la Corde raide** ■■ Film américain de *Richard Tuggle* (1984). Avec Clint Eastwood, Geneviève Bujold, Dan Hedaya. **15.20 Magazine : Tranches de l'art. 15.25 Cinéma : Force G.** ■ Film américain de Barry Brown (1980). Avec David Carradine, Jennifer O'Neill, Joseph Bottoms. **17.10 Série : Max Headroom. 17.35 Cabou cadin.** *Comic strip ; Collège Galaxie ; Le piaf ;* Virgul. **18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **20.05 Football : Les coulisses. 20.30 Football.** Championnat de France : Bordeaux-Monaco. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : le Cri du hibou** ■ Film français de Claude Chabrol (1987). Avec Christophe Malavoy, Mathilda May, Jacques Penot, Jean-Pierre Kalfon. **0.45 Cinéma : Witness** ■■ Film américain de Peter Weir (1984). Avec Harrison Ford, Kelly McGillis, Josef Sommer (v. o.). **2.30 Boxe.** Championnats du monde des super-moyens, des moyens et des super-welters. **6.00 Body building.** Championnat du monde par couple et féminin.

### LA 5

**13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Furillo. De 17.00 à 18.55 Dessins animés. 17.00 Pollyanna. 17.25 Susy aux fleurs magiques. 17.50 Les aventures de Claire et Tipoune. 18.15 Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Anastasia.** De Marvin Chomsky, avec Amy Irving, Olivia De Havilland, Rex Harrison (1re partie). **22.30 Série :** *Matlock.* **23.30** *Capitaine Furillo* (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo** (suite). **0.35 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **1.35 Boulevard Bouvard** (rediff.). **2.05 La fortune des Rougon** (rediff.). **2.55 Journal de la nuit. 3.00 Le temps des as** (rediff.). **3.55 Seule à Paris** (rediff.). **4.08 Voisin, voisine** (rediff.). **5.08 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.33 Voisin, voisine** (rediff.).

### M 6

**13.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.05 Jeu : Plein les baffles. 15.05 Jeu : Clip combat. 15.45 Magazine : Faites-moi 6. 16.15 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra !** *17.05 Série : Hawaii, police d'Etat.* **18.05 Série : Daktari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Feuilleton :** *Dynastie.* **21.30 Série : Clair de lune. 22.30 Magazine : Charmes.** Sommaire : Magie de charme ; Hot dog ; Elena va au cinéma ; Vous êtes libre ; Drame 1930 ; Remake ; Photomaton ; Sexy huit. **23.00 Journal. 23.15 Série : Poigne de fer et séduction. 23.45 Série : A vous de jouer Milord. 0.45 Feuilleton : Deux ans de vacances. 1.45 Série : Docteur Caraïbes. 2.15 Sexy clip. 2.30 Musique : Boulevard des clips. 3.45 Docteur Caraïbes** (rediff.). **4.10 A vous de jouer Milord** (rediff.). **5.05 Deux ans de vacances** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : Black and blue.** Les musiciens parlent. **22.40 Nuits magnétiques.** Personnages des années 50. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Nina Simone, soul diva.

### FRANCE-MUSIQUE

**20.30 Concert** (donné le 31 janvier) : Symphonie n° 7 en ut majeur, de Haydn ; Rondo pour piano et orchestre en ré majeur K 382, de Mozart ; Konzetstuck pour piano et orchestre en sol majeur op. 92 (Introduction et allegro appassionato), de Schumann ; Symphonie n° 2 en ré majeur op. 73, de Brahms, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Ferdinand Léger ; sol : Deszo Ranki, piano. **22.20 Premières loges.** Extraits de Boris Godounov, de Moussorgski. **23.07 Club de la musique ancienne.** Suites de Le Roux : par Jean-Christophe Frisch (flûte traversière), Frédéric Martin (violon), Christine Plubeau (viole de gambe), Pascale Boquet, (théorbe), Olivier Baumont (clavecin). **0.30 Poissons d'or.** Pinguin Café Orchestra ; à 1.30, Les poissons d'or au passé : Luigi Cortese.

## Audience TV du 2 novembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

*Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers*

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 53.4 | Santa-Barbara 21.5 | Campagne off. 3.4 | Actual. région. 17.0 | Top 50 4.4 | Porte magique 3.5 | Routes paradis 3.5 |
| 19 h 45 | 61.7 | Roue fortune 37.3 | Baby sitter 5.6 | Actual. région. 7.9 | Nulle part 4.2 | Boul. Bouvard 2.7 | Routes paradis 4.1 |
| 20 h 16 | 71.8 | Journal 33.4 | Journal 14.9 | La classe 12.4 | Nulle part 1.9 | Journal 4.8 | Cosby show 4.5 |
| 20 h 56 | 71.1 | Sacrée soirée 32.0 | L'argent 14.4 | Spartacus 3.1 | Ciné salles 3.8 | Charly Hannah 13.4 | Y a-t-il... 5.0 |
| 22 h 8 | 55.5 | Sacrée soirée 25.5 | L'argent 13.6 | Spartacus 1.8 | Gloires canailles 2.4 | Charly Hannah 14.8 | Libre et change 1.5 |
| 22 h 44 | 27.9 | Ex libris 7.7 | Drapeau blanc 9.2 | Campagne off. 1.6 | Flash 1.6 | Lo Los Angeles 6.0 | Libre et change 1.2 |

# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

**Evolution probable du temps en France entre le jeudi 3 novembre à 0 heure et le dimanche 6 novembre à 24 heures.**

Les fortes pressions des îles britanniques se décaleront vers l'Europe centrale. De ce fait, sur notre pays, les vents tourneront au sud-sud-ouest à partir de samedi, finissant de chasser vers l'est la pellicule d'air froid régnant actuellement.

**Vendredi : soleil et fort vent d'est.**

Le soleil brillera dès le matin sur la quasi-totalité du pays. Le vent irrégulier et assez fort d'est à sud-est empêchera la formation de brouillard, mais quelques bancs de brume peu tenaces apparaî*tront dans les vallées du Nord-Est.*

Seuls le Languedoc-Roussillon et la basse vallée du Rhône garderont un temps très nuageux du matin au soir.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 2 °C et 5 °C, excepté dans le Nord-Est, la région Rhône-Alpes, le Centre, le Bassin parisien et la Picardie où les gelées se maintiendront.

Les températures maximales atteindront 12 °C à 14 °C dans le Nord-Ouest, 14 °C à 18 °C sur les régions méridionales, 8 °C à 12 °C sur le reste du pays.

**Samedi : la douceur se généralise sur l'Ouest.**

Près de la Méditerranée, en particulier sur le golfe du Lion, des rentrées maritimes occasionneront un temps gris. *Ces nuages déborderont également vers* la vallée du Rhône.

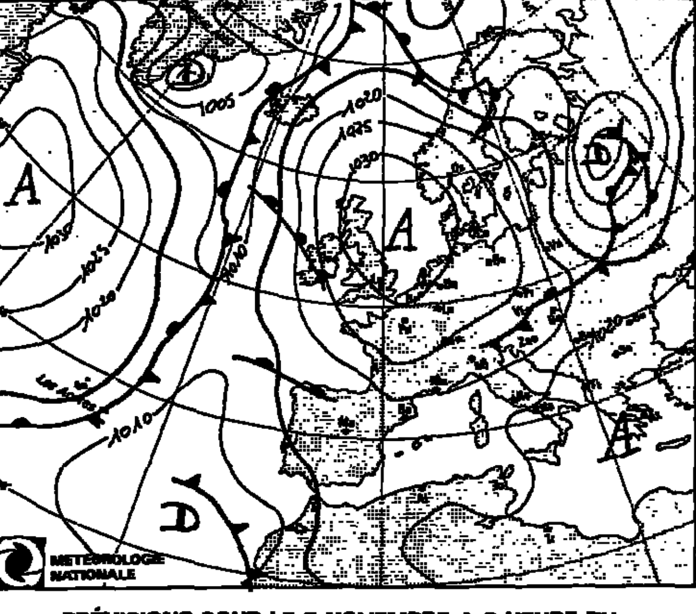
Sur l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, des nuages élevés cacheront le soleil. Partout ailleurs, un large soleil sera au rendez-vous après la dissipation de quelques brumes locales. Toutefois, en soirée, des nuages bas aborderont le Nord et la Picardie.

Les températures minimales avoisineront *encore les gelées dans le Nord-Est.* Elles atteindront 2 °C à 5 °C du nord au centre et vers la Méditerranée (localement 8 °C sur la côte). Sur l'Ouest, elles seront de l'ordre de 6 °C à 9 °C. Les températures maximales varieront de 12 °C à 19 °C du Nord-Est vers le Sud-Ouest.

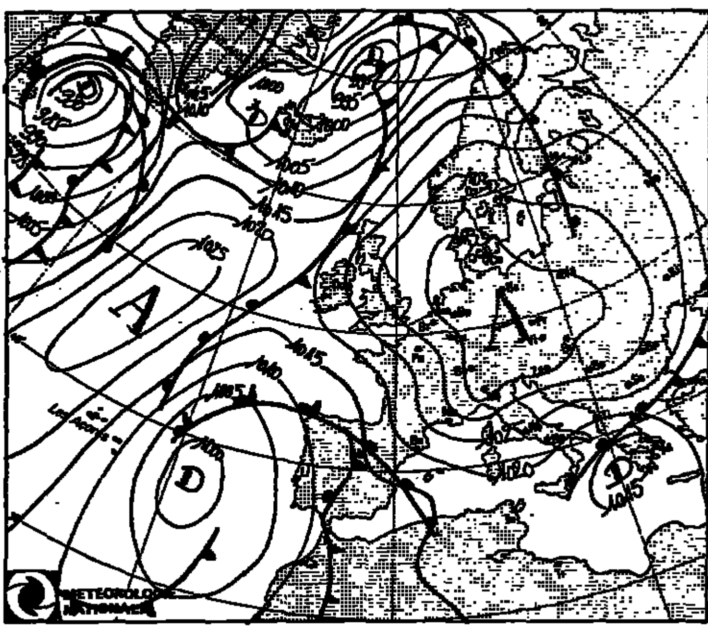
**Dimanche :** des nuages bas persisteront encore le matin sur le Nord et la Picardie, mais ils se désagrégeront en cours de journée. Sur l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, puis progressivement la Vendée, la Bretagne et la Basse-Normandie, des nuages élevés voileront le soleil. Partout ailleurs, le soleil sera toujours généreux.

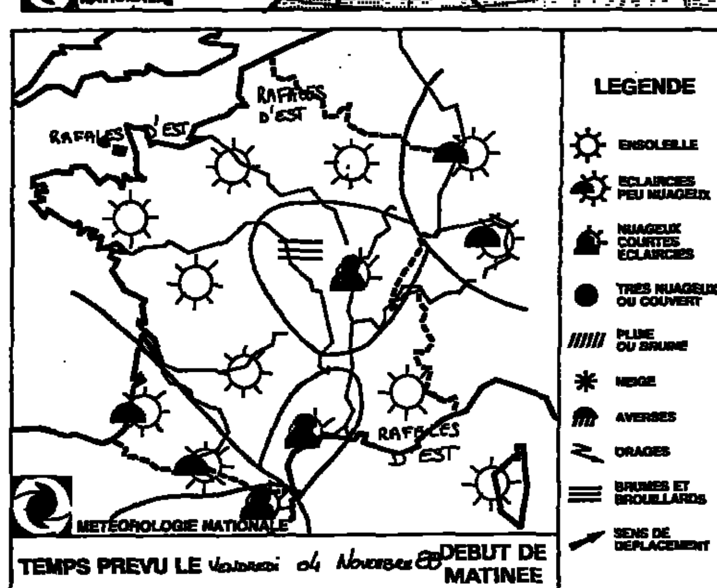
Les températures seront en hausse légère sur l'Ouest et le Nord-Ouest, stationnaires ailleurs.

SITUATION LE 3 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU




PRÉVISIONS POUR LE 5 NOVEMBRE A 0 HEURE TU




### TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 02-11-1988 à 6 heures TU et le 03-11-1988 à 6 heures TU — le 03-11-1988

| | Max. | Min. | Temps |
|---|---|---|---|
| **FRANCE** | | | |
| AJACCIO | 20 | 13 | P |
| BIARRITZ | 22 | 11 | D |
| BORDEAUX | 16 | 5 | D |
| BOURGES | 12 | 2 | B |
| BREST | 13 | 6 | N |
| CAEN | 12 | 1 | D |
| CHERBOURG | 11 | 5 | D |
| CLERMONT-FERR. | 13 | 2 | C |
| DIJON | 13 | 2 | D |
| GRENOBLE St-M-H | 17 | 5 | C |
| LILLE | 11 | −1 | D |
| LIMOGES | 15 | 4 | D |
| LYON | 17 | 4 | C |
| MARSEILLE-MAR. | 20 | 7 | D |
| NANCY | 10 | −2 | C |
| NANTES | 13 | 5 | N |
| NICE | 19 | 11 | N |
| PARIS-MONTS. | 10 | 2 | B |
| PAU | 23 | 7 | D |
| PERPIGNAN | 20 | 9 | C |
| RENNES | 14 | 4 | N |
| ST-ETIENNE | 16 | 4 | B |
| STRASBOURG | 10 | 1 | C |
| TOURS | 11 | 3 | D |
| TOULOUSE | 21 | 5 | D |
| POINTE-A-PITRE | 32 | 23 | D |
| **ÉTRANGER** | | | |
| ALGER | 26 | 15 | N |
| AMSTERDAM | 11 | −1 | N |
| ATHÈNES | 13 | 7 | D |
| BANGKOK | 27 | 26 | C |
| BARCELONE | 21 | 14 | D |
| BELGRADE | 14 | 4 | P |
| BERLIN | 8 | −1 | D |
| BRUXELLES | 10 | −2 | D |
| LE CAIRE | 28 | 17 | D |
| COPENHAGUE | 3 | −7 | D |
| DAKAR | 25 | 22 | D |
| DELHI | 31 | 16 | D |
| DJERBA | 26 | 18 | C |
| GENÈVE | 15 | 4 | D |
| HONGKONG | 26 | 19 | D |
| ISTANBUL | 11 | 5 | N |
| JÉRUSALEM | 20 | 11 | N |
| LISBONNE | 21 | 16 | C |
| LONDRES | 11 | 1 | D |
| LOS ANGELES | 19 | 15 | C |
| LUXEMBOURG | 7 | −1 | N |
| MADRID | 17 | 10 | B |
| MARRAKECH | 23 | 15 | C |
| MEXICO | 23 | 5 | B |
| MILAN | 14 | 5 | N |
| MONTRÉAL | 7 | 0 | P |
| MOSCOU | −1 | −2 | * |
| NAIROBI | 27 | 16 | D |
| NEW-YORK | 10 | 7 | N |
| OSLO | 3 | −5 | D |
| PALMA-DE-MAL. | 22 | 16 | P |
| PÉKIN | 18 | 5 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 22 | 18 | P |
| ROME | 17 | 9 | D |
| SINGAPOUR | 30 | 24 | A |
| STOCKHOLM | −2 | −8 | D |
| SYDNEY | 40 | 22 | D |
| TOKYO | 22 | 10 | D |
| TUNIS | 26 | 14 | N |
| VARSOVIE | 2 | −1 | * |
| VENISE | 10 | 3 | C |
| VIENNE | 11 | 2 | P |

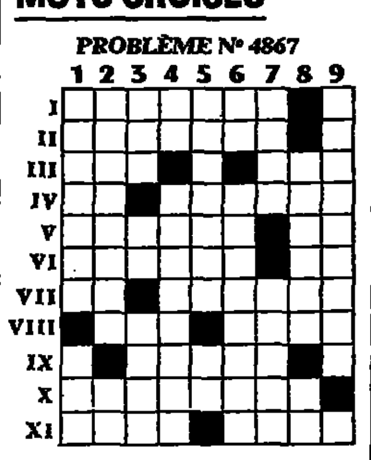
| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## MOTS CROISÉS

*PROBLÈME N° 4867*




HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, il n'est pas rare que *l'on ait le « cœur » sur le bord des* lèvres. – II. On la reprend après l'avoir perdue. – III. Il fut un temps où elle n'aurait pas dû desserrer les lèvres. Plutôt léger. – IV. Eau. Avoir de la peine. – V. Répandait le grain. Note. – VI. Père et fils ayant *bien réussi dans la vie. Se sent revi*vre sous la douche. – VII. Exploité par des manœuvres. S'engage en attaquant. – VIII. Signale sa présence. Pied à terre. – IX. Où l'on peut trouver des scies et des marteaux. – X. Pour ceux qui n'hésitaient pas à jeter la pierre. – XI. Avait plus que son mot à dire. Ne fut pas difficile à satisfaire.

VERTICALEMENT

1. Où l'on a l'habitude de travailler aux pièces. Ornement de taille. – 2. *Un homme qui se retrouve sou*vent au pied du mur. Surmonte de nombreuses épreuves. – 3. Adressé à celui qui est sur le sable. Ses jours sont comptés. Apporta à Ulysse une aide indispensable. – 4. La Terre en personne. Chute sans gravité. – 5. Avec lui, beaucoup d'œufs sont dans le même panier. Préposition. – 6. Ne révèle aucune identité. Amateur de bonne assiette. – 7. Se fait remarquer quand vient la nuit. Passe son temps à cancaner. – 8. Sont indispensables à un sacre. Possessif. – 9. Propres à éloigner les rats.

**Solution du problème n° 4866**

*Horizontalement*

I. Egarement. – II. Nil. Digue. – III. Sbire. Oil. – IV. Eosine. – V. Myes. Pô. – VI. Bestiaire. – VII. Lu. Dreux. – VIII. Ixode. Mi. – IX. Nua. Ris. – X. Récoltant. – XI. Sue. Eubée.

*Verticalement*

1. Ensembliers. – 2. Giboyeux. Eu. – 3. Alises. Once. – 4. Rist. Duo. – 5. Eden. Idéale. – 6. Mi. Epar. Tu. – 7. Ego. Oie. Rab. – 8. Nuit. Rumine. – 9. Tel. Sexiste.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 3 novembre 1988 :

UN DÉCRET

● N° 88-1015 du 28 octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain.

DES ARRÊTÉS

● Du 26 octobre 1988 fixant le pourcentage des tarifs de pension et de demi-pension des lycées et collèges correspondant à la participation des familles à la rémunération des personnels d'internat pour l'année 1989.

● Du 19 octobre 1988 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans une trentaine de départements.

UN AVIS

● Relatif à l'index national Bâtiment « tous corps d'état » (symbole BT 01) qui s'établit à 429 en juillet 1988.

# Communication

## Les grandes manœuvres autour de la 5 et de M6

# La chasse aux réseaux est ouverte

**TF 1 et Canal Plus cherchent un réseau pour lancer une nouvelle chaîne payante. La télévision musicale tente de se frayer une place au soleil. Les pouvoirs publics estiment qu'il y a trop de chaînes généralistes. Autant de raisons pour que la 5 et M6 se sentent quelque peu menacées.**

Le gouvernement a planté le décor : un projet de loi instaurant un nouveau juge de paix chargé de ramener l'ordre dans le Far-West audiovisuel. Le Conseil d'Etat a joué le *deus ex machina* en annulant une partie des réseaux attribués par la CNCL à la 5 et à M6. Tout est en place pour le nouveau feuilleton des télévisions privées, tragi-comédie économico-politique, partie de chaises musicales dont la France a pris l'étrange habitude depuis 1985.

Le premier épisode s'ouvre par un coup de théâtre : l'alliance inattendue entre les deux poids lourds de l'audiovisuel privé, TF 1 et Canal Plus. Les deux chaînes songent à lancer une télévision payante destinée aux jeunes et diffusée par le satellite TDF 1. L'engin est sur orbite et manque cruellement de clients, ce qui embarrasse fort le gouvernement.

Canal Plus et TF 1 volent à son secours, mais posent leurs conditions. M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, explique, non sans raisons, que la télévision par satellite ne sera pas rentable avant qu'un grand nombre de foyers ne soient équipés d'antennes pour la recevoir. En attendant, la chaîne payante a besoin d'un réseau de diffusion terrestre pour trouver son équilibre économique.

Quelles fréquences hertziennes convoite donc M. Rousselet ? Certes, il existe encore à Paris et en province quelques canaux disponibles, mais ce mini-réseau est hypothéqué par de nombreux problèmes techniques. Il est beaucoup plus intéressant de mettre la main sur les émetteurs de la 5 ou de M 6. M. Patrick Le Lay, président de TF 1 et partenaire potentiel de M. Rousselet dans la nouvelle chaîne payante, se charge d'enfoncer le clou : il concentre ses attaques sur la 5 et explique qu'il n'y a place en France que pour trois chaînes généralistes et deux chaînes payantes (*le Monde* du 29 octobre).

### Provocations et appétits

Le message est clair : TF 1 et Canal Plus espèrent récupérer, à la faveur du prochain soubresaut du paysage audiovisuel, la chaîne que la CNCL a confiée à MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi. La Une supprimerait ainsi un de ses concurrents ; Canal Plus trouverait l'espace nécessaire à sa diversification. La manœuvre a quelque chance de réussir. La 5 est dans une situation financière difficile, ne respecte aucun de ses engagements et accumule les provocations vis-à-vis de la CNCL, des pouvoirs publics et des professionnels du cinéma.

Dès sa constitution, au début de l'année prochaine, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devra bien sanctionner pareille attitude. Les futurs sages se montreront vraisemblablement plus sévères que leurs collègues de la CNCL, dont les avertissements répétés sont restés sans grand effet. TF 1 et Canal Plus ont donc quelque chance de voir leur rêve se réaliser. Mais ils butent encore sur un obstacle de taille.

La loi de 1986 a, sur les injonctions du Conseil constitutionnel, strictement limité les possibilités de concentration : nul ne peut posséder deux chaînes nationales de télévision. MM. André Rousselet et Patrick Le Lay ont perçu le danger et plaident depuis plusieurs semaines pour que le législateur desserre le carcan. Il est vrai qu'à l'horizon de 1993 les groupes de communication français se trouveront désavantagés face à des concurrents étrangers qui peuvent, comme M. Silvio Berlusconi en Italie, asseoir leur puissance sur trois réseaux de télévision.

Reste une dernière inconnue : M. Hersant jettera-t-il l'éponge aussi facilement que l'espèrent ses adversaires ? Le patron du *Figaro* adopte une attitude fort ambiguë. D'un côté, il multiplie les signes d'ouverture politique en engageant Franz-Olivier Giesbert au *Figaro* et en imposant à son quotidien une attitude de neutralité vis-à-vis du pouvoir socialiste. De l'autre, il laisse sa chaîne de télévision mener une guérilla systématique contre la réglementation. Juge-t-il la situation suffisamment désespérée pour tenter un baroud d'honneur ? Ou estime-t-il, au contraire, que le rapport des forces politiques empêchera le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel de lui retirer son autorisation ? Son associé italien semble plus prudent. M. Silvio Berlusconi observe un silence total et prend de discrets contacts avec l'équipe de TF 1 pour préparer une solution de repli.

M 6 n'est pas absente de cette partie complexe qui se joue autour des chaînes privées. Moins menacée que la 5, la chaîne de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et de la Lyonnaise des eaux s'efforce de respecter son cahier des charges pour présenter au CSA un bilan acceptable. Mais ses dirigeants savent que le pouvoir politique n'a pas renoncé à créer une chaîne musicale et que leur réseau peut faire lui aussi l'objet de convoitises.

Echaudé par l'attitude des socialistes en 1985, lors de la création des télévisions privées, le gouvernement luxembourgeois a envoyé de discrets émissaires s'assurer des intentions exactes de M. Michel Rocard.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Mort du journaliste Léo Sauvage

Le journaliste et écrivain français Léo Sauvage vient de mourir à New-York, à l'âge de soixante-quinze ans. Débutant dans le journalisme à dix-huit ans, Léo Sauvage avait collaboré au *Peuple*, aux *Cahiers du film*, à *Franc-Tireur*, avant de diriger après-guerre l'hebdomadaire *la Rue*. Mais il est surtout connu pour avoir été correspondant puis chef de bureau du *Figaro* aux Etats-Unis, entre 1950 et 1975.

De cette longue immersion dans ce continent nord-américain, il a tiré huit ouvrages dont *l'Autopsie du castrisme*, *l'Affaire Oswald*, *Voyage en Onusie* et enfin *les Américains*, une somme illustrée par ses nombreux reportages. Démissionnaire du *Figaro* le jour même du rachat du journal par Robert Hersant en 1975, Léo Sauvage avait ensuite collaboré aux *Nouvelles littéraires* et à d'autres publications françaises ou américaines, en étant notamment critique dramatique de *The New Leader* jusqu'à sa mort. Il mettait la dernière main à un nouveau livre, *Hérésies sherlockiennes*.

## La cinquième promotion du Séminaire multi-médias

Le Séminaire multi-médias a survécu à la disparition du Centre d'études sur les systèmes et technologies avancées (CESTA), décidée, l'an dernier, par le gouvernement de M. Jacques Chirac. Nombreux étaient en effet les professionnels de la communication qui tenaient à conserver ce lieu d'échanges et de formation. Ils ont soutenu les efforts des fondateurs pour poursuivre les activités du Séminaire sous la forme d'une association régie par la loi de 1901, l'Institut multi-médias.

L'entreprise sort renforcée de l'épreuve. Le nouveau ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, lui a permis de conserver son site : les locaux de l'ancienne Ecole polytechnique, sur la montagne Sainte-Geneviève, à Paris. Au Centre national du cinéma et au journal *le Monde*, qui soutiennent le Séminaire depuis deux ans, sont venus se joindre, cette année, France Télécom, la Société française de production, Télédiffusion de France et la SEPT.

Le Séminaire multi-médias s'adresse chaque année à trente grands responsables issus des milieux de la communication et des médias (presse, édition, radio, télévision, cinéma, publicité, télécommunications), mais aussi des secteurs bancaires et industriels. Sur sept mois, il propose un ensemble de sessions et de conférences, les vendredis et samedis matin, consacrées aux enjeux des nouvelles technologies et aux stratégies des grands groupes internationaux.

Depuis quatre ans, près de cent trente professionnels ont suivi ces travaux. Cette année, la promotion sera placée sous le signe d'Yves Stourdzé, regretté fondateur du CESTA et inspirateur du programme européen Eurêka. La session sera ouverte le 9 décembre par M. Jacques Attali, conseiller du président de la République, sur le thème « Eurêka et Eurêka audiovisuel ». Elle se terminera par une mission d'études aux Etats-Unis, du 9 au 24 mars 1989.

★ Renseignements : Mme Hélène Monnet, Institut multi-médias, 1, rue Descartes, 75005 Paris. Tél. : 46-34-36-38.

● **Grève des journalistes de la BBC.** — Les deux cent cinquante journalistes du centre de télévision de la BBC à Londres ont voté majoritairement une grève pour le 10 novembre. Ils entendent ainsi protester contre la décision du gouvernement de Mme Thatcher d'interdire toute interview télévisée ou radiophonique de militants ou sympathisants de groupes terroristes (*le Monde* du 20 octobre). Cette mesure vise particulièrement l'IRA (Irish Republican Army) et son aile politique légale, le Sinn Fein. Pour les syndicats de journalistes britanniques, elle s'assimile à l'interdiction d'antenne de l'African National Congress en Afrique du Sud. Cette mesure est vivement contestée dans les rédactions, et les journalistes des chaînes privées Thames TV ou HTV à Bristol, ainsi que ceux de la BBC à Bristol, avaient déjà décidé d'une grève pour le 10 novembre.

● **M. Maxwell passe un obstacle juridique dans son OPA sur Macmillan.** — L'OPA lancée par le patron de presse britannique, M. Robert Maxwell, sur le groupe américain Macmillan vient de recevoir un sérieux appui des tribunaux. La Cour suprême du Delaware a, en effet, contrairement à la décision rendue auparavant par une juridiction de première instance, interdit à Macmillan de prendre des mesures qui favorisaient l'autre candidat à la reprise de la société, la banque d'affaires KKR. L'offre de Maxwell (environ 2,5 milliards de dollars) est, en effet, plus élevée que celle de KKR. Avec ce nouveau revers juridique, la direction de Macmillan voit ainsi s'effondrer une à une les lignes de défense qu'elle avait monté pour échapper à M. Maxwell, qui vient, par ailleurs, de réussir une autre percée aux Etats-Unis en rachetant les guides de voyages Official Airlines Guide (*le Monde* du 1er novembre).

● **Hachette cède les Humanoïdes associés à un éditeur suisse.** — L'éditeur genevois de bandes dessinées Alpen Publishers a repris les éditions Humanoïdes associés, que détenait le groupe Hachette, avec effet au 1er janvier. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Les éditions Humanoïdes associés ont créé, au début des années 80, un nouveau style dans la bande dessinée et fait connaître des auteurs comme Moebius, Jodorowsky ou Margerin. (*AFP.*)



## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE.**

Par jugement (contradictoire — sur opposition jugement du 7 octobre 1987), rendu le 18 mai 1988, la 31e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA QUALITÉ SUBSTANTIELLE D'UN VÉHICULE — pour avoir à Paris, courant juillet 1985, trompé ou tenté de tromper le contractant sur les qualités substantielles d'un véhicule automobile ; en vendant une voiture qu'il savait gravement accidentée et dont la remise en état n'avait pas été faite dans les règles de l'art sans en avoir averti l'acheteur — à la peine de 10 000 F d'amende.

— QUERULE Stanislas Didone Rodolphe, né le 13 novembre 1946 à LE MOULE (97), conseil en gestion, 98, rue Regnault, PARIS (13e). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE.**

Par jugement contradictoire rendu le 18 mai 1988, la 31e chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) pour avoir à Paris, le 25 septembre 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en laissant travailler sur un échafaudage à une dizaine de mètres de hauteur, un salarié sans protection individuelle ou collective — à la peine de 6 000 F d'amende.

— SETTIER Georges Pierre René, né le 22 septembre 1943, à Montereau-Faut-Yonne (77), responsable d'une entreprise de plomberie-couverture-chauffage, 21, rue Emile-Perret à Bois-le-Roi (77).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement contradictoire rendu le 2 mai 1988, la 31e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour DÉTENTION DE DENRÉE, BOISSON ou PRODUIT AGRICOLE FALSIFIÉ ou CORROMPU et NUISIBLE A LA SANTÉ-DÉTENTION ou VENTE DE DENRÉES ALIMENTAIRES AYANT ATTEINT LA DATE LIMITE DE CONSOMMATION (contravention connexe) d'avoir à Paris, le 6 août 1987, détenu dans l'arrière-boutique de son annexe de boulangerie-pâtisserie, des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de produits agricoles ou naturels qu'il savait être falsifiés, corrompus ou toxiques, en l'espèce onze génoises recouvertes de moisissures et dégageant une odeur nauséabonde, des pains au lait recouverts de moisissures — détenu en vue de la vente, des denrées alimentaires comportant une date limite de consommation alors que cette date était atteinte, en l'espèce douze paquets préemballés de fromage râpé : D.L.C. 27 mars 1987 — à la peine de 10000 F d'amende pour le délit et douze amendes de 500 F chacune pour la contravention.

— THEPOT Marcel, né le 18 septembre 1944 à Versailles (78), boulanger-pâtissier, 92, rue Lamarck, Paris-18e.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE.**

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 5 novembre 1985, rendu le 3 mai 1988, la 31e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, L'ORIGINE ET LA QUANTITÉ D'UNE MARCHANDISE — PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR — d'avoir à Paris, le 23 mars 1984, trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, l'espèce, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de la marchandise vendue, en vendant ou en mettant en vente sous la dénomination fausse d'escalopes, des escalopes de dindonneau et sous la dénomination fausse de jambon des morceaux d'épaule ou une préparation alimentaire à base de porc comme ingrédients des pizzas. Effectué une publicité de nature à induire en erreur sur la nature et les qualités substantielles de la marchandise, en proposant sur la carte soumise aux clients du restaurant « Chez Luce », l'escalope de veau normande et l'escalope milanaise alors qu'il s'agissait en réalité d'escalopes de dindonneau et en proposant du jambon parmi les ingrédients des pizzas alors qu'il s'agissait en réalité d'épaule ou d'une préparation alimentaire à base de porc — à la peine de 10000 F d'amende — TOUITOU Hubert, né le 27 février 1937 à Constantine (Algérie), maître-d'hôtel, 100, rue d'Amsterdam, Paris-9e.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE.**

Par jugement contradictoire en date du 19 mai 1988, la 11e Chambre, 2e section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale — OMISSION D'ÉCRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE — à la peine de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis.

— MITTELMANN Joseph, né le 3 janvier 1928 à METZ (Moselle), sans profession, 11, rue Brunel à PARIS 17e.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel* et dans *France-Soir* et *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE.**

Par jugement contradictoire en date du 28 avril 1988, la 31e Chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour REPRODUCTION, COMMERCE, DIFFUSION, PROGRAMME NON AUTORISÉ PAR INTERPRÈTE, PRODUCTEUR ou ENTREPRISE — pour avoir à Paris, de janvier à novembre 1987, reproduit, mis à la disposition du public des vidéogrammes sans autorisation de l'artiste interprète et du producteur.

— MATHURIN Philippe Michel, né le 11 mai 1963 à PARIS (11e), gérant de société, 8, rue Crespin-du-Gast à PARIS (11e), à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Figaro* et *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition.

N'Y AYANT APPEL.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**CONDAMNATION PÉNALE.**

Par jugement contradictoire rendu le 20 mai 1988, la 31e Chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ, pour avoir à Paris, le 18 février 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail, en faisant travailler deux ouvriers à une hauteur du quinze mètres du sol sans avoir pris les mesures indispensables, individuelles ou collectives, pour les protéger d'une chute dans le vide — à la peine de deux amendes de 6 000 F chacune.

— REYES Francis, né le 13 mars 1936 à ANTAS (Espagne), gérant de société, 13, rue du Parc à St-Ouen (93).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

# Le Carnet du Monde

## Naissances

– Pierre et Marie-Sophie LÉVY, née Carron de la Carrière, ont la joie d'annoncer la naissance de

**Charlotte,**

le 14 octobre 1988, à Paris.

Militärringstr 21,
5000 Cologne 41 RFA.

## Décès

– L'Association internationale des parlementaires de langue française a la grande douleur de faire part du décès du citoyen

**Madioko He Beh,**
conseiller aux affaires culturelles
au secrétariat général,

survenu à Paris, le 28 octobre 1988.

Une messe à sa mémoire sera célébrée, ce jeudi 3 novembre, à 18 h 30, en l'église Sainte-Clotilde, 23 *bis*, rue Las Cases, Paris-7e.

*AIPLF*,
235, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

– Le président et les membres du conseil d'administration,
La direction de la Compagnie nationale du Rhône,
ont le regret de faire part du décès de

**M. Etienne CARROT,**
*administrateur de la CNR.*

Les obsèques ont eu lieu le 2 novembre à Lyon.

– M. Etienne Dufour
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**Jeanne DUFOUR,**
née Quilliard,

survenu le 31 octobre 1988, dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu à Villars-en-Azois (Haute-Marne), le samedi 5 novembre. Messe à 15 heures.

Une seconde messe sera célébrée à 10 heures, le jeudi 10 novembre, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

Ni fleurs ni couronnes.

*9, rue des Filmins*,
92330 Sceaux.

– Amiens.
On nous prie d'annoncer la mort de

**M. Paul LOGIE,**
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
conservateur en chef honoraire
des bibliothèques de France,
ancien maître de conférences
à l'Ecole polytechnique,
ancien professeur
à l'Ecole de droit de Picardie,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Amiens le 1er novembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques religieuses auront lieu, le samedi 5 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Martin d'Amiens, sa paroisse.

De la part de
Ses enfants,
Petits-enfants,
Et de toute la famille.

*20, rue Dufour*,
80000 Amiens.



– Mme Jean Ortusi,
Le docteur et Mme André Léon-Ortusi,
Véronique et Pierre-Jean Cherret,
Mlle Estelle Ortusi,
Mme Pierre Fain,
Mme Jacques Fain,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean ORTUSI,**
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
docteur ès sciences physiques,
lauréat de l'Institut
Fellow of IEEE,
ancien directeur technique
à la Thomson-CSF,

survenu le 30 octobre 1988, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 7 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Laurent, 68, boulevard Magenta, Paris-10e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, rue de Chabrol,
75010 Paris.

– On nous prie de faire part du décès de

**Mme Reine SADOKH,**

*survenu le 30 octobre 1988.*

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

29, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris.

– Cannes. Paris. New-York.

Mme Ionel Saniel,
M. et Mme Paul Destribats,
M. et Mme Alan Harper,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Ionel SANIEL,**
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 30 octobre 1988, en sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité *au cimetière du Montparnasse.*

– Laurence Savary,
sa fille,
Antoine et Kersti Savary
et leurs enfants,
Sa famille,
Et ses proches,
font part du décès de

**Danielle SAVARY,**

survenu le 30 octobre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 7 novembre, à 17 heures, au temple protestant de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16e.

28, rue Claude-Lorrain,
75016 Paris.

– M. et Mme Bertrand Levy,
M. et Mme Pierre Weill,
ses enfants,
M. et Mme Gilles Luisetti,
M. et Mme Michel Emeyriat,
Sophie Levy,
M. et Mme Bertrand Weill,
M. et Mme Stéphane Longepierre-Weill,
David et Charlotte Weill,
ses petits-enfants,
Romain, Thomas, Jérôme, Nicolas, Jonathan, Alice, Julien, Anna,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

**M. Daniel WEILL,**

survenu le 1er novembre dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 novembre, à 10 heures précises. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

– Mme Louis Lataillade,
M. Jean Lataillade,
remercient tous ceux qui leur ont exprimé leur sympathie à l'occasion du décès du

**docteur Louis LATAILLADE,**

dont les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Martin de Pau, le samedi 8 octobre.

*12, rue de Flirey*,
06000 Nice.

## Anniversaires

– Quarante-cinq ans.
*Le 1er novembre 1943* disparaissaient à Auschwitz

**Salomon et Marcelle BAUMANN.**

Leurs filles qui n'oublient pas,
Yvonne Levy
Et Janine Gousseau.

– Pour le premier anniversaire de la mort de

**Vasso DEVETZI,**

une messe de Requiem a été célébrée le 2 novembre 1988, en la cathédrale de la rue Georges-Bizet, par Mgr Jérémie, métropolite de l'Eglise orthodoxe grecque en France.

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Un an après la disparition de

**Raymond WARNIER,**

une pensée est demandée à ses amis, à la mémoire de celui qui consacra plus de soixante ans de sa vie à faire aimer et connaître la culture française en Yougoslavie, au Portugal, au Brésil, en Hongrie et en Allemagne, et auprès de milliers d'étudiants étrangers en France.

Son épouse,
Ses enfants et petits-enfants.

## Communications diverses

– L'Institut du monde arabe organise un débat autour du livre de Daniel Rivet : *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc, 1912-1925* (éditions L'Harmattan), avec notamment Michel Jobert, C.-R. Ageron, René Rémond et Rachid Tomba, le vendredi 4 novembre, à 18 heures, dans la salle d'Actualité.

**CARNET DU MONDE**

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques . . . . . . . . . . . 79 F
Abonnés (avec justificatif) . . . . 69 F
Communications diverses . . . . 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Rens. : 42-47-95-03.



**loterie nationale**

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. DU 22/12/87)
TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

| TERMINAISONS | FINALES ET NUMÉROS | SOMMES GAGNÉES (F.) | TERMINAISONS | FINALES ET NUMÉROS | SOMMES GAGNÉES (F.) |
|---|---|---|---|---|---|
| 0 | 070 | 400 | 4 | 4 | 100 |
| | 170 | 400 | | 94 | 300 |
| | 620 | 400 | | 464 | 500 |
| | 7430 | 2 500 | | 2344 | 2 600 |
| | 90190 | 15 000 | | 285144 | 30 100 |
| | 289400 | 30 000 | | 296054 | 30 100 |
| 1 | 91 | 200 | 5 | 241615 | 30 000 |
| | 161 | 400 | | 299465 | 100 000 |
| | 891 | 600 | 6 | 86 | 200 |
| | 68961 | 15 000 | | 5306 | 2 500 |
| | 018941 | 30 000 | | 6196 | 2 500 |
| | | | | 107566 | 100 000 |
| | | | | 151056 | 30 000 |
| 2 | 632 | 400 | 7 | 7 | 100 |
| | 9162 | 2 500 | | 7527 | 2 600 |
| | 62222 | 15 000 | | 14827 | 15 100 |
| | 81252 | 15 000 | | 241077 | 30 100 |
| | 91912 | 15 000 | | 245497 | 30 100 |
| 3 | 13 | 200 | 8 | 278 | 400 |
| | 213 | 600 | | 7688 | 2 500 |
| | 443 | 400 | | 06108 | 15 000 |
| | 5153 | 2 500 | | 009188 | 100 000 |
| | 7543 | 2 500 | | 203908 | 30 000 |
| | 8163 | 2 500 | | 262938 | 100 000 |
| | 45453 | 15 000 | 9 | 31399 | 15 000 |
| | 68743 | 15 000 | | 227479 | 100 000 |
| | 195333 | 5 000 000 | | 243829 | 30 000 |

88 TRANCHE DE LA LOTERIE NATIONALE 87e
TIRAGE DU MERCREDI 2 NOVEMBRE 1988
RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTO

**TACOTAC** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 22/09/88)

Le numéro **0 0 7 1 6 5** gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchants à la centaine de mille : 1 0 7 1 6 5 – 2 0 7 1 6 5 – 3 0 7 1 6 5 – 4 0 7 1 6 5 – 5 0 7 1 6 5 – 6 0 7 1 6 5 – 7 0 7 1 6 5 – 8 0 7 1 6 5 – 9 0 7 1 6 5 gagnent 40 000,00 F

| Les numéros approchants aux Dizaines de mille | Mille | Centaines | Dizaines | Unités | gagnent |
|---|---|---|---|---|---|
| 017165 | 000165 | 007065 | 007105 | 007160 | 10 000,00 F |
| 027165 | 001165 | 007265 | 007115 | 007161 | |
| 037165 | 002165 | 007365 | 007125 | 007162 | |
| 047165 | 003165 | 007465 | 007135 | 007163 | |
| 057165 | 004165 | 007565 | 007145 | 007164 | |
| 067165 | 005165 | 007665 | 007155 | 007166 | |
| 077165 | 006165 | 007765 | 007175 | 007167 | |
| 087165 | 008165 | 007865 | 007185 | 007168 | |
| 097165 | 009165 | 007965 | 007195 | 007169 | |

| Tous les billets se terminant par | | gagnent |
|---|---|---|
| | 7165 | 4 000,00 F |
| | 165 | 400,00 F |
| | 65 | 200,00 F |
| | 5 | 100,00 F |

**LOTO** N° 44 TIRAGE DU MERCREDI 2 NOVEMBRE 1988
10 16 18 22 38 46 – numéro complémentaire 5
POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 9 ET SAMEDI 12 NOVEMBRE 1988 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

88 TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 2 NOVEMBRE 1988 88e
RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36-15 LOTO



# Économie

## SOMMAIRE

■ La mise en place du marché unique en 1993 ne sera pas sans conséquences pour les partenaires de la CEE. La Commission de Bruxelles tente de les rassurer *(lire page 34)*.

■ L'agitation sociale qui sévit de façon sporadique en France est souvent le fait de « coordinations » de base. Les syndicats s'en inquiètent *(lire page 35)*.

■ Le PDG de la Société générale compte sur la désapprobation des actionnaires de Marceau Investissements pour affaiblir son attaquant, M. Georges Pébereau *(lire ci-dessous)*.

■ Daimler Benz va reprendre MBB et sa filiale Deutsche Airbus. L'Etat fédéral allemand financera le constructeur automobile si le dollar passe au-dessous de 1,60 deutschemark *(lire page 33)*.

N'excluant aucune arme de défense

## Le président de la Société générale compte sur les désaccords entre les partenaires de M. Georges Pébereau

La bataille sur la Société générale est engagée. A la Bourse, le titre, dont la cotation avait été suspendue mercredi 2 novembre pour la matinée à la demande de la Société des Bourses françaises, était ensuite très demandé. Il a gagné 6 % sur son cours de vendredi 28 octobre, terminant à 540 F, puis à nouveau 2,7 % jeudi ouvrant à 555 F, un niveau record.

Mercredi, s'affirmant *« serein »*, M. Marc Viénot, le président de la banque, a expliqué, à l'occasion d'une conférence de presse, comment le président de Marceau Investissements, M. Georges Pébereau, lui avait tout au long de l'été promis amitié jusqu'au 19 octobre, jour où il lui annonçait son intention de dépasser les 5 % dans le capital de la banque. Comment compte-t-il organiser sa défense? *« Je n'exclus rien »*, a répondu M. Viénot. Bien qu'il s'agisse d'une prise de participation importante dans une entreprise cotée, M. Pébereau refuse toujours, par sa part, d'informer les actionnaires et le marché sur ses partenaires et ses intentions.

Qui sont en effet les alliés de M. Pébereau? C'est à l'initiative de la banque que les porteurs d'actions de la Société générale ont pu avoir, mercredi, quelques éléments de réponse. Les dirigeants de la Générale ont en effet jugé nécessaire d'informer le public de la décision du comité des établissements de crédit de vendredi 28 octobre. Ce comité a autorisé, on le sait, M. Pébereau (la SIGP et Marceau) à franchir le seuil des 10 % dans le capital de la banque. Mais, s'agissant d'une autorisation préalable, le comité a posé un certain nombre de « conditions suspensives » (*le Monde* du 3 novembre). Ironisant sur la rapidité avec laquelle le comité a pris sa décision — il parle de *« précipitation »* — M. Viénot s'est surtout interrogé sur le caractère *« volatil »*, *« mal connu »* et *« hétéroclite »* du groupe qui soutient M. Pébereau. Un certain nombre de partenaires annoncés par le président de Marceau Investissements ont ainsi disparu en cours de route, a affirmé M. Viénot : la banque américaine Drexel Burnham Lambert, *« dès le 20 octobre, alors que la SEC* [la COB américaine] *décidait de poursuivre cette banque »*, le financier international M. Edmond Safra un peu plus tard, le groupe suisse Saurer, de M. Tito Tettamanti, juste avant la réunion du comité des établissements de crédit, vendredi 28 octobre.

Par qui ses investisseurs ont-ils été remplacés ? Après avoir décortiqué la cascade de holdings communiquée par M. Pébereau au comité et rendue publique par la banque, M. Daniel Hua, directeur général adjoint de la banque, a estimé que *« entre 800 millions et 1,1 milliard de francs de fonds étaient apportés par des personnes non identifiées »*. Il y a notamment 300 millions de francs de prêts participatifs d'origine inconnue. M. Viénot s'est enfin interrogé sur *« cette réunion disparate d'intérêts »*.

Le président de la Société générale ne voit pas très bien quels sont les objectifs communs que peuvent avoir dans cette offensive des investisseurs aussi différents que la Caisse des dépôts, qui, avec une mise de 1 milliard de francs ne possédera que 32,32 % de la SIGP), M. Pellerin, le président de la Sari-Seeri, la société d'assurance Eagle Star et la banque d'affaires britannique Kleinwort Benson.

Contestant l'information de M. Pébereau qui affirme avoir ramassé 8,63 % du capital de la Société générale les 19 et 20 octobre précisément, M. Viénot a saisi pour enquête la Commission des opérations de Bourse. Il estime par ailleurs que le patron de Marceau Investissements dispose déjà d'une autre partie importante du capital de sa banque *« dans des garages à l'étranger »*. Il en a repéré dans quatre pays au moins.

Comment M. Viénot envisage-t-il sa défense ? N'excluant rien, il reste cependant discret à ce sujet. L'augmentation de capital de 5,8 milliards de francs réalisée en septembre dernier — et à laquelle, il faut le rappeler, M. Bérégovoy s'était opposé — constitue une première arme. En demandant à ceux qui ont souscrit les obligations convertibles à bons de souscription d'actions de les transformer en actions, M. Viénot pourrait obtenir une première dilution de la participation de Marceau. M. Viénot a en outre indiqué que deux actionnaires amis l'avaient informé, la semaine dernière, de franchissement de seuils statutaires (une information de la société est nécessaire pour tout franchissement de 0,5 % du capital supplémentaire).

Les dirigeants de la Société générale semblent surtout compter sur la division entre les partenaires de M. Pébereau. Plusieurs actionnaires de Marceau Investissements — notamment le groupe Axa, ITT et d'autres — étonnés de n'avoir pas été informés de l'offensive « inamicale » sur la générale, ont déjà fait savoir à M. Viénot qu'ils ne souhaitaient pas s'engager dans une telle opération.

ERIK IZRAELEWICZ.

## L'arsenal de l'attaquant

Parmi les multiples sociétés sur lesquelles s'appuie M. Georges Pébereau dans son offensive sur le capital de la Société générale, quatre au moins jouent un rôle important : Marceau Investissements, Trianon Finance, la Compagnie privée de banque et la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP).

Créé en 1987, Marceau Investissements est un fonds d'investissements. Au 30 juin dernier, son capital, entièrement libéré, s'élevait à 1 740 millions de francs. Le fonds a obtenu le statut de société résidente française *« par dérogation »*, comme on le souligne à la Société générale. Parmi ses vingt actionnaires actuels (dont la Caisse des dépôts, Axa, Suez, Frandev...), dix sont étrangers ou d'origine étrangère (ITT, Eagle Star, Maxwell, Banco de Bilbao...). Ils ont apporté près de la moitié des capitaux de Marceau Investissements. Tous ces actionnaires avaient confié leurs fonds à Marceau, étant admis qu'ils ne seraient pas utilisés pour mener des opérations *« inamicales »*, comme le confirment plusieurs d'entre eux, aujourd'hui.

Le document présentant Marceau Investissements précise bien que *« dans son action, Marceau Investissements s'appuie sur la compétence des équipes de direction en place, avec qui elle établit des relations de confiance »*. Plus loin, il est indiqué que *« la taille moyenne des investissements est comprise entre 50 et 100 millions de francs »*. Le montage présenté à la Banque de France pour l'opération sur la Générale prévoit une mise de 400 millions de francs par Marceau.

Marceau Investissement est lié par un mandat de gestion à une autre société, Trianon Finance. Créée également en 1987, c'est la véritable arme opérationnelle de M. Pébereau. Elle est possédée à 50 % par M. Pébereau personnellement, le reste du capital se répartissant à égalité entre M. Jean-Louis Descours, le président des Chaussures André (25 %) et Gustave Leven (25 %), celui de la Source Perrier. Les équipes de gestion de M. Pérebeau sont employées par cette société, qui se rémunère en percevant 1,5 % des actifs gérés de Marceau.

Trianon Finance, ensuite, a racheté au Crédit commercial de France (dirigé par Michel Pébereau, le frère de Georges) une participation majoritaire dans le capital d'une petite banque, la Compagnie privée de banque. Cette filiale, dont le PDG est M. Daniel Deguen, ancien patron du CCF et toujours président de la Banque hypothécaire européenne, est en train de devenir l'arme du groupe en matière d'ingénierie financière.

Enfin, à l'occasion de la bataille de la Société générale, les actionnaires de Marceau ont découvert une nouvelle société dans la constellation de M. Pébereau, la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP). Société de placements en valeurs mobilières (ne faisant pas appel à l'épargne publique), la SIGP a été créée en mars 1988. Son capital initial (250 000 francs) a été souscrit par Trianon Finance pour 249 300 francs, le reste par M. Georges Pébereau et d'autres personnalités pour la plupart, des « anciens » de la CGE. C'est cette société, présidée par Mme Huguette Depart, qui aurait acquis, pour près de 3 milliards de francs, 8,63 % du capital de la Générale, les 19 et 20 octobre, selon les informations communiquées par M. Pébereau à la Société des bourses françaises. Avant de pouvoir franchir le seuil des 10 % dans le capital de la Société générale, cette petite coquille vide doit procéder à une augmentation de capital, condition posée par le comité des établissements de crédit vendredi 28 octobre.

Précisions

## Le projet de budget pour 1989

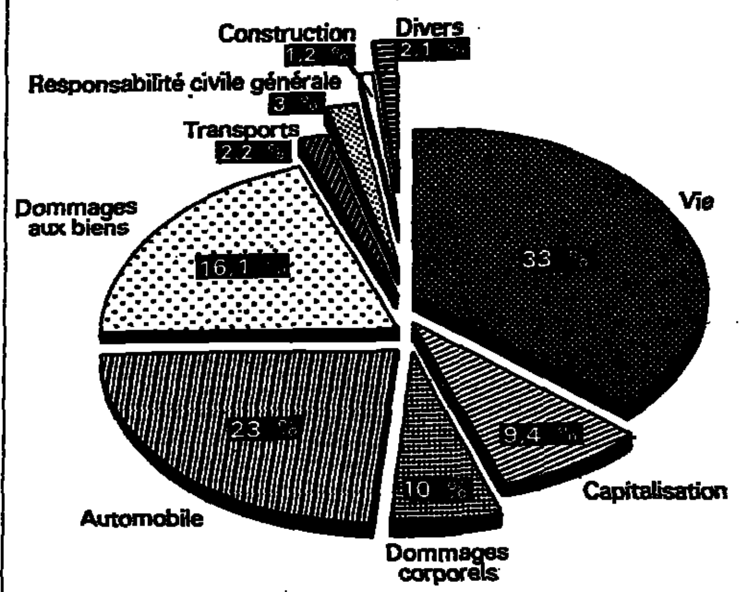
La complexité de certaines mesures votées à l'Assemblée nationale dans le cadre du projet de budget pour 1989 a provoqué dans nos colonnes plusieurs imprécisions, ambiguïtés et, hélas, erreurs.

Ainsi une rédaction simplifiée nous a fait écrire dans nos éditions datées 23-24 octobre, en première page, que les recettes de l'impôt direct progressaient dans le projet de budget 1989 dde 240 millions de francs du fait du rétablissement de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Bien évidemment ce n'est pas de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires qu'il s'agissait, mais du prélèvement de 3,60 % pour *« frais de dégrèvement et de non-valeur »*, supprimé depuis 1982. Ce prélèvement calculé sur la taxe d'habitation va être rétabli sur les résidences secondaires l'an prochain, seules les résidences principales continuant à en être exonérées.

Certains lecteurs se sont, enfin, étonnés du double seuil fixé pour le paiement de l'impôt de solidarité sur la fortune : imposition à partir de 4 millions, paiement à partir de 4,5 millions de francs (*le Monde* daté 23-24 octobre). Les deux chiffres n'étaient pas contradictoires. Si un contribuable avait fait état d'une fortune de 4,4 millions de francs, il n'aurait payé aucun impôt. S'il avait fait état d'une fortune de 4,6 millions de francs son impôt aurait été calculé sur 600 000 F. Mais cet amendement n'a finalement pas été retenu. Le seuil de déclenchement et de paiement reste donc fixé à 4 millions de francs. En revanche, un amendement accordant un abattement de 1 000 F par personne à charge (enfant mineur, invalide) a été voté. Cet abattement viendra en déduction de l'impôt dû.

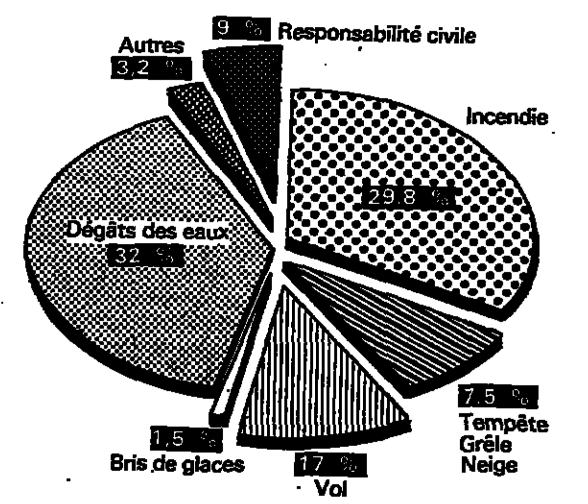
Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour ces différentes imprécisions et erreurs.

## L'assurance-vie première servie




Structure des encaissements de l'assurance française en 1987 (en pourcentage)

**Les assurances de dommages ont réalisé un chiffre d'affaires de 170,3 milliards de francs en 1987. Le chiffre d'affaires du secteur vie et capitalisation s'est élevé à 118,2 milliards de francs, indique la Fédération française des sociétés d'assurances, dans son bilan annuel. La structure des encaissements fait apparaître que l'assurance-vie devance l'assurance-automobile, qui forment, avec les dommages aux biens, les trois quarts des encaissements. Dans la répartition des sinistres indemnisés pour l'habitation, l'incendie et les dégâts des eaux viennent largement devant le vol**




Les sinistres indemnisés pour les risques habitation

## INSOLITES

### *Production de meubles anciens*

Les Sud-Coréens n'arrivent plus à satisfaire la demande d'objets anciens toujours croissante de la part des Japonais. Aussi *« les fabricants sud-coréens de meubles anciens » (sic)* ont-ils décidé d'accroître, dans ce domaine également, leurs capacités de production. Souffrant, selon le *Korea Economic Journal* du 3 octobre, d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, ils ont décidé de créer de nouvelles unités de production entièrement automatisée. Dragon antique, l'un des plus importants fabricants sud-coréens de meubles anciens, a ainsi décidé d'installer de nouvelles unités de production afin de quadrupler ses capacités annuelles. La Corée du Sud devrait rapidement obtenir la médaille d'or dans l'art du vrai-faux ancien.

### *Vaches sans cornes*

La vache limousine, espèce la plus répandue dans le monde, est en passe de perdre... ses cornes ! Du moins aux Etats-Unis et en Australie, où les chercheurs tentent par une série de manipulations génétiques d'éliminer le seul *« défaut »* de la fameuse *« race rouge »*, par ailleurs peu grasse, robuste et prolifique à souhait. Une expérience qui pourrait bientôt gagner l'Hexagone, si l'on en croit les déclarations du représentant d'une cinquantaine d'éleveurs français, au cours d'une conférence organisée à Limoges au début du mois par le Council International limousin. *« Pour la sécurité des personnels et la commodité des transports, il se pose la question aux Français de savoir s'ils doivent s'engager sur une lignée de bovins limousins sans cornes »*, a-t-il déclaré.

### *Prix international pour le PMU... sénégalais*

C'est le Pari mutuel urbain (PMU) sénégalais qui a reçu le trophée International Prestige Award, décerné par le Centre de promotion des exportateurs mondiaux, pour récompenser *« les entreprises qui se sont le plus distinguées dans leur secteur et dans leur pays »*. Il est vrai que le PMU de Dakar a de quoi surprendre. Fonctionnant quatre fois par semaine sur la base des courses françaises de Longchamp, Saint-Cloud, Auteuil, Deauville ou Vincennes, il a réussi à toucher toutes les couches sociales du pays et a réalisé en dix neuf mois un chiffre d'affaires de 270 millions de francs !

# Économie

Bonn l'assurant contre une baisse du dollar

## Daimler-Benz va reprendre le constructeur ouest-allemand des Airbus

*BONN*
*de notre correspondant*

Le feuilleton du désengagement de l'Etat ouest-allemand du groupe Messerschmidt-Bölkow-Blohm (MBB) et de sa filiale Deutsche Airbus, qui dure depuis deux ans, devait s'achever mercredi 2 novembre. Le conseil des ministres devait formuler ses dernières propositions à Daimler-Benz, premier groupe industriel allemand et seul candidat à la reprise de MBB. Une manœuvre de retardement de dernière minute du président du parti libéral, M. Lambsdorff, appuyé par une fraction du parti chrétien-démocrate, qui s'estimaient insuffisamment informés du contenu des propositions, a contraint le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, à repousser d'une semaine la formulation définitive de ces propositions, juste avant la date butoir du 9 novembre, dernière limite pour l'inscription des crédits pour Airbus dans le budget 1989.

Cela n'a pas empêché le ministre de l'économie de présenter mercredi ses propositions, dont le contenu devrait en fin de compte être adopté. *« Il n'y a pas d'autre alternative »*, a-t-il déclaré d'emblée avant d'exposer le résultat de plusieurs mois de négociations serrées avec toutes les parties intéressées, au premier rang desquelles on trouve le président-directeur général de Daimler-Benz AG, M. Edzard Reuter.

La puissance publique ouest-allemande, représentée dans MBB par les Länder de Bavière, Hambourg et Brême, abandonne la majorité du capital du groupe. Leur participation passe de 51 % à 36 %. Le groupe Daimler-Benz fait son entrée au moyen d'une augmentation de capital estimée entre 600 et 800 millions de deutschemarks (1) prenant ainsi la tête du groupe d'actionnaires privés qui aura maintenant pouvoir de décision sur les destinées de MBB et de Deutsche Airbus.

Mais le géant de l'automobile de Stuttgart n'entendait pas assumer seul les risques engendrés par les aléas du marché mondial des avions de transport civils. Jusqu'en l'an 2000, il a obtenu que l'Etat fédéral partage avec lui les risques liés aux variations du cours du dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent toutes les transactions dans le domaine aéronautique. L'Etat interviendra chaque fois que le cours du dollar sera inférieur à 1,60 DM – actuellement 1 dollar vaut 1,80 DM. Les programmes des séries A-300, A-310 et A-320 ont été établis sur la base d'un dollar à 2 DM, alors que les programmes actuellement en développement A-330 et A-340 le sont sur la base d'un dollar à 1,80 DM. Dans le cas le plus défavorable, celui où le billet vert se maintiendrait durablement aux alentours de 1,60 DM, la charge pour le budget fédéral dans les dix prochaines années s'élèverait à 4,3 milliards de deutschemarks.

### Monopole face à la Bundeswehr

Le désengagement de l'Etat ouest-allemand est donc tout à fait relatif. Le ministre de l'économie, fervent partisan de l'économie de marché et des privatisations, a justifié son attitude en arguant des spécificités du marché mondial de l'aéronautique. *« On ne peut comparer la vente de voitures à l'étranger à celle des avions »*, a-t-il affirmé. *« Les exportateurs d'automobiles peuvent rattraper leurs pertes de changes sur le dollar par des exportations dans d'autres monnaies. Ce n'est pas possible dans l'industrie aéronautique, où toutes les transactions s'effectuent en dollars. »* Même les ventes d'Airbus à la compagnie nationale Lufthansa sont, en effet, libellées en monnaie américaine.

M. Bangemann a par ailleurs affirmé que le gouvernement des Etats-Unis, qui s'était violemment élevé ces derniers mois contre les subventions accordées par les gouvernements européens au consortium Airbus Industries, n'était pas hostile à la solution proposée, *« dans la mesure où cela constituait une avancée vers la privatisation »*. Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Erich Riedl (CSU), a affirmé de son côté que les mesures prévues ne contrevenaient pas aux dispositions du GATT.

Mais l'argument estimé décisif par M. Bangemann pour défendre son projet consiste à affirmer qu'il n'y a pas d'alternative. *« Jusqu'à présent l'Etat fédéral supportait la totalité des risques du programme Airbus »*, constate-t-il en rappelant que le budget fédéral avait financé les coûts de l'avion européen pour 5,5 milliards de deutschemarks et qu'au bout du compte le contribuable ouest-allemand aura sorti de sa poche 10,7 milliards de deutschemarks pour contribuer à l'édification d'une industrie aéronautique européenne capable de concurrencer les géants américains Boeing et McDonnell Douglas. La recherche d'autres repreneurs de MBB s'est également avérée vaine, l'autre groupe automobile, BMW, dont il avait été question n'ayant pas donné suite.

En prenant le contrôle de MBB (6 milliards de deutschemarks de chiffres d'affaires, vingt-deux mille employés), Daimler-Benz deviendra un groupe de taille mondiale dans le domaine des technologies avancées et « pèsera » 80 millions de deutschemarks.

D'autres acquisitions dans le domaine électrique et l'aéronautique militaire et civile (AEG, MTU, Dornier) placent maintenant le groupe de Stuttgart en position de monopole pour la fourniture d'armement à la Bundeswehr. Cette situation inquiète tout à la fois le ministère ouest-allemand de la défense qui craint d'être soumis, en matière de prix des armements, aux diktats du nouveau groupe, et le comité d'entreprise de Daimler-Benz, qui fait valoir que la dépendance accrue du groupe des commandes publiques est un facteur d'insécurité pour l'avenir.

Le comité d'entreprise de MBB, dont les usines sont réparties dans toute la République fédérale, estime de son côté que les synergies engendrées par la fusion prévue peuvent mettre en danger l'emploi dans certaines usines, notamment dans des villes comme Hambourg et Brême, particulièrement touchées par le chômage.

LUC ROSENZWEIG.

(1) 1 deutschemark = 3,4 francs.

● **Six Airbus pour le britannique Monarch.** – La compagnie charter britannique Monarch Airlines annonce qu'elle achètera jusqu'à six Airbus A-300 à rayon d'action allongé. Elle recevra ses appareils à partir du printemps 1990. Monarch est la 64e compagnie cliente d'Airbus pour ses gros porteurs A-300 et A-310, qui ont été commandés à 497 exemplaires.

● **Accident d'Habsheim : l'avion hors de cause.** – La commission d'enquête sur l'accident au cours duquel trois personnes avaient été tuées, le 26 juin, dans la chute de l'Airbus A 320 d'Air France, à Habsheim (Haut-Rhin), a conclu au *« bon fonctionnement de l'appareil »* dans les minutes qui ont précédé la catastrophe. La commission confirme notamment le *« fonctionnement normal des moteurs qui, après la remise en puissance, ont atteint un régime d'au moins 91 %. »* Le pilote avait déclaré que les réacteurs de l'avion n'avaient pas répondu à ses ordres. La commission poursuit son étude sur les facteurs humains qui ont abouti à l'accident.

● **Troisième pénalité pour les constructeurs du tunnel sous la Manche.** – Eurotunnel, le consortium franco-britannique concessionnaire du tunnel sous la Manche, annonce qu'il infligera une troisième pénalité d'un montant comparable aux précédentes (50 millions de francs) aux entreprises chargées de creuser l'ouvrage. En effet, celles-ci ne sont toujours pas parvenues à rattraper le retard accumulé depuis le printemps. Au 1er novembre, 3,6 kilomètres avaient été réalisés du côté britannique alors que le calendrier prévoyait 5 kilomètres.

## L'abandon éventuel du canal Rhin-Rhône suscite des remous

Après la publication d'une lettre de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, dans laquelle il demande au premier ministre de renoncer au projet de canal Rhin-Rhône (*le Monde* daté 30-31 octobre), nombreuses ont été les réactions des partisans de cette liaison fluviale.

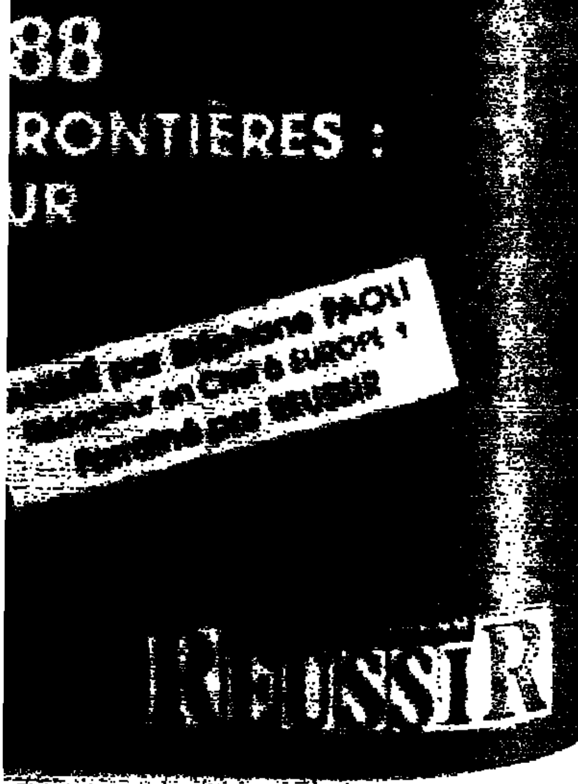
M. René Beaumont, député UDF de Saône-et-Loire, a interpellé le ministre, le 2 novembre, au cours des questions d'actualité à l'Assemblée nationale. Il lui a rappelé ses propres écrits en tant que directeur de la campagne du candidat François Mitterrand puisque M. Bérégovoy écrivait, le 21 avril dernier : *« Aujourd'hui, on peut élargir le schéma directeur des voies navigables en imaginant l'établissement d'un schéma directeur des grandes liaisons européennes qui compléterait utilement le schéma français. »* Et M. Beaumont de conclure : *« Qui faut-il croire, le directeur de la campagne ou le ministre d'Etat ? »*

C'est M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, qui lui a répondu. Rappelant qu'il avait confié à Mme Yvette Chassagne, ancienne présidente de l'UAP, une mission d'études des solutions de financement des voies navigables, M. Sarre a affirmé qu'aucune décision n'était prise en ce qui concerne la liaison Rhin-Rhône. Il a jugé *« légitime »* que M. Bérégovoy *« ait une option »* mais ce sera le gouvernement qui *« définira une politique d'ensemble et concertée sur les voies navigables »*.

De son côté, l'Association mer du Nord-Méditerranée, que présidait jusqu'à sa mort Edgar Faure, a publié un communiqué pour défendre la liaison Rhin-Rhône : *« Réalisé aux 6/7e, déclaré d'utilité publique, concédé par une loi approuvée par les trois quarts du Parlement, le projet Rhin-Rhône concerne le tiers du territoire français,* déclare ce communiqué. *Il complète l'axe mer du Nord-Méditerranée, qui donne un atout important pour la compétitivité des entreprises de six régions. »*

Le comité économique et social de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avait réaffirmé à l'unanimité moins une abstention, le 18 octobre, *« son attachement à voir entreprendre et mener à bien dans un délai raisonnable la liaison* [qui] *permettra aux six régions traversées par le Rhin, le Doubs, la Saône et le Rhône de disposer d'un investissement structurant qui renforcera leur compétitivité dans la concurrence internationale »*.





# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



• Réuni le 27 octobre 1988 sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAGARDERE, le Conseil d'Administration de MATRA a examiné les comptes consolidés du Groupe relatifs au premier semestre de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires de la période s'élève à 8.849 MF contre 7.673 MF pour le premier semestre de 1987, témoignant d'une progression de 15 %, essentiellement due aux activités Défense, Télécommunications et Automobile. Recalculée à périmètre de consolidation identique, la progression serait de l'ordre de 12 %.

Le compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

| en millions de francs | 1er semestre 1988 | 1er semestre 1987 |
|---|---|---|
| Résultat d'exploitation | 378 | 180 |
| Résultat financier | (50) | (49) |
| Résultat exceptionnel, amortissement des survaleurs et éléments divers | (163) | (38) |
| Impôt sur les bénéfices | (35) | (52) |
| Résultat net consolidé, part du Groupe | 130 | 41 |

Le résultat exceptionnel est principalement constitué de provisions destinées à faire face à des coûts de restructuration dans les Branches Informatique, Micro Électroniqûe et Télécommunications ainsi que chez MATRA SA.

• Le Conseil d'Administration a également arrêté les comptes semestriels de la Société MATRA, qui se traduisent par un bénéfice net de 117 MF contre 20 MF au premier semestre de 1987.

• Il convient de rappeler que compte tenu des caractéristiques du cycle de facturation de certaines activités, les données financières, tant de la Société-Mère que du Groupe, présentées ci-dessus, ne sont pas représentatives de la prévision relative à l'année entière.

Pour l'ensemble de l'exercice, la contribution des filiales à la formation du résultat consolidé du Groupe devrait continuer à s'améliorer, devenant pour la première fois globalement positive, alors que celle de la Société-Mère resterait relativement stable. Dans ces conditions et en fonction des éléments d'information disponibles aujourd'hui, le résultat net consolidé part du Groupe devrait s'établir aux environ de 330 MF.

• Une Assemblée Générale Ordinaire sera convoquée le 5 décembre 1988 en vue de donner au Conseil d'Administration l'autorisation de procéder à l'émission d'obligations, en une ou plusieurs fois, pour un montant maximal total de deux milliards de francs. Cette autorisation contribuera à la mise en oeuvre, par MATRA, des moyens financiers nécessaires pour poursuivre sa politique de développement, notamment sur le plan international, et pour être en mesure de saisir toute opportunité d'investissement qui pourrait se présenter. Elle pourra permettre l'émission, pour tout ou partie de son montant, de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI).

SERVICE ACTIONNAIRES

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est maintenant ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - PARIS-8e (tél. 1 47.66.03.06) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (36.16 MATRA).

MATRA



# Économie

## ÉTRANGER

### La politique de la CEE à l'égard de ses partenaires

**Le grand marché européen du 1er janvier 1993 sera-t-il complètement ouvert aux concurrents extérieurs ? Les Douze édifieront-ils au contraire des barrières dans certains secteurs pour protéger leurs entreprises ? Sur ce débat de fond, qui partage les gouvernements et alimente déjà des polémiques, comme à propos des automobiles Nissan, la Commission européenne vient de faire connaître sa philosophie, qui sera la réciprocité : l'Europe sera ouverte vis-à-vis d'un pays comme celui-ci l'est vis-à-vis des entreprises européennes.**

**Japonais et Américains s'inquiètent et dénoncent déjà un éventuel protectionnisme. Ainsi pour les banques, le mercredi 2 novembre, M. Robert Heller, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale (Fed), a exprimé *« fermement son espoir que la Communauté européenne retiendra les normes internationales du traitement national, plutôt que d'établir une nouvelle politique de réciprocité »*. Demander à chaque pays d'adopter des lois similaires à celles de l'Europe serait un *« cauchemar »* pour les banquiers, a-t-il déclaré, reconnaissant cependant que *« rien n'a encore été décidé »*.**

## Les Japonais et les Américains ne pourront profiter du grand marché européen de 1993 sans réciprocité

*BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant*

Quelles conséquences aura la mise en place du grand marché sans frontière, sur les relations avec les partenaires extérieurs de la CEE ? La Commission européenne vient de prendre position, expliquant que la Communauté était décidée à rester un ensemble ouvert – *« Une Europe partenaire »*, – mais qu'elle entendait aussi bénéficier sur les marchés de ses concurrents d'avantages comparables à ceux qu'elle offre.

La Commission, en se saisissant du dossier, engage une contre-attaque contre la campagne de dénigrement orchestrée par les Etats-Unis ainsi que par le Japon qui cherche à accréditer l'idée que le grand marché – conçu comme une *« Europe forteresse »* – est une entreprise fondamentalement protectionniste. Cette offensive américaine et japonaise est ressentie comme gênante, voire dangereuse, à Bruxelles. La Commission a estimé que si elle la laissait se développer sans réagir, elle risquerait de diviser les Douze – facilement inhibés dès lors qu'il s'agit des relations avec les Etats-Unis – et de les faire hésiter à réclamer une réciprocité de traitement qui, pourtant, est tout à fait conforme aux règles et à l'esprit du GATT, l'accord qui réglemente le commerce international.

Première observation formulée par la Commission : le grand marché bénéficiera aux entreprises des pays tiers comme à celles de la CEE puisque, pour les unes comme pour les autres, les frontières internes disparaîtront. Sans compter que le supplément de croissance qui devrait résulter de la mise en place du grand marché contribuera également à soutenir l'activité à l'extérieur de la CEE.

Deuxième observation : la Communauté, plus indépendante du commerce international que les Etats-Unis ou le Japon, est favorable au renforcement du système multilatéral des échanges sur une base de réciprocité.

Troisième observation : tant que l'Uruguay Round n'a pas été mené à son terme, tant que de nouveaux accords internationaux touchant aux secteurs jusqu'ici exclus du GATT n'ont pas été conclus, *« il serait prématuré d'accorder de façon automatique et unilatérale aux pays tiers les bénéfices du processus interne de libéralisation (...). La Communauté pourra ainsi être amenée à négocier avec ses partenaires pour obtenir un accès satisfaisant à leurs marchés »*.

Cette recherche de réciprocité n'est toutefois pas conçue de manière étroite. La Commission, qui en dispensera les pays en voie de développement, ne demandera pas à ses autres partenaires d'adopter une législation identique à la sienne et de lui assurer des concessions exactement équivalentes.

La Commission énumère un certain nombre de secteurs où, en l'absence de règles multilatérales, il faudra s'entendre avec les pays tiers quant aux modalités d'ouverture du marché. Il s'agit des services financiers, des transports, des télécommunications, des services d'information, des marchés publics. A propos des banques, la Commission a déjà précisé sa pensée, et c'est une conception libérale et généreuse des droits acquis qu'elle suggère d'appliquer. Certes, une banque nouvelle venue ne pourra installer une filiale dans la Communauté que dans la mesure où son pays d'origine accordera un traitement aussi ouvert aux établissements financiers de la CEE qui songeraient à s'y établir. Mais une banque d'un pays tiers déjà installée dans un Etat membre pourra exercer sans condition supplémentaire son activité dans les autres pays membres de la CEE.

Pour ce qui est des restrictions quantitatives aux échanges et des contingents nationaux – tels le quota égal à 3 % du marché imposé par la France aux importations de voitures japonaises ou bien encore les quotas textiles « régionaux » qui figurent dans les textes signés au titre des accords multifibres (AMF), – la Commission indique très nettement que l'achèvement du grand marché impliquera leur disparition et nécessitera des règles d'importation unifiées à l'égard des pays tiers. Règles unifiées, cela ne signifie pas forcément disparition des moyens de protection jusque-là utilisés. On peut imaginer une « communautarisation » de la notion de contingent et de restrictions quantitatives. Mais la Communauté n'arrêtera sa décision qu'après discussions avec les pays tiers, et, ajoute la Commission, les mesures nouvelles éventuelles mises en œuvre n'entraîneront en aucun cas un niveau de protection accru par rapport à la situation actuelle.

PHILIPPE LEMAITRE.

### Premières conversations avec l'URSS

Un premier round de conversations exploratoires entre une délégation de l'URSS et la Commission européenne devait commencer jeudi 3 novembre à Bruxelles dans la perspective d'un accord de coopération.

L'avenir des rapports avec les pays socialistes devrait figurer parmi les thèmes importants du conseil européen qui se tiendra à Rhodes en décembre. Le concept de « maison commune européenne », mis en avant par M. Mikhaïl Gorbatchev, laisse perplexes les Douze, qui aimeraient bien préciser en quoi pourraient consister des relations améliorées avec les pays de l'Est. L'impression dominante à Bruxelles est que l'URSS se méfie du grand marché sans frontières et des progrès de l'intégration politique de la Communauté. *« Les Russes craignent que les succès de l'Europe politique ne conduisent leurs partenaires du camp socialiste à se détacher d'eux »*, explique un haut fonctionnaire de la Commission. Et on peut lire en contrepoint d'un rapport rédigé à Paris : *« La mise sur pied du grand marché intérieur, parce qu'il va parfaire l'ouverture des frontières à l'Ouest, va accentuer les distorsions entre les deux moitiés de l'Europe. Une telle évolution ne peut qu'avoir des effets subversifs à l'Est »*.

Ph. L.

En payant ses arriérés d'intérêts

## Le Brésil met fin au moratoire sur sa dette internationale

En signant avec plus de trois cents banques un accord lui permettant de régler tout l'arriéré des intérêts, soit 3 milliards de dollars, sur sa dette internationale, le Brésil sera à jour de ses intérêts pour la première fois depuis février 1987, date à laquelle M. José Sarney, son président, avait annoncé un moratoire sur cette dette.

Cette signature fait suite à l'accord du 22 septembre 1988, qui prévoyait le rééchelonnement de 82 milliards de dollars de prêts, en étalant sur vingt ans, dont huit de grâce, le remboursement de 62 milliards de dollars de crédits bancaires, le renouvellement de 15 milliards de dollars de crédits commerciaux et l'octroi de 5,2 milliards de dollars d'argent frais (*le Monde* des 24 juin et 24 septembre 1988). L'accord qui vient d'être signé prévoit que le Brésil utilisera une partie de ses réserves et d'un prêt relais de 3 milliards de dollars consenti par les banques en décembre 1987 pour régler ses 3 milliards de dollars d'intérêts en retard. Cet emprunt-relais sera remboursé grâce au versement de 4 milliards de dollars sur les 5,2 milliards promis en juin et septembre derniers.

D'autre part, les banques internationales ont souscrit pour 1,1 milliard de dollars de « bons de sortie » (*bonos de salida*), qui leur permettent de se désengager. Emis à 6 % sur vingt ans, ces bons sont échangeables contre des obligations du Trésor brésilien, avec une garantie contre la dépréciation du Cruzeiro et l'inflation. Cette dernière a bondi à 30 % en octobre 1988, atteignant un rythme annuel de plus de 1 000 %.

*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Gérard Billaud, a tout d'abord constaté qu'à la suite de la souscription de 86 183 actions nouvelles de 100 F nominal chacune par les titulaires de bons de souscription attachés aux obligations 1983 et 1987, le capital social se trouvait porté de 164 163 000 F à 172 781 300 F, et les fonds propres de 481 000 000 F à 520 000 000 F. Le Conseil s'est félicité de la confiance témoignée par les porteurs de bons attachés aux obligations 1983 qui ont été exercés dans leur quasi-totalité.

Le président a ensuite commenté les comptes arrêtés au 30 juin 1988.

Les recettes locatives du 1er semestre 1988 se sont élevées à 204 115 000 F contre 192 664 000 F pour la même période de l'année 1987, représentant une progression de près de 6 %.

Le bénéfice net comptable s'établit à 52 103 000 F après cotation de 6 700 000 F à la réserve latente, contre 60 261 00 F au 30 juin 1987 et 104 749 000 F au 31 décembre 1987. Ce résultat ne peut être directement rapproché de celui dégagé en 1987 dans la mesure où cet exercice avait enregistré de nombreuses sorties d'opérations qui s'étaient notamment traduites par un important volume de plus-values de cessions.

Dans un contexte professionnel caractérisé par un marché soutenu mais toujours très concurrentiel, Immobanque a réalisé dans le seul domaine du crédit-bail depuis le 1er janvier 1988, un volume d'opérations de 356 millions de francs.

Le président a précisé que l'ensemble de ces éléments et les effets attendus au second semestre 1988 de la progression des recettes de location simple consécutive à la rénovation d'une partie du patrimoine propre, permettent d'envisager une nouvelle progression du dividende unitaire qui s'élevait à 50 F pour l'exercice 1987.

### L'« affaire Nissan » complique les relations CEE-Japon

*« Les industriels japonais pourraient freiner leurs investissements directs en Europe si la CEE ne reconnait pas le caractère européen des voitures Nissan fabriquées en Grande-Bretagne »*, a déclaré l'ancien ministre japonais des affaires étrangères, M. Tadashi Kuranari, à l'issue des dixièmes rencontres parlementaires euro-japonaises tenues à Tokyo. Cette « affaire Nissan » fait suite à la décision de la France d'inclure dans le quota de 3 % de son marché réservé aux voitures japonaises les Nissan anglaises, alors que Londres, soutenant le constructeur nippon, affirme que ces modèles doivent être librement vendus dans la Communauté comme n'importe quel véhicule européen.

Paris demande que la part des composants européens de ces véhicules soit portée à 80 %, contre 70 % actuellement, pour les exclure du quota. Les Japonais souhaitent, de façon générale, que la Communauté fixe un pourcentage clair de composants locaux, pour savoir si leurs produits seront autorisés à circuler dans la CEE et s'il vaut donc la peine pour eux d'investir sur le Vieux Continent. – *(AFP.)*

# Économie

**SOCIAL**

Des cheminots aux infirmières

## Les syndicats face au syndrome des coordinations

**Que la poussée sociale de ces dernières semaines s'estompe ou qu'elle s'amplifie, les syndicats auront bien des leçons à tirer de cette période, avec l'apparition ou la réapparition de coordinations.**

On les avait rencontrées il y a deux ans avec les étudiants, les cheminots puis les instituteurs avant de les perdre de vue et de les retrouver, au printemps dernier, à la SNECMA. Dans l'importante grève des infirmières, une coordination nationale a joué un rôle dominant, au point d'essayer encore aujourd'hui d'entretenir la pression, notamment avec la manifestation parisienne du jeudi 3 novembre à laquelle s'associe la CGT. Dans la foulée, le comité national des cheminots, issu de la grève de la fin 1986, a resurgi, et une coordination locale des agents de conduite s'est ébauchée à la gare Saint-Lazare.

Même si elles n'ont eu, pour l'heure, que des effets localisés, il y eu d'autres tentatives de mise en place de coordinations dans les caisses de Sécurité sociale, et surtout dans les centres de tri des PTT, terres d'implantation du syndicalisme et lieu actuel d'agitation sporadique. Au centre de tri de Bobigny, des syndiqués CGT et CFDT avaient rejoint des nons-syndiqués pour créer une coordination, s'inspirant directement de l'exemple des cheminots et des infirmières et dénonçant *« ces grèves de vingt-quatre heures inefficaces »*. Au centre de tri de Créteil, une autre coordination de syndiqués et de non-syndiqués s'est prononcée *« pour une grève générale reconductible du personnel pour la satisfaction des revendications »*.

Ne s'improvise cependant pas coordination qui veut et les postiers sont encore très loin d'avoir donné à leur mouvement l'ampleur de celui des infirmières. Aux PTT, il faut aussi compter avec les syndicats. Mais cette émergence de multiples groupes informels où se retrouvent syndiqués et surtout non-syndiqués pose une triple interrogation : s'agit-il d'un renouveau corporatiste, d'une *« opération »* trotskiste ou d'un palliatif au vide syndical ?

### « Lâchages éventuels »

La coordination des infirmières a cultivé son particularisme, en refusant que ses revendications soient noyées dans celles de l'ensemble des personnels hospitaliers. La section CFDT de l'hôpital Maison-Blanche a même vu *« apparaître deux blocs »*, avec, d'un côté, les paramédicaux et, de l'autre, les personnels techniques, généraux, administratifs. Quand il faudra reprendre le travail, disait-elle dans un tract, *« quelle image auront les infirmiers face aux autres catégories ? Sera-t-il possible de gérer ce climat d'opposition ? »*. M. Edmond Maire a dénoncé cette *« sorte d'exclusion vis-à-vis des autres catégories de personnels »*.

D'autres se sont inquiétés de cette apparence de renouveau corporatiste. *« Evitons surtout*, a déclaré à *la Voix du Nord* M. Jean Bornard, président de la CFTC, *d'opposer les travailleurs entre eux. Une action uniquement catégorielle fait courir ce danger considérable. Un syndicalisme digne de ce nom doit équilibrer les revendications des différentes catégories. »* Lors de la réunion du comité central du PCF, le 13 octobre, M. Alain Obadia, secrétaire général des cadres de l'UGICT-CGT, avait, tout en soutenant les infirmières, mis l'accent sur la nécessité de *« lutter franchement contre l'isolement catégoriel »*.

La thèse de l'*« opération trotskiste »* ne tient pas la route (*le Monde* du 21 octobre). M. Marchais s'est même empressé de récuser l'idée d'un *« complot »* ou d'une *« manœuvre organisée »*. Qu'il y ait une influence trotskiste aujourd'hui chez les infirmières, comme hier chez les cheminots, ne fait guère de doute mais il ne faut pas la surestimer. Evidemment, les trotskistes cherchent partout à se servir de l'outil des coordinations.

*« Nous devons, comme en 1974 au Crédit lyonnais, préparer nos comités de grève »*, vient de proclamer la section Lutte ouvrière de cette banque, où est employée Mlle Arlette Laguiller, en invitant les salariés à se donner leurs *« propres organisations pour éviter les lâchages éventuels des syndicats »*. Evoquant les conflits dans les centres de tri, *Rouge*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), se demandait, le 20 octobre, *« comment allumer l'étincelle que tous les postiers reconnaîtront comme annonciatrice d'un mouvement profond et durable ? »*.

### « Impression de vide »

Bien avant la grève des infirmières, en mars 1988, la LCR a théorisé, dans un petit ouvrage, son approche des coordinations (1). Elles n'ont pas été, assure-t-elle, *« un simple substitut aux organisations syndicales défaillantes. Elles n'ont pas prétendu « remplacer » les syndicats et ont encore moins exprimé de positions antisyndicales. Leur force est d'offrir une forme d'organisation supérieure, quand la mobilisation atteint une phase supérieure »*. Pour la LCR, elles répondent à trois exigences : l'unité (avec une *« souveraineté »* des assemblées générales *« plus contraignante qu'une intersyndicale »*), la démocratie (*« le contrôle de la lutte par les travailleurs »*) et la centralisation. Or ces exigences, *« aucun syndicat ne peut prétendre les remplir mieux qu'une coordination d'assemblées souveraines »*. Des syndicats peuvent aider cette *« auto-organisation des luttes »* mais *« à condition, bien sûr, de jouer sans réserve le jeu de la démocratie interne »*... CQFD.

S'agit-il alors d'un palliatif au vide syndical, alors que le patronat parle aujourd'hui d'un taux de syndicalisation de 11 % (le plus faible de la CEE) ? A première vue, le lien n'est pas automatique. Les coordinations sont apparues tant dans les milieux bien syndicalisés, comme la SNCF ou la SNECMA, que parmi des catégories faiblement syndicalisées comme les infirmières (mais où les syndicats tirent leur légitimité d'une bonne participation aux élections).

Dans un pays comme l'Italie, où le taux de syndicalisation est estimé à 45 %, des comités de base (COBAS) ont surgi, en dehors des appareils syndicaux, il y a plus d'un an chez les cheminots mais aussi dans le secteur de la santé. Le *« vide syndical »* ne suffit donc pas à expliquer l'apparition de coordinations, mais celles-ci se nourrissent des insuffisances des syndicats, trop accaparés par leurs tâches institutionnelles et trop souvent déconnectés par rapport aux préoccupations de leurs mandants.

Toujours devant le comité central du PCF, M. Jean-Pierre Page, de l'UD-CGT du Val-de-Marne, soulignait : *« Le mouvement des infirmières interpelle directement la CGT et sa pratique : la coordination s'est faite en dehors du syndicat. Il a manqué le rendez-vous. »* Et Mme Thérèse Hirszberg, de l'Union des fédérations de fonctionnaires CGT, ajoutait : *« Ne s'agit-il pas aujourd'hui de conserver le syndicalisme traditionnel et institutionnel en le complétant d'un syndicalisme sans syndiqués, très mobile pour les moments de crise ? »*

Pour sa part, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, affirmait que le message des syndicats *« passe mal à la base »*, d'où cette *« impression de vide »* ressentie par les salariés : *« Ce vide existant, nous devons le remplir si nous ne voulons pas voir se développer partout et se manifester ces structures atypiques du syndicalisme. »*

Atypiques ? Au vrai, avec leurs formes spontanéistes et corporatistes, les coordinations marquent un peu un retour aux sources du syndicalisme de *« métier »*. Là où elles apparaissent, elles sont comme *« des poissons dans l'eau »*, ce qu'à l'évidence ne sont plus les syndicats. Elles savent repérer et exprimer les revendications, en popularisant les thèmes qui nourrissent le sentiment d'injustice de catégories oubliées, aux conditions de travail pénibles et aux statuts et qualifications mal reconnus.

Généreuses, ces coordinations s'expriment un peu dans le désordre et avec un certain maximalisme. Elles savent faire démarrer un conflit. Elles savent moins le gérer jusqu'à son terme. Paradoxalement, elles ont alors besoin du concours des vrais professionnels de la négociation que sont les syndicalistes. Dans le conflit de la SNCF par exemple, elles ont été tenues à l'écart des négociations. La coordination des infirmières y a été associée, après quelques maladresses du gouvernement, et a même été reçue par le premier ministre, mais sans aller jusqu'au bout de cette démarche. Elles ne connaissent pas l'art du compromis, propre aux syndicats.

Ce retour aux sources s'apparente-t-il à une régression de la pratique syndicale ? Les coordinations rappellent aux syndicats, qui en avaient peut-être perdu l'habitude, que parfois un bon rapport de forces en faveur des salariés peut aussi favoriser des évolutions, parfois mieux qu'une pratique contractuelle en dents de scie. Mais de là à voir dans ces coordinations la forme d'avenir de l'organisation sociale, il y aurait une erreur à ne pas commettre.

### « Capable de s'adapter »

Les confédérations syndicales ont du mal à s'adapter. Elles n'en ont pas moins, progressivement, pris conscience du phénomène. Au moment de la grève des cheminots, la CGT ignorait ou même niait l'importance des coordinations (*« une fiction »* pour M. Henri Krasucki), affirmant, contre tout évidence, qu'elle était à l'origine du mouvement. Au contraire, lors de la grève des infirmières, elle a, après un temps d'observation, collé à la « coordination », quitte à favoriser parfois la création de tels regroupements. *« Pour être des poissons dans l'eau*, disait M. Obadia, *il faut plonger, même si on se sent faibles et si on a le souci de ne pas se dissoudre »*. Et M. Krasucki s'en est saisi pour faire la leçon à la frange la plus dure et la plus anti-unitaire de sa centrale : *« Il faut être disponible et capable de s'adapter »*, a-t-il lancé le 13 octobre, en voyant parmi les obstacles internes à cette adaptation *« la force de l'inertie »* et *« le renoncement à l'unité d'action sous prétexte qu'elle ne peut se pratiquer comme autrefois »*.

Pour M. Krasucki, *« la coordination exprime le besoin des gens de s'exprimer et de s'unir »*. *« Il faut y répondre cas par cas »* et *« être toujours avec les gens qui se battent, si possible à leur tête, la démocratie comme loi. [...] La bonne revendication, c'est celle que les gens décident et ils ont besoin que les syndicats s'entendent. »* Du coup, la CGT se montre plus unitaire, proposant des actions communes aux autres syndicats dans la fonction publique mais aussi dans le groupe Renault.

Au-delà des évolutions conjoncturelles de la CGT, les syndicats savent qu'ils doivent accélérer leur adaptation, mieux suivre leur base pour éviter qu'elle ne les dépasse ou qu'elle ne les tienne à l'écart (comme cela s'est produit) lorsqu'un mouvement social se dessine. Ils doivent aussi retrouver leur rôle de détecteur de revendications et d'aspirations d'un salariat divers et éclaté. Cela suppose qu'en face d'eux le gouvernement et le patronat, qui affichent le souci d'avoir des syndicats forts et responsables, aient la volonté de les réhabiliter à travers la négociation sociale. En déminant, au passage, le terrain.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) *La LCR et le mouvement syndical*, Collection Racines. La Brèche PEC.





# Marchés financiers

## Le conseil d'administration d'Epéda-Bertrand-Faure a approuvé l'OPA préparée par son PDG

**Le conseil d'administration d'Epéda-Bertrand-Faure (EBF), numéro un européen du siège automobile, a approuvé, mercredi 2 novembre, à l'unanimité, le projet d'offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital du groupe, conçu par son PDG, Pierre Richier avec l'aide du Crédit commercial de France (CCF).**

Ce projet (*le Monde* daté 30-31 octobre), déposé le même jour auprès de la Société des Bourses françaises (SBF), est destiné à contrer l'offre publique d'échange (OPE) lancée sur les deux tiers du capital d'EBF par Valeo, premier équipementier automobile français, dont l'Italien Carlo De Benedetti est l'actionnaire principal. Si le projet est déclaré recevable (la SBF a cinq séances de Bourse pour se prononcer), une société holding, *Géfina*, filiale du CCF, présidée par M. Richier, lancera une augmentation de capital de 2 milliards de francs (1 375 millions de francs en actions et 625 millions en obligations convertibles). Elle sera souscrite de la manière suivante : 200 millions par la famille de M. Richier, ses partenaires espagnols (Flabesa) et italiens (Coinpa) ; 100 millions chacun par Michelin et Peugeot SA ; 75 millions par la société Michel Thierry, fournisseur de tissu automobile ; 600 millions par Axa-Compagnie du Midi-Penhoët ; 200 millions chacun par le Crédit agricole, la Société générale, les Assurances générales de France ; 150 millions par es Mutuelles générales de France ; 100 millions par le Groupe des assurances nationales ; 50 millions par le CCF ; enfin 25 millions par le Crédit national. A cet apport en fonds propres, viendront s'ajouter des concours bancaires pour 1,6 milliard de francs.

Avec cette somme globale de 3,6 milliards, *Géfina* pourra acquérir 80 % du capital d'EBF, 20 % restant aux mains d'anciens actionnaires, Pierre Richier, de Flabesa, de Coinpa et d'institutionnels, pour leur permettre de bénéficier des droits de vote double.

Pierre Richier, s'il regrette les « péripéties » qui ont jalonné le montage de la contre-offensive face à l'attaque de Valeo, s'estime pour l'heure en mesure d'assurer l'indépendance de son groupe. Conscient que la géographie du capital pourra évoluer, il affirme, en revanche, que le remboursement de la dette liée à ce montage (en neuf ans avec une franchise de deux ans) pourra être assuré *« sans vendre d'actifs, ni toucher aux investissements du groupe »*. Tout au plus reconnaît-il que la croissance externe du groupe risque de s'en trouver ralentie.

C. B.

## Pernod-Ricard prolonge son OPA sur Irish Distillers

Pernod-Ricard, qui avait lancé le 5 septembre une contre-OPA sur le fabricant de whiskey irlandais Irish Distillers, après une offre améliorée du britannique Grand Metropolitan, a indiqué, mercredi 2 novembre, détenir 53,50 % du capital d'Irish Distillers. Il a également décidé de prolonger son offre jusqu'au 25 novembre.

D'autre part, le gouvernement britannique a donné son feu vert aux propositions de Grand Metropolitan et de Pernod-Ricard en décidant de ne pas les déférer devant la commission des monopoles.

## RJR Nabisco lance les enchères pour son rachat

Le comité des « administrateurs extérieurs » de RJR Nabisco a lancé officiellement, mercredi 2 novembre, les enchères pour le rachat de ce groupe américain de produits alimentaires et de tabac en annonçant *« son intérêt à recevoir des propositions d'acquisition »*. Cette décision intervient après que la direction de RJR Nabisco eut mis, la semaine dernière, un terme à ses négociations avec la firme d'investissements Kohlberg Kravis Roberts (KKR), qui avait lancé sur l'entreprise une OPA de 20 milliards de dollars (plus de 125 milliards de francs).



## NEW-YORK, 2 novembre ↑

### Irrégularité persistante

La tendance est restée une fois encore très irrégulière, mercredi, à Wall Street dans un marché modérément actif, où les Blue Chips ont fait relativement preuve de fermeté. Après être monté à 2 167,67, puis redescendu à 2 131,40, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 2 156,82, en progrès de 5,86 points. Le bilan de la journée, lui, a été négatif. Sur 1 966 valeurs traitées, 763 ont baissé, 652 ont monté et 551 n'ont pas varié.

Les investisseurs n'ont guère tenu compte des dernières données économiques avec la baisse de 1,9 % des commandes de biens durables en septembre et le recul, pour le même mois, des ventes de maisons neuves (– 7,8 %). Apparemment, les élections présidentielles constituent toujours un butoir pour la Bourse. En outre, l'affaiblissement du dollar reste un sujet de préoccupation. Mais au-delà de ces considérations, la Communauté attend avec impatience la publication à la veille du week-end des chiffres du chômage pour octobre. L'activité a porté sur 161,30 millions de titres, contre 151,25 millions.

| VALEURS | Cours du 1er nov. | Cours du 2 nov. |
|---|---|---|
| Alcoa | 54 1/4 | 54 7/8 |
| A.T.T. | 28 5/8 | 28 3/4 |
| Boeing | 64 7/8 | 63 3/4 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 81 7/8 | 81 5/8 |
| Eastman Kodak | 47 1/2 | 46 1/8 |
| Exxon | 45 | 45 1/4 |
| Ford | 51 1/2 | 51 3/8 |
| General Electric | 43 3/4 | 44 5/8 |
| General Motors | 84 | 84 5/8 |
| Goodyear | 51 7/8 | 52 |
| I.B.M. | 123 5/8 | 122 3/4 |
| I.T.T. | 52 5/8 | 52 1/2 |
| Mobil Oil | 43 7/8 | 44 1/4 |
| Pfizer | 57 3/8 | 57 1/4 |
| Schlumberger | 33 7/8 | 34 3/8 |
| Texaco | 46 3/4 | 48 1/4 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 97 3/8 | 98 1/4 |
| Union Carbide | 25 | 25 5/8 |
| U.S.X. | 28 3/8 | 28 1/4 |
| Westinghouse | 52 1/2 | 52 3/4 |
| Xerox Corp. | 59 1/4 | 59 |

## LONDRES, 2 novembre ↓

### Baisse

Changement de tendance, mercredi, à la Bourse, où un mouvement de baisse a succédé à la hausse de la veille. L'indice Footsie a clôturé en repli de 14,6 points (– 0,7 %), à 1 843,2. L'activité restait au même niveau que lors des séances précédentes, avec 427,9 millions de titres échangés. La Bourse a finalement réagi avec un certain délai au discours d'automne prononcé, mardi dans l'après-midi, par M. Nigel Lawson. Les déclarations du chancelier de l'Echiquier, selon lequel les taux d'intérêt élevés suffiraient à freiner la consommation et à contrôler l'inflation, n'ont pas convaincu les investisseurs. D'autre part, l'hésitation de la place new-yorkaise a contribué à la faiblesse de la journée. La chaîne de grands magasins Marks and Spencer a annoncé une hausse de 8 % de son résultat semestriel. Cette progression a été jugée décevante par les investisseurs, et le titre s'est inscrit en baisse. La compagnie d'ingénierie Howden Group a également vu le cours de son action chuter à la suite d'une augmentation de capital pour financer l'acquisition d'une firme ouest-allemande.

Le groupe électrique Britannia Security était également déprimé par l'annonce d'une émission d'actions. La plupart des secteurs ont terminé en baisse. Les fonds d'Etat se sont affaiblis, tandis que les mines d'or se sont redressées.

## PARIS, 2 novembre ↑

### Poursuite de la hausse

Après le long week-end de la Toussaint, la Bourse a repris son mouvement de hausse en s'appréciant de 0,2 % dès l'ouverture des transactions. Le raffermissement se poursuivait ensuite, l'indicateur instantané progressant jusqu'à + 0,62 % à 17 heures. Cette semaine sera-t-elle la neuvième semaine de hausse consécutive ? Beaucoup rue Vivienne l'espéraient, rappelant que la trêve dans les conflits sociaux était de bon augure, et qu'il ne fallait pas tenir compte du ralentissement de Wall Street à quelques jours de l'élection présidentielle américaine. Les intervenants appréciaient également l'optimisme des industriels, qui, selon l'INSEE, prévoient une activité plus vive dans les prochains mois.

La journée a encore été marquée par le feuilleton à rebondissements de la Société générale. Les cotations de titres étaient suspendues jusqu'à midi après l'annonce par la SBF (Société des Bourses françaises) d'une condition suspensive posée par le comité des établissements de crédit sur le renforcement de la participation de Marceau Investissement. Dès la reprise des cotations, la Société générale gagnait plus de 4 %. L'ensemble des privatisées était en hausse, et notamment Suez, qui repassait au-dessus de son prix de mise en vente d'il y a un an, et la CGE, toujours très recherchée.

Parmi les autres progressions notables de la séance, aux côtés des Nouvelles Galeries et de Fichet-Bauche, figurait Vallourec. Certains prêtaient à l'espagnol Tubacex une volonté de renforcer sa participation dans le capital du producteur des tubes. Fermeté de Pernod-Ricard, qui a prolongé son offre d'achat sur Irish Distillers, dont il détient 53,5 % des parts. Mercredi, l'offre amicale de Pernod et celle inamicale de Grand Metropolitan ont toutes deux reçu l'agrément des autorités britanniques. Michelin figurait parmi les plus fortes hausses avec l'attribution gratuite d'une action pour dix anciennes. Parmi les baisses, on notait Essilor, SCOA, HAVAS et Bouygues. Le MATIF était ferme, les opérateurs attendant l'ouverture prochaine officielle du marché d'options sur indices CAC 40 et OMF 50.

## TOKYO

### Clos

Tous les marchés financiers et boursiers japonais ont chômé, le jeudi 3 novembre, à l'occasion de la Fête de la culture.

## HONGKONG

### Vers un renforcement des pouvoirs de la COB locale ?

Selon un projet officiel, le gouvernement de Hongkong envisagerait de donner des pouvoirs de contrôle sur les opérations de Bourse beaucoup plus étendus à la nouvelle Securities and Futures Commission (commission de contrôle sur les titres et les transactions à terme), y compris celui de perquisitionner sans mandat dans les locaux des entreprises.

La nouvelle SFC pourrait être également autorisée à convoquer des témoins et à exiger qu'ils répondent à ses questions et pourrait utiliser ces déclarations par la suite, y compris contre leurs auteurs. Ce projet de loi instituant la nouvelle SFC s'inscrit dans la politique gouvernementale de renforcement des contrôles sur les opérations de Bourse, après le scandale qui a marqué le marché depuis le krach de l'an dernier.

Un porte-parole du gouvernement s'est refusé à tout commentaire sur ce document, dont la version finale doit être rendue publique avant décembre.

## FAITS ET RÉSULTATS

● **ICN veut racheter 25 % de Schering.** – ICN Pharmaceuticals, le minuscule fabricant californien de médicaments (environ 740 millions de francs de chiffre d'affaires), a de l'appétit. Son ambition est de racheter un quart du capital du groupe allemand Schering (16 milliards de francs de chiffre d'affaires). Et il le fait savoir. Sa victime potentielle n'apprécie pas et juge la démarche inamicale. Plus connue pour ses coups de Bourse que pour sa capacité pharmaceutique, ICN paraît décidé à passer outre. La firme a encore de l'argent à sa disposition, qu'elle s'était procuré par emprunt en faisant miroiter les ventes mirifiques d'un médicament contre le SIDA, dont les effets n'ont jamais été prouvés. Il y a un an, ICN avait déjà racheté 8,6 % des actions de Hoffmann-Laroche. Le capital de Schering est très dispersé. Mais, selon les statuts du groupe, le droit de vote par actionnaire est limité à 4,2 % du capital. Au-delà de cette limite, les droits détenus perdent leur pouvoir.

● **West-Point Pepperell rejette l'OPA lancée par Farley.** – Le groupe textile américain West-Point Pepperell Inc. a annoncé que son conseil avait rejeté *« à l'unanimité »* l'offre d'achat de 1,4 milliard de dollars (8,6 milliards de francs) lancée par la société Farley Inc. (*le Monde* du 26 octobre). *« Le conseil estime que l'offre de Farley constitue une tentative opportuniste de capturer la valeur à long terme de la compagnie à un prix inadéquat, avant que les avantages de l'acquisition de Stevens puissent être réalisés et visibles dans le cours des actions »*, a souligné dans un communiqué West-Point Pepperell. En mai dernier, ce groupe avait acquis son concurrent J.P. Stevens and Co. pour 1,2 milliard de dollars (7,4 milliards de francs).

● **Progression de 44 % des résultats semestriels de la Compagnie financière de Paribas.** – Le résultat net semestriel consolidé de la Compagnie financière de Paribas s'établit à 1 402 millions de francs. Comparé au bénéfice net des six premiers mois de 1987 (973 millions de francs), la progression est de 44 %. Pour l'ensemble de l'année, la Compagnie estime que la hausse pourrait être de l'ordre de 40 % par rapport au résultat net de l'année précédente (1 725 millions), dont la progression avait été entravée par la crise boursière du dernier trimestre.

● **L'accord de coopération COB-SEC est imminent.** – La Securities and Exchange Commission (SEC), organisme américain chargé de surveiller la bonne application de la réglementation boursière et le déroulement des transactions, s'apprête à signer un important accord de coopération avec la Commission des opérations de Bourse (COB) française (*le Monde affaires* du 24 septembre). Cet accord, qui se situera dans la ligne de ceux déjà conclus avec le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne, la Suisse et le Brésil, permettra à la SEC d'avoir un plus grand champ d'action pour enquêter et obtenir des informations sur des opérations suspectes menées aux Etats-Unis par des établissements financiers agissant à l'étranger. Un accord de même nature est en cours de négociations par la SEC avec les autorités boursières ouest-allemandes.

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| A.G.P. S.A. | 292 | 293 | La Commande Electro. | 302 | 304 |
| Amault & Associés | .... | 520 | Le gd livre du mois | .... | 332 |
| Asystel | 245 | 252 | Loca Investissement | 279 | 280 |
| B.A.C. | 355 | 350 | Locamic | .... | 168 30 |
| B. Demachy & Assoc. | 590 | .... | Metallurg. Minière | 130 10 | 128 |
| B.I.C.M. | 551 | 551 | Métrologie Internat. | 501 | 502 |
| B.I.P. | .... | 665 | Microservice | 140 | 145 60 |
| Boiron | 420 | 429 | M.M.B.M. | 610 | 610 |
| Bolloré Technologies | 830 | 830 | Molex | 228 | 225 |
| Boizon | 1050 | 1060 | Navale-Delmas | .... | 720 |
| Câbles de Lyon | 1455 | 1445 | Olivetti-Logabax | .... | 229 |
| Calberson | 700 | 705 | Om. Gest.Fin. | .... | 340 |
| Cardif | 856 | 850 | P.F.A. S.A. | 440 | 440 |
| C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.) | .... | 270 | Presbourg (C. In. & Fin.) | .... | 97 |
| C.A.T.C. | 138 | 139 20 | Présence Assurance | 407 | 410 |
| C.D.M.E. | 1120 | 1100 | Publicat. Filipacchi | .... | 432 |
| C. Equip. Elect. | 370 | 379 | Rezel | 710 | 738 d |
| C.E.G.I.D. | 794 | 788 | St-Gobain Emballage | .... | 1455 |
| C.E.G.E.P. | .... | 220 | St-Honoré Matignon | 220 | 228 80 d |
| C.E.P.-Communication | 1662 | 1681 | S.C.G.P.M. | .... | .... |
| C.G.I. Informatique | 900 | 900 | Segin | 415 | 425 |
| Ciments d'Origny | 574 | 575 | Sema-Metra | 502 | 510 |
| C.N.I.M. | .... | .... | S.E.P. | .... | 1469 |
| Concept | 247 | 243 | S.E.P.R. | .... | 1262 |
| Conforama | .... | 890 | S.M.T.Goupil | .... | 305 |
| Creeks | 499 | 490 | Sodinforg | 875 | 880 |
| Daisa | 175 | 174 | Supra | .... | 310 |
| Dauphin | .... | 1070 | TF 1 | 295 | 300 |
| Devanlay | 1100 | 1100 | Unilog | 164 10 | 168 |
| Deville | 610 | 601 | Union Financ. de Fr. | 418 | 418 |
| Duménil-Leblé | 1035 | 1035 | Valeurs de France | 338 50 | 337 50 |
| Editions Belfond | 120 | 125 | | | |
| Elysées Investiss. | 24 | 24 50 | | | |
| Finacor | 230 | 230 | | | |
| Gr. Foncier Fr. (G.F.F.) | 238 | 240 | | | |
| Guintoli | 511 | 500 | | | |
| I.C.C. | .... | 230 | | | |
| IDIA | 216 | 214 | | | |
| I.G.F. | 95 | 95 | | | |
| IM2 | 175 | 182 | | | |
| Int. Metal Service | .... | 399 | | | |



## Marché des options négociables le 3 novembre 1988

Nombre de contrats : 14 927

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier | OPTIONS D'ACHAT Mars dernier | OPTIONS DE VENTE Décembre dernier | OPTIONS DE VENTE Mars dernier |
|---|---|---|---|---|---|
| Accor | 520 | 27,30 | 43 | – | – |
| CGE | 400 | 30 | 45 | 15 | – |
| Elf-Aquitaine | 360 | 12,50 | 22,50 | 19 | – |
| Lafarge-Coppée | 1 400 | 62 | – | 51 | – |
| Michelin | 180 | 18 | 26 | 4,70 | 8,20 |
| Midi | 1 645 | 100 | 137 | 81 | – |
| Paribas | 480 | 26 | 41,30 | 27 | 34,50 |
| Peugeot | 1 200 | 85 | 130 | 35 | 48 |
| Saint-Gobain | 520 | 50 | 57 | 4,95 | – |
| Société générale | 480 | 47,50 | – | 18,50 | 30 |
| Thomson-CSF | 180 | 26 | 33, | 2 | – |

## MATIF

**Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 3 nov. 1988**

Nombre de contrats : 26 164.

| COURS | ÉCHÉANCES Déc. 88 | ÉCHÉANCES Mars 89 | ÉCHÉANCES Juin 89 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 107,50 | 107,25 | 106,55 |
| Précédent | 107,45 | 107,10 | 106,60 |

**Options sur notionnel**

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Déc. 88 | OPTIONS D'ACHAT Mars 89 | OPTIONS DE VENTE Déc. 88 | OPTIONS DE VENTE Mars 89 |
|---|---|---|---|---|
| 104 | 3,65 | 3,56 | 0,02 | 0,35 |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 6,05 F ↓**

Malgré une légère reprise des achats en Europe, le dollar a repris sa glissade, jeudi 3 novembre, sur toutes les places financières. Il a notamment coté 6,05 F (contre 6,0780 F). L'annonce, pour la semaine prochaine, d'une opération de refinancement (30 milliards de dollars) par le Trésor américain ne va pas faciliter la résistance du billet vert. Jusqu'ici peu sensible à la baisse du dollar, l'or a bondi pour dépasser 421 dollars l'once (contre 414,75 dollars).

| FRANCFORT | 2 nov. | 3 nov. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,7854 | 1,7738 |
| **TOKYO** | 2 nov. | 3 nov. |
| Dollar (en yens) | 124,68 | Clos |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)

| | |
|---|---|
| Paris (3 nov.) | 7 1/2-7 5/8 % |
| New-York (2 nov.) | 8 3/4-8 7/8 % |

### BOURSES

**PARIS** (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

| | 1er nov. | 2 nov. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | Clos | 139,4 |
| Valeurs étrangères | Clos | 117,9 |
| (*Sbf, base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice général CAC | Clos | 396,5 |
| (*Sbf, base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | Clos | Clos |
| (*OMF, base 100 : 31-12-81*) | | |
| Indice OMF 50 | Clos | 414,52 |
| **NEW-YORK** (*Indice Dow Jones*) | | |
| Industrielles | 2 150,96 | 2 156,83 |
| **LONDRES** (*Indice « Financial Times »*) | | |
| Industrielles | 1 507,7 | 1 495,6 |
| Mines d'or | 169,1 | 169,9 |
| Fonds d'Etat | 89,33 | 89,19 |
| **TOKYO** | 2 nov. | 3 nov. |
| Nikkei Dow Jones | 27 985,26 | Clos |
| Indice général | 2 150,29 | Clos |

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | COURS DU JOUR + haut | UN MOIS Rep. + ou dép. – | UN MOIS Rep. + ou dép. – | DEUX MOIS Rep. + ou dép. – | DEUX MOIS Rep. + ou dép. – | SIX MOIS Rep. + ou dép. – | SIX MOIS Rep. + ou dép. – |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 6,0445 | 6,0475 | – 40 | – 25 | – 90 | – 65 | – 190 | – 110 |
| $ can. | 4,9182 | 4,9287 | – 132 | – 105 | – 252 | – 213 | – 668 | – 566 |
| Yen (100) | 4,8628 | 4,8692 | + 129 | + 153 | + 274 | + 307 | + 834 | + 930 |
| DM | 3,4111 | 3,4142 | + 72 | + 90 | + 160 | + 184 | + 498 | + 565 |
| Florin | 3,0245 | 3,0275 | + 54 | + 66 | + 122 | + 141 | + 385 | + 437 |
| FB (100) | 16,2661 | 16,2830 | + 35 | + 119 | + 108 | + 253 | + 488 | + 861 |
| FS | 4,0630 | 4,0669 | + 121 | + 140 | + 261 | + 290 | + 777 | + 862 |
| L (1 000) | 4,5861 | 4,5919 | – 176 | – 134 | – 319 | – 275 | – 777 | – 685 |
| £ | 10,7562 | 10,7676 | – 379 | – 335 | – 776 | – 708 | – 2086 | – 1886 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 8 1/8 | 8 3/8 | 8 5/16 | 8 7/16 | 8 9/16 | 8 11/16 | 8 1/2 | 8 5/8 |
| DM | 4 5/8 | 4 7/8 | 4 14/16 | 4 13/16 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 13/16 | 4 15/16 |
| Florin | 5 | 5 1/4 | 5 3/16 | 5 5/16 | 5 3/16 | 5 5/16 | 5 3/16 | 5 5/16 |
| F.B. (100) | 7 1/4 | 7 1/2 | 7 1/8 | 7 1/2 | 7 1/8 | 7 1/2 | 7 1/8 | 7 1/2 |
| F.S. | 4 | 4 1/4 | 3 3/4 | 3 7/8 | 3 7/8 | 4 | 3 7/8 | 4 |
| L (1 000) | 11 1/2 | 12 1/2 | 11 7/8 | 12 | 12 | 12 1/8 | 12 | 12 1/8 |
| £ | 11 5/8 | 11 7/8 | 11 7/8 | 12 | 12 | 12 1/8 | 12 | 12 1/8 |
| F. franç. | 7 3/8 | 7 7/8 | 7 11/16 | 7 13/16 | 7 15/16 | 8 4/16 | 8 1/16 | 8 3/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# Marchés financiers

## BOURSE DU 2 NOVEMBRE

Cours relevés à 17 h 45

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 3840 | C.N.E. 3% ★ | 3650 | 3650 | 3650 | .... |
| 1052 | B.N.P. T.P. | 1055 | 1059 | 1059 | + 0 38 |
| 1132 | C.C.F. T.P. | 1139 | 1141 | 1141 | + 0 18 |
| 1135 | Créd. Lyon. T.P. | 1062 | 1062 | 1062 | .... |
| 1362 | Renault T.P. | 1340 | 1351 | 1351 | + 0 82 |
| 1620 | Rhône-Poul. T.P. | 1646 | 1646 | 1646 | .... |
| 1255 | St-Gobain T.P. | 1272 | 1290 | 1290 | + 1 42 |
| 1245 | Thomson T.P. | 1258 | 1260 | 1260 | + 0 16 |
| 530 | Accor | 529 | 535 | 535 | + 1 13 |
| 556 | Air Liquide | 565 | 568 | 562 | – 0 53 |
| 2330 | Alcatel ★ | 2389 | 2401 | 2486 | + 4 06 |
| 1420 | Als. Superm. | 1599 | 1600 | 1600 | + 0 06 |
| 320 | A.L.S.P.I. | 335 | 331 | 330 | – 1 49 |
| 365 | Alsthom ★ | 389 90 | 390 | 386 50 | – 0 87 |
| 2140 | Arjom. Prioux ★ | 2190 | 2170 | 2151 | – 1 78 |
| 580 | Ausedat-Rey ★ | 585 | 586 | 583 | – 0 35 |
| 1090 | Aux. Entrepr. ★ | 1110 | 1102 | 1093 | – 1 53 |
| 660 | Av. Dassault ★ | 650 | 660 | 655 | + 0 77 |
| 415 | BAFIP ★ | 400 | 399 90 | 400 80 | + 0 20 |
| 285 | Bail-Equipem. ★ | 286 | 287 10 | 294 90 | + 3 11 |
| 825 | Bail Investiss. | 810 | 806 | 809 | – 0 12 |
| 320 | B.N.P. C.I. ★ | 320 | 315 | 312 50 | – 2 34 |
| 480 | Cie Bancaire ★ | 500 | 498 | 518 | + 3 60 |
| 475 | Bazar H.-V. | 535 | 540 | 539 | + 0 75 |
| 515 | Béghin-Say ★ | 539 | 538 | 540 | + 0 19 |
| 1120 | Berger (Me) | 1090 | 1050 | 1050 | – 3 67 |
| 820 | Bic ★ | 804 | 810 | 845 | + 5 10 |
| 2250 | B.I.S. | 2251 | 2294 | 2305 | + 2 40 |
| 2780 | Bongrain S.A. ★ | 2840 | 2880 | 2848 | + 0 28 |
| 630 | Bouygues ★ | 614 | 605 | 607 | – 1 14 |
| 67 | B.P. France ★ | 64 | 64 10 | 66 60 | + 4 06 |
| 5680 | B.S.N. ★ | 5770 | 5770 | 5670 | – 1 73 |
| 600 | Canal Plus | 600 | 600 | 593 | – 1 17 |
| 2330 | Cap Gem. S. ★ | 2360 | 2310 | 2360 | .... |
| 460 | Carnaud ★ | 516 | 525 | 530 | + 2 71 |
| 2710 | Carrefour ★ | 2768 | 2750 | 2700 | – 2 46 |
| 168 | Casino | 176 | 177 | 176 | .... |
| 115 | Casino A.D.P. | 120 | 120 80 | 120 | .... |
| .... | Castor. Dab. Inv. | 870 | 870 | 870 | .... |
| 1100 | C.C.M.C. | 1080 | 1080 | 1060 | – 1 85 |
| 650 | Cetelem | 630 | 634 | 635 | + 0 79 |
| 400 | Cerus ★ | 393 | 395 | 391 | – 0 51 |
| 1740 | C.F.A.O. ★ | 1840 | 1850 | 1880 | + 2 17 |
| 350 | C.G.E. | 412 | 419 | 420 | + 1 94 |
| 1200 | C.G.I.P. ★ | 1341 | 1339 | 1322 | – 1 42 |
| 1220 | Chargeurs S.A ★ | 1265 | 1260 | 1270 | + 0 40 |
| 1090 | Ciments franç. ★ | 1149 | 1132 | 1150 | + 0 09 |
| 475 | Club Méditerr. ★ | 550 | 555 | 522 | – 5 09 |
| 168 | Codetel ★ | 172 50 | 172 | 172 | – 0 29 |
| 295 | Cofimeg | 309 | 310 | 315 | + 1 94 |
| 630 | Coles ★ | 644 | 647 | 647 | + 0 47 |
| 215 | Compt. Entrepr. | 210 | 215 | 210 | .... |
| 750 | Compt. Mod. ★ | 743 | 760 | 758 | + 2 02 |
| 760 | Créd. Foncier ★ | 855 | 880 | 860 | + 0 58 |
| 435 | C. F. Internat. ★ | 454 | 453 | 451 50 | – 0 55 |
| 140 | C.C.F. | 151 50 | 150 70 | 152 80 | + 0 86 |
| 515 | Cr. Lyon. (CI) ★ | 510 | 510 | 520 | + 1 96 |
| 880 | Crédit Nat. ★ | 918 | 903 | 916 | – 0 22 |
| 625 | CSEE (exSign.) ★ | 635 | 644 | 630 | – 0 79 |
| 425 | Crouzet ★ | 463 90 | 460 | 465 | + 0 24 |
| 2840 | Damart S.A. ★ | 3331 | 3350 | 3400 | + 2 07 |
| 1720 | De Dietrich | 1711 | 1701 | 1670 | – 2 40 |
| 198 | Dév. P.d.C. (Li) | 210 | 212 | 212 | + 0 95 |
| 440 | D.M.C. | 465 | 469 90 | 468 | + 0 65 |
| 365 | Drouot Assur. ★ | 377 80 | 372 | 370 50 | – 1 93 |
| 2400 | Docks France ★ | 2569 | 2525 | 2700 | + 5 10 |
| 780 | Dumez ★ | 746 | 751 | 757 | + 1 47 |
| 1470 | Eaux (Gén.) | 1525 | 1531 | 1560 | + 2 30 |
| 1630 | Ecco ★ | 1729 | 1715 | 1730 | + 0 06 |
| 875 | Electrofinanc. ★ | 932 | 950 | 940 | + 0 86 |
| 425 | El. S. Dassault | 428 | 429 | 429 | + 0 23 |
| 335 | Elf-Aquitaine | 350 | 352 | 353 | + 0 86 |
| 285 | – (certific.) ★ | 293 10 | 298 | 298 20 | + 1 74 |
| 930 | Epeda-B-Faure ★ | 930 | .... | .... | .... |
| 2890 | Essilor | 3560 | 3560 | 3446 | – 3 20 |
| 1690 | Essilor Inv. (DP) | 1900 | 1884 | 1865 | – 1 84 |
| 275 | Esso S.A.F. ★ | 273 | 278 | 278 | + 1 83 |
| 1450 | Eurafrance | 1506 | 1506 | 1515 | + 0 66 |
| 1340 | Eurocom ★ | 1430 | 1410 | 1386 | – 3 08 |
| 2200 | Euromarché | 2139 | 2140 | 2140 | + 0 09 |
| 570 | Europe nº 1 ★ | 591 | 599 | 589 | – 0 34 |
| 36 | Eurotunnel ★ | 37 60 | 37 10 | 38 | + 1 06 |
| 1180 | Exor ★ | 1200 | 1205 | 1200 | .... |
| 1010 | Facom | 1095 | 1098 | 1094 | – 0 09 |
| 965 | Fichet-bauche | 1010 | 1047 | 1073 | + 6 24 |
| 196 | Finextel ★ | 197 50 | 198 | 200 | + 1 27 |
| 152 | Fives-Lille ★ | 165 30 | 167 | 165 | – 0 18 |
| 1420 | Fromageries Bel | 1490 | 1495 | 1491 | + 0 07 |
| 1120 | Gal. Lafayette ★ | 1190 | 1193 | 1175 | – 1 26 |
| 370 | Gascogne | 410 | 420 | 420 | + 2 44 |
| 1500 | Gaz et Eaux | 1544 | 1570 | 1619 | + 4 86 |
| 465 | Géophysique ★ | 440 | 441 | 449 50 | + 2 16 |
| 545 | Gerland | 565 | 561 | 561 | – 0 71 |
| 3070 | Groupe Cité ★ | 3190 | 3191 | 3190 | .... |
| 705 | GTM-Entrepose | 720 | 734 | 760 | + 5 56 |
| 710 | Guyenne-Gas. ★ | 735 | 720 | 727 | – 1 09 |
| 255 | Hachette ★ | 250 | 250 30 | 250 | .... |
| 695 | Havas ★ | 738 | 730 | 729 | – 1 22 |
| 550 | Hénin (La) | 579 | 575 | 572 | – 1 21 |
| 1130 | Hutchinson ★ | 1223 | 1245 | 1204 | – 1 55 |
| 270 | Imétal ★ | 270 | 270 10 | 273 | + 1 11 |
| 305 | Imm. Plaine-M. | 325 | 325 | 329 | + 1 23 |
| 370 | Ingénico ★ | 374 30 | 395 | 389 | + 3 93 |
| 4730 | Inst. Mérieux | 5400 | 5360 | 5310 | – 1 67 |
| 535 | Interbail ★ | 530 | 530 | 531 | + 0 19 |
| 1140 | Intertechnique | 1209 | 1220 | 1230 | + 1 74 |
| 980 | J. Lefebvre | 1018 | 1000 | 995 | – 2 26 |
| 896 | Labinal ★ | 876 | 874 | 860 | – 1 71 |
| 1480 | Lab. Bellon | 1501 | 1509 | 1515 | + 0 93 |
| 1380 | Lafarge-Coppée | 1396 | 1400 | 1407 | + 0 79 |
| 1180 | Lebon ★ | 1220 | 1230 | 1228 | + 0 66 |
| 3080 | Legrand ★ | 3200 | 3200 | 3230 | + 0 94 |
| 2400 | Legrand (DP) ★ | 2490 | 2480 | 2460 | – 1 20 |
| 950 | Leroy-Somer ★ | 984 | 981 | 987 | + 0 30 |
| 2090 | Lesieur | 2080 | 2081 | 2105 | + 1 20 |
| 680 | Locabail Immob. | 698 | 690 | 699 | + 0 14 |
| 395 | Locafrance ★ | 395 | 412 | 411 90 | + 4 28 |
| 850 | Locindus | 831 | 835 | 858 | + 3 25 |
| 355 | Luchaire | 340 | 340 | 339 | – 0 29 |
| 3150 | L.V.M.H. ★ | 3272 | 3260 | 3210 | – 1 89 |
| 1480 | Lyonn. Eaux ★ | 1530 | 1536 | 1515 | – 0 98 |
| 58 | Mais. Phénix | 57 20 | 59 | 59 10 | + 3 32 |
| 205 | Majorette (Ly) | 216 | 215 | 215 50 | – 0 23 |
| 380 | Mar. Wendel ★ | 401 50 | 400 | 392 50 | – 2 24 |
| 198 | Matra ★ | 214 50 | 213 50 | 211 90 | – 1 21 |
| 3090 | Merlin-Gerin ★ | 3200 | 3199 | 3001 | – 6 22 |
| 177 | Michelin | 190 50 | 177 50 | 180 50 * | + 4 24 |
| 1630 | Midi (Cie) | 1615 | 1600 | 1635 | + 1 24 |
| 177 | Midland Bk SA ★ | 186 90 | 187 | 187 | + 0 05 |
| 475 | Min. Salsig. (Me) | 478 | 477 | 475 | – 0 63 |
| 82 | M.M. Penarroya | 91 | 91 | 90 10 | – 0 99 |
| 112 | Moulinex | 113 80 | 113 70 | 114 80 | + 0 88 |
| 1230 | Navig. Mixte ★ | 1284 | 1276 | 1280 | – 0 31 |
| 129 | Nord-Est ★ | 131 50 | 130 10 | 129 50 | – 1 52 |
| 375 | Nordon (Ny) | 369 | 375 | 375 | + 1 63 |
| 465 | Nouvelles Gal. | 547 | 560 | 575 | + 5 12 |
| 770 | Occid. (Gén.) ★ | 790 | 785 | 792 | + 0 25 |
| 1370 | Omn.F.Paris | 1400 | 1405 | 1394 | – 0 43 |
| 345 | Olida-Caby ★ | 355 90 | 358 | 351 | – 1 38 |
| 3630 | Oréal (L') | 3770 | 3775 | 3780 | + 0 27 |
| 455 | Paribas | 473 | 469 | 473 | .... |
| 415 | Paris-Résec. ★ | 430 | 425 | 430 50 | + 0 12 |
| 1060 | Pechelbronn ★ | 1150 | 1114 | 1158 | + 0 70 |
| 415 | Penhoet | 418 | 418 | 418 | .... |
| 1230 | Pernod-Ricard ★ | 1235 | 1235 | 1247 | + 0 97 |
| 1170 | Peugeot S.A. | 1231 | 1239 | 1244 | + 1 06 |
| 565 | Pollet ★ | 575 | 576 | 592 | + 2 96 |
| 1090 | Prétabail Sic. | 1072 | 1080 | 1080 | + 0 75 |
| 725 | Primagaz | 721 | 730 | 725 | + 0 55 |
| 600 | Printemps ★ | 597 | 597 | 597 | .... |
| 2140 | Promodès | 2135 | 2130 | 2190 | + 2 58 |
| 565 | Radiotechn. ★ | 570 | 571 | 571 | + 0 18 |
| 63 | Raff. D. Total ★ | 68 70 | 68 70 | 68 85 | + 0 22 |
| 3110 | Redoute (La) ★ | 3230 | 3210 | 3160 | – 2 17 |
| 340 | Robur financière | 331 | 334 | 334 | + 0 91 |
| 1340 | Roussel-Uclaf ★ | 1385 | 1400 | 1394 | + 0 65 |
| 895 | R.-Uclaf-CNI ★ | 869 | 869 | 869 | .... |
| 3400 | R. Impériale (Ly) | 3400 | 3380 | 3380 | – 0 59 |
| 165 | Sade | 167 50 | 168 | 166 | – 0 90 |
| 1640 | Sagem ★ | 1625 | 1631 | 1650 | + 1 54 |
| 590 | Saint-Gobain | 582 | 563 | 562 | .... |
| 1020 | St-Louis ★ | 1060 | 1059 | 1078 | + 1 70 |
| 1810 | Salomon | 1865 | 1885 | 1894 | + 1 55 |
| 680 | Salvepar | 665 | 665 | 670 | + 0 75 |
| 820 | Sanofi ★ | 820 | 820 | 816 | – 0 49 |
| 750 | S.A.T. ★ | 770 | 785 | 800 | + 3 90 |
| 255 | Saul.-Chât. (6) ★ | 280 50 | 279 | 276 | – 1 60 |
| 1040 | Saupiquet (Na) | 1099 | 1050 | 1050 | – 4 46 |
| 490 | Schneider ★ | 541 | 550 | 540 | – 0 18 |
| 53 | S.C.O.A. | 54 50 | 53 90 | 53 | – 2 76 |
| 670 | S.C.R.E.G. ★ | 694 | 689 | 694 | .... |
| 830 | Seb ★ | 822 | 830 | 830 | + 0 97 |
| 390 | Selimeg ★ | 383 | 387 | 380 10 | – 0 76 |
| 1350 | S.F.I.M. | 1445 | 1450 | 1435 | – 0 69 |
| .... | S.G.E. | 190 | 191 50 | 188 30 | – 0 89 |
| 690 | Silic | 705 | 705 | 705 | .... |
| 460 | Simco-U.P.H. ★ | 485 | 490 | 510 | + 5 15 |
| 1080 | Skis Rossignol | 1140 | 1149 | 1160 | + 1 75 |
| 900 | Sligos ★ | 945 | 951 | 950 | + 0 53 |
| 510 | Société Générale | 508 | 525 | 540 | + 6 09 |
| 140 | Sodecco | 143 | 144 | 144 | + 0 70 |
| 169 | Sodero (Na) | 170 | 169 | 169 | – 0 59 |
| 2850 | Sodexho ★ | 2920 | 2916 | 2950 | + 1 03 |
| 112 | Sogenal (Ny) | 115 | 116 | 116 | + 0 87 |
| 280 | Sogerap | 295 | 298 | 298 | + 1 02 |
| 2150 | Somm-Allib. ★ | 2300 | 2327 | 2340 | + 1 74 |
| 1170 | Source Perrier ★ | 1270 | 1279 | 1255 | – 1 18 |
| 675 | Sovac ★ | 690 | 690 | 689 | – 0 14 |
| 425 | Spie-Batignol. ★ | 462 | 469 | 468 | + 1 30 |
| 700 | Strafor ★ | 750 | 756 | 756 | + 0 80 |
| 305 | Suez | 315 | 317 | 320 90 | + 1 87 |
| 390 | Synthelabo ★ | 380 | 394 | 383 | + 0 79 |
| .... | Talcs Luzenac ★ | 1160 | 1175 | 1163 | + 0 26 |
| 4400 | Tél. Elect. | 4200 | 4160 | 4160 | – 0 95 |
| 184 | Thomson-C.S.F. | 204 90 | 206 | 206 10 | + 0 10 |
| 315 | Total (CFP) ★ | 314 | 316 | 314 90 | + 0 29 |
| 72 | – (certific.) | 71 50 | 73 | 71 50 | .... |
| 1020 | T.R.T. ★ | 1090 | 1090 | 1091 | + 0 09 |
| 370 | U.F.B.-Locab. ★ | 380 | 378 | 383 | + 0 79 |
| 825 | U.I.C. ★ | 860 | 880 | 851 | – 1 05 |
| 500 | U.I.F. ★ | 504 | 510 | 501 | – 0 60 |
| 800 | U.I.S. | 791 | 792 | 795 | + 0 51 |
| 169 | U.C.B. ★ | 169 | 170 | 170 | + 0 59 |
| 700 | Unibail | 708 | 685 | 695 | – 1 84 |
| 605 | Valéo ★ | 620 | 624 | 627 | + 1 13 |
| 210 | Vallourec ★ | 224 70 | 234 | 244 | + 8 59 |
| 380 | Via Banque | 360 | 365 | 365 50 | + 1 53 |
| 700 | Elf-Gabon ★ | 690 | 690 | 690 | .... |
| 134 | Amax Inc. | 138 | 138 | 136 | – 1 45 |
| 175 | Amer. Express | 181 | 169 40 | 169 | – 6 63 |
| 189 | Amer. Teleph. | 165 50 | 171 70 | 171 70 c | + 3 75 |
| 91 | Anglo Amer. C. | 89 50 | 96 30 | 96 30 | + 6 48 |
| 425 | Amgold | 427 | 432 | 432 | + 1 17 |
| 960 | BASF (Akt) | 981 | 975 | 976 | – 0 61 |
| 1060 | Bayer | 1056 | 1038 | 1038 | – 1 70 |
| 77 | Buffelsfont. | 77 40 | 77 30 | 77 30 | – 0 13 |
| 183 | Chase Manh. | 179 80 | 178 | 179 10 | – 0 38 |
| 103 | Echo Bay Mines | 96 80 | 93 05 | 96 50 | – 0 31 |
| 73 | De Beers | 69 80 | 70 | 69 80 | .... |
| 1830 | Deutsche Bank | 1852 | 1841 | 1845 | – 0 38 |
| 1020 | Dresdner Bank | 1034 | 1023 | 1027 | – 0 68 |
| 54 | Driefontein Cld | 53 80 | 54 | 53 90 | + 0 19 |
| 510 | Du Pont-Nem. | 499 | 501 | 501 | + 0 40 |
| 295 | Eastman Kodak | 294 90 | 290 10 | 290 10 | – 1 63 |
| 29 | East Rand | 28 05 | 28 20 | 28 20 | + 0 53 |
| 255 | Electrolux | 253 | 256 50 | 256 50 | + 1 38 |
| 305 | Ericsson | 308 | 307 50 | 307 50 | – 0 16 |
| 275 | Exxon Corp. | 272 50 | 272 | 273 | + 0 18 |
| 320 | Ford Motors | 327 50 | 318 | 319 | – 2 60 |
| 48 | Freegold | 47 20 | 49 | 50 | + 5 93 |
| 87 | Gencor | 87 80 | 88 50 | 88 50 | + 0 80 |
| 270 | Gén. Electr. | 267 90 | 267 60 | 267 20 | – 0 26 |
| 695 | Gén. Belgique | 710 | 710 | 710 | .... |
| 470 | Gen. Motors | 504 | 508 | 508 | + 0 79 |
| 133 | Goldfields | 125 90 | 128 50 | 128 50 | + 2 07 |
| 50 | Gd Metropolitain | 49 | 48 80 | 48 80 | – 0 41 |
| 39 | Harmony | 38 50 | 39 50 | 39 60 | + 2 86 |
| 72 | Hitachi | 72 | 71 | 71 | – 1 39 |
| 1050 | Hoechst Akt. | 1058 | 1037 | 1035 | – 2 17 |
| 113 | Imp. Chemical | 113 60 | 113 | 113 | – 0 53 |
| 750 | IBM | 736 | 756 | 754 | + 2 45 |
| 320 | ITT | 314 50 | 318 60 | 318 60 | + 1 30 |
| 183 | Ito-Yokado | 180 50 | 190 | 189 80 | + 5 15 |
| 305 | Mac Donald's | 291 10 | 299 20 | 299 20 | + 2 78 |
| 115 | Matsushita | 106 80 | 107 10 | 107 10 | + 0 28 |
| 360 | Merck | 351 | 351 | 351 | .... |
| 380 | Minnesota M. | 379 50 | 371 50 | 371 50 | – 2 11 |
| 275 | Mobil Corp. | 272 80 | 270 50 | 270 50 | – 0 84 |
| 220 | Morgan J.P. | 225 | 222 40 | 222 40 | – 1 16 |
| 35800 | Nestlé | 36490 | 36570 | 36690 | + 0 55 |
| 1390 | Nixdorf | 1410 | 1415 | 1418 | + 0 57 |
| 94 | Norsk Hydro | 93 50 | 93 | 93 10 | – 0 43 |
| 125 | Ofsil | 122 50 | 124 | 124 | + 1 22 |
| 2100 | Petrofina | 2085 | 2089 | 2090 | + 0 24 |
| 585 | Philip Morris | 589 | 575 | 579 | – 1 70 |
| 90 | Philips | 95 20 | 96 10 | 96 10 | + 0 95 |
| 83 | Placer Dome | 79 50 | 83 60 | 83 60 | + 5 16 |
| 330 | Quilmès | 331 | 330 20 | 333 | + 0 60 |
| 400 | Randfontein | 384 50 | 393 | 393 | + 2 21 |
| 690 | Royal Dutch | 683 | 684 | 685 | + 0 29 |
| 48 | Rio Tinto Zinc | 46 50 | 46 10 | 46 15 | – 0 75 |
| 39 | Saat. & Saatchi | 39 40 | 38 80 | 38 80 | – 1 52 |
| 45 | St Helena Co | 44 | 44 30 | 44 90 | + 2 05 |
| 210 | Schlumberger | 203 | 207 30 | 208 | + 2 46 |
| 108 | Shell transp. | 106 10 | 106 30 | 106 30 | + 0 19 |
| 1650 | Siemens A.G. | 1690 | 1683 | 1680 | – 0 59 |
| 300 | Sony | 287 | 289 10 | 289 10 | + 0 73 |
| 48 | Telefonica | 47 50 | 48 95 | 48 60 | + 2 32 |
| 196 | T.D.K. | 188 | 191 | 191 | + 1 60 |
| 48 | Toshiba Corp. | 48 50 | 48 60 | 48 55 | + 0 10 |
| 350 | Unilever | 368 | 366 | 367 | – 0 27 |
| 255 | Unit. Techn. | 250 | 252 | 252 | + 0 80 |
| 420 | Vaal Reefs | 408 | 424 80 | 424 80 | + 4 12 |
| 345 | Volvo | 335 50 | 341 | 341 | + 1 64 |
| 164 | West Deep | 160 | 159 10 | 162 | + 1 25 |
| 355 | Xerox Corp. | 370 | 362 | 362 | – 2 16 |
| 186 | Yamanouchi | 175 | 183 50 | 183 50 | + 4 86 |
| 2 15 | Zambia Corp. | 2 17 | 2 17 | 2 18 | + 0 46 |

## Comptant (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Obligations** | | | C.I.C. (Financ. de) | .... | 175 | Louvre (Sté) | 2200 | 2288 | Testut-Aequitas | 232 | 241 d |
| | | | C.I. Maritime | .... | 715 | Lucia | 1330 | 1360 | Tour Eiffel | .... | 345 |
| | | | Chiram (B) | 2030 | .... | Machines Bull | .... | .... | Ufiner S.M.D. | .... | 740 |
| Emp. 8,80 % 77 | 126 01 | 3 954 | | | 710 | Magasins Uniprix | 151 40 | 165 30 d | U.A.P. | 311 | 315 |

## SICAV (sélection) 2/11

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net | VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net | VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A.A.A. | 914 87 | 892 56 | Francic Pierre | 101 58 | 98 62 | Patrimoine Retraite | 173 98 | 170 57 ◆ |
| Actifon | 214 71 | 208 96 | Francic Régions | 1041 | 1010 68 | Pervalor | 624 18 | 608 |
| Actions France | 472 52 | 455 44 | Fructi-Associations | 27 96 | 27 96 | Phenix Placements | 254 97 | 253 70 |

## Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 2/11 | COURS DES BILLETS Achat | COURS DES BILLETS Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 6 081 | 6 078 | 5 800 | 6 300 |
| ECU | 7 088 | 7 077 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 341 250 | 341 370 | 331 | 351 |
| Belgique (100 F) | 16 277 | 16 288 | 15 600 | 16 600 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 302 620 | 302 720 | 293 | 313 |
| Danemark (100 krd) | 88 520 | 88 600 | 85 | 92 |
| Norvège (100 k) | 91 800 | 91 880 | 89 | 96 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 741 | 10 777 | 10 400 | 11 100 |
| Grèce (100 drachmes) | 4 157 | 4 152 | 3 700 | 4 400 |
| Italie (1 000 lires) | 4 588 | 4 593 | 4 300 | 4 800 |
| Suisse (100 fr.) | 404 920 | 406 030 | 393 | 415 |
| Suède (100 krs) | 98 370 | 98 490 | 95 500 | 101 500 |
| Autriche (100 sch) | 48 530 | 48 560 | 47 100 | 50 100 |
| Espagne (100 pes.) | 5 160 | 5 183 | 4 900 | 5 400 |
| Portugal (100 esc.) | 4 120 | 4 125 | 3 700 | 4 400 |
| Canada ($ can 1) | 5 055 | 4 984 | 4 800 | 5 200 |
| Japon (100 yens) | 4 827 | 4 873 | 4 710 | 4 930 |

## Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 2/11 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 80500 | 81200 |
| Or fin (en lingot) | 80250 | 81250 |
| Pièce française (20 fr) | 482 | 484 |
| Pièce française (10 fr) | 370 | ...... |
| Pièce suisse (20 fr) | 498 | 500 |
| Pièce latine (20 fr) | 465 | 470 |
| Souverain | 592 | 600 |
| Pièce de 20 dollars | 2825 | 2805 |
| Pièce de 10 dollars | 1462 50 | 1460 |
| Pièce de 5 dollars | 825 | ...... |
| Pièce de 50 pesos | 3020 | 3015 |
| Pièce de 10 florins | 476 | 481 |
| Or Londres | 407 30 | 412 50 |
| Or Zurich | 411 50 | 413 50 |
| Or Hongkong | 407 35 | 412 15 |
| Argent Londres | ..... | ...... |

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde



ÉTATS-UNIS : les derniers jours de la campagne présidentielle

# M. Dukakis joue son va-tout

*WASHINGTON*
*de notre correspondant*

Des foules enthousiastes, des harangues – presque – enflammées, une agressivité redoublée : Michael Dukakis se bat comme un beau diable, il affirme qu'il peut, qu'il va gagner. L'homme de dossiers a pris goût aux tréteaux, le *« froid »* bureaucrate a désormais le verbe haut et la *« passion »* en bandoulière. Oubliés les prudences, le refus de l'idéologie au nom de la *« compétence »*, place aux envolées populistes, aux accents protectionnistes. Sus aux riches, sus aux Japonais, vive le *« Made in the USA »*. Et d'invoquer les mânes – *« libérales »*, le mot désormais, ne fait plus peur – de Roosevelt, Truman, Kennedy, et de taper à bras raccourcis sur George Bush, et de réduire le *« message »* à sa plus simple expression : *« Je suis avec vous. »*

Le *« nouveau »* Dukakis, le Dukakis de la onzième heure, enfin *« libéré »*, enfin capable d'établir le contact avec les foules, peut donner l'impression de *« revenir »* très fort : les sondages disent froidement le contraire. Treize points d'avance, au plan national, pour M. Bush, selon la dernière enquête ABC-*Washington Post*, douze selon un sondage CBS, et cela après dix jours pendant lesquels M. Dukakis a littéralement envahi les écrans de télévision.

La remontée du candidat démocrate, qui semblait se dessiner à la fin de la semaine dernière, semble donc enrayée, même si la compétition apparaît à nouveau plus serrée en Californie et dans certains Etats industriels. Bien sûr, Truman, à la surprise générale, avait battu Dewey, mais c'était en 1948, et les méthodes de sondage ont fait depuis, quelques progrès (*le Monde* daté 30-31 octobre). Et puis, contrairement à son lointain prédécesseur républicain, George Bush ne semble pas disposé à baisser trop tôt la garde.

Certes, sa position de favori l'incite à donner un tour plus *« présidentiel »* à ses discours – il a déjà appelé de ses voeux un nouveau sommet américano-soviétique. Mais, à tout hasard, M. Bush poursuit ses dures attaques contre un adversaire qu'il affirme *« dépourvu du bon vieux sens commun »*, tandis que le président Reagan continue à battre énergiquement la campagne en faveur de son vice-président.

### Les deux candidats en « excellente santé »

Ce dernier reste fortement handicapé par son propre colistier, Dan Quayle, toujours affligé d'une très mauvaise image dans l'opinion. Mais les nombreux Américains qui ont des frissons d'inquiétude à la simple idée d'un *« président Quayle »* ont quelques raisons d'être rassurés : selon un bilan de santé aussi précis qu'indiscret, publié par le *New York Times*, M. Bush, qui est âgé de soixante-quatre ans, est dans une forme physique *« exceptionnelle »*.

M. Dukakis, qui vient de fêter son cinquante-cinquième anniversaire, jouit lui aussi d'une *« excellente santé »*. Ce n'est pas sur ce point qu'on départagera les deux candidats, et le *Washington Post*, pour sa part, refuse d'une manière générale de les départager. L'important quotidien de la capitale fédérale, après de longues tergiversations, a refusé, contrairement à la coutume, d'apporter son soutien à l'un quelconque des prétendants.

De la part d'un journal de tradition libérale, qui a régulièrement soutenu les candidats démocrates, c'est surtout une marque de défiance à l'égard de M. Dukakis, taxé, entre autres, de *« naïveté »* en matière de défense et de politique étrangère. Le gouverneur du Massachusetts peut se consoler en invoquant le soutien du *New York Times*, – un soutien mesuré et assorti de réserves, mais qui ne surprend pas de la part d'un journal qui a combattu avec constance la politique de l'administration Reagan.

M. Dukakis peut aussi compter sur l'appui plus ou moins discret – mais non déclaré, celui-là – des grandes chaînes de télévision qui, elles aussi, penchent traditionnellement du côté démocrate, *et*, en ces derniers jours de campagne, privilégient M. Dukakis.

JAN KRAUZE.

*Sur le vif*

## Touche pas à mon porc

– Tiens, j'ai un bon sujet pour toi, aujourd'hui, ma petite chérie. Il y a eu un référendum dimanche à...

– Ah non, merci ! La Nouvelle-Calédonie, Israël, la Maison-Blanche, l'Algérie... Ras le biscuit !

– Ben justement, à Reykjavik, les Islandais se sont prononcés à une énorme majorité contre les chiens. Déjà qu'ils étaient plus ou moins interdits de séjour, persécutés, ils vont être obligés d'entrer dans la clandestinité. Ils pourront plus mettre le nez dehors, plus piper, plus pisser. On va leur coller des muselières et des couches-culottes. Faudra leur trouver des planques. La résistance va s'organiser au prix des pires dangers. Rappelle-toi ce ministre obligé de démissionner parce qu'il en avait caché un dans sa cave.

– Je comprends pas. Ils aiment pourtant les bêtes, ces gens-là. Regarde la centaine de baleines qu'ils revendent chaque année à des labos japonais. Recherche scientifique. On les étudie. On regarde comment elles sont faites, si la peau se détache bien de la chair et si le lard graillonne pas trop dans les poêles à frire.

– Ça n'empêche pas ! Les Américains, ils les adorent, eux aussi, les baleines. Ils viennent de dépenser un million de dollars pour en expédier deux sous les harpons norvégiens. Eh ben, on assiste à une formidable explosion de racisme anti-cochons en ce moment aux Etats-Unis. T'aurais vu ce matin à la télé cette pauvre femme arrachée à son compagnon à quatre pattes. Un vérat magnifique. Elle mangeait, elle couchait avec. Les flics sont venus l'arrêter. Tragique !

– Un verrat ? Tiens ! Moi, j'ai des amis, ils préfèrent les truies. Paraît que c'est plus doux, plus gentil, et que ça a quand même un peu moins d'appétit. Les pourceaux d'appartement, c'est la folie, là, en ce moment. C'est en passe de détrôner le canari et le berger allemand.

– Ici, oui ; mais alors, là-bas, ils sont victimes d'une véritable ségrégation. Pire que les Noirs, je vais te dire. Si tu te promènes dans les rues de Houston avec un beau petit porcelet tout rose, tout mignon, on va se retourner sur ton passage. Tu peux l'emmener ni au cinéma, ni au restaurant. Enfin, c'est dément ! L'apartheid, carrément.

CLAUDE SARRAUTE.

POLOGNE

## Solidarité rejette une nouvelle proposition du pouvoir de tenir une « table ronde »

Les représentants de Solidarité ont rejeté, mercredi 2 novembre, une nouvelle proposition des autorités de tenir la « table ronde » pouvoir-opposition *« dans les jours qui viennent »*, offre formulée au moment où le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, entamait sa visite officielle en Pologne.

Alors que les pourparlers entre Solidarité et le pouvoir paraissent très compromis, d'abord par les exigences gouvernementales, puis par la décision de fermer les chantiers navals Lénine à Gdansk, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a fait publier un communiqué rappelant la volonté du pouvoir d'ouvrir des négociations avec l'opposition *« dans les jours à venir »*. Solidarité a répondu un peu plus tard par la voix de son porte-parole, M. Janusz Onyszkiewicz, qui a jugé impossibles de telles négociations dans les circonstances présentes. La proposition de M. Urban paraît en fait destinée à montrer à Mme Thatcher que le pouvoir ne refuse pas le dialogue.

La décision de fermer les chantiers navals, berceau du syndicat indépendant, à partir du 1er décembre, a eu pour effet d'unir tous les employés de l'établissement, indépendamment de leur attitude à l'égard de Solidarité, ont relevé les témoins du meeting tenu mercredi matin par quelque huit mille ouvriers, dont M. Lech Walesa.

Les ouvriers ont décidé de ne pas recourir à la grève dans l'immédiat, mais se sont déclarés déterminés à ne pas abandonner les chantiers. Le directeur de l'entreprise, M. Czeslaw Tolwinski, qui a dû faire face à deux grèves dures cette année, a contesté les motifs de non-rentabilité invoqués par le gouvernement. *« L'argument économique n'est pas justifié,* a-t-il déclaré devant les ouvriers. *La situation financière n'est pas mauvaise. Il n'y a pas de raisons de fermer les chantiers. »*

### Les entretiens de Mme Thatcher

Pour sa part, Mme Thatcher a eu, mercredi soir, un premier entretien avec son homologue polonais, M. Meiczyslaw Rakowski, puis a rencontré le cardinal Jozef Glemp avant de s'entretenir avec plusieurs personnalités indépendantes favorables à l'économie de marché. Elle devait revoir M. Rakowski jeudi, puis s'incliner sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné par la police en 1984, visiter un supermarché de Varsovie et déjeuner avec un groupe d'intellectuels proches de Solidarité. Les entretiens avec le général Jaruzelski étaient prévus en fin de journée. Vendredi, Mme Thatcher part pour Gdansk, où elle doit notamment rencontrer M. Lech Walesa. – *(UPI, AFP.)*

● **M. Adam Michnik n'ira pas à Moscou.** – L'un des principaux théoriciens de Solidarité, M. Adam Michnik, a indiqué, mercredi 2 novembre, que les autorités polonaises lui avaient refusé un passeport pour se rendre à Moscou, où il comptait accompagner le cinéaste Andrzej Wajda, invité pour une rétrospective par l'Union des cinéastes soviétiques.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 3 novembre

### Légère hausse

Hausse timide de la Bourse jeudi matin, l'indicateur instantané s'appréciant de 0,24 %. Parmi les plus fortes progressions figuraient encore Vallourec (+ 6,6 %), GTM (+ 6 %), les Nouvelles Galeries (+ 5,2 %), la CGE (+ 3,6 %) et la Société générale (+ 3 %). Les baisses étaient emmenées par Locafrance (– 2,6 %), Locindus (– 2,6 %) et Roussel-Uclaf (– 1,9 %).

Le numéro du « Monde » daté 3 novembre 1988 a été tiré à 503 284 exemplaires

A B C D E F G



## La grève continue dans les sept garages PTT de la région parisienne

**Plusieurs conflits sociaux se poursuivaient, jeudi 3 novembre, dans les PTT, mais aussi dans les transports en commun et à EDF.**

● **Aux PTT,** la situation est inchangée dans le centre de tri de Lille-Lezennes, toujours bloqué par les grévistes. Trois millions de lettres sont à l'intérieur, mais le courrier est désormais acheminé par une « structure parallèle ». Des négociations se poursuivent, sans succès pour l'instant.

*« Moins de 1 % du courrier était concerné »* par les conflits sociaux dans les postes, a indiqué M. Paul Quilès, ministre des PTT, le 2 novembre, à l'Assemblée nationale. La direction générale de la poste, dans un communiqué, a souligné que *« les 118 centres de tri de la poste fonctionnent normalement (...), à l'exception de Lille-Lezennes »*. *« Par contre,* ajoutait la direction, *le fonctionnement des services de Paris gare de l'Est, Paris PLM et Paris-Austerlitz est actuellement perturbé par des camions qui gênent les entrées. »*

En effet, le mouvement de grève se poursuit dans les sept garages de la région parisienne, désormais occupés par les grévistes. Personne ne travaille sur les 1 200 agents du service, et les 600 camions sont immobilisés.

Pour tenter de régler le conflit, des négociations ont eu lieu dans l'après-midi du 2 novembre et se sont interrompues sur un échec, vers 23 heures. Elles devaient reprendre dans l'après-midi de jeudi.

● **Dans les transports en commun,** la grève se poursuit à Lyon, Saint-Etienne, Valenciennes et Nantes. A Lyon, la grève a été reconduite le 2 novembre par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et autonomes des transports en commun lyonnais (TCL), qui n'a toutefois pas organisé de consultation du personnel. Mais des divergences entre syndicats sont apparues sur les dernières propositions de la direction (3,5 % d'augmentation des salaires en 1989) : pour FO, elles sont *« acceptables »*, alors que, pour la CGT, elles sont *« bien en dessous des revendications »*. A Nantes, la ville est privée de tramways et de bus depuis le 19 octobre. Des négociations avec la direction ont été rompues. Le 2 novembre, un service minimum a été mis en place avec soixante chauffeurs non grévistes.

AFGHANISTAN

## Résolution de compromis à l'Assemblée générale de l'ONU

L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. Vernon Walters, a déclaré, mercredi 2 novembre, à une délégation de la résistance, conduite par M. Rabbani, que son gouvernement continuait d'appuyer les moudjahidins jusqu'au rétablissement de la « liberté » en Afghanistan.

La visite de M. Rabbani à New-York coïncide avec celle du premier ministre du gouvernement de Kaboul, M. Hassan Sharq, à l'occasion de l'examen par l'Assemblée générale de l'ONU de la situation en Afghanistan. Mais, pour la première fois depuis le début du conflit, il n'y aura ni débat ni vote, car la résolution préparée devrait être adoptée, en principe jeudi, par consensus à la suite d'un compromis préparé en coulisses par l'URSS et le Pakistan. Le texte souligne notamment la nécessité d'un dialogue entre Afghans sur l'établissement d'un gouvernement largement représentatif, mais, pour l'instant, il n'y a pas de signes visibles que les dirigeants de la résistance afghane qui sont à New-York acceptent de rencontrer M. Sharq.

Selon des sources diplomatiques d'Islamabad, M. Rabbani devrait discuter de la formation d'une *shirga* (assemblée traditionnelle) et du transfert de pouvoir avec des représentants soviétiques. L'URSS n'est en principe pas opposée à des contacts avec la résistance à condition que celle-ci entame le dialogue également avec Kaboul. – *(AFP.)*

● **Centième essai nucléaire français.** – La France a procédé le 25 octobre à son centième essai nucléaire souterrain dans le Pacifique sud depuis 1975, ont annoncé, mercredi 2 novembre, des scientifiques néo-zélandais. Cet essai, le cinquième depuis le début de cette année, était d'une puissance de 2 kilotonnes et il provenait probablement de l'atoll de Mururoa. Les autorités françaises ont indiqué que l'atoll de Fangataufa allait de nouveau être utilisé comme site, alors qu'il était fermé aux expérimentations depuis 1975. Ce centième essai est l'un des plus faibles détectés jusqu'à maintenant, le record de puissance ayant été atteint, en juillet 1979, avec 140 kilotonnes. – *(AFP.)*

● **M. Bioulac réélu président du conseil général de la Dordogne.** – M. Bernard Bioulac (PS) a été réélu, le mercredi 2 novembre, président du conseil général de la Dordogne par 26 voix contre 24 à son adversaire RPR, M. Yves Guéna. M. Bioulac avait donné sa démission, le 28 octobre, pour provoquer une nouvelle élection à la suite d'une plainte déposée auprès du tribunal administratif par M. Guéna. Les conditions dans lesquelles s'était déroulé le vote du 7 octobre au cours duquel les élus PS avaient dû montrer leur bulletin à un scrutateur avant de le placer dans l'enveloppe et de le jeter dans l'urne avaient conduit M. Guéna à déposer cette plainte.